

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

1909

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL

DE DIPLOMATIE, D'HISTOIRE
ET DE DROIT INTERNATIONAL

FONDÉ EN 1861

IL^e ANNÉE — TROISIÈME SÉRIE

TOME CENT ONZE



PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1970

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

TOME III

N^{os} 7-8-9

Vol. III. — 1909.

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

ALLEMAGNE — AUTRICHE-HONGRIE — BELGIQUE —
DANEMARK — ESPAGNE — FRANCE — ITALIE —
LUXEMBOURG — NORVÈGE — PAYS-BAS — PORTUGAL
ROUMANIE — RUSSIE — SUÈDE — SUISSE.

**Convention signée à La Haye, le 17 juillet 1905. relative
à la procédure civile (1).**

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand ; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie, pour l'Autriche et pour la Hongrie ; Sa Majesté le Roi des Belges ; Sa Majesté le Roi de Danemark ; Sa Majesté le Roi d'Espagne ; Le Président de la République Française ; Sa Majesté le Roi d'Italie ; Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau ; Sa Majesté le Roi de Norvège ; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc. ; Sa Majesté le Roi de Roumanie ; Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies ; Sa Majesté le Roi de Suède, et le Conseil Fédéral Suisse,

(1) Dépôt des ratifications à La Haye, le 24 avril 1909, sauf celui de Luxembourg dont le dépôt a eu lieu le 3 août 1909.

Désirant apporter à la Convention du 14 novembre 1896 les améliorations suggérées par l'expérience,

Ont résolu de conclure une nouvelle Convention à cet effet et ont, en conséquence, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand :

MM. de Schloezer, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et le D^r Johannes Kriege, Son Conseiller intime de Légation ;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie : Pour l'Autriche et pour la Hongrie :

M. le Comte Christophe de Wydenbruck, Son Conseiller intime et Chambellan, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Pour l'Autriche :

M. le Chevalier Robert Holzknacht de Hort, Chef de section au Ministère Impérial Royal autrichien de la Justice ;

Pour la Hongrie :

M. Gustave Töry, Secrétaire d'Etat au Ministère Royal hongrois de la Justice ;

Sa Majesté le Roi des Belges :

MM. le Baron Guillaume, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et A. van den Bulcke, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Directeur Général au Ministère des Affaires Etrangères ;

Sa Majesté le Roi de Danemark :

M. J. W. de Grevenkop Castenkjold, Son Chambellan, Son Ministre-Résident près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

M. Arturo de Baguer, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Le Président de la République Française :

MM. de Monbel, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République Française près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et Louis Renault, Professeur de Droit International à l'Université de Paris, Jurisconsulte du Ministère des Affaires Etrangères ;

Sa Majesté le Roi d'Italie :

M. Salvatore Tugini, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau :

M. le Comte de Villers, Son Chargé d'Affaires à Berlin ;

Sa Majesté le Roi de Norvège :

M. F. Hagerup, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas : MM. le Jonkheer W. M. de Weede de Berencamp, Son Ministre des Affaires Étrangères, J. A. Loeff, Son Ministre de la Justice, et T. M. C. Asser, Son Ministre d'Etat, Membre du Conseil d'Etat, Président de la Commission Royale de Droit international Privé, Président des Conférences de Droit International Privé ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc. :

M. le Comte de Selir, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. E. Mavrocordato, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies :

Mr N. Tcharykow, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Sa Majesté le Roi de Suède :

M. le Baron Falkenberg, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Le Conseil Fédéral Suisse :

M. G. Carlin, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération Suisse près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

I. Communications d'actes judiciaires et extrajudiciaires.

ART. 1^{er}. — En matière civile ou commerciale, les significations d'actes à destination de personnes se trouvant à l'étranger se feront, dans les Etats contractants, sur une demande du consul de l'Etat requérant adressée à l'autorité qui sera désignée par l'Etat requis. La demande contenant l'indication de l'autorité de qui émane l'acte transmis, le nom et la qualité des parties, l'adresse du destinataire, la nature de l'acte dont il s'agit, doit être rédigée dans la langue de l'autorité requise. Cette autorité enverra au consul la pièce prouvant la signification ou indiquant le fait qui l'a empêchée.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient à l'occasion de la demande du consul seront réglées par la voie diplomatique.

Chaque Etat contractant peut déclarer, par une communication adressée aux autres Etats contractants, qu'il entend que la demande de

signification à faire sur son territoire, contenant les mentions indiquées à l'art. 1^{er}, lui soit adressée par la voie diplomatique.

Les dispositions qui précèdent ne s'opposent pas à ce que deux Etats contractants s'entendent pour admettre la communication directe entre leurs autorités respectives.

ART. 2. — La signification se fera par les soins de l'autorité compétente de l'Etat requis. Cette autorité, sauf les cas prévus dans l'article 3, pourra se borner à effectuer la signification par la remise de l'acte au destinataire qui l'accepte volontairement.

ART. 3. — Si l'acte à signifier est rédigé, soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés, ou s'il est accompagné d'une traduction dans l'une de ces langues, l'autorité requise, au cas où le désir lui en serait exprimé dans la demande, fera signifier l'acte dans la forme prescrite par sa législation intérieure pour l'exécution de significations analogues, ou dans une forme spéciale, pourvu qu'elle ne soit pas contraire à cette législation. Si un pareil désir n'est pas exprimé, l'autorité requise cherchera d'abord à effectuer la remise dans les termes de l'art. 2.

Sauf entente contraire, la traduction prévue dans l'alinéa précédent sera certifiée conforme par l'agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requis.

ART. 4. — L'exécution de la signification prévue par les art. 1, 2 et 3 ne pourra être refusée que si l'Etat, sur le territoire duquel elle devrait être faite, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

ART. 5. — La preuve de la signification se fera au moyen, soit d'un récépissé daté et légalisé du destinataire, soit d'une attestation de l'autorité de l'Etat requis, constatant le fait, la forme et la date de la signification.

Si l'acte à signifier a été transmis en double exemplaire, le récépissé ou l'attestation doit se trouver sur l'un des doubles ou y être annexé.

ART. 6. — Les dispositions des articles qui précèdent ne s'opposent pas :

1° à la faculté d'adresser directement par la voie de la poste des actes aux intéressés se trouvant à l'étranger ;

2° à la faculté pour les intéressés de faire faire des significations directement par les soins des officiers ministériels ou des fonctionnaires compétents du pays de destination ;

3° à la faculté pour chaque Etat de faire faire directement, par les soins de ses agents diplomatiques ou consulaires, les significations destinées aux personnes se trouvant à l'étranger.

Dans chacun de ces cas, la faculté prévue n'existe que si des conventions intervenues entre les Etats intéressés l'admettent ou si, à défaut

de conventions, l'Etat sur le territoire duquel la signification doit être faite, ne s'y oppose pas. Cet Etat ne pourra s'y opposer lorsque, dans le cas de l'alinéa 1^{er}, numéro 3, l'acte doit être signifié sans contrainte à un ressortissant de l'Etat requérant.

ART. 7. — Les significations ne pourront donner lieu au remboursement de taxes ou de frais de quelque nature que ce soit.

Toutefois, sauf entente contraire, l'Etat requis aura le droit d'exiger de l'Etat requérant le remboursement des frais occasionnés par l'intervention d'un officier ministériel ou par l'emploi d'une forme spéciale dans les cas de l'art. 3.

II. *Commissions rogatoires.*

ART. 8. — En matière civile ou commerciale, l'autorité judiciaire d'un Etat contractant pourra, conformément aux dispositions de sa législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente d'un autre Etat contractant pour lui demander de faire, dans son ressort, soit un acte d'instruction, soit d'autres actes judiciaires.

ART. 9. — Les commissions rogatoires seront transmises par le consul de l'Etat requérant à l'autorité qui sera désignée par l'Etat requis. Cette autorité enverra au consul la pièce constatant l'exécution de la commission rogatoire ou indiquant le fait qui en a empêché l'exécution.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient à l'occasion de cette transmission seront réglées par la voie diplomatique.

Chaque Etat contractant peut déclarer, par une communication adressée aux autres Etats contractants, qu'il entend que les commissions rogatoires à exécuter sur son territoire lui soient transmises par la voie diplomatique.

Les dispositions qui précèdent ne s'opposent pas à ce que deux Etats contractants s'entendent pour admettre la transmission directe des commissions rogatoires entre leurs autorités respectives.

ART. 10. — Sauf entente contraire, la commission rogatoire doit être rédigée, soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés, ou bien elle doit être accompagnée d'une traduction faite dans une de ces langues et certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requis.

ART. 11. — L'autorité judiciaire à laquelle la commission rogatoire est adressée sera obligée d'y satisfaire en usant des mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution d'une commission des autorités de l'Etat requis ou d'une demande formée à cet effet par une partie intéressée. Ces moyens de contrainte ne sont pas nécessairement employés s'il s'agit de la comparution de parties en cause.

L'autorité requérante sera, si elle le demande, informée de la date et

du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée, afin que la partie intéressée soit en état d'y assister.

L'exécution de la commission rogatoire ne pourra être refusée que :

- 1° si l'authenticité du document n'est pas établie ;
- 2° si, dans l'Etat requis, l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire ;
- 3° si l'Etat sur le territoire duquel l'exécution devrait avoir lieu, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

ART. 12. — En cas d'incompétence de l'autorité requise, la commission rogatoire sera transmise d'office à l'autorité judiciaire compétente du même Etat, suivant les règles établies par la législation de celui-ci.

ART. 13. — Dans tous les cas où la commission rogatoire n'est pas exécutée par l'autorité requise, celle-ci en informera immédiatement l'autorité requérante, en indiquant, dans le cas de l'art. 11, les raisons pour lesquelles l'exécution de la commission rogatoire a été refusée et, dans le cas de l'art. 12, l'autorité à laquelle la commission est transmise.

ART. 14. — L'autorité judiciaire qui procède à l'exécution d'une commission rogatoire appliquera les lois de son pays, en ce qui concerne les formes à suivre.

Toutefois, il sera déféré à la demande de l'autorité requérante, tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, pourvu que cette forme ne soit pas contraire à la législation de l'Etat requis.

ART. 15. — Les dispositions des articles qui précèdent n'excluent pas la faculté pour chaque Etat de faire exécuter directement par ses agents diplomatiques ou consulaires les commissions rogatoires, si des conventions intervenues entre les Etats intéressés l'admettent ou si l'Etat sur le territoire duquel la commission rogatoire doit être exécutée, ne s'y oppose pas.

ART. 16. — L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou de frais de quelque nature que ce soit.

Toutefois, sauf entente contraire, l'Etat requis aura le droit d'exiger de l'Etat requérant le remboursement des indemnités payées aux témoins ou aux experts, ainsi que des frais occasionnés par l'intervention d'un officier ministériel, rendue nécessaire parce que les témoins n'ont pas comparu volontairement, ou des frais résultant de l'application éventuelle de l'art. 14, alinéa 2.

III. *Cautio judicatum solvi.*

ART. 17. — Aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé, à raison soit de leur qualité d'étran-

gers, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux nationaux d'un des Etats contractants, ayant leur domicile dans l'un de ces Etats, qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux d'un autre de ces Etats.

La même règle s'applique au versement qui serait exigé des demandeurs ou intervenants pour garantir les frais judiciaires.

Les conventions par lesquelles des Etats contractants auraient stipulé pour leurs ressortissants la dispense de la *caution judicatum solvi* ou du versement des frais judiciaires sans condition de domicile continueront à s'appliquer.

ART. 18. — Les condamnations aux frais et dépens du procès, prononcées dans un des Etats contractants contre le demandeur ou l'intervenant dispensés de la caution, du dépôt ou du versement en vertu soit de l'article 17, alinéas 1 et 2, soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée, seront, sur une demande faite par la voie diplomatique, rendues gratuitement exécutoires par l'autorité compétente dans chacun des autres Etats contractants.

La même règle s'applique aux décisions judiciaires par lesquelles le montant des frais du procès est fixé ultérieurement.

Les dispositions qui précèdent ne s'opposent pas à ce que deux Etats contractants s'entendent pour permettre que la demande d'exequatur soit aussi faite directement par la partie intéressée.

ART. 19. — Les décisions relatives aux frais et dépens seront déclarées exécutoires sans entendre les parties, mais sauf recours ultérieur de la partie condamnée, conformément à la législation du pays où l'exécution est poursuivie.

L'autorité compétente pour statuer sur la demande d'exequatur se bornera à examiner :

1° si, d'après la loi du pays où la condamnation a été prononcée, l'expédition de la décision réunit les conditions nécessaires à son authenticité ;

2° si, d'après la même loi, la décision est passée en force de chose jugée ;

3° si le dispositif de la décision est rédigé, soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés, ou bien s'il est accompagné d'une traduction, faite dans une de ces langues et, sauf entente contraire, certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requis.

Pour satisfaire aux conditions prescrites par l'alinéa 2, numéros 1 et 2, il suffira d'une déclaration de l'autorité compétente de l'Etat requérant constatant que la décision est passée en force de chose jugée. La compétence de cette autorité sera, sauf entente contraire, certifiée par le plus haut fonctionnaire préposé à l'administration de la justice dans l'Etat requérant. La déclaration et le certificat dont il vient d'être parlé

doivent être rédigés ou traduits conformément à la règle contenue dans l'alinéa 2, numéro 3.

IV. *Assistance judiciaire gratuite.*

ART. 20. — Les ressortissants de chacun des Etats contractants seront admis dans tous les autres Etats contractants au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite, comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la législation de l'Etat où l'assistance judiciaire gratuite est réclamée.

ART. 21. — Dans tous les cas, le certificat ou la déclaration d'indigence doit être délivré ou reçue par les autorités de la résidence habituelle de l'étranger, ou, à défaut de celles-ci, par les autorités de sa résidence actuelle. Dans le cas où ces dernières autorités n'appartiendraient pas à un Etat contractant et ne recevraient pas ou ne délivreraient pas des certificats ou des déclarations de cette nature, il suffira d'un certificat ou d'une déclaration, délivré ou reçue par un agent diplomatique ou consulaire du pays auquel l'étranger appartient.

Si le requérant ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat ou la déclaration d'indigence sera légalisé gratuitement par un agent diplomatique ou consulaire du pays où le document doit être produit.

ART. 22. — L'autorité compétente pour délivrer le certificat ou recevoir la déclaration d'indigence pourra prendre des renseignements sur la situation de fortune du requérant auprès des autorités des autres Etats contractants.

L'autorité chargée de statuer sur la demande d'assistance judiciaire gratuite conserve, dans les limites de ses attributions, le droit de contrôler les certificats, déclarations et renseignements qui lui sont fournis.

ART. 23. — Si le bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite a été accordé au ressortissant d'un des Etats contractants, les significations relatives au même procès qui seraient à faire dans un autre de ces Etats ne pourront donner lieu qu'au remboursement par l'Etat requérant à l'Etat requis des frais occasionnés par l'emploi d'une forme spéciale en vertu de l'art. 3.

Dans le même cas, l'exécution de commissions rogatoires ne donnera lieu qu'au remboursement par l'Etat requérant à l'Etat requis des indemnités payées aux témoins ou aux experts, ainsi que des frais nécessités par l'application éventuelle de l'article 14, alinéa 2.

V. *Contrainte par corps.*

ART. 24. — La contrainte par corps, soit comme moyen d'exécution, soit comme mesure simplement conservatoire, ne pourra pas, en matière civile ou commerciale, être appliquée aux étrangers appartenant

à un des Etats contractants dans les cas où elle ne serait pas applicable aux ressortissants du pays. Un fait qui peut être invoqué par un ressortissant domicilié dans le pays, pour obtenir la levée de la contrainte par corps, doit produire le même effet au profit du ressortissant d'un Etat contractant, même si ce fait s'est produit à l'étranger.

VI. *Dispositions finales.*

ART. 25. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que six des Hautes Parties Contractantes seront en mesure de le faire.

Il sera dressé de tout dépôt de ratifications un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

ART. 26. — La présente Convention s'applique de plein droit aux territoires européens des Etats contractants.

Si un Etat contractant en désire la mise en vigueur dans ses territoires, possessions ou colonies, situés hors de l'Europe, ou dans ses circonscriptions consulaires judiciaires, il notifiera son intention à cet effet par un acte, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie, certifiée conforme, à chacun des Etats contractants. La Convention entrera en vigueur dans les rapports entre les Etats qui répondront par une déclaration affirmative à cette notification, et les territoires, possessions ou colonies, situés hors de l'Europe, et les circonscriptions consulaires judiciaires, pour lesquels la notification aura été faite. La déclaration affirmative sera déposée, de même, dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas, qui en enverra, par la voie diplomatique, une copie, certifiée conforme, à chacun des Etats contractants.

ART. 27. — Les Etats représentés à la quatrième Conférence de droit international privé sont admis à signer la présente Convention jusqu'au dépôt des ratifications prévu par l'art. 25, alinéa 1^{er}.

Après ce dépôt, ils seront toujours admis à y adhérer purement et simplement. L'Etat qui désire adhérer notifie son intention par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie, certifiée conforme, à chacun des Etats contractants.

ART. 28. — La présente Convention remplacera la Convention de droit international privé du 14 novembre 1896 et le Protocole Additionnel du 22 mai 1897.

Elle entrera en vigueur le soixantième jour à partir de la date où tous les Etats signataires ou adhérents de la Convention du 14 novembre 1896 auront déposé leurs ratifications de la présente Convention, et au plus tard le 27 avril 1909.

Dans le cas de l'article 26, alinéa 2, elle entrera en vigueur quatre

mois après la date de la déclaration affirmative et, dans le cas de l'article 27, alinéa 2, le soixantième jour après la date de la notification des adhésions.

Il est entendu que les notifications prévues par l'article 26, alinéa 2, ne pourront avoir lieu qu'après que la présente Convention aura été mise en vigueur conformément à l'alinéa 2 du présent article.

ART. 29. — La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date indiquée dans l'article 28, alinéa 2, pour sa mise en vigueur.

Ce terme commencera à courir de cette date, même pour les Etats qui auront fait le dépôt après cette date ou qui auront adhéré postérieurement et aussi en ce qui concerne les déclarations affirmatives faites en vertu de l'article 26, alinéa 2.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée, au moins six mois avant l'expiration du terme visé aux alinéas 2 et 3, au Gouvernement des Pays-Bas, qui en donnera connaissance à tous les autres Etats.

La dénonciation peut ne s'appliquer qu'aux territoires, possessions ou colonies, situés hors de l'Europe, ou aussi aux circonscriptions consulaires judiciaires, compris dans une notification faite en vertu de l'article 26, alinéa 2.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera exécutoire pour les autres Etats contractants.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à La Haye, le 17 juillet 1905, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats qui ont été représentés à la quatrième Conférence de Droit International Privé.

(Suivent les signatures).

Ratification. — La convention a été ratifiée par les Puissances contractantes, et les instruments de ratification ont été déposés à La Haye, au Ministère des Affaires Etrangères, le 24 avril 1909, sauf celui du Grand-Duché de Luxembourg, dont le dépôt a eu lieu le 3 août 1909.

ALLEMAGNE — LUXEMBOURG

Convention concernant l'application de la Convention de La Haye du 17 juillet 1905.

(L'échange des déclarations a eu lieu à Luxembourg, le 4 août 1909.)

Circulaire sur l'application de la convention de La Haye du 17 juillet 1905 en ce qui concerne les communications d'actes judiciaires et extrajudiciaires.

La convention conclue à La Haye, à la date du 14 novembre 1896, pour fixer entre les divers Etats qui y ont concouru des principes communs sur la communication d'actes judiciaires et extrajudiciaires, à caractère civil ou commercial, a été remplacée par des accords nouveaux signés également à La Haye, le 17 juillet 1905.

La convention de 1896 avait prévu que les significations d'actes à destination de l'étranger se feraient, dans les Etats contractants, sur la demande des officiers du ministère public ou du tribunal d'un de ces Etats, adressée à l'autorité compétente d'un autre de ces Etats, et que la transmission se ferait par la voie diplomatique, à moins que la communication directe n'ait été admise entre les autorités des deux Etats.

Les notifications postales étaient repoussées, sauf dans la double hypothèse où cette forme de procéder serait consacrée par la législation des Etats intéressés ou par une convention spéciale arrêtée entre eux.

En conséquence de ces clauses la voie postale a été employée pour les notifications dirigées vers la Belgique, la France et la Roumanie, tandis que les significations à l'adresse de personnes habitant un des autres Etats associés dans l'ancienne Union étaient opérées aux mains des officiers des parquets, qui se chargeaient de provoquer l'envoi des copies aux destinataires.

La convention de 1905 règle qu'en principe, en matière civile et commerciale, les significations d'actes à destination de personnes se trouvant à l'étranger se feront, dans les Etats contractants, sur une demande du consul de l'Etat requérant adressée à l'autorité qui sera désignée par l'Etat requis et que cette demande contiendra l'indication de l'autorité de qui émane l'acte requis ; — que toutefois chaque Etat peut déclarer, par une communication adressée aux autres Etats contractants, qu'il entend que la demande de signification à faire sur son territoire lui soit adressée par la voie diplomatique ; — qu'il est loisible à deux des Etats contractants de s'entendre pour admettre la communication directe entre leurs autorités respectives ; — enfin que la

faculté d'adresser directement par la voie de la poste des actes à des intéressés se trouvant à l'étranger est reconnue pour autant que des conventions intervenues entre les Etats intéressés l'admettent ou qu'à défaut de convention l'Etat sur le territoire duquel la signification doit être faite ne s'y oppose pas.

Le Grand-Duché a accédé à la convention de 1905 dont les stipulations viennent d'être publiées. Il s'est entendu encore avec l'Allemagne pour l'introduction du système des communications directes entre les autorités du Grand-Duché et celles de l'Empire.

Les changements apportés en 1905 aux règles, concernant les significations, instituées par la convention de 1896, entraînent l'*exclusion*, après la mise en vigueur des principes nouveaux du système de *notification consistant à délivrer l'exploit aux magistrats des parquets* et nous remettent dans l'application, soit de l'arrêté royal du 1^{er} avril 1844, soit de l'ordonnance du 28 octobre 1842. *Les exploits qui seront faits en direction d'un pays, appartenant à la nouvelle union, qui ne s'oppose pas à l'emploi de l'arrêté de 1814, seront assujettis aux formes prévues par cet acte législatif.*

N'acceptent pas ce procédé de signification à l'étranger par la voie postale l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Roumanie. Aucun des autres Etats n'a jusqu'ici formulé son veto à l'endroit de la transmission des copies d'exploit par la poste. La France est engagée envers le Grand-Duché dans les termes de la déclaration échangée, à la date du 14 mars 1884, entre les Gouvernements des deux Etats. Si dans la suite d'autres oppositions se produisaient, le Mémorial porterait le fait à la connaissance du public, et les huissiers procéderaient dès lors à l'égard des habitants de ces Etats tombant sous l'action de leur ministère comme il y a lieu de procéder à l'égard des habitants de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de la Roumanie. *Les exploits à l'adresse de personnes établies dans ces pays suivront l'ordonnance r. g.-d. de 1842.* Sur la déclaration qui sera faite par le percepteur des postes à l'huissier instrumentaire, qu'il se trouve dans l'impossibilité d'exécuter le chargement, l'officier ministériel consignera cette information au bas de l'original de son exploit. Il fera viser l'original par le percepteur et transmettra *les copies refusées à la poste au chef du département de la justice.*

Au cas cependant où quelque autre autorité aurait reçu la mission de transmettre les copies, soit au consul chargé des affaires du Grand-Duché, soit, en conformité d'un traité spécial, à l'autorité étrangère commise au soin de faire effectuer la remise aux intéressés, c'est à cette autorité (luxembourgeoise) que l'huissier adressera les pièces.

L'arrangement conclu avec l'Allemagne pour l'instauration de rapports directs entre les autorités des deux pays qu'elle charge de l'envoi et respectivement de la réception des actes faisant l'objet de significations, attribuée, pour le Grand-Duché, le mandat d'expédition au procureur général et aux procureurs d'Etat. Les huissiers de l'arrondissement de Luxembourg enverront dès lors, sous le pli chargé prévu par

l'ordonnance de 1842, les copies de leurs exploits en direction de l'Allemagne, au procureur général ou au procureur d'Etat près le tribunal de cet arrondissement ; ceux de l'arrondissement de Diekirch les adresseront au procureur d'Etat près le tribunal de ce dernier ressort.

Les directions qui précèdent ne mettront pas obstacle à ce que l'huissier instrumentaire, qui devra faire parvenir, soit au directeur général de la justice, soit à l'officier du parquet, les pièces sujettes à communication, les remette directement au représentant de l'autorité compétente, s'il opère dans la ville siège de celle-ci. On évitera par ce procédé le passage, inutile, des papiers au bureau de poste. L'officier ministériel prendra soin de déclarer, au bas de l'original de son exploit, qu'il fera viser par qui de droit, que la poste se trouvant dans l'impossibilité d'exécuter le chargement à l'adresse du destinataire, il a remis, conformément aux arrangements internationaux en vigueur, les copies au fonctionnaire réceptionnaire qu'il désignera.

Il serait superflu d'ajouter que les exploits intéressant des habitants d'un pays non compris parmi les Etats signataires de la convention de 1905 demeureront, comme par le passé, soumis rigoureusement à l'empire de la législation nationale, consignée dans l'arrêté de 1814 et l'ordonnance de 1842.

En résumé, à partir de la mise en vigueur du traité de 1905 et, à partir du 1^{er} septembre prochain, de l'arrangement séparé que le Grand-Duché a conclu avec l'Allemagne, les exploits à l'adresse d'habitants de l'Empire seront faits aux officiers des parquets, soit directement, soit par la voie de la poste, suivant ce qui a été expliqué ci-dessus. — Les exploits à l'adresse d'habitants de l'Autriche-Hongrie et de la Roumanie seront faits aux mains du Directeur général de la justice par envoi postal, à moins que l'huissier instrumentaire n'opère à Luxembourg, auquel cas il lui sera loisible de faire la remise directement. — Les exploits à l'adresse d'habitants des autres pays ayant accédé à la convention du 17 juillet 1905, et qui sont : la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie, la Suède et la Suisse, seront opérés, jusqu'à nouvel ordre, dans les formes prévues par l'arrêté de 1814. — Enfin, dans nos rapports avec les pays restés en dehors de la convention de 1905, la législation nationale sur les significations à l'étranger sera observée sans changement aucun.

Luxembourg, le 5 août 1909.

*Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,*

EYSCHEN.

ALLEMAGNE — HAÏTI

Convention commerciale du 29 juillet 1908.

(*Moniteur Haïtien*, du 26 août 1908.)

Le Président de la République d'Haïti,

Et Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse,

Egalement animés du désir de favoriser le développement des relations commerciales entre les deux Pays, ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs :

Le Président de la République d'Haïti :

M. Louis Borno, Secrétaire d'Etat des Relations Extérieures et des Cultes ;

S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse :

M. E. de Zimmerer, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire d'Allemagne à Port-au-Prince,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ART. 1^{er}. — Les denrées et produits énumérés dans le tableau n° 1 annexé à la présente Convention, originaires de la République d'Haïti, bénéficieront, à leur importation en Allemagne, des taxes du tarif douanier actuel qui s'applique également à tous les produits et denrées similaires.

ART. 2. — Les produits énumérés dans le tableau n° 2, annexé à la présente Convention, originaires d'Allemagne, bénéficieront, à leur importation dans la République d'Haïti, d'une réduction de 25 % (soit le quart) sur l'ensemble des droits principaux, de ceux de wharfage, de pesage, de visa et des surtaxes des 50 % et 33 1/3 % qui sont inscrits au tarif minimum haïtien, tel que ledit tarif minimum est fixé par la loi du 6 septembre 1906.

ART. 3. — La bière payera le tiers du droit actuel. Les vins de la Moselle seront taxés comme vins blancs.

ART. 4. — Pour être admis aux régimes de faveur stipulés par les articles 1, 2 et 3, les denrées, produits et marchandises des deux pays devront être accompagnés de certificats d'origine.

Les certificats d'origine seront délivrés en Haïti et en Allemagne par les autorités compétentes et visés sans frais par les Consuls haïtien et allemand des ports d'embarquement.

Les certificats d'origine seront délivrés, soit sur le vu de la déclaration présentée par le producteur ou le fabricant des produits ou par son mandataire, mentionnant que les marchandises sont bien des produits de sa fabrique ou de son industrie, soit sur la déclaration d'un négociant patenté présentant des factures authentiques relatives à la marchandise.

Les certificats d'origine mentionneront, outre le nombre, les marques, numéros, poids bruts et contenus des colis, le nom, la résidence et le domicile du producteur ou fabricant, lorsque celui-ci en aura fait directement la demande ; si les certificats d'origine sont délivrés sur la demande d'un mandataire, on y ajoutera les mêmes références relatives à celui-ci ; s'ils sont délivrés sur la demande d'un négociant patenté, on y indiquera le nom, la résidence et le domicile de ce négociant.

Les certificats d'origine délivrés en Allemagne comporteront, en outre, la mention par la douane du port d'embarquement, que les marchandises ne proviennent ni de transit ni d'entrepôts.

ART. 5. — Le Gouvernement Haïtien s'engage à ne pas élever le droit de tonnage, les droits principaux du tarif douanier sur les articles énumérés dans le tableau n° 2, ni ceux applicables à la bière et aux vins de la Moselle, tant que le Gouvernement allemand ne modifiera pas de son côté les droits sur les produits mentionnés au tableau n° 1.

ART. 6. — La présente Convention sera ratifiée par les deux Gouvernements et les ratifications en seront échangées à Port-au-Prince aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur à partir du 1^{er} septembre 1908 et demeurera en application pendant une période de trois années.

Six mois avant l'expiration de ladite période de trois années, celle des deux Parties contractantes qui aura l'intention de ne pas prolonger au delà les effets de la présente Convention, devra le notifier expressément à l'autre Partie contractante. Dans le cas où cette notification n'aurait pas été faite à l'époque précitée ni par l'une ni par l'autre des deux Parties contractantes, la présente Convention restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois après la dénonciation qui en serait faite ultérieurement.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susdésignés ont signé la présente Convention qu'ils ont revêtue de leurs cachets respectifs.

Fait en double exemplaire à Port-au-Prince, le 29 juillet 1908.

(LL. SS.) Louis BORNO.
ZIMMERER.

TABLEAU N° 1.

Marchandises originaires de la République d'Haïti qui bénéficieront, à leur importation en Allemagne, des taxes les plus réduites :

1. Bois d'ébénisterie.
2. Bois de teinture.
3. Cacao.
4. Café.
5. Cire.
6. Miel.

TABLEAU N° 2.

Marchandises et produits allemands qui bénéficieront, à leur importation en Haïti, d'une réduction de 25 % (soit le quart) sur l'ensemble des droits principaux, de ceux de wharfage, de pesage, de visa et des surtaxes de 50 % et de 33 1/3 %, inscrits au tarif minimum haïtien :

1. Bas et chaussettes de tous genres et de toutes qualités.
 2. Allumettes.
 2. Articles de ferblanterie et en fer émaillé.
 3. Ciment.
 4. Cordage.
 5. Faïence.
 6. Ficelle.
-

Port-au-Prince, ce 29 août 1908.

*Le Secrétaire d'Etat au Département des Finances et du Commerce
aux Directeurs des Douanes de la République.*

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Ainsi que vous le lirez sur le *Moniteur* du 26 de ce mois, n° 68, une Convention commerciale est signée entre le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse, et celui de la République d'Haïti. Elle doit être mise en vigueur le 1^{er} septembre prochain, en vertu de la clause VI (deuxième alinéa).

En vous en donnant avis à temps, le Département s'empresse d'appeler toute votre attention sur les clauses II, III, IV et vous invite à veiller à ce qu'elles soient appliquées selon le vœu formel qui est stipulé.

Le Département ne croit pas superflu de vous indiquer le mode de prélever les droits sur la bière (clause III), afin qu'il n'y ait aucune confusion dans le service de la comptabilité des douanes de la République. Voici la façon de dresser le bordereau de la bière :

Bière (les 12 bouteilles).	G. 0,75	la barrique	G. 4,75
Le tiers de ce droit.	G. 0,25		G. 1,58
Wharfage	0,06		0,25
	G. 0,31		G. 1,83
50 %	0,15		0,92
33 1/3 %	0,10		0,61
Visa (appr)	0,04		0,24
	G. 0,60		G. 3,60
25 % or	P. 0,15		P. 0,90

Veuillez vous bien pénétrer de la teneur de la présente en vous conformant aux instructions qui vous sont données et m'en accuser réception.

Agréez, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

F. MARCELIN.

AUTRICHE-HONGRIE — SERBIE

Traité de commerce et de navigation du 1^{er}/14 mars 1908 (1).

(Traduction française.) (2)

Sa Majesté le Roi de Serbie, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie, d'autre part, animés d'un égal désir d'étendre et de développer les relations commerciales entre leurs Etats, ont résolu de conclure un nouveau traité, et ont nommé, à cet effet, pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Serbie :

M. Michel M. Popovitch, docteur ès sciences politiques, ancien Ministre, Directeur général des chemins de fer de l'Etat Serbe ;

M. Sava R. Koukitch, Directeur général des Douanes serbes ;

(1) Ce traité, mis provisoirement en vigueur du 1^{er} septembre 1908 au 1^{er} janvier 1909.

(2) Voir texte allemand, *Arch. Dipl.* 1908, n° 12 (tome 108), p. 393.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie :

M. le baron Louis Aehrenthal, Son Conseiller intime, Grand-Croix de l'ordre Autrichien Impérial de Léopold et de l'ordre Impérial Autrichien de François-Joseph et Chevalier de l'ordre Autrichien Impérial de la Couronne de fer de 3^e classe, Ministre de la Maison Impériale et Royale et des Affaires étrangères ;

M. François Fiedler, docteur en droit, Son Ministre du Commerce d'Autriche ;

M. François de Kossuth d'Udvard et de Kossuth, Son Conseiller intime et Ministre du Commerce de Hongrie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. — Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les territoires des Parties contractantes.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront dans les territoires de l'autre des mêmes droits, faveurs et exemptions dont jouissent actuellement ou jouiront à l'avenir, en matière de commerce, d'industrie et de navigation dans ces territoires, les propres nationaux et les ressortissants de la nation la plus favorisée.

ART. 2. — Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront réciproquement, dans les territoires de l'autre, la même faculté que les nationaux et les ressortissants de la nation la plus favorisée de voyager sur les chemins de fer, rivières et routes, de s'établir dans les lieux quelconques ou d'y séjourner temporairement, d'acquérir des terres de toute sorte et des maisons ou de les louer et de les posséder en tout ou en partie ; en général, d'acquérir des biens meubles et immeubles, de les aliéner ou transmettre par des actes quelconques et surtout par la vente, le testament ou par la succession *ab intestato* : le tout sans autorisation ou approbation des autorités du pays. Ils pourront y exercer leur commerce ou métier, régler leurs affaires de toute sorte, soit directement, soit par l'entremise d'un intermédiaire qu'ils choisiront eux-mêmes, soit personnellement, soit en compagnie, transporter des marchandises et des personnes, établir des dépôts, fixer les prix, gages et les paiements de leurs marchandises et prestations, vaquer à leurs affaires, présenter leurs déclarations aux douanes, faire valoir leurs droits et requêtes devant les autorités et tribunaux du pays : le tout sans payer des droits, contributions, impôts et taxes autres ni plus élevés ni plus onéreux que ceux auxquels sont soumis les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée et sans distinction de la nationalité ou de la confession.

Il est bien entendu qu'ils auront à se conformer à cet égard aux lois et règlements du pays en vigueur par rapport au commerce, aux métiers et à la sûreté publique et applicables aux nationaux et aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les fondations, corporations, associations et en général toutes les personnes morales qui existent dans les territoires d'une des Parties contractantes sont, sous réserve des dispositions de l'alinéa 4, exclues de la faculté d'acquérir, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, des biens immeubles sur les territoires de l'autre Partie.

Les sociétés anonymes ainsi que les autres sociétés commerciales, industrielles ou financières (y compris les sociétés d'assurance de tout genre), existant sur les territoires de l'une des Parties contractantes en vertu des lois respectives, pourront, réciproquement, exercer sur les territoires de l'autre tous les droits, y compris celui d'ester en justice devant les tribunaux soit pour intenter une action, soit pour y défendre, en se conformant aux lois et prescriptions qui y sont en vigueur sur cette matière. En outre, elles jouiront dans les territoires de l'autre Partie contractante de tous les droits qui sont ou pourraient être accordés à l'avenir aux sociétés analogues de la nation la plus favorisée, notamment en ce qui concerne leur admission à l'exercice de leur commerce ou de leur industrie et à la faculté d'acquérir et de posséder des biens immeubles. Outre ce droit au traitement de la nation la plus favorisée, les sociétés de navigation et d'assurance auront comme jusqu'à présent le droit d'acquérir et de posséder des biens immeubles.

ART. 3. — Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exempts, sur les territoires de l'autre, de tout service militaire, tant dans la troupe régulière que dans la milice et la garde nationale. Ils seront dispensés également du logement militaire, de toute contribution de guerre, de toute réquisition ou prestation militaires de quelque sorte que ce soit, hormis cependant les charges attachées à la possession ou à la location de biens immeubles, ainsi que les prestations ou réquisitions militaires auxquelles sont soumis les nationaux en leur qualité de propriétaires ou de locataires d'immeubles.

Ils seront également exempts de toute fonction officielle obligatoire judiciaire, administrative ou municipale, y compris celle de la tutelle (curatelle), en tant qu'elle ne se rapporte pas à la tutelle (curatelle) de leurs conationaux.

Ils ne pourront être assujettis, ni personnellement, ni par rapport à leurs meubles ou immeubles, à d'autres devoirs, restrictions, taxes ou impôts qu'à ceux auxquels seront soumis les nationaux.

ART. 4. — Les industriels ou négociants d'une des Parties contractantes qui voyagent ou qui font voyager leurs commis, agents, commis voyageurs ou représentants quelconques sur les territoires de l'autre pour y faire des achats ou recueillir des commissions, soit avec, soit sans échantillons, ainsi qu'en général dans l'intérêt de leurs affaires de commerce ou d'industrie, ne pourront à ce titre être soumis à aucun droit ou impôt ultérieur, pourvu qu'ils prouvent par une carte de légitimation, délivrée d'après le formulaire joint au présent Traité, que la raison sociale, pour le compte de laquelle ils voyagent, a acquitté dans

son pays les droits et impôts prescrits pour l'exercice de son commerce et de son industrie.

La disposition qui précède ne s'applique pas à la recherche de commandes chez des personnes qui n'exercent pas de commerce, ni d'industrie. Toutefois, les commis-voyageurs seront sous ce rapport traités réciproquement sur le pied de la nation la plus favorisée.

Les industriels et commis-voyageurs munis d'une carte de légitimation pourront porter avec eux des échantillons, mais pas de marchandises.

Les ressortissants des Parties contractantes seront réciproquement traités comme les nationaux lorsqu'ils se rendront des territoires de l'une des Parties contractantes sur les territoires de l'autre, pour visiter les foires et marchés, à l'effet d'y exercer leur commerce et d'y débiter leurs produits.

Les ressortissants d'une des Parties contractantes qui exercent le métier d'expéditeur ou de charretier entre divers points des territoires des Parties contractantes ou qui se livrent à la navigation ne seront soumis, par rapport à l'exercice de ces métiers, à aucune taxe industrielle ou spéciale sur les territoires de l'autre, pourvu qu'ils aient leur établissement principal dans les territoires de l'une des Parties contractantes. Leurs agents, qui exercent ce métier dans les territoires de l'autre Partie contractante, seront cependant soumis aux impôts sur leurs revenus personnels.

ART. 5. — Les objets passibles d'un droit de douane, à l'exception des articles d'alimentation, qui seront importés comme épreuves ou échantillons dans les territoires d'une des Parties contractantes par les commis-voyageurs de l'autre, seront admis en franchise de droits d'entrée et de sortie aux mêmes conditions et formalités qui sont en vigueur pour la nation la plus favorisée. Ces objets ne pourront être soumis à aucune taxe prélevée pour le compte de l'Etat ou à un autre impôt intérieur.

ART. 6. — Les Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie par des prohibitions quelconques d'importation, d'exportation ou de transit.

Elles ne pourront faire d'exceptions à cette règle que :

a. Pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir ;

b. Par égard à la sûreté publique et à la police sanitaire et vétérinaire, conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet ;

c. Dans des circonstances exceptionnelles par rapport aux provisions de guerre.

La réserve exprimée sous *b* s'étend également aux mesures prohibitives prises dans le but d'empêcher, dans l'intérêt de l'agriculture, la propagation d'insectes ou d'autres organismes nuisibles.

ART. 7. — Les marchandises de toute nature venant des territoires de l'une des Parties contractantes ou y allant seront réciproquement affranchies, dans les territoires de l'autre, de tout droit de transit et de taxe de consommation de toute sorte, soit qu'elles transitent directement, soit que pendant le transit elles doivent être déchargées, déposées ou rechargées.

ART. 8. — Les produits du sol et de l'industrie de l'Autriche et de la Hongrie, énumérés dans le tarif *A* annexé au présent Traité, acquitteront, à leur entrée en Serbie, les droits fixés par ledit tarif.

Tous les produits du sol et de l'industrie de l'Autriche et de la Hongrie, dénommés ou non dans le tarif *A*, seront traités, à l'entrée en Serbie, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Les produits du sol et de l'industrie de la Serbie, énumérés dans le tarif *B* annexé au présent Traité, acquitteront, à leur entrée dans le territoire douanier conventionnel des deux Etats de la Monarchie austro-hongroise, les droits fixés par ledit tarif.

Tous les produits du sol et de l'industrie de la Serbie, dénommés ou non dans le tarif *B*, seront traités, à l'entrée dans le territoire douanier conventionnel des deux Etats de la Monarchie austro-hongroise, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Les marchandises fabriquées au moyen de l'admission temporaire dans les territoires d'une des Parties contractantes ne seront réciproquement pas exclues du traitement applicable aux produits de l'industrie des territoires des Parties contractantes.

Il est entendu que, en ce qui concerne la législation sur les sucres, aucune des Parties contractantes ne pourra être empêchée par le présent Traité dans l'accomplissement des obligations qui lui sont imposées par son adhésion aux actes de Bruxelles relatifs au régime des sucres.

Dans le but de faciliter le trafic réciproque à travers la frontière immédiate, les Parties contractantes sont convenues des dispositions spéciales contenues dans l'annexe *C* jointe au présent Traité.

ART. 9. — Chacune des Parties contractantes s'engage, quant au montant, à la garantie et à la perception des droits à l'importation et à l'exportation, ainsi que par rapport au transit, à faire profiter les produits du sol et de l'industrie des territoires de l'autre Partie de toute faveur, immunité ou facilité qui serait déjà accordée ou qui pourrait être à l'avenir accordée à une tierce Puissance, de manière que toute faveur pareille sera étendue immédiatement, par ce fait même, et sans compensation, aux produits du sol et de l'industrie des territoires de l'autre Partie contractante.

ART. 10. — Seront admis en franchise temporaire de droit d'importation ou d'exportation les objets suivants, avec l'obligation de les faire retourner dans un terme établi à l'avance et à la condition que

l'identité des objets importés et réexportés soit constatée d'une manière absolue :

1° Toutes les marchandises, à l'exception des articles d'alimentation qui, sortant du commerce libre des territoires de l'une des Parties contractantes, sont expédiées aux foires et marchés de l'autre, ou qui, en dehors des foires et marchés, y sont expédiées pour y être vendues ;

2° Les objets destinés à être réparés sans que leur nature et leur dénomination commerciale subisse un changement essentiel ;

3° Les sacs marqués et ayant déjà servi, ainsi que les fûts et futailles qui sont importés des territoires de l'autre Partie contractante pour être réexportés remplis ou vidés ou bien qui sont réimportés après avoir été exportés remplis vidés ;

Le tout conformément aux dispositions applicables à la nation la plus favorisée.

ART. 11. — Sont exempts de droits de douane à l'entrée et à la sortie dans le commerce direct par la frontière immédiate :

1° Les effets des voyageurs, bateliers, charretiers et ouvriers, tels que : linge, vêtements, ustensiles de voyage, outils et instruments, destinés à leur propre usage et dans une quantité correspondante aux circonstances ;

2° Les voitures servant effectivement au transport des personnes et des marchandises, charrettes, paniers et appareils similaires pour le transport, bêtes de somme et de trait, embarcations avec inventaire régulier ;

3° Les provisions des navires ;

4° Les cartes d'échantillons et les échantillons qui ne peuvent servir à aucun autre usage ;

5° Les emballages extérieurs et les récipients, usuels pour le transport des marchandises, ne seront pas tarifés séparément, mais seront traités d'après les dispositions sur les tares ;

6° Les Parties contractantes admettront réciproquement, sur base d'une permission à accorder de cas en cas, en franchise des droits d'entrée et de sortie les effets et le mobilier, y compris les machines et les outils de fabrique, portant des traces d'usage, des personnes qui viennent s'établir dans leurs territoires, les effets et objets usés qui passent en héritage, enfin les trousseaux et cadeaux de noces même neufs, destinés à des personnes qui s'établissent dans leurs territoires à l'occasion de leur mariage.

Seront exclus de cette franchise les objets d'alimentation et de consommation, le bétail, ainsi que les étoffes non travaillées, les produits demi-manufacturés et les matières premières.

ART. 12. — Les droits intérieurs de production, de fabrication ou de consommation, qui grèvent ou grèveraient dans les territoires d'une des Parties contractantes les produits nationaux, soit pour le compte de

l'Etat, soit pour le compte des administrations municipales ou corporations, ne pourront frapper, sous aucun prétexte, ni d'un taux plus élevé, ni d'une manière plus onéreuse, les produits similaires provenant des territoires de l'autre Partie contractante.

Les produits des territoires d'une des Parties contractantes importés dans les territoires de l'autre n'y pourront être frappés de droits intérieurs que s'ils sont fabriqués dans les territoires de celle-ci et autant qu'ils y sont soumis à des taxes intérieures équivalentes.

Les marchandises qui sont produites ou fabriquées en Autriche ou en Hongrie et non en Serbie pourront exceptionnellement être soumises au paiement de l'impôt dit *trocharina*, perçu au profit de l'Etat ou des communes, pourvu qu'elles y soient soumises au moment de la conclusion du présent Traité et que la mesure en vigueur n'en soit pas dépassée.

En outre, les marchandises importées des deux Etats de la Monarchie austro-hongroise en Serbie, pour lesquelles des réductions ou des consolidations de droits ont été stipulées dans les tarifs conventionnels serbes, ne peuvent être assujetties en Serbie à aucun autre impôt intérieur de quelque nature que ce soit, perçu pour le compte de l'Etat, des communes ou des corporations.

Les droits du tarif de douane actuellement en vigueur en Serbie comprenant l'impôt de l'obrt, qui jusqu'ici était perçu séparément en même temps que les droits de douane, cet impôt ne sera plus perçu à l'avenir, ni de cette façon ni sous une autre forme, sur les marchandises importées des deux Etats de la Monarchie austro-hongroise en Serbie.

ART. 13. — Les produits du sol et de l'industrie de la Serbie étant traités dans les deux Etats de la Monarchie austro-hongroise quant à l'acquittement des droits et des taxes accessoires, d'après les dispositions en vigueur à l'égard de la nation la plus favorisée, les produits du sol et de l'industrie de l'Autriche ou de la Hongrie ne seront également soumis en Serbie à aucun droit additionnel de douane, local ou de tout autre genre, à des taxes accessoires nouvelles ou supérieures à celles qui existent actuellement à l'égard des nations les plus favorisées, savoir :

1° Pour le port : 20 paras par 100 kilogrammes et seulement dans le cas où ce service est fait par les hommes au service de la douane ;

2° Pour le pavé : 10 paras par 100¹/₂ kilogrammes ;

3° Pour le magasinage : 5 paras par 100 kilogrammes et par jour ; cette taxe est augmentée de 10 paras par 100 kilogrammes et par jour pour les marchandises facilement inflammables et explosibles.

Il est entendu que les taxes accessoires susmentionnées ne peuvent être perçues qu'en tant que les services auxquels ces taxes sont affectées ont été rendus effectivement et conformément aux prescriptions et lois douanières.

Il demeure en outre convenu que toute diminution de ces taxes additionnelles ou accessoires qui serait accordée aux marchandises d'un autre Etat sera également appliquée sans délai aux produits similaires du sol et de l'industrie de l'Autriche et de la Hongrie.

ART. 14. — Sans préjudice des arrangements spéciaux sur le traitement douanier du trafic sur les chemins de fer, il est convenu que les marchandises qui sont soumises sur les territoires de l'une des Parties contractantes au traitement de l'acquit-à-caution et qui, pour cette même raison ou pour une autre, y ont déjà été mises sous scellés, ne seront point déballées dans les territoires de l'autre Partie, et les scellés et plombs trouvés intacts ne seront pas remplacés, pourvu que l'on ait satisfait aux exigences du contrôle.

En général, les formalités du service douanier seront réglées d'après des principes identiques et seront simplifiées autant que possible ; il sera pourvu à une expédition régulière et prompte dans les heures de service qui seront fixées en nombre suffisant.

Autant que les circonstances le permettront, les bureaux douaniers des Parties contractantes seront réunis ou du moins ils procéderont à leurs opérations par un service combiné et simultanément, sans entraver inutilement le trafic.

ART. 15. — Les Parties contractantes s'engagent à coopérer, par des moyens convenables, pour empêcher et punir la contrebande dirigée contre leurs territoires, à accorder à cet effet toute assistance légale aux employés de l'autre Partie contractante chargés de la surveillance, à les aider et à leur faire parvenir, par les employés de finance et de police, ainsi que par les autorités locales en général, toutes les informations dont ils auront besoin pour l'exercice de leurs fonctions.

Les Parties contractantes se sont réservé de convenir de règlements spéciaux à cet égard.

ART. 16. — La réglementation de la protection réciproque des brevets d'invention, des marques commerciales et de fabrique, des échantillons et modèles, des noms et raisons sociales des ressortissants des Parties contractantes reste réservée à des conventions spéciales qui devront être conclues dès que faire se pourra.

Jusqu'à la conclusion de ces conventions, la protection réciproque des droits susmentionnés sera réglée par les dispositions respectifs de l'article 16 du traité de commerce du 9 août 1892.

ART. 17. — S'il s'élevait entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie un différend sur l'interprétation ou l'application des dispositions du présent Traité, de ses annexes *A*, *B* et *C* et du protocole final y appartenant, ainsi que sur l'application en fait de la clause de la nation la plus favorisée à l'égard de l'exécution des autres tarifs conventionnels en vigueur, le litige, si l'une des Parties contractantes en fait la demande, sera réglé par voie d'arbitrage.

Pour chaque litige, le tribunal arbitral sera constitué de la manière suivante : chacune des Parties contractantes nommera comme arbitres, parmi ses ressortissants, deux personnes compétentes, et elles s'entendront sur le choix d'un sur-arbitre, ressortissant d'un Etat ami. Les Parties contractantes se réservent de désigner, à l'avance et pour une période à déterminer, la personne qui remplirait, en cas de litige, les fonctions de sur-arbitre.

Le cas échéant, et sous la réserve d'une entente spéciale à cet effet, les Parties contractantes soumettront aussi à l'arbitrage les différends qui pourraient s'élever entre elles au sujet de l'interprétation et de l'application d'autres clauses du présent Traité que celles prévues à l'alinéa premier.

ART. 18. — Le présent Traité s'étend à tous les pays qui appartiennent à présent ou appartiendront à l'avenir au territoire douanier conventionnel des deux États de la Monarchie austro-hongroise.

ART. 19. — Le présent Traité entrera en vigueur le jour après l'échange des ratifications qui devra avoir lieu au plus tard le 31 décembre 1908. Il restera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1917.

Dans le cas où ni l'Autriche-Hongrie ni la Serbie n'aurait notifié, douze mois avant le 31 décembre 1917, son intention d'en faire cesser les effets, ledit Traité demeurera obligatoire au delà du 31 décembre 1917 jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

ART. 20. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Vienne le plus tôt possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires l'ont signé et l'ont revêtu du cachet de leurs armes.

Fait à Vienne en double expédition, le 1/14 mars 1908.

D^r M. M. POPOVITCH, m. p.

S. R. KOUKITCH, m. p.

AEHRENTHAL, m. p.

FIEDLER, m. p.

KOSSUTH, m. p.

Annexe A.

DROITS A L'ENTRÉE EN SERBIE.

Numéros du
tarif (1)

Désignation des Marchandises.

6. Malt, à l'exception du malt grillé et moulu, les 100 kilogrammes,
4 » (2).

26. Succédanés de café : chicorée, glands, orge, malt et autres succédanés de café, en morceaux, torréfiés ou moulus, les 100 kilogr., 12 ».

40. Houblon et poudre de houblon (lupuline), les 100 kilogr., 4 ».

50. Chevaux :

1° De couleur foncée, âgés de plus de 2 ans :

a. Jusqu'à 145 centimètres de hauteur au garrot, la pièce, 24 ».

b. Au-dessus de 145 centimètres de hauteur au garot, la pièce 15 ».

2° De couleur foncée, âgés de moins de 2 ans :

a. Jusqu'à 145 centimètres de hauteur au garrot, la pièce, 17 ».

b. Au-dessus de 145 centimètres de hauteur au garrot, la pièce, 10 ».

3° De couleur claire, sans distinction de hauteur et d'âge, la pièce, 50 ».

65. Cire d'abeilles, brute :

1° A l'état naturel, pure, 15 ».

2° Mélangée avec d'autres matières animales similaires, 15 ».

85. Poissons frais, 5 ».

Ex. 86. Ex. 2. Poissons marinés et simplement préparés à l'huile, au vinaigre, aux épices et légumes, etc. (dits Russes), en barils ou en bouteilles, d'un poids total d'au moins 5 kilogrammes, la pièce, 27 50.

REMARQUE. Les poissons ci-dessus mentionnés ne sont passibles d'aucune autre surtaxe douanière.

91. Bois de chauffage de toute sorte ; éclats de bois, branches, bûches, blocs, racines et autres bois pour le chauffage, le mètre cube, 65 ».

REMARQUE. Le bois de chauffage de toute sorte n'est pas soumis à l'impôt de consommation (Trocharina) perçu par l'État.

93. Bois de construction et bois à usages industriels :

1° Commun, dur ou tendre :

(1) Les numéros de tarifs ci-indiqués correspondent à ceux du tarif douanier serbe du 31 mars/13 avril 1904.

(2) Les droits sont indiqués en dinars.

a. en grandes pièces, échasses, perches, troncs, blocs, verges, aussi en fagots, avec ou sans écorce, le mètre cube, 4 ».

b. équarris à la hache en toutes dimensions :

A. le mètre cube, 6 ».

B. les 100 kilogrammes, 1 10.

c. sciés en toutes dimensions :

a. Solives, traverses pour chemins de fer, madriers :

A. le mètre cube, 7 50.

B. les 100 kilogrammes, 1 36.

b. Planches, marches d'escalier, liteaux et lattes :

A. le mètre cube, 9 ».

B. les 100 kilogrammes, 1 63.

2° Bois précieux, tels que bois de bruyère (érice), de cocotier, de cèdre, de buis, de noyer, d'acajou et autres :

a. non ouvrés, simplement découpés ou sciés (exempts).

b. simplement équarris à la hache, sans distinction d'épaisseur :

A. le mètre cube, 3 ».

B. les 100 kilogrammes, 0 50.

c. sciés :

A. le mètre cube, 3 ».

B. les 100 kilogrammes, 0 50.

REMARQUE au n° 93. Seront traités d'après les mêmes droits les bois de construction imprégnés et en général préparés chimiquement.

94. Blocs de bois pour le pavage, jantes, moyeux, rayons de roues de voiture ou de moulin, ainsi que bois visiblement ébauchés pour la fabrication d'articles similaires ; bardeaux, timons, rames, cercles, boulons, douves, ainsi qu'en général bois destinés visiblement à être employés pour la fabrication de fûts (comme fonds de tonneau, etc.) spécialement équarris ou non équarris, les 100 kilogr., 2 50.

Ex 100. 4° Colophanes et poix :

a. en morceaux ou à l'état fondu, les 100 kilogr., 2 ».

b. en enveloppes au poids de 1 kilogramme ou moins par pièce :

A. Colophane pour violon, les 100 kilogr., 25 ».

B. Autre, les 100 kilogr., 8 ».

103. Farine :

1° de céréales de toute sorte, excepté la farine de riz, de légumes secs et de pommes de terre, les 100 kilogr., 6 50.

2° de riz et de légumes secs, les 100 kilogr., 10 ».

3° de pommes de terre et de céréales maltées ; autres produits de la minoterie ; semoule (gruau), orge mondé, orge perlé, etc., de céréales

toute sorte, de pommes de terre, de riz et de légumes secs, les 100 kilogr., 10 ».

104 Huiles grasses :

1° Huile de colza et de navette, les 100 kilogr., 15 ».

2° Huile de faine, de pavot, de tournesol et de maïs, les 100 kilogr., 20 ».

3° Huile d'arachides, d'olive et de sésame et tous les mélanges d'huiles comestibles, à l'exception des mélanges avec l'huile de coton, les 109 kilogr., 18 ».

4° Huile de coton pure, ainsi que mélanges d'huile de coton avec d'autres huiles grasses, les 100 kilogr., 25 ».

5° Huile de ricin, les 100 kilogr., 15 ».

6° Huile de lin, de chanvre et autres huiles grasses non dénommées ailleurs, les 100 kilogr., 8 ».

107. Oléine, les 100 kilogr., 4 ».

Ex 108. Amidon de toute sorte, les 100 kilogr., 15 ».

Ex 110. Sucre :

1° brut, les 100 kilogr., 20 ».

2° raffiné, les 100 kilogr., 30 ».

3° Sucre en poudre, les 100 kilogr., 30 ».

121. Bières de toute espèce, y compris le porter :

1° en fûts, les 100 kilogr., 10 ».

2° en bouteilles, les 100 kilogr., 20 ».

Ex 124. Lies de vin et levains de bières, pures ; levures pour la fermentation, les 100 kilogr., 11 ».

Ex 132. Confiseries, sucreries, bonbons simples et autres articles simples avec addition de sucre, cuits ou non ; fruits, épices, marrons, noix, semences, confits au sucre (candis), les 100 kilogr., 60 ».

133. Bonbons fins (dits de soie), remplis de marmelade, de chocolat ; fondants (c'est-à-dire bonbons tendres) avec ou sans chocolat, massépain, gelées, pralinées, fruits du Midi et autres plantes ou parties de plantes, pelures et écorces, confits au sucre (candis), les 100 kilogr., 70 ».

Ex 134. 3° Articles entièrement ou partiellement composés de pâte de cacao, de chocolat ou de succédanés de chocolat, même additionnés d'épices et de substances médicales, à l'exception de ceux spécialement dénommés ailleurs, les 100 kilogr., 70 ».

Ex 136. 2° Beurre frais, salé et fondu, les 100 kilogr., 40 ».

Ex 143. Comestibles fins :

4° Comestibles non spécialement dénommés ailleurs, les 100 kilogr., 60 ».

145. Comestibles et produits alimentaires en récipients hermétiquement fermés, à l'exception de ceux spécialement dénommés ailleurs, les 100 kilogr., 60 ».

151. Pierre-ponce, émeri, chaux de Vienne (chaux à polir et à nettoyer), tripoli, carborund et autres articles similaires à aiguiser, à polir et à nettoyer :

1° bruts, les 100 kilogr., exempts.

2° moulus et lavés, les 100 kilogr., 5 ».

3° en enveloppes pour la vente au détail, les 100 kilogr., 20 ».

152. Craie et talc :

1° bruts, en couleur naturelle, les 100 kilogr., 2 ».

2° moulus ou lavés, même purifiés et calcinés, les 100 kilogr., 2.50.

154 *ex* 153. Plâtre (gypse) :

2° calciné, en morceaux ou en poudre, même coloré, les 100 kilogr., 1 ».

Magnésite et dolomite :

1° brutes, même calcinées, mais non moulues (exempts).

2° moulues, les 100 kilogr., 2 ».

158. Ciment :

1° Ciment romain (chaux hydraulique), les 100 kilogr., 1.20.

2° Ciment de Portland, les 100 kilogr., 2.20.

3° Ciment de scories, ciment de pouzzolane et ciment de magnésie, mélangés de ciment, les 100 kilogr., 2.20.

Ex 169. Charbons :

2° Charbons de terre et lignites (exempts).

4° Briquettes de charbons de toute espèce, à l'exception des briquettes de charbon de bois, les 100 kilogr., 0.30.

175. Goudron (Katrane) de houille et d'autres matières minérales et poix faite de ces matières, les 100 kilogr., 1 ».

177. Produits liquides provenant de la distillation de naphthe, de charbon et de lignite, tels que : photogène ; huiles : huile solaire (huile destinée à l'éclairage), huile de paraffine, huiles à graisser ; éthers de naphthe, tels que : gazolène, ligroïne, benzine, etc. ; tous ces produits en fûts ou en wagons citernes, les 100 kilogr. nets, 2.50.

178. Naphtaline, anthracène, phénol (acide carbolique), huile d'aniline, nitrobenzol, bases de pyridine et autres matières de goudron de houille, les 100 kilogr., 5 ».

180. Cire :

1° Cire d'abeilles, même combinée avec d'autres matières, préparée (blanchie, teinte) en tablettes ou en boules, les 100 kilogr., 30 ».

2° Cire végétale (cire de carnauba, cire de Japon, etc.) purifiée et préparée, en tablettes ou en boules, les 100 kilogr., 30 ».

182. Cérésine purifiée, même combinée avec de la paraffine, les 100 kilogr., 20 ».

Ex 183. 1. Acide stéarique, les 100 kilogr., 15 ».

Acide palmitique et matières similaires, de même paraffine purifiée, les 100 kilogr., 20 ».

184. Bougies :

1° en suif, les 100 kilogr., 25 ».

2° en cire et cérésine, les 100 kilogr., 55 ».

3° en paraffine, en stéarine, en spermaceti, etc., les 100 kilogr., 35 ».

186. Savon à laver ordinaire, de même savon pour l'usage industriel, dur ou mou, en caisses, futailles, etc., en blocs, verges, tablettes, etc. ; pressé ou moulé, en morceaux, fondu ou non, les 100 kilogr., 16 ».

187. Autres savons de toute espèce, durs ou mous, par exemple, savons de toilette, etc., même parfumés ; de plus, savons en poudre ou en pâte ; savons avec emploi de matières cosmétiques ou médicinales, dits savons médicinaux, les 100 kilogr., 35 ».

191. Graisses de voiture et autres matières à graisser, fabriquées à secours de graisses et d'huiles, solides ou liquides, même en combinaison avec d'autres matières, les 100 kilogr., 7.50.

192. Cirages et graisses à nettoyer les chaussures et parquets :

1° noirs, ordinaires, même en petites boîtes, les 100 kilogr., 10 ».

2° autres, préparés, même à secours de cire, de cérésine et d'autres matières ; graisses diverses et préparations pour chaussures :

a. accommodés pour la vente au détail, les 100 kilogr., 60 ».

b. autres, les 100 kilogr., 30 ».

Ex 202. Sel :

b. Sels minéraux, sels de source, extraits de marécage :

A. naturels, les 100 kilogr., 10 ».

B. artificiels, les 100 kilogr., 25 ».

Ex 207. Aluns : d'aluminium, de chrome, de cuivre et de fer, de même alun de potasse, de soude et d'ammonium ; sulfate d'aluminium, aluminat de sodium, chlorure d'aluminium :

1° cristallisés, aluminat de sodium, les 100 kilogr., 2.50.

Ex. 212. Composés de soude et de potasse :

1° Soude (carbonate de soude) brute et cristallisée, même calcinée et et potasse (carbonate de potasse), les 100 kilogr., 1 ».

2° Bicarbonate de soude et de potasse, les 100 kilogr., 5 ».

3° Soude caustique, ainsi qu'hydrate de soude et de potasse, les 100 kilogr., 2.50.

4° Sulfate de soude (sel de Glauber), bisulfate de soude, sulfite, bisulfite et hydrosulfite de soude et de calcium, sulfure de soude, silicate de soude et de potasse (verre soluble), sulfate et bisulfate de potasse, les 100 kilogr., 0.50.

REMARQUE au n° 4. Dans cette catégorie rentre aussi l'antichlore (soude à base d'acide sulfurique).

Ex 214. Acide sulfurique, sulfure de carbone et hydrogène sulfuré :

1° Acide sulfurique et l'anhydride :

a. purifié et concentré (anglais), les 100 kilogr., 1 ».

b. huile vitriolique (de Nordhausen) et anhydride de l'acide sulfurique, les 100 kilogr., 1.50.

2° Sulfure de carbone, hydrogène sulfuré et chlore sulfuré; sulfure de carbone de tétrachlore methan (exempt).

3° Eau-forte (acide nitrique ou azotique) et acide chlorhydrique ou muriatique, les 100 kilogr., 1 ».

Ex 219. Carbure de calcium, les 100 kilogr., 7.50.

Ex 221. Manchons (capuchons) à incandescence, corps à incandescence pour éclairage, prêts à l'usage, même imprégnés de collodion, de gélatine, de colle-forte, de laques en écailles et d'autres matières similaires ou en combinaison avec des métaux communs ou avec des alliages de ces métaux, la pièce, 0.10.

2° Acide acétique :

b. purifié, contenant plus de 80 grammes d'acide par litre ; essence de vinaigre, les 100 kilogr., 60 ».

232. Jus de réglisse :

a. brut ou cuit, en caisses ou en blocs, les 100 kilogr., 30 ».

b. purifié, même avec du sucre, du miel, de l'huile d'anis, de sel ammoniac ou autres condiments ou des substances médicinales, les 100 kilogr., 70 ».

233. Baumes artificiels, extraits, essences, teintures et eaux, non parfumés, pour usages médicaux et industriels (à l'exception des extraits de bois de teinture et des extraits pour le tannage) :

1° ne contenant ni éther, ni alcool, les 100 kilogr., 200 ».

2° contenant de l'éther ou de l'alcool, les 100 kilogr., 200 ».

Ex 236. Couleurs naturelles :

2° Couleurs minérales :

Terres colorantes de toute espèce, terres de Cologne, de Sienne, de Buda, de Vérone, bols, terre d'ombre ; ocre et rouge anglais (caput mortuum), même faits de déchets industriels ; toutes ces couleurs

même en poudre (sèches), en pâtes ou sous d'autres formes, les 100 kilogr., 3.50.

REMARQUE. Couleurs minérales et terres colorantes de toute espèce, avivées jusqu'à 2 % au plus, les 100 kilogr., 10 ».

239. Blanc de zinc (oxyde de zinc), bleu à linge (outremer), gris de zinc, zincolithe, lithopon, les 100 kilogr., 14 ».

240. 1° Céruse (blanc de plomb ou de Clichy), les 100 kilogr., 14 ».

2° Minium, massicot, les 100 kilogr., 30 ».

3° Couleurs de bronze, les 100 kilogr., 60 ».

4° Cinabre, couleurs de cuivre et couleurs de cuivre arsénieuses, bleu de Berlin, bleu de Paris, les 100 kilogr., 45 ».

241. Couleurs de chrome, d'antimoine et de cobalt; chromate de plomb (jaune de chrome), vert de Guignet, smalt (bleu d'émail), etc., les 100 kilogr., 45 ».

242. Noir de fumée; noir de Francfort :

a. à l'état naturel ou en poudre, les 100 kilogr., 3 ».

b. avivés par outremer, les 100 kilogr., 7.50.

243. Pigments et laques colorantes (couleurs de laque) non dénommés et non compris ailleurs, de même mélanges de solutions de pigments avec bases anorganiques et sels (laques de pigments et autres), les 100 kilogr., 50 ».

REMARQUE 1. Au droit conventionnel du n° 243 sont aussi soumises des couleurs de ce genre préparées avec de l'huile, de la glycérine, du vernis à l'huile, de la colle-forte, de l'huile minérale et d'autres matières, de même les couleurs avec vernis à l'alcool, à l'acétate et à la laque.

REMARQUE 2. Les couleurs en boîtes de fer-blanc ou autrement accommodées pour la vente au détail, du poids de 1 kilogramme au moins, sont soumises à une surtaxe douanière de 10 dinars les 100 kilogrammes.

Ex 244. Encre :

1° liquide, les 100 kilogr., 18 ».

245. Graphite :

1° brut, même calciné, lavé ou pulvérisé (exempt).

2° accommodé pour la vente au détail (par exemple en tablettes, en boules, en cylindres ou en blocs), les 100 kilogr., 2.50.

248. Vernis à l'huile, même en combinaison avec des siccatifs; huile de lin épaisse, les 100 kilogr., 20 ».

249. Vernis à l'alcool (dissolutions de laques dans l'alcool), les 100 kilogr., 50 ».

250. Vernis à l'essence : laques dans l'essence de térébenthine, l'huile minérale ou l'huile de résine, dans le vernis, l'acétone, les alcalis ou

dans d'autres dissolvants ; laques d'asphalte, dissolutions d'asphalte ou de substances analogues dans l'huile minérale ou l'essence de térébenthine, de même dissolutions de goudron ou de poix de charbon de terre dans les hydrogènes carburés légers, tels que benzine, ligroïne, photogène ; dissolutions de matières colorantes et de cire ; laque du Japon, zapon, siccatifs, brunoline, les 100 kilogr., 50 ».

Ex 255. Acétone, purifié ou non, les 100 kilogr., 10 ».

277. Tissus de coton unis :

1° Tissus pesant par mètre carré plus de 120 grammes et ayant en chaîne et en trame dans un carré de 1 centimètre de côté :

a. jusqu'à 50 fils, les 100 kilogr., 60 ».

b. de 50 à 80 fils, les 100 kilogr., 80 ».

c. au-dessus de 80 fils, les 100 kilogr., 100 ».

2° Tissus pesant par mètre carré de 60 à 120 grammes et ayant en chaîne et en trame dans un carré de 1 centimètre de côté :

a. jusqu'à 50 fils, les 100 kilogr., 100 ».

b. de 50 à 80 fils, les 100 kilogr., 120 ».

c. au-dessus de 80 fils, les 100 kilogr., 160 ».

3° Tissus pesant par mètre carré jusqu'à 60 grammes et ayant en chaîne et en trame dans un carré de 1 centimètre de côté :

a. jusqu'à 50 fils, les 100 kilogr., 170 ».

b. de 50 à 80 fils, les 100 kilogr., 180 ».

c. au-dessus de 80 fils, les 100 kilogr., 200 ».

REMARQUE. Mouchoirs, mouchoirs de tête, cache-nez, foulards, châles, fichus, etc., de toute sorte et de toute grandeur : en coton, colorés, imprimés, avec ou sans apprêts, unis, croisés ou crêpés, les 100 kilogr., 120 » (y compris toutes les surtaxes).

280. Tissus de coton à points de maille (tricot) ou de filet :

1° en pièce à débiter au mètre, les 100 kilogr., 130 ».

2° *a.* Bas et gants pesant plus de 1 kilogramme par une douzaine de paires, les 100 kilogr., 150 ».

b. Bas et gants pesant jusqu'à 1 kilogramme par une douzaine de paires, les 100 kilogr., 200 ».

c. Résilles, filets pour meubles, filets pour oiseleurs, etc., et autres articles similaires ajustés en pièces définitives, les 100 kilogr., 200 ».

3° autres non dénommés, les 100 kilogr., 150 ».

REMARQUE. Quant au dédouanement des tissus de coton à points de maille ou de filet, l'importateur a le droit de choisir entre le tarifage ci-dessus et celui de tout autre tarif conventionnel serbe.

290. Fils de chanvre, de lin (filaments de chanvre et de lin ou étoupe) et de ramie, à un bout :

1° jusqu'au numéro 20 anglais :

a. écrus, les 100 kilogr., 30 ».

b. blanchis, teints, imprimés, les 100 kilogr., 40 ».

2° au-dessus du numéro 20 anglais :

a. écrus, les 100 kilogr., 35 ».

b. blanchis, teints, imprimés, les 100 kilogr., 45 ».

291. Fils de chanvre, de lin (filaments de chanvre et de lin ou étoupe) et de ramie, à plusieurs bouts :

1° jusqu'au numéro 20 anglais :

a. écrus, les 100 kilogr., 35 ».

b. blanchis, teints, imprimés, les 100 kilogr., 45 ».

2° au-dessus du numéro 20 anglais :

a. écrus, les 100 kilogr., 40 ».

b. blanchis, teints, imprimés, les 100 kilogr., 50 ».

296. Tissus de lin, de ramie, de chanvre et d'autres matières textiles du numéro 288, à l'exception de ceux dénommés spécialement :

1° Toile d'emballage (ou à sac) ayant cumulativement, en chaîne et en trame, jusqu'à 18 fils par centimètre carré :

a. de jute, les 100 kilogr., 12 ».

b. d'autres matières, les 100 kilogr., 40 ».

2° Tissus ayant en chaîne et en trame 18 à 36 fils par centimètre carré, les 100 kilogr., 50 ».

3° Tissus ayant en chaîne et en trame 36 à 60 fils par centimètre carré, les 100 kilogr., 95 ».

4° Tissus ayant en chaîne et en trame plus de 60 fils par centimètre carré, les 100 kilogr., 150 ».

303. Ouvrages de corderie :

1° Câbles (cordages), cordes, même goudronnées, ayant plus de 5 millimètres de diamètre, les 100 kilogr., 25 ».

2° Ficelles et cordons ayant un diamètre de 1 à 5 millimètres, les 100 kilogr., 40 ».

304. Seaux, filets, échelles à cordes, semelles, sangles et courroies de transmission, licous, tuyaux et autres ouvrages de corderie non dénommés ailleurs, les 100 kilogr., 50 ».

306. Tapis pour parquets, en pièce (à débiter au mètre) ou ajustés, de fibres de chanvre, de lin, de jute, de coco, d'ananas, de chanvre de Manille, etc., même mélangés avec d'autres matières textiles végétales :

a. veloutés, les 100 kilogr., 50 ».

b. tissés autrement, les 100 kilogr., 50 ».

313. Fils de laine peignée jusqu'au numéro 16 inclusivement d'après le système métrique :

1^o à un bout :

a. écrus, les 100 kilogr., 80 ».

b. blanchis, teints, imprimés ou apprêtés d'une autre manière, les 100 kilogr., 90 ».

2^o à deux ou à plusieurs bouts :

a. écrus, les 100 kilogr., 90 ».

b. blanchis, teints, imprimés ou apprêtés d'une autre manière, les 100 kilogr., 100 ».

318. Tchebads (couvertures grossières), les 100 kilogr., 50 ».

319. Aba et sukno :

1^o pesant plus de 800 grammes par mètre carré, les 100 kilogr., 70 ».

2^o pesant 800 grammes par mètre carré et moins, les 100 kilogr., 90 ».

REMARQUE. Entrent sous le n^o 319 les tissus de laines dits *aba* et *soukno*, qui correspondent, quant à leur qualité, aux échantillons fixés d'un commun accord.

320. Schaïak :

1^o pesant plus de 800 grammes par mètre carré, les 100 kilogr., 85 ».

2^o pesant 800 grammes par mètre carré et moins, les 100 kilogr., 100 ».

REMARQUE. Entrent sous le n^o 320 les tissus de laine dits le *chayak*, qui correspondent, quant à leur qualité, aux échantillons fixés d'un commun accord.

321. Autres tissus de laine, à l'exception de ceux dénommés spécialement, pesant par mètre carré :

1^o plus de 700 grammes, les 100 kilogr., 125 ».

2^o plus de 500 jusqu'à 700 grammes, les 100 kilogr., 150 ».

3^o plus de 300 jusqu'à 500 grammes, les 100 kilogr., 175 ».

4^o 300 grammes et au-dessous, les 100 kilogr., 200 ».

REMARQUE. Pour les tissus de laine et demi-laine, il n'est pas tenu compte de la présence de la soie jusqu'à 5 % du poids total.

323. Tissus de laine à points de maille (tricot) ou de filet :

1^o en entrant en pièce à débiter au mètre :

a. écrus, les 100 kilogr., 150 ».

b. blanchis, teints, tissés en couleurs, imprimés, les 100 kilogr., 180 ».

2^o ajustés (bas, gants, résilles, filets pour meubles et pour oiseleurs et articles similaires), les 100 kilogr., 250 ».

3^o autres, les 100 kilogr., 250 ».

324. Rubans de laine, les 100 kilogr., 180 ».

325. Mouchoirs et châles de laine, tissés et façonnés, les 100 kilogr., 240 ».

326. Tulles, pétinets et tissus similaires de laine, les 100 kilogr., 330 ».

327. Dentelles, les 100 kilogr., 330 ».

328. Articles de passementerie, articles de boutonnerie, en laine, même avec supports ou moules en bois, en os, en corne, en métal, etc., les 100 kilogr., 180 ».

Ex 329. Tissus pour presses, en laine, en poil de chameau et en poils grossiers, les 100 kilogr., 20 ».

334. Fils de soie pour coudre, broder, tricoter, faire des filets et pour la passementerie, accommodés pour la vente au détail :

1° écrus, les 100 kilogr., 400 ».

2° cuits, blanchis, teints, imprimés, les 100 kilogr., 500 ».

Ex 335. Tissus de soie serrés :

1° de soie pure, les 100 kilogr., 1,300 ».

339. Tissus à points de maille (tricot) ou de filet :

1° entrant en pièce à débiter au mètre :

a. de soie pure, les 100 kilogr., 1,400 ».

b. en demi-soie, les 100 kilogr., 600 ».

2° ajustés (tels que bas, gants, résilles et articles similaires) :

a. de soie pure, les 100 kilogr., 1,600.

b. en demi-soie, les 100 kilogr., 700 ».

341. Rubans :

1° de soie pure, les 100 kilogr., 1,100 ».

2° en demi-soie :

a. Rubans de reps, jusqu'à 6 centimètres de largeur, pour chapeaux, les 100 kilogr., 400 ».

b. autres, les 100 kilogr., 600 ».

345. Tissus enduits ou imprégnés de cire, de résine, d'huile, de vernis, de goudron ou d'autres matières similaires ou chimiquement rendus imperméables :

1° Toile cirée grossière, non imprimée ; tissus enduits d'asphalte, les 100 kilogr., 25 ».

2° Bâches et autres couvertures de tissus grossiers, préparées chimiquement ou enduites et imprégnées d'huile, de goudron ou de compositions de graisse, même ajustées avec des anneaux, des courroies, des boucles, etc., les 100 kilogr., 45 ».

350. Toile cirée et en général tissus enduits (y compris mousseline cirée et taffetas ciré) non dénommés ni compris ailleurs :

1° entrant en pièce à débiter au mètre, les 100 kilogr., 60 ».

2° ajustés, les 100 kilogr., 80 ».

352. Toile pour relieurs, les 100 kilogr., 60 ».

353. Feutres et ouvrages en feutre non cousus, même imprégnés de résines ou de goudron :

1° de poils grossiers, même combinés avec des matières textiles végétales, les 100 kilogr., 35 ».

2° de laine, même combinés avec d'autres matières textiles végétales ou animales, les 100 kilogr., 110 ».

354. Chaussures en feutre, même cousues, avec semelles en feutre, les 100 kilogr., 150 ».

355. Autres ouvrages en feutre (à l'exception des chapeaux), les 100 kilogr., 150 ».

Ex 357. Réssilles, papillotes, bagues à cheveux, faites de cheveux humains, les 100 kilogr., 500 ».

Fixe-moustaches de toute sorte, les 100 kilogr., 300 ».

360. Faux-cols, manchettes, plastrons :

1° en coton :

a. blancs, les 100 kilogr., 140 ».

b. autres, les 100 kilogr., 170 ».

2° en lin, les 100 kilogr., 200 ».

REMARQUE. Les effets ornementaux des articles de lingerie de ce genre pour dames, tels que : étoiles, fleurs, points à jour, etc., ne sont pas pris en considération pour l'évaluation des droits de douane.

Confections, articles de lingerie, articles de mode et autres objets cousus — en tant que le tarif ne contient pas de dispositions spéciales — seront taxés selon la matière dominant en quantité à la superficie extérieure avec une majoration de 70 % du droit le plus bas grevant cette matière au dédouanement. Cette majoration s'élève jusqu'à 100 % si le tissu pris pour base de la fixation des droits de douane est en soie pure ou en demi-soie.

REMARQUE. Les articles de lingerie et les articles de confection, simplement découpés, sont tarifés d'après la qualité du tissu.

361. Plumes de parure, apprêtées de toute sorte ; têtes, parties d'oiseaux et peaux d'oiseaux entières apprêtées pour la garniture, le kilogr., 30 ».

363. Chapeaux pour hommes :

1° de soie, garnis ou non garnis, la pièce, 2.50.

2° d'autres matières textiles, même enduits de caoutchouc, même laqués :

a. garnis, la pièce, 1.20.

b. non garnis, la pièce, 0.60.

364. Chapeaux pour hommes, en feutre :

a. garnis, la pièce, 1 ».

b. non garnis, la pièce, 0.60.

365. Chapeaux pour femmes, en feutre de toute sorte :

a. garnis, la pièce, 1 ».

b. non garnis, la pièce, 0.60.

369. Fez, avec ou sans houppes, la pièce, 0.15.

370. Fleurs artificielles et leurs parties, feuilles, boutons, inflorescences, pétales, tiges, fruits ; en tout ou en partie de tissus et de tissus à mailles, même en combinaison avec d'autres matières :

a. Couronnes mortuaires, les 100 kilogr., 200 ».

b. autres, les 100 kilogr., 600 ».

371. Parapluies et parasols :

1° sans ornements de métaux précieux :

a. recouverts de tissus de soie pure ou demi-soie :

A. ornés de dentelles, de rubans, de broderies, la pièce, 2 ».

B. sans ornements de ce genre, la pièce, 1.50.

b. recouverts d'autres tissus :

A. ornés de dentelles, de rubans, de broderies, la pièce, 0.80.

B. sans ornements de ce genre, la pièce, 0.80.

2° ornés de métaux précieux :

a. en or, la pièce, 6 ».

b. en argent, la pièce, 4 ».

Ex 372. Chaussures en tissus ou en feutre, même avec semelles d'autres matières :

1° en tout ou en partie de soie pure ou de velours de soie pure, les 100 kilogr., 230 ».

2° autres, les 100 kilogr., 170 ».

3° de tissus imperméables (à l'exception de tissus imprégnés ou enduits de caoutchouc), les 100 kilogr., 140 ».

REMARQUE. Les souliers brodés sont soumis à une surtaxe de 10 %.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES AU CHAPITRE V DU TARIF.

1. En tant que le tarif ne contient pas de dispositions spéciales, les droits des tissus écrus seront pris pour base de la taxation des tissus apprêtés. Pour l'apprêtement des tissus, le droit le plus bas des tissus écrus en question sera augmenté d'une surtaxe uniforme de 15 % que le tissu importé ait été l'objet d'un seul ou de plusieurs apprêtements.

On considère comme apprêtements : le lessivage, le blanchissage complet ou à moitié, la mercerisation, le passage à l'acide nitrique, la teinture, le tissage en plusieurs couleurs, le pressurage ou l'impression.

2. Les tissus façonnés en dessins de fleurs, tiges, figures, arabesques et autres ornements payent, outre la surtaxe fixée n° 1, une seconde surtaxe de 10 % du droit le plus bas imposé au tissu écri.

3. Les tissus pourvus de dessins par le brochage ou le lançage ressemblant à des broderies, ainsi que les tissus à point de gaze (à fil droit et à fil tordu) sont soumis, en plus de la surtaxe éventuelle prévue au n° 1, à une surtaxe ultérieure de 15 % du droit le plus bas pour le tissu écri. Toutefois les tissus de ce genre avec les dessins énumérés au n° 2 ne sont pas soumis à la surtaxe mentionnée dans la remarque 2, si lesdits dessins ont été produits exclusivement par le brochage ou le lançage.

4. Les fils textiles, tissus, étoffes brodées et passementeries, fabriqués à l'aide de plusieurs matières textiles, à l'exception de la soie, sont soumis — s'il n'y a pas d'autres prescriptions — aux mêmes droits que la matière soumise au droit le plus élevé. Des mélanges qui ne dépassent pas 10 % du poids total restent sans influence sur le droit de douane.

6. Les tissus et autres marchandises textiles combinés avec des fils de métaux communs, ni dorés ni argentés, sont soumis à une surtaxe douanière de 5 %.

7. Les tissus et autres marchandises textiles combinés avec des fils de métaux communs, dorés ou argentés, sont soumis à une surtaxe de 12 %; mais si les fils sont d'or ou d'argent, d'une surtaxe de 25 %, et cela d'après le droit le plus bas auquel est soumis le tissu écri.

8. Les ouvrages en fils textiles et feutres pourvus d'ourlets simples, d'un nombre restreint de coutures et d'accessoires ordinaires, ne sont pas à tarifier comme les ouvrages cousus, mais ils sont seulement soumis à une surtaxe de 10 % en plus du droit le plus bas pour les ouvrages de fils ou pour le feutre; les tissus à points de filet de ce genre sont soumis aux mêmes droits que les tissus à points de maille découpés ou cousus. S'il n'y a pas d'exceptions prévues, les ouvrages de fils ajustés ou découpés, sans travail à l'aiguille, sont soumis aux mêmes droits que les ouvrages de fils entrant en pièce à débiter au mètre, mais avec une surtaxe de 5 %.

9. Les vêtements, articles de lingerie et de mode et autres objets cousus, dans lesquels la matière qui doit servir de base au paiement des droits (matière prédominant en quantité) se trouve combinée avec des fils de métal, sont soumis aux surtaxes prévues aux n°s 6 et 7.

Les tissus combinés avec des fils de métal et dans lesquels ces derniers ont été employés pour un dessin ou un brochage, dans le sens des n°s 2 et 3, ne payent que les surtaxes prévues aux n°s 6, 7 et 9, mais pas celles prévues aux n°s 2 et 3.

12. Les doublures, boutons, passementeries, rubans, empiècements, garnitures, parties brodées, etc., ne sont pas pris en considération pour

l'évaluation des droits de douane. De même, pour les fichus, châles, etc., il n'est pas tenu compte des franges tissées, même si elles sont liées, mais non cousues.

14. Lorsque, d'après les dispositions du tarif, le poids doit être pris en considération pour l'évaluation des droits de douane sur les ouvrages en fils, on prend pour base de cette évaluation, en ce qui concerne les marchandises lessivées, demi-blanchies, blanchies, mercerisées ou nitrées, le poids du tissu respectif par mètre carré de l'envoi, tandis que pour les articles teints et imprimés on prend pour base le poids du tissu par mètre carré, avec une déduction de 8 %. Si cette déduction de poids de 8 % avait pour conséquence de rendre la marchandise passible d'un droit douanier plus élevé, le paiement des droits se basera sur le poids effectif, avec une déduction de 10 %.

Il est permis à l'importateur de demander, en présentant un décimètre carré du tissu écru du même genre, l'évaluation des droits pour le tissu apprêté respectif.

374. Cuirs de toute sorte : même apprêtés, graissés, teints, etc. :

1° Cuir à semelles, les 100 kilogr., 66 ».

2° Cuir pour secondes semelles et dépouilles de peaux de cuir de toute sorte, les 100 kilogr., 30 ».

3° Cuir en blanc :

a. blanc ou jaune, les 100 kilogr., 75 ».

b. noir, les 100 kilogr., 70 ».

4° Cuir de Russie, cuir ciré, maroquin, chagrin, chevreau et autres cuirs (à l'exception de ceux dénommés spécialement), même cuir laqué (verni) :

a. pesant par pièce plus de 3 kilogrammes, les 100 kilogr., 80 ».

b. pesant par pièce de 1 à 3 kilogrammes, les 100 kilogr., 100 ».

c. pesant par pièce moins de 1 kilogramme, les 100 kilogr., 120 ».

378. Cuir pour gants de toute sorte, même découpé, les 100 kilogr., 300 ».

Ex 379. Chaussures de cuir brut ou tanné et apprêté de toute espèce, même de peaux en poils :

2° Autres chaussures, à l'exception de bottes et de bottines, même en combinaison avec d'autres matières, les 100 kilogr., 270 ».

3° Bottes et bottines, en cuir de toute espèce, les 100 kilogr., 270 ».

380. Gants de cuir, même en combinaison avec des matières textiles :

1° non doublés, les 100 kilogr., 900 ».

2° doublés, les 100 kilogr., 500 ».

382. Cannes, cravaches et articles similaires en cuir et en tendons, même combinés avec d'autres matières, en tant que cette combinaison

ne les soumet pas à des droits plus élevés, même laqués, les 100 kilogr., 200 ».

383. Articles de sellerie et de buffleterie, combinés avec d'autres matières :

1° en combinaison avec du bois, du fer et de l'acier, non nickelés et non recouverts d'autres métaux ou de leurs alliages, les 100 kilogr., 140 ».

2° en combinaison avec du laiton en tôles ou avec d'autres métaux communs, même avec du fer ou de l'acier nickelés, ou recouverts d'autres métaux ou de leurs alliages, les 100 kilogr., 200 ».

3° en combinaison avec de l'argent, avec des parties plaquées d'argent, argentées ou dorées, les 100 kilogr., 350 ».

384. Ouvrages de gainerie en cuir, en toile cirée ou en tissus enduits ou imprégnés :

1° pesant par pièce plus de 1 kilogramme :

a. en combinaison avec du fer, de l'acier, non nickelés ni recouverts d'autres métaux ou de leurs alliages, même en combinaison avec d'autres matières communes ou fines, les 100 kilogr., 150 ».

b. en combinaison avec d'autres métaux, même avec du fer et de l'acier nickelés ou recouverts d'autres métaux ou de leurs alliages, même en combinaison avec d'autres matières communes ou fines, les 100 kilogr., 200 ».

c. en combinaison avec des matières très fines, les 100 kilogr., 300 ».

2° pesant par pièce 1 kilogramme ou moins :

a. en combinaison avec du fer et de l'acier, non nickelés ou non recouverts d'autres métaux ou de leurs alliages, même en combinaison avec d'autres matières communes ou fines, les 100 kilogr., 200 ».

b. en combinaison avec d'autres métaux, même avec du fer et de l'acier nickelés ou recouverts d'autres métaux ou de leurs alliages, même en combinaison avec d'autres matières communes ou fines, les 100 kilogr., 250 ».

c. en combinaison avec des matières très fines, les 100 kilogr., 400 ».

REMARQUE. Les porte-monnaie en couteil avec montures en fer non nickelé sont soumis au droit du n° 384, 1, a, du tarif.

385. Ouvrages de cuir, non dénommés ni compris ailleurs, même combinés avec d'autres matières, en tant que la combinaison avec d'autres matières ne les soumet pas à des droits plus élevés :

1° entièrement en cuir ou combinés avec des matières communes et fines, les 100 kilogr., 245 ».

2° combinés avec des matières très fines, les 100 kilogr., 350 ».

3° combinés avec des métaux précieux :

a. avec de l'or, les 100 kilogr., 600 ».

b. avec de l'argent, les 100 kilogr., 450 ».

REMARQUE. Dans cette catégorie rentrent aussi les ceintures pour dames, les bandages chirurgiques et les vêtements de cuir.

388. Ouvrages de pelleterie :

1° de peaux communes, les 100 kilogr., 300 ».

2° de peaux fines, les 100 kilogr., 900 ».

394. Tuyaux, courroies, bandages en caoutchouc pour roues ; chapes pour tuyaux ou cercles destinés à servir de roues ; bandes de caoutchouc et gutta-percha, même tissus imprégnés ou enduits de caoutchouc ou de gutta-percha, avec dessous ou couches intermédiaires en caoutchouc et en gutta-percha ou avec couches intermédiaires en caoutchouc et en gutta-percha ou avec couches intermédiaires en tissus, même combinés avec des métaux communs ou leurs alliages, les 100 kilogr., 140 ».

395. Chaussures en caoutchouc, même combinées avec des matières textiles ou autres matières, les 100 kilogr., 140 ».

397. Tissus, ouvrages en feutre et à points de maille enduits ou imprégnés de caoutchouc ou de gutta-percha, ou avec couches intermédiaires de caoutchouc ou de gutta-percha :

1° en soie pure ou en demi-soie, les 100 kilogr., 300 ».

2° en d'autres matières textiles, les 100 kilogr., 130 ».

398. Ouvrages, non dénommés ailleurs, en caoutchouc souple (même vulcanisé) ou qui en sont recouverts, enduits ou imprégnés, en tout ou en partie :

1° entièrement en caoutchouc ou combinés avec d'autres matières communes ou fines, les 100 kilogr., 150 ».

2° combinés avec des matières très fines, les 100 kilogr., 300 ».

3° combinés avec des métaux précieux :

a. avec de l'or, les 100 kilogr., 700 ».

b. avec de l'argent, les 100 kilogr., 450 ».

399. Tissus élastiques, tissus à mailles ou articles de passementerie, si les fils employés sont :

1° en soie pure ou en demi-soie, les 100 kilogr., 220 ».

2° en d'autres matières textiles :

a. élastiques pour chaussures, les 100 kilogr., 120 ».

b. autres, les 100 kilogr., 170 ».

402. Tuyaux en caoutchouc durci, les 100 kilogr., 120 ».

403. Ouvrages en caoutchouc durci et en gutta-percha :

a. Boutons (à l'exception des boutons de parure non destinés à être cousus), les 100 kilogr., 140 ».

b. autres, même combinés avec des matières communes ou fines, les 100 kilogr., 180 ».

405. Tapis pour parquets :

1° Nattes et produits similaires de jonc et de paille, bruts, teints, même vernis, les 100 kilogr., 14 ».

2° Autres tapis et produits similaires faits de matières végétales, à l'exception de jonc et de paille, bruts, teints, vernis même avec doublures en feutre ou en tissus, les 100 kilogr., 22 ».

406. Vannerie et ouvrages tressés, communs et grossiers, appropriés pour emballage et transport des marchandises ou pour voitures, en baguettes décortiquées ou non décortiquées ou en copeaux de bois, même combinés avec des matières communes :

1° non blanchis, non teints, non vernis, les 100 kilogr., 10 ».

2° blanchis, teints, vernis, 20 ».

407. Vannerie et ouvrages tressés de n'importe quelles matières végétales de tissage, la sparterie exceptée, même blanchis, teints, vernis ou combinés avec d'autres matières communes, à l'exception de fils et de tissus :

1° pesant par pièce plus de 1 kilogramme, les 100 kilogr., 25 ».

1° pesant par pièce de 500 grammes jusqu'à 1 kilogramme, les 100 kilogr., 30 ».

3° pesant par pièce moins de 500 grammes, les 100 kilogr., 40 ».

REMARQUE. 1. Les battoirs pour meubles sont passibles du droit du n° 407, 1.

2. Les doublures de tissus de chanvre grossiers et autres de ce genre ne sont pas considérées, pour ces ouvrages, comme combinaison avec des fils et des tissus.

408. Vannerie et ouvrages tressés, la sparterie exceptée, polis, laqués, bronzés, dorés ou argentés, même combinés avec d'autres matières, en tant que cette combinaison ne les soumet pas à des droits plus élevés, les 100 kilogr., 90 ».

412. Ouvrages de broserie et balais :

1° combinés avec du bois, non laqué et non poli, avec du fer ou du roseau :

a. en matières végétales ou en succédanés de fibres végétales et en matières similaires, les 100 kilogr., 35 ».

b. en soies d'animaux et en succédanés des soies d'animaux, en plumes teintes, même en matières (végétales et animales) mélangées, les 100 kilogr., 90 ».

2° combinés avec du bois laqué et poli, même avec du fer ou du roseau :

a. en matières végétales ou en succédanés de fibres végétales et autres matières similaires, les 100 kilogr., 70 ».

b. en soies d'animaux et en succédanés des soies d'animaux, en plumes teintes, même en matières (végétales et animales) mélangées, les 100 kilogr., 140 ».

REMARQUE. Les balais faits de ramilles de bouleau et d'autres ramilles, même avec des manches en bois, sont soumis à un droit de 10 dinars les 100 kilogrammes.

Ex 413. Brosses et balais fins :

1° combinés avec des matières communes autres que celles dénommées au n° 412, les 100 kilogr., 200 ».

2° combinés avec des matières fines, les 100 kilogr., 300 ».

Ex 415. 2° *a.* Boutons de nacre (à l'exception des boutons de parure, non destinés à être cousus), le kilogr., 2.50.

Ex 419. 1° *c.* Boutons de corne (à l'exception des boutons de parure, non destinés à être cousus), les 100 kilogr., 125 ».

424. Lames et carreaux pour parquets :

1° non laqués, non plaqués, sans dessins obtenus par pression, non marquetés, les 100 kilogr., 8 ».

2° laqués, plaqués, sans dessins obtenus par pression, non marquetés, les 100 kilogr., 17 ».

3° avec dessins obtenus par pression ou marquetés, les 100 kilogr., 30 ».

425. Cure-dents, chevilles en bois et fils de bois, les 100 kilogr., 12 ».

1° communes, brutes, ouvrées en partie (courbées, découpées, façonnées), avec poignées de bois ou de roseau, les 100 kilogr., 10 ».

2° communes, teintes, vernies, laquées ou polies, même combinées avec des matières communes, les 100 kilogr., 35 ».

Cannes en bois :

3° fines et taillées, avec ornements, combinées avec d'autres matières, en tant que cette combinaison ne les fait pas rentrer dans les ouvrages de boyaux ou ne les soumet pas à des droits plus élevés :

a. combinées avec des matières communes et fines, les 100 kilogr., 75 ».

b. combinées avec des matières très fines, les 100 kilogr., 300 ».

c. combinées avec des métaux précieux :

A. avec de l'or, les 100 kilogr., 550 ».

B. avec de l'argent, les 100 kilogr., 400 ».

427. Ouvrages de charpenterie pour constructions :

a. bruts, les 100 kilogr., 8 ».

b. teints, vernis, laqués, les 100 kilogr., 12 ».

428. Ouvrages de tonnellerie :

1° Fûts et tonneaux, ainsi que bois de tonnellerie rabotés et complètement façonnés (douves) :

a. Fûts bruts avec cercles en bois, même décomposés, les 100 kilogr., 9 ».

b. Fûts teints, vernis ou autrement travaillés, même avec cercles en métaux, même décomposés, les 100 kilogr., 11 ».

2° Cuves, cuveaux et ouvrages similaires, composés ou décomposés, teints, vernis, combinés ou non avec d'autres matières, les 100 kilogr., 11 ».

429. Ouvrages de charronnage, tels que : axes, jantes, rais, moyeux, roues et autres parties nécessaires pour voitures et traîneaux :

1° bruts, les 100 kilogr., 10 ».

2° teints, laqués, garnis d'acier ou de fer, les 100 kilogr., 15 ».

430. Bobines, fuseaux, ensouples, rots et dents de rots pour tissage, navettes, même ferrés :

1° non polis, les 100 kilogr., 10 ».

2° polis ou autrement travaillés, les 100 kilogr., 20 ».

431. Baguettes en bois pour meubles et cadres, même recouvertes d'une pâte :

1° sans incrustation, sans dessins obtenus par pression et sans ornements :

a. brutes, les 100 kilogr., 20 ».

b. simplement teintes, vernies, polies, plaquées, les 100 kilogr., 35 ».

c. finement teintes, bronzées, dorées, argentées, les 100 kilogr., 50 ».

2° avec incrustations, avec dessins obtenus par pression, avec travaux fins de sculpteur en bois et ornements fins :

a. brutes, les 100 kilogr., 25 ».

b. simplement teintes, vernies, polies, plaquées, les 100 kilogr., 40 ».

c. finement teintes, bronzées, dorées, argentées, les 100 kilogr., 65 ».

REMARQUE. Les cadres faits de pareilles baguettes en bois sont soumis à une surtaxe de 20 %.

432. Cadres de fenêtres, fenêtres, portes, escaliers et leurs parties :

a. bruts, les 100 kilogr., 8 ».

b. passés au mordant, laqués, simplement ou finement teints, les 100 kilogr., 12 ».

433. Ouvrages en bois, non spécialement dénommés, rabotés, lissés ou profilés, grossièrement tournés ou grossièrement taillés, de même collés, bouvetés ou joints d'une autre manière :

1° en bois tendre ou plaqués avec du bois dur :

a. bruts, sans combinaison avec d'autres matières, les 100 kilogr., 15 ».

b. bruts, combinés avec du fer et d'autres métaux communs, les 100 kilogr., 20 ».

c. passés au mordant, teints, laqués, vernis, polis, même combinés avec d'autres matières communes et avec du cuir, les 100 kilogr., 25 ».

2° en bois dur, même plaqués avec du bois dur :

a. bruts, sans combinaison avec d'autres matières, les 100 kil., 20 ».

b. bruts, combinés avec du fer et d'autres métaux communs, les 100 kilogr., 25 ».

c. passés au mordant, teints, laqués, vernis, polis, même combinés avec d'autres matières communes et avec du cuir, les 100 kilogr., 30 ».

3° en bois fin précieux, même plaqués avec du bois précieux :

a. bruts, non combinés avec d'autres matières ou seulement avec du fer et d'autres métaux communs, les 100 kilogr., 40 ».

b. passés au mordant, teints, vernis, laqués, polis, même combinés avec d'autres matières et avec du cuir, les 100 kilogr., 60 ».

434. Ouvrages fins en bois, même combinés avec des matières communes et fines, en tant que cette combinaison ne les soumet pas à des droits plus élevés (à l'exception des meubles rembourrés et recouverts) :

1° Ouvrages fins de tournerie, imitations de sculptures fines, obtenues par la pression, la pyrogravure et par la machine à fraiser (ornementations), combinés avec du cuir ou des matières communes, les 100 kilogr., 30 ».

2° Ouvrages finement taillés ou sculptés : ouvrages en bois finement teints, bronzés, dorés et argentés (à l'exception des baguettes et cadres), les 100 kilogr., 60 ».

3° Ouvrages en bois avec incrustations (ouvrages en boule, intarsies, mosaïques en bois), les 100 kilogr., 120 ».

REMARQUE. Meubles en bois courbé, même combinés avec du bois non courbé, qui peut aussi être plaqué, ou combinés avec des ouvrages tressés en paille, rotin et matières similaires, avec des parties tournées, perforées, ou avec des ornements obtenus par la pression, la pyrogravure, au mordant ou par la machine à fraiser, les 100 kilogr., 25 ».

Formes de soulier en bois, même vernies, polies, les 100 kilogr., 25 ».

435. Meubles rembourrés sans distinction et parties de ces meubles :

1° non recouverts, les 100 kilogr., 40 ».

2° recouverts :

a. de soie pure ou de demi-soie, de dentelles, de broderies, de velours, de peluche et d'imitations de tissus veloutés et pelucheux ; de cuir, les 100 kilogr., 80 ».

b. d'autres matières, les 100 kilogr., 60 ».

Ex 443. Cannes en roseau :

1° simplement travaillées, même avec poignées en roseau ou en bois, brutes, les 100 kilogr., 65 ».

2° communes, laquées, polies, teintées, avec poignées de matières communes, les 100 kilogr., 90 ».

3° fines et taillées, avec ornements, même combinées avec d'autres matières :

a. seulement en roseau ou combinées avec des matières communes, les 100 kilogr., 130 ».

b. combinées avec des matières fines, les 100 kilogr., 240 ».

448. Cartons, cartons en feuilles, papier-carton, même formés de plusieurs couches de papier, même teints en pâte ou ultérieurement :

1° Communs, non lissés, recouverts de goudron, d'asphalte, de graphite, de vernis ou de matières similaires, les 100 kilogr., 3.50.

2° lustré et carton-cuir, les 100 kilogr., 20 ».

3° teint en blanc ou en couleurs, recouvert de papier blanc ou coloré, les 100 kilogr., 14 ».

4° laqué, bronzé, avec dessins obtenus par l'estampage, par la pression ou d'une autre manière, cartons de photographes et de peintres (carton de Bristol), les 100 kilogr., 30 ».

REMARQUE. 1. Sous le n° 448, 1, rentrent aussi les cartons de bois, de paille et pour toiture, de toute sorte, cuits à l'étuvée.

2. Les cartons qui ont reçu par le découpage ou l'estampage une forme propre à l'usage, tombent selon leur qualité sous 418, 1 à 4, avec une surtaxe de 10 %.

449. Papier buvard et papier-carton buvard, de même papier à filtrer :

1° ordinaire, non teint, les 100 kilogr., 5 ».

2° fin, teint, même avec dessins, les 100 kilogr., 15 ».

450. Papier d'emballage, même imprimé :

1° non lissé, non teint, les 100 kilogr., 5 ».

2° non lissé, teint, les 100 kilogr., 6 ».

3° autre, les 100 kilogr., 7 ».

REMARQUE. Est compris sous 1 et 2 même le papier d'emballage lissé à la machine.

451. Papier à imprimer, à dessiner, à écrire, papier pour comptes, papier postal, unicolore ou de différentes couleurs, satiné ou non :

1° Papier à imprimer, les 100 kilogr., 11 ».

2° Papier à dessiner, les 100 kilogr., 25 ».

3° Tout autre papier, à l'exception du papier réglé, les 100 kilogr., 14 ».

4° Papier réglé, les 100 kilogr., 30 ».

452. Papier dessiné par la pression ou par l'impression, façonné en couleurs, chagriné, marbré, gaufré, plissé, gommé, recouvert de caoutchouc ou de guttapercha, les 100 kilogr., 35 ».

453. Papier de soie, blanc ou en couleurs, les 100 kilogr., 27.50.

456. Papier et papier-carton doré et argenté, papier et papier-carton avec ornements (dessins) en or et en argent, papier bronzé, papier recouvert d'une autre couche métallique, perforé ou orné par perforation, dentelles de papier, les 100 kilogr., 60 ».

457. Papier pour comptes réglé et en général modèles, formulaires, etc., imprimés, les 100 kilogr., 25 ».

REMARQUE. Sous le monopole des ouvrages imprimés rentrent exclusivement les formulaires pour les imprimés officiels à l'usage des autorités et des écoles en Serbie. Les cahiers d'école et autres articles d'école ne rentrent pas dans ce monopole.

458. Papier réglé pour modèles, papier pour broderies (papier étaminé), modèles pour dessins ; étiquettes destinées à être collées, piquées ou placées sur les marchandises ou leur emballage ; annonces ; cartes de recommandation (réclame) et d'adresse ; affiches ; tous ces articles en papier de tout genre (à l'exception de celui spécifié sous le n° 456), même en couleurs, ni dorés ni argentés ; cartes de visite, imprimées ou non, les 100 kilogr., 40 ».

459. Papier à lettres et à cartes postales ; de même, enveloppes de lettres, avec lignes, monogrammes, emblèmes ou arabesques, ornés par l'impression ou par la pression ; papier avec illustrations, photographies et autres images ; avec fleurs naturelles pressées, de même avec ornements et modèles en couleur, en or, en argent, en bronze ou en matières similaires ; papier avec images imprimées en une ou en plusieurs couleurs (papier d'images) ; papier avec ornements de peinture à la main ; métachromatypie (décalcomanie) ; timbres-poste, même oblitérés ; images estampées, les 100 kilogr., 75 ».

461. Tentures en papier :

a. communes, les 100 kilogr., 40 ».

b. dorées, argentées, bronzées, marbrées, etc., les 100 kilogr., 60 ».

462. Cartes à jouer de toute grandeur et de toute forme, les 100 kilogr., 100 ».

Ex 465. Papier photographique :

2° sensibilisé à la lumière, les 100 kilogr., 150 ».

466. Papier paraffiné, huilé, ciré, glycéринé, parchemin et papier parcheminé, de même, imitations de ce papier ; papiers chimiques ; papier bleu (à l'aniline et à l'outremer) ; papier indigo graissé ; papier désinfectant ; papier sudorifique et insecticide (tue-mouches et tue-mites) ; papier réactif (tournesol et curcuma), ainsi que tout autre papier chimique, les 100 kilogr., 45 ».

467. Sacs, enveloppes, cornets et articles similaires, non imprimés :
1° sans combinaison avec d'autres matières :

a. en papier d'emballage, les 100 kilogr., 7.50.

b. autres, les 100 kilogr., 20 ».

2° en combinaison avec d'autres matières (toile, gélatine, feuilles d'étain, papier métallique et matières similaires), les 100 kilogr., 27 ».

REMARQUE. Les enveloppes, sacs, etc., imprimés sont soumis à une surtaxe de 20 %.

469. Papier à lettres, cartes postales, cartes-lettres et enveloppes (à l'exception de celles qui sont rangées sous les nos 459 et 467) en boîtes ou en autres enveloppes en bois, en papier ou en carton :

1° sans combinaison avec d'autres matières, les 100 kilogr., 35 ».

2° combinés avec du cuir et des matières textiles, les 100 kilogr., 75 ».

3° combinés avec d'autres matières, les 100 kilogr., 60 ».

470. Livres de compte, carnets, couvertures pour reliures, porte-feuilles, boîtes et étuis, blocs de luxe, calendriers à suspendre et autres (à l'exception des calendriers ayant un contenu littéraire), combinés avec des matières communes et fines, les 100 kilogr., 45 ».

471. Ouvrages en papier, carton, pâte de bois, papier mâché, s'ils ne rentrent pas sous les numéros précédents :

1° non combinés avec d'autres matières ou seulement combinés avec des matières communes et fines :

a. Fleurs, boutons, feuilles, tiges et fruits, les 100 kilogr., 120 ».

b. Autres ouvrages, même recouverts de métaux, pressés ou formés d'une autre matière spéciale ; laqués, vernis, teints bronzés ; abat-jour, lampions et autres articles fins et objets de luxe, les 100 kilogr., 140 ».

2° combinés avec des matières très fines, les 100 kilogr., 275 ».

476. Tableaux sur toile, sur bois, sur métaux communs ou leurs alliages, sur papier ou sur pierre ; dessins originaux ; ces ouvrages montés même sur cartons ou sur tissus, même reliés dans une enveloppe molle ou brochés, les 100 kilogr., 130 ».

481. Dalles (à l'exception de tables d'ardoise, de mica et de pierres lithographiques) jusqu'à 16 centimètres d'épaisseur :

1° non égrissées, sciées ou séparées autrement, non rabotées, non ébauchées au marteau, non recouvertes d'email, non teintées, les 100 kilogr., 2 ».

2° rabotées, ébauchées au marteau, polies, égrissées, recouvertes d'email, teintées, les 100 kilogr., 4.50.

483. Ouvrages de tailleur de pierre et autres ouvrages non dénommés, non égrissés, non rabotés, non polis, non recouverts d'email, non teintés, combinés avec du bois ou du fer, non laqués :

1° non profilés, non ornementés et non tournés, les 100 kilogr., 3 ».

2° profilés en tout ou en partie, même ornementés :

a. d'albâtre, de marbre et de serpentine, les 100 kilogr., 5 ».

b. de granit, de porphyre, de syénite et de pierres similaires ; de pierre calcaire polissable, les 100 kilogr., 5 ».

c. d'autres pierres, les 100 kilogr., 3 ».

484. Ouvrages de tailleur de pierre et autres ouvrages non dénommés, égrisés, rabotés, ébauchés au marteau, dorés, polis, profilés, ornementés, en combinaison avec du bois ou du fer laqués :

1° de marbre, d'albâtre et de serpentine, les 100 kilogr., 7 ».

2° de granit, de porphyre, syénite et de pierre similaires ; de pierre calcaire polissable, les 100 kilogr., 7 ».

3° d'autres pierres, les 100 kilogr., 6 ».

485. Ouvrages sculptés (objets d'art), en pierres de toute sorte ; ouvrages fins de luxe en pierre, tels que : bougeoirs, écritoires, figures et produits similaires :

1° pesant plus de 5 kilogrammes par pièce, les 100 kilogr., 40 ».

2° pesant 5 kilogrammes par pièce ou moins, les 100 kilogr., 90 ».

486. Ouvrages en pierre combinés avec d'autres matières, non spécialement dénommés et non soumis à des droits plus élevés :

1° combinés avec des matières communes, les 100 kilogr., 18 ».

2° combinés avec des matières fines et très fines, les 100 kilogr., 32 ».

3° combinés avec des métaux précieux :

a. avec de l'or, les 100 kilogr., 370 ».

b. avec de l'argent, les 100 kilogr., 270 ».

488. Pierres naturelles à polir, à adoucir et à aiguiser ; pierres de touche, pierres à feu (silex), détachées ou coupées :

1° non combinées avec d'autres matières, les 100 kilogr. 3 ».

2° combinées avec du bois, du fer ou d'autres métaux communs, les 100 kilogr., 4.50.

489. Pierres artificielles à polir, à adoucir et à aiguiser, même combinées avec du bois, du fer ou d'autres métaux communs, à l'exception de ceux rentrant sous le n° 193 :

1° en émeri, corindon et carborindon, les 100 kilogr., 20 ».

2° en autres pierres, les 100 kilogr., 5 ».

Ex 492. Ouvrages en ciment, même mélangé d'asbeste ou d'autres matières, même creux ou perforés :

1° unicolores, ni égrisés, ni polis, ni profilés, ni ornementés, ni teints, ni laqués, même avec carcasse de fer, les 100 kilogr., 3 ».

2° multicolores, égrisés, polis, bronzés, laqués, profilés, même avec carcasse de fer ou revêtus d'asphalte et de matières similaires, les 100 kilogr., 5.50.

REMARQUE. Sous 2 rentre aussi l'éternite.

Ex 494. 2° Ouvrages en jais et imitations de jais, en ambre jaune naturel ou factice, en écume de mer et imitations d'écume de mer, en lave poreuse ou compacte, même combinés avec d'autres matières :

a. seulement des matières énumérées ou en combinaison avec d'autres matières communes ou fines, le kilogr., 4 ».

b. en combinaison avec des matières très fines, le kilogr., 6 ».

c en combinaison avec des métaux précieux :

A. avec de l'or, le kilogr., 10 ».

B. avec de l'argent, le kilogr., 6 ».

495. Briques, tuiles et tuiles creuses :

1° de matières ordinaires, non réfractaires, cuites ou non :

a. non engobées, non façonnées, non imprégnées, non vernissées, les 100 kilogr., 0.15.

b. engobées, façonnées, imprégnées, vernissées, les 100 kilogr., 0.40.

2° de matières réfractaires, les 100 kilogr., 0.50.

3° briques hollandaises et carreaux ayant plus de 3 centimètres d'épaisseur (de même plaques pour carrelage) de toute sorte, même en grès commun et en autres compositions similaires, les 100 kilogr., 0.75.

496. Tuyaux en terre cuite :

1° non vernissés, les 100 kilogr., 2.50.

2° vernissés, les 100 kilogr., 3.50.

497. Ouvrages en grès commun ou en masse réfractaire au feu ou aux acides :

1° Tuyaux et raccords de tuyaux, les 100 kilogr., 3 50.

2° Pots, cruches, bouteilles, caissons, bouteilles à acide, robinets de fûts et de tirage, raccords d'appareils, autres objets pour usages techniques et semblables, à l'exception des objets spécialement dénommés, les 100 kilogr., 7 ».

498. Poterie en argile se colorant par la cuisson et vaisselle noire, dite de graphite :

1° commune, non vernissée, sans reliefs, les 100 kilogr., 5 ».

2° vernissé, uni- ou multicolore, même avec reliefs, les 100 kilogr., 7 ».

499. Poêles de faïence, fourneaux de cuisine, cheminées et leurs parties, même vernissés ou ornés de reliefs :

1° unicolores ou blancs, les 100 kilogr., 6 ».

2° multicolores, même avec enduit lustré ou métallique, les 100 kilogr., 8 ».

500. Creusets, cornues, mouffes, capsules et autres objets techniques en graphite, en masse de graphite, en ciment de magnésie ou en autres matières réfractaires, les 100 kilogr., 4 ».

502. Dalles de carrelage et de pavage d'une épaisseur de 1, 2 à 3 centimètres :

1° non vernissées, sans enduit :

a. unicolores, les 100 kilogr., 3 ».

b. multicolores, les 100 kilogr., 4 ».

2° vernissées, avec enduit lustré ou métallique :

a. unicolores, les 100 kilogr., 4 ».

b. multicolores, les 100 kilogr., 5 ».

503. Dalles de revêtement pour murailles, c'est-à-dire dalles d'une épaisseur de 1 à 2 centimètres et moins, vernissées ou non, lisses ou avec ornements en relief :

1° unicolores, les 100 kilogr., 5 ».

2° multicolores, les 100 kilogr., 7 ».

3° avec peintures, dorures ou ornements en sculpture et autres, les 100 kilogr., 12 ».

504. Ouvrages en grès, en majolique ou en faïence et autres ouvrages en grès fin, non spécialement dénommés :

1° unicolores, blancs ou teints en masse, sans reliefs, les 100 kilogr., 15 ».

2° multicolores, même avec reliefs, avec ornements d'une seule ou de plusieurs couleurs, peints, dorés, argentés, avec enduit lustré ou métallique, les 100 kilogr., 25 ».

3° Objets d'ornement pour chambres, de même articles de fantaisie, tels que figures, statuettes et objets de luxe similaires, les 100 kilogr., 50 ».

505. Porcelaine et ouvrages analogues à la porcelaine (porcelaine tendre, porcelaine anglaise ou frittée, porcelaine sans couverte, biscuit, parian et porcelaine jaspée), avec ou sans autres ornements :

1° Vaisselle de table et de cuisine et autres ouvrages, à l'exception de ceux énumérés dans l'alinéa 2 :

a. blancs ou teints en pâte, même avec bordures teintes ou dorées, les 100 kilogr., 15 ».

b. avec peintures ou arabesques dorées, avec fleurs ou avec ornements similaires, imprimés, argentés, dorés, même combinés avec des matières communes, les 100 kilogr., 25 ».

2° Articles de luxe et de fantaisie pour l'ornement des chambres, tels que vases, statuettes, figurines, plantes, bouquets, couronnes et autres, les 100 kilogr., 50 ».

506. Ouvrages en terre cuite, en masse pierreuse, en porcelaine, en faïence et en autres matières similaires, combinés avec d'autres matières, non spécialement dénommées :

1° combinés avec des matières communes, les 100 kilogr., 30 ».

2° combinés avec des matières fines, les 100 kilogr., 50 ».

3° combinés avec des matières très fines, les 100 kilogr., 250 ».

4° combinés avec des métaux précieux :

a. avec de l'or, les 100 kilogr., 450 ».

b. avec de l'argent, les 100 kilogr., 300 ».

510. Articles en verre creux (gobeletterie en verre) :

1° non passés à la meule ni moulés, ni taillés, ni ornements :

a. de couleur naturelle, les 100 kilogr., 6 ».

b. blancs, transparents, même avec anneaux en verre blanc opaque, les 100 kilogr., 8 ».

c. colorés ou blancs opaques, même doublés de verre coloré ou de verre blanc opaque, les 100 kilogr., 19 ».

2° avec fonds moulés ou passés à la meule, ou avec bouchons façonnés ou ornements par le moulage, l'égrissage, etc. :

a. blancs transparents, même avec anneaux du même verre ou de verre mi-blanc, les 100 kilogr., 12 ».

b. colorés ou blancs opaques, même doublés de verre coloré ou de verre blanc opaque, les 100 kilogr., 20 ».

3° moulés, passés à la meule, polis, ornés de dessins, corrodés ou autrement gravés ou taillés :

a. blancs transparents, même avec anneaux, les 100 kilogr., 22.50.

b. colorés ou blancs opaques, même doublés de verre coloré ou de verre blanc opaque, les 100 kilogr., 27.50.

4° peints ou dorés ou argentés d'une manière quelconque, les 100 kilogr., 37.50.

REMARQUE 1. Restent sans influence sur la tarification des articles en verre creux les inscriptions, désignations, etc., soufflées ou corrodées.

REMARQUE 2. Des verres pour lampes à pétrole, même avec des montures, capuchons et becs de métaux communs, ainsi que les lampes ordinaires de verre à suspendre et de cuisine, avec becs et écrans en métal ou en métal combiné avec réflecteurs en verre, sont passibles, selon la nature du verre creux formant le corps, des mêmes droits de douane que les articles du n° 510.

On considère comme verre ornementé que celui sur lequel des dessins ont été produits par l'égrissage, la gravure, la peinture, etc., tandis que tous les ornements qui ont été apportés à la forme par le soufflage ne doivent pas être traités comme ornements dans le sens du tarif, de sorte que même les verres creux, avec ces sortes d'ornements obtenus par le soufflage, seront dédouanés d'après le n° 510, alinéa 1.

REMARQUE AUX N°S 511 ET 512. En ce qui concerne les miroirs encadrés, le verre et le cadre sont taxés séparément, s'il est possible de les démonter : dans le cas contraire, les miroirs encadrés sont passibles du droit de douane qui frappe le cadre respectif.

513. Verre laiteux et verre opalisé, de même verre d'albâtre, en tables, les 100 kilogr., 26 ».

515. Verre avec grillage de métal moulé en pâte :

1° brut, non coloré, à surface lisse ou cannelé, les 100 kilogr., 6 ».

2° passé à la meule, poli, coloré, ornementé, les 100 kilogr., 10 ».

REMARQUE. Dans cette catégorie rentrent aussi les tuiles et les dalles de carrelage en verre.

516. Verres de montres et de lunettes, verre optique, lentilles en verre; tous ces articles taillés ou non, moulés ou non, colorés, etc., combinés avec d'autres matières, les 100 kilogr., 100 ».

517. Lunettes et autres verres montés, lentilles montées, longues-vues de toute sorte, loupes montées, appareils photographiques, stéréoscopes, tous ces articles en tant que leur combinaison ne les soumet pas à des droits plus élevés, les 100 kilogr., 500 ».

518. Prismes en verres, pendeloques pour chandeliers (lustres), chandeliers en verre, boutons en verre, petites boules de verre :

1° colorés ou de couleur naturelle, les 100 kilogr., 45 ».

2° peints, dorés, argentés, les 100 kilogr., 50 ».

520. Imitations de pierres précieuses (vitrifications, pierres précieuses fausses), pierres à bijoux en verre, coraux factices en verre :

1° enfilés seulement pour l'emballage et pour le transport, les 100 kilogr., 40 ».

2° enfilés pour parure, les 100 kilogr., 100 ».

521. Ouvrages en vitrifications, coraux factices en verre, plaquettes de verre, même combinés avec d'autres matières, en tant que cette combinaison ne les soumet pas à des droits plus élevés, les 100 kilogr., 120 ».

522. Objets en verre, non spécialement dénommés et non compris ailleurs, passés à la meule, polis, égrisés, gravés, avec dessins corrodés ou formés d'une autre manière quelconque; ouvrages en verre coloré, en verre laiteux, mat, cannelé, craquelé, imitant la glace, non dénommés ni compris ailleurs; verre filé, laine de verre :

1° transparents, non colorés, les 100 kilogr., 15 ».

2° colorés, même opaques, les 100 kilogr., 25 ».

3° ornés de dessins, dorés, argentés, les 100 kilogr., 35 ».

525. Objets en verre et en émail combinés avec d'autres matières, non dénommés ailleurs :

1° combinés avec des matières communes, les 100 kilogr., 50 ».

2° combinés avec des matières fines, les 100 kilogr., 70 ».

3° combinés avec des matières très fines, les 100 kilogr., 250 ».

4° combinés avec des métaux précieux :

a. avec de l'or, les 100 kilogr., 400 ».

b. avec de l'argent, les 100 kilogr., 300 ».

REMARQUE. Dans cette catégorie rentrent aussi les boucles d'oreilles en verre, les croix en verre, les pendeloques en verre, les porte-cigares en verre et autres objets similaires, les articles de quincaillerie et de bijouterie combinés avec d'autres matières, en tant que le verre en forme la partie principale et que ces objets ne rentrent pas sous les nos 520, 2 ou 521.

Ad. 528, 1. REMARQUE. Dans cette catégorie rentrent aussi les monnaies autrichiennes et hongroises du système monétaire de la couronne, les florins en argent, ainsi que les ducats simples et quadruples.

533. Orfèvrerie et bijouterie en or et en platine non dénommées ailleurs, même combinées avec des pierres demi-précieuses ou avec des imitations de pierres précieuses ou demi-précieuses, ou avec des coraux véritables ou factices et avec des perles fausses, le kilogr., 250 ».

Bijouterie combinée avec des pierres précieuses et avec des perles vraies, le kilogr., 500 ».

Ex 534. 2° Ouvrages et bijouterie en argent, même dorés, même combinés avec des pierres demi-précieuses ou avec des imitations de pierres précieuses ou demi-précieuses, avec des coraux véritables ou faux et avec des perles fausses, le kilogr., 100 ».

Bijouterie en argent, combinée avec des pierres précieuses et des perles véritables, le kilogr., 250 ».

536. Fer :

1° Fer brut et fonte en blocs, barres, prismes, massiaux (exempt).

2° Fer, loupes, fers ébauchés, acier brut et autre fer non laminé, les 100 kilogr., 1.60.

3° Fer en barres non façonné, les 100 kilogr., 2 ».

4° Fer façonné (à T, H, Z, L, +, etc., de même fer ornementé), les 100 kilogr., 2 ».

Ex 537. Tôles et plaques de fer ou d'acier :

1° bruts (noirs), les 100 kilogr., 5 ».

2° recouverts d'étain, de zinc, de cuivre et d'autres métaux communs ou de leurs alliages, sans distinction d'épaisseur, les 100 kilogr., 5 ».

538. Fil de fer ou d'acier, laminé ou étiré :

1° brut, ni laqué, ni recouvert d'autres métaux communs ou d'alliages de métaux communs, les 100 kilogr., 6 ».

2° laqué, poli, verni, recouvert d'autres métaux communs ou d'alliages de métaux communs, les 100 kilogr., 8 ».

REMARQUE. Les fils de fer ou d'acier étiré à blanc sont tarifés selon l'alinéa 1.

Ex 539. Tuyaux de fer de toute sorte, à l'exception des tuyaux pour chaudières à vapeur et appareils réfrigérants, de même raccords pour tuyaux :

2° en fonte :

a. non ouvrés ou simplement ouvrés, les 100 kilogr., 4.50.

b. finement ouvrés, les 100 kilogr., 9 ».

540. Rails pour chemins de fer (sans égard au profil), même troués, pièces pour attacher les rails, traverses et plaques d'about pour chemins de fer, les 100 kilogr., 1.50.

541. Appareils de croisement, signaux, essieux pour chemins de fer, roues de chemins de fer, fer pour roues de chemins de fer (différentes parties des roues), freins, tampons et autres matériaux de chemins de fer, les 100 kilogr., 3 ».

REMARQUES aux n^{os} 540 et 541. Les rails et autres matériaux pour tramways sont compris dans ces numéros. En tant que les articles y dénommés sont importés pour les chemins de fer construits et exploités par l'Etat, ils ne sont soumis à aucun droit.

542. Constructions de fer pour ponts, toitures, usines et autres ouvrages similaires, composées ou décomposées, revêtues d'une couche de peinture grossière ou de minium, les 100 kilogr., 9 ».

543. Marteaux, enclumes et étaux pesant 25 kilogrammes et plus ; ancres, les 100 kilogr., 8 ».

Marteaux, enclumes et étaux pesant moins de 25 kilogrammes ; leviers (pour tailleurs de pierres), les 100 kilogr., 20 ».

544. Essieux (à l'exception des essieux pour chemins de fer), et parties d'essieux, même combinés avec des parties de métaux communs :

1° bruts ou simplement ouvrés, les 100 kilogr., 9 ».

2° finement ouvrés, les 100 kilogr., 18 ».

545. Grues, crics et appareils de levage, même avec les chaînes y appartenant, les 100 kilogr., 18 ».

546. Ustensiles de cuisine et autres :

1° en tôle ou en fer :

a. bruts ou simplement ouvrés, les 100 kilogr., 18 ».

b. finement ouvrés, les 100 kilogr., 32 ».

2° en fonte :

a. bruts ou simplement ouvrés, les 100 kilogr., 7 ».

b. finement ouvrés, les 100 kilogr., 16 ».

548. Bêches, pelles, houes, pioches, crampes, râteaux, fourches, même combinés avec du bois :

1° bruts ou simplement ouvrés, les 100 kilogr., 10 ».

2° finement ouvrés, les 100 kilogr., 12 ».

Ex 549. Scies, lames de scies et limes; faux, faucilles, hache-paille (hachoirs à fourrages), les 100 kilogr., 10 ».

Alènes (poinçons), tenailles, leviers, pilons, ciseaux à froid, forets, fers à rabat, compas à verge, coupe-tubes, filières à faire les vis et autres couteaux et outils à couper non dénommés ailleurs, même combinés avec du bois, les 100 kilogr., 20 ».

551. Haches, couteaux de cuisine et de boucher, même combinés avec du bois, les 100 kilogr., 18 ».

552. Ustensiles non dénommés ailleurs pour l'usage agricole : charrues, pièces de charrue, outils-batteur de terre, pour herser le maïs, pour hacher la paille, etc. :

a. pesant par pièce plus de 3 kilogrammes, les 100 kilogr., 12 ».

b. pesant par pièce moins de 3 kilogrammes, les 100 kilogr., 18 ».

553. Vis et écrous à vis de toute sorte, les 100 kilogr., 18 ».

Fers à cheval, rivets, supports pour isolateurs, les 100 kilogr., 12 ».

554. Ressorts (à l'exception de ceux pour voitures de chemins de fer et de tramways) :

1° pour voitures de toute sorte :

a. bruts, les 100 kilogr., 12 ».

b. polis ou ouvrés d'une autre manière, les 100 kilogr., 21 ».

2° pour meubles :

a. bruts, les 100 kilogr., 15 ».

b. simplement ou finement ouvrés (même cuivrés), les 100 kilogr., 25 ».

3° autres, non dénommés ailleurs, à l'exception des ressorts de montre, les 100 kilogr., 25 ».

255. Ouvrages en fil de fer non dénommés ailleurs :

a. bruts, les 100 kilogr., 20 ».

b. simplement ouvrés, les 100 kilogr., 28 ».

c. finement ouvrés, les 100 kilogr., 35 ».

REMARQUE. Les articles en fil de fer tiré à blanc seront traités comme les articles en fil de fer non ouvré.

556. Crochets, verrous, charnières pour portes et fenêtres, ainsi qu'autres crochets pour constructions, ferrures pour fenêtres, portes, malles, meubles, voitures, même combinés avec d'autres métaux communs ou avec du bois :

1° bruts ou simplement ouvrés, les 100 kilogr., 22 ».

2° finement ouvrés, les 100 kilogr., 32 ».

Ex 557. Pointes de Paris, clous, même grands (pour constructions) et chevilles, non dénommés ailleurs, coupés, forgés :

2° finement ouvrés; clous avec têtes de métaux communs, même

finement ouvrés, ou de verre, de porcelaine, de faïence, les 100 kilogr., 25 ».

558 et 559. Poêles, tuyaux de poêle et leurs parties, boîtes, caisses, tonneaux, baignoires, cloches ; autres articles en tôle non dénommés ailleurs :

1° de fer noir, même combinés avec des matières communes, bruts et revêtus d'une couche de peinture grossière, les 100 kilogr., 18 ».

2° a. de fer plombé, étamé, zingué, de même articles en fer noir plombés, étames, zingués, les 100 kilogr., 23 ».

b. revêtus d'une couche de peinture fine, teints ou vernis, les 100 kilogr., 25 ».

c. peints, imprimés, bronzés, laqués, émaillés, les 100 kilogr., 36 ».

d. recouverts de cuivre ou d'alliages de cuivre, de nickel ou d'aluminium ou platinés, les 100 kilogr., 42 ».

REMARQUE AUX N^{OS} 555 et 559. Les montures pour lampes à suspension en fil de fer ou en tôle, même avec abat-jour en tôle, laquées ou bronzées, rentrent sous les n^{OS} 555 et 559.

560. Chaînes et leurs parties, en tant qu'elles ne rentrent pas comme chaînes de parure sous les articles de luxe du n^o 572 :

1° brutes, les 100 kilogr., 15 ».

2° simplement ouvrées, les 100 kilogr., 20 ».

3° finement ouvrées, les 100 kilogr., 30 ».

561. Bidons, étriers, éperons, ferrures et autres parties de harnachement de selle ou d'attelage, et objets similaires :

a. bruts, les 100 kilogr., 22 ».

b. simplement ouvrés, les 100 kilogr., 32 ».

c. finement ouvrés, les 100 kilogr., 52 ».

562. Patins et patins à roulettes, les 100 kilogr., 40 ».

564. Travaux de serrurier artiste, même combinés avec ornements forgés, pressés ou en relief, les 100 kilogr., 40 ».

566. Coffres-forts et cassettes de sûreté, même laqués, avec des parties polies, dorées, argentées, ouvrés d'une autre manière ou avec parties faites d'autres métaux non précieux :

1° pesant par pièce plus de 50 kilogrammes, les 100 kilogr., 25 ».

2° pesant par pièce 50 kilogrammes ou moins, les 100 kilogr., 45 ».

567. Meubles (non rembourrés, ni recouverts), en tant qu'ils ne rentrent pas dans les travaux de serrurier artiste :

1° bruts ou simplement ouvrés, les 100 kilogr., 25 ».

2° finement ouvrés, les 100 kilogr., 35 ».

568. Coutellerie et couverts (couteaux et fourchettes), fondus, pressés, forgés :

1° seulement en fer ou combinés avec du bois, de la porcelaine, du verre, des os, de la corne, des imitations d'ivoire ou d'écaille, les 100 kilogr., 60 ».

2° combinés avec des matières fines, même dorés ou argentés, les 100 kilogr., 230 ».

3° combinés avec des matières fines, les 100 kilogr., 300 ».

569. Travaux de forgeron artiste, les 100 kilogr., 40 ».

570. Montures de parapluie et parties de ces montures, les 100 kilogr., 25 ».

571. Fers à repasser :

1° bruts ou simplement ouvrés, les 100 kilogr., 18 ».

2° finement ouvrés, les 100 kilogr., 30 ».

572. 1° Bijouterie en fer et en acier, tels que : anneaux, boucles d'oreille, bracelets, colliers, chaînes de montre et de pince-nez, parures pour cheveux (tepelouk), agrafes, boutons de parure, non destinés à être cousus, médaillons, épingles, boucles et broches, en tant que ces articles ne rentrent pas sous le n° 630, les 100 kilogr., 150 ».

2° Tous les autres articles de quincaillerie de luxe en fer ou en acier, même combinés avec d'autres matières communes ou fines, les 100 kilogr., 70 ».

REMARQUE. 1. Dans l'alinéa 2 sont compris notamment : boutons et boucles en fer et en acier, non de parure, épingles à cheveux, agrafes et portes d'agrafes, non de parure, aiguillettes et objets similaires ; cloches pour tables et pour bureaux ; écritoires de poche et de voyages ; perles d'acier, porte-clefs (crochets et chaînettes) ; dés ; muselières et colliers pour chiens ; jetons ; gaines de couteaux (dites caniya) ; porte-cigares et porte-cigarettes, pipes ; lanternes de poche ; étuis ; cornes à poudre ; étuis à aiguilles et à plumes à écrire ; tabatières, briquets de poche ; cachets, garnitures de bureau, figurines, etc.

2. La bijouterie et la quincaillerie en autres métaux communs et en alliages de ces métaux sont passibles de droits de douane correspondant à la matière dont elles sont faites.

Ex 574. *Ex* 3. Hameçons, les 100 kilogr., 50 ».

575. Ouvrages en fonte non dénommés ailleurs, même combinés avec du bois :

1° bruts ou simplement ouvrés :

a. pesant par pièce plus de 100 kilogrammes, les 100 kilogr., 5 50.

b. pesant par pièce de 50 jusqu'à 100 kilogrammes, les 100 kilogr., 7 ».

c. pesant par pièce de 5 jusqu'à 50 kilogrammes, les 100 kilogr., 8 ».

d. pesant par pièce moins de 5 kilogrammes, les 100 kilogr., 10 ».

2° finement ouvrés :

- a. pesant par pièce plus de 100 kilogrammes, les 100 kilogr., 10 ».
- b. pesant par pièce de 50 jusqu'à 100 kilogrammes, les 100 kilogr., 14 ».
- c. pesant par pièce de 5 jusqu'à 50 kilogrammes, les 100 kilogr., 18 ».
- d. pesant par pièce moins de 5 kilogrammes, les 100 kilogr., 22 ».

REMARQUE. Sous le n° 575 rentrent tous les objets d'usage en fonte de fer, comme cheminées et devantures de cheminée, tisons et objets similaires ; de plus, articles de ménage, tels que machines à découper et à hacher la viande, réchauds à l'alcool, à gaz, etc., ferrures en fonte pour portes et constructions, si ces articles ne tombent pas, comme fonte artistique, sous le n° 576. Les ouvrages en fonte simplement ornementés ou profilés ne tombent pas sous le n° 576.

2. Les articles revêtus d'une couche de peinture grossière, destinée à préserver de la rouille, rentrent sous les articles simplement ouvrés.

3. Les ouvrages de fonte complets, quoique décomposés, payent les droits de douane d'après le poids total de l'ouvrage complet ; pour les ouvrages de fonte qui ne sont pas importés à l'état complet, le payement des droits de douane se fait d'après le poids de chaque partie séparément.

576. Ouvrages en moulage artistique, en fonte non malléable, même combinés avec d'autres matières communes :

- 1° bruts ou simplement ouvrés, les 100 kilogr., 20 ».
- 2° finement ouvrés, les 100 kilogr., 30 ».

577. Ouvrages en fer non dénommés ni compris ailleurs, même combinés avec du bois ou avec de la fonte :

1° bruts ou simplement ouvrés :

- a. pesant par pièce plus de 100 kilogrammes, les 100 kilogr., 10 ».
- b. pesant par pièce plus de 25 jusqu'à 100 kilogrammes, les 100 kilogr., 14 ».
- c. pesant par pièce plus de 3 jusqu'à 25 kilogrammes, les 100 kilogr., 18 ».
- d. pesant par pièce jusqu'à 3 kilogrammes, les 100 kilogr., 24 ».

REMARQUE. Dans cette catégorie rentrent tous les outils non dénommés ailleurs, de quelque manière qu'ils soient ouvrés.

2° finement ouvrés :

- a. pesant par pièce plus de 100 kilogrammes, les 100 kilogr., 16 ».
- b. pesant par pièce plus de 25 jusqu'à 100 kilogrammes, les 100 kilogr., 20 ».
- c. pesant par pièce plus de 3 jusqu'à 25 kilogrammes, les 100 kilogr., 27 ».
- d. pesant par pièce jusqu'à 3 kilogrammes, les 100 kilogr., 40 ».

578. Ouvrages de fer, combinés avec d'autres matières, non spécialement dénommés ni compris dans ce tarif conventionnel :

1° combinés avec des matières communes, les 100 kilogr., 40 ».

2° combinés avec des matières fines, les 100 kilogr., 60 ».

3° combinés avec des matières très fines, les 100 kilogr., 250 ».

4° combinés avec des métaux précieux :

a. avec de l'or, les 100 kilogr., 450 ».

b. avec de l'argent, les 100 kilogr., 300 ».

REMARQUE 3 au chapitre *Fer*. Le fer en barres, la tôle, le fil de fer et autres ouvrages en fer qui sont recouverts ou plaqués de cuivre, d'alliages de cuivre, de nickel ou d'aluminium, sont frappés d'une surtaxe douanière de 20 %, si ces articles ne sont pas passibles de droits de douane plus élevés. Si le tarif prévoit des droits de douane pour ouvrages simplement ou finement ouvrés, les droits pour les ouvrages finement ouvrés doivent servir de base pour l'évaluation de la surtaxe de 20 %.

587. Lames de plomb et plomb en rouleaux :

1° bruts ou simplement ouvrés, les 100 kilogr., 10 »

2° finement ouvrés, même recouverts d'autres métaux communs ou d'alliages de métaux communs, les 100 kilogr., 12 ».

588. Verges, barres et fils de plomb, laminés ou étirés :

1° bruts ou simplement ouvrés, les 100 kilogr., 10 »

2° finement ouvrés, même recouverts d'autres métaux communs, les 100 kilogr., 12 ».

589. Tuyaux et cylindres de plomb :

1° bruts ou simplement ouvrés, les 100 kilogr., 12 ».

2° finement ouvrés, gravés, dessinés, façonnés et recouverts de métaux communs ou d'alliages de métaux communs, les 100 kilogr., 20 ».

591. Caractères d'imprimerie, matrices, lignes, cadres et ornements d'imprimerie, les 100 kilogr., 50 ».

592. Feuilles de plomb, les 100 kilogr., 90 ».

593. Balles de plomb et plomb de chasse, les 100 kilogr., 18 ».

594. Ouvrages en plomb, non dénommés ni compris ailleurs :

1° grossiers, sans ornements, combinés avec du bois, du fer, du zinc ou de l'étain non laqué et non poli, les 100 kilogr., 20 ».

2° fins, notamment peints, bronzés, laqués, recouverts de métaux communs ou d'alliages de métaux communs, même munis d'ornements, les 100 kilogr., 50 ».

3° combinés avec d'autres matières, en tant qu'ils ne rentrent pas

dans la bijouterie et les objets de luxe du n° 630 ou qu'ils ne sont pas passibles de droits de douane plus élevés, les 100 kilogr., 50 ».

REMARQUE. Rentrent sous l'alinéa 1 même les ornements en plomb pour constructions.

599. Ouvrages en zinc, non dénommés ni compris ailleurs :

1° grossiers, sans ornements, combinés avec du bois, du fer, du plomb ou de l'étain non laqué et non poli; planches d'imprimerie, gravées ou corrodées, les 100 kilogr., 25 ».

2° fins, peints, bronzés, vernis, laqués, polis, recouverts de métaux communs ou d'alliages de métaux communs, les 100 kilogr., 60 ».

3° combinés avec d'autres matières, en tant qu'ils ne rentrent pas dans la bijouterie et les objets de luxe du n° 630 ou qu'ils ne sont pas passibles de droits de douane plus élevés, les 100 kilogr., 60 ».

REMARQUE. Rentrent sous l'alinéa 1 même les ornements en zinc pour constructions.

601. Feuilles et plaques d'étain, étirées ou laminées :

1° brutes ou simplement ouvrées, les 100 kilogr., 45 ».

2° finement ouvrées ou recouvertes d'autres métaux communs ou d'alliages de métaux communs, les 100 kilogr., 50 »

602. Tuyaux et cylindres d'étain :

1° bruts ou simplement ouvrés, les 100 kilogr., 50 ».

2° finement ouvrés ou recouverts de métaux communs, les 100 kilogr., 70 ».

603. Verges, barres et fils d'étain, étirés ou laminés :

1° bruts ou simplement ouvrés, les 100 kilogr., 45 ».

2° finement ouvrés ou recouverts d'autres métaux ou d'alliages de métaux communs, les 100 kilogr., 60 ».

604. Etain battu en feuilles, les 100 kilogr., 90 ».

605. Ouvrages en étain non dénommés ni compris ailleurs :

1° grossiers, sans ornements, combinés avec du bois, du fer, du plomb et du zinc, non polis et non laqués, planches d'imprimerie, gravés ou corrodés, les 100 kilogr., 50 ».

2° Cuillers, fourchettes, passoirs, pots, tubes, capsules et autres ouvrages fins en étain, notamment peints, polis, dessinés, recouverts d'autres métaux communs, ou d'alliages de métaux communs, même avec ornements, les 100 kilogr., 85 ».

3° combinés avec d'autres matières, en tant qu'ils ne rentrent pas dans la bijouterie et les objets de luxe du n° 630 ou qu'ils ne sont pas passibles de droits de douane plus élevés, les 100 kilogr., 85 ».

REMARQUE. Rentrent sous l'alinéa 1 même les ornements en étain pour constructions.

607. Nickel, forgé ou laminé, en barres ou en feuilles de différentes formes :

1^o brut ou simplement ouvré, les 100 kilogr., 60 ».

2^o finement ouvré, les 100 kilogr., 70 ».

608. Fil de nickel, les 100 kilogr., 70 ».

609. Tuyaux et cylindres de nickel, les 100 kilogr., 105 ».

610. Ouvrages en nickel, non dénommés précédemment, même combinés avec d'autres matières, en tant qu'ils ne rentrent pas dans la bijouterie et les objets de luxe du n^o 630 ou qu'ils ne sont pas passibles de droits de douane plus élevés, les 100 kilogr., 160 ».

611. Nickel battu en feuilles, 150 ».

REMARQUE aux n^{os} 607 à 611. Ne sont traités comme le nickel que les alliages similaires de nickel avec d'autres métaux communs. Le packfong et les ouvrages en packfong, en tant que leur qualité corresponde aux échantillons fixés d'un commun accord, seront dédouanés selon leur espèce d'après les droits les plus bas des n^{os} 606-611 avec une réduction de 25 o/o.

612. Cuivre, brut, en bloc et en verges ; monnaies de cuivre ; alliages de cuivre ; soudure forte, les 100 kilogr., 25 ».

614. Tuyaux et cylindres en cuivre ou en alliages de cuivre :

1^o bruts ou simplement ouvrés, les 100 kilogr., 45 ».

2^o finement ouvrés, les 100 kilogr., 60 ».

615. Fonds à tamis, toiles métalliques et autres tissus de fils métalliques, les 100 kilogr., 100 ».

616. Cordages et lacets en fils de cuivre, les 100 kilogr., 60 ».

617. Ouvrages de chaudronnerie (chaudières et autres, couvercles pour ces chaudières, appareils distillatoires), à l'exception des chaudières à vapeur :

1^o bruts, les 100 kilogr., 60 ».

2^o simplement ouvrés, les 100 kilogr., 80 ».

3^o finement ouvrés, les 100 kilogr., 120 ».

618. Cuivre, laiton, tombac et alliages similaires, battus en feuilles, les 100 kilogr., 100 ».

619. Ustensiles de cuisine et autres ustensiles en cuivre, même combinés avec d'autres matières, en tant que cette combinaison, ne les rend pas passibles de droits plus élevés :

1^o bruts ou simplement ouvrés, les 100 kilogr., 82 ».

2^o finement ouvrés, les 100 kilogr., 120 ».

620. Ouvrages coulés grossiers, non autrement ouvrés, sans ornements, même combinés avec du bois ou avec des parties de fer, gros-

sièrement ouvrés, pesant par pièce plus de 10 kilogrammes, les 100 kilogr., 45 ».

621. Ouvrages coulés, autres, combinés avec des matières communes, à l'exception des ouvrages du n° 620 :

1° bruts, même limés, sans ornements, les 100 kilogr., 50 ».

2° ouvrés ou avec ornements :

a. Objets coulés ornementés, les 100 kilogr., 80 ».

b. autres, simplement ouvrés, les 100 kilogr., 60 ».

REMARQUE aux n°s 594, 599, 605, 620 et 621. Par ornements on entend des décorations produisant de l'effet par leur plastique (haut-relief, bas-relief), provoquées par le moule, la presse, la gravure et par d'autres procédés, et qui représentent des feuillages, des figures, etc., et qui produisent un embellissement copieux de l'objet.

622. Ouvrages non dénommés ni compris précédemment :

1° seulement en cuivre ou en alliages de cuivre, même combinés avec d'autres matières :

a. bruts ou simplement ouvrés, les 100 kilogr., 80 ».

b. finement ouvrés, les 100 kilogr., 100 ».

2° combinés avec des matières fines, les 100 kilogr., 230 ».

3° combinés avec des matières très fines, en tant que cette combinaison ne les soumet pas au n° 630 et qu'ils ne sont pas passibles de droits plus élevés, les 100 kilogr., 300 ».

623. Planches d'imprimerie en cuivre ou en alliages de cuivre, même combinées avec du fer, du bois, du zinc, du plomb ou de l'étain, même corrodées ou autrement fabriquées, les 100 kilogr., 160 ».

REMARQUE. Rentrant sous le n° 623 les planches de gravure en taille-douce, les planches pour l'impression de caractères et de notes de musique, gravées ou corrodées, en cuivre ou en alliages de cuivre jaune tels que bronze, laiton, etc., même acérées. c'est-à-dire recouvertes d'une mince couche de fer. Par contre, les planches pour la stéréotypie et les autres planches pour l'impression de caractères, de notes de musique ou d'images, faites d'autres métaux, ne rentrent pas sous le n° 623, même si elles sont cuivrées. De même ne se rangent pas sous ce numéro les planches destinées à empreindre, par exemple pour rubans de couronnes mortuaires, etc., ni pour ornements d'impression de livres, etc., même en cuivre ou en alliage de cuivre.

628. Ouvrages tout ou en partie de métaux communs et d'alliages de métaux communs dorés ou argentés, s'ils ne sont pas dénommés ailleurs ni passibles de droits de douane plus élevés, les 100 kilogr., 300 ».

Ex 630. Objets de parure, d'ornement et autres objets de luxe et de fantaisie, tout ou en partie en métaux communs ou en alliages de métaux communs, dorés ou argentés, même combinés avec d'autres matières :

1° sans combinaison ou combinés avec des matières communes ou fines, les 100 kilogr., 500 ».

2° combinés avec des matières très fines, les 100 kilogr., 500 ».

634. Boussoles, compas, machines à calculer, machines à écrire ; compte-pas (polomètres) et compteurs de poche similaires, sans mouvement d'horlogerie ; appareils automatiques à mesurer et à enregistrer, sans mouvement d'horlogerie ; balances de précision ; balances automatiques et appareils de vente automatiques ; tous ces articles, en tant que leur combinaison avec d'autres matières, ne les soumettent pas à des droits plus élevés, les 100 kilogr., 150 ».

OBSERVATION AU CHAPITRE XIV DU TARIF.

1. Sont à tarifier comme articles d'après la nature de la matière dont ils se composent principalement les objets d'ornementation et de parure, ainsi que les objets de luxe et de fantaisie en tout ou en partie en métaux communs ou alliages de ces métaux, non argentés, non dorés, même combinés avec d'autres matières, en particulier les articles dits de Gablontz et la bijouterie de Bohême.

2. Par contre, ne rentrent pas dans cette catégorie les articles en verre, en porcelaine ou en faïence combinés avec des métaux communs et dans lesquels le verre, la porcelaine ou la faïence forment la matière principale, tandis que le métal commun ne sert que de monture, de cadre, de jointure ou de pied ; ces sortes de marchandises payent les droits de douane d'après leur autre composition, c'est-à-dire comme articles de verre, de porcelaine ou de faïence.

3. Les doublures et autres accessoires similaires textiles n'ont aucune influence sur les droits de douane des articles à tarifier d'après le chapitre XIV du tarif ; le même régime est valable pour les combinaisons avec des parties non essentielles de celluloid ou de nacre.

4. Les objets de parure, d'ornementation et autres objets de luxe et de fantaisie en métaux communs, combinés avec des fils ou des filés métalliques (dits léonins) non faux, doivent être tarifés d'après le n° 630 ; la combinaison avec des fils ou des filés métalliques faux reste, pour lesdits objets, sans influence sur les droits de douane.

642. Dynamos, électromoteurs, transformateurs et autres moteurs électriques, avec leurs accessoires et leurs parties détachées :

1° lorsque la machine pèse plus de 30 quintaux, les 100 kilogr., 12 ».

2° lorsque la machine pèse plus de 5 quintaux jusqu'à 30 quintaux, les 100 kilogr., 17 ».

3° lorsque la machine pèse 5 quintaux ou moins, les 100 kilogr., 22 ».

644. Appareils électriques combinés avec de petits moteurs élec-

triques, tels que : ventilateurs électriques, soufflets électriques et autres similaires, les 100 kilogr., 100 ».

649. Wagons de chemins de fer :

1° pour marchandises, valeur, 8 %.

2° pour personnes, valeur, 10 %.

650. Wagonnets et draisiennes (à l'exception des draisiennes à vapeur), valeur, 10 %.

REMARQUE au sujet des n°s 649 et 650. Les wagons de chemins de fer, wagonnets et draisiennes pour chemins de fer exploités par l'Etat sont exempts de droits.

653 à 655. Voitures et traîneaux pour le transport de voyageurs et de marchandises :

1° sans ferrures, non teints, la pièce, 30 ».

2° avec ferrures ou teints, mais non rembourrés et non recouverts :

a. sans ressorts, la pièce, 40 ».

b. avec ressorts, la pièce, 75 ».

3° rembourrés ou recouverts, même avec ressorts, la pièce, 200 ».

656. Parties de voitures et de traîneaux :

1° brutes, les 100 kilogr., 10 ».

2° ouvrées, les 100 kilogr., 15 ».

660. Instruments de musique :

1° Pianos, harmoniums et instruments similaires à touches, la pièce, 100 ».

2° Accordéons, à l'exception des harmonicas de bouche (guimbardes), les 100 kilogr., 135 ».

3° Mécaniques de pianos et claviers, les 100 kilogr., 135 ».

4° Violons, tambourins, cithares et instruments similaires, les 100 kilogr., 170 ».

5° Instruments de tôle, clarinettes, flûtes, bassons, hautbois et autres instruments à vent, les 100 kilogr., 210 ».

6° Instruments de musique mécaniques, les 100 kilogr., 135 ».

7° Harmonicas de bouche, les 100 kilogr., 60 ».

8° Tous autres instruments de musique non spécialement dénommés, les 100 kilogr., 100 ».

Ex 666. Clefs de montres, pendules, cadrans pour montres et pendules en fer ou en autres métaux communs, sans qu'on tienne compte de la manière dont ils sont ouvrés, le kilogr., 1 ».

REMARQUE au n° 670 : Jouets en pierres de construction même avec les instructions et les dessins s'y rapportant, les 100 kilogr., 25 ».

Annexe B.

DROITS A L'ENTRÉE DANS LE TERRITOIRE DOUANIER CONVENTIONNEL DES
DEUX ETATS DE LA MONARCHIE AUSTRO-HONGROISE.

<i>Numéros du tarif (1)</i>	<i>Désignation des marchandises.</i>
23.	Froment, méteil, épeautre, les 100 kilogr., 6.30 (2).
24.	Seigle, les 100 kilogr., 5.80.
25.	Orge, les 100 kilogr., 2.80.
26.	Avoine, les 100 kilogr., 4.80.
27	Maïs, les 100 kilogr., 2.80.
31.	Haricots, pois, lentilles, les 100 kilogr., 2.40.
Ex 35.	Raisins frais, de table, en colis postaux (exempt).
36. a.	Noix mûres, les 100 kilogr., 3.60.
b.	Noisettes mûres, les 100 kilogr., 2.50.
37.	Fruits non dénommés ailleurs, frais :
1°	Abricots (exempts).
2°	Pêches, les 100 kilogr., 2.40.
3°	Cerises, les 100 kilogr., 1.20.
4°	Griottes, les 100 kilogr., 1.20.
5°	Fraises, les 100 kilogr., 10 ».
6°	Pommes, poires, coings :
a.	en vrac (exempts).
b.	en sacs :
A.	d'au moins 50 kilogrammes poids brut :
	Du 1 ^{er} septembre au 30 novembre (exempts).
	Du 1 ^{er} décembre au 31 août, les 100 kilogr., 2 ».
B.	au-dessous de 50 kilogrammes poids brut, les 100 kilogr., 2 ».
c.	autrement emballés :
A.	dans un emballage fin, les 100 kilogr., 3.70.
B.	dans un emballage au moins double, les 100 kilogr., 5 ».
7°	Prunes :

(1) Les numéros ci-indiqués correspondent à ceux du tarif conventionnel des deux Etats de la Monarchie Austro-Hongroise du 8 octobre 1907.

(2) Les droits sont indiqués en couronnes.

a. prunes ordinaires (*prunus domestica*) :

Du 1^{er} septembre au 30 novembre (exempts).

Du 1^{er} décembre au 31 août, les 100 kilogr., 2.40.

b. autres, les 100 kilogr., 2.40.

8° Autres fruits non spécialement dénommés (exempts).

9° Tous les fruits frais importés en colis postaux jusqu'à 5 kilogr. inclusivement (exempts).

REMARQUE. Les pommes, les poires et les coings, frais, importés sans récipients ou en sacs d'au moins 50 kilogrammes poids bruts des wagons à compartiments, seront considérés, suivant le cas, comme fruits non emballés ou comme fruits en sacs, à la condition que les wagons n'aient pas plus de huit compartiments.

Seront également considérés, suivant le cas comme fruits en sacs, les pommes, les poires et les coings frais importés sans récipients ou en sacs d'au moins 50 kilogrammes poids brut, dans des navires à compartiments, à la condition que la capacité de chaque compartiment soit d'au moins 6 mètres cubes.

Les compartiments des wagons et des navires peuvent être recouverts ou revêtus de paille ou de papier, ou même préparés avec des couches de paille.

38. Prunes sèches :

a. en fûts ou en sacs pesant plus de 50 kilogrammes poids brut et en caisse d'au moins 10 kilogrammes poids brut ou en vrac, les 100 kilogr., 8 ».

b. autres, les 100 kilogr., 10 ».

39. Marmelade de prunes confites sans addition de sucre, les 100 kilogr., 5.50.

63. Bœufs, par tête, 60 ».

ou au choix de l'importateur, les 100 kilogr., poids vif, 9.40. »

64. Taureaux, par tête, 30 ».

65. Vaches, par tête, 30 ».

67. Veaux, par tête, 5 ».

68. Brebis et chèvres (y compris les béliers, moutons et boucs), par tête, 2.50.

69. Agneaux et chevreaux, par tête, 1.50.

Ex 70. Porcs aux conditions et contrôles vétérinaires spécialement fixés par voie administrative :

1° pesant plus de 10 kilogrammes jusqu'à 110 kilogrammes inclusivement, par tête, 11 ».

2° pesant plus de 110 kilogrammes, les 100 kilogr., poids vif, 10 ».

REMARQUE. L'importateur a le droit de demander le dédouanement

au taux de 22 couronnes par tête pour des porcs dont le poids vif dépasse 120 kilogrammes.

73. Volaille de toute sorte (excepté le gibier) :

a. vivante :

1° Oies (exemptes).

2° autre, les 100 kilogr., 4 ».

b. morte, même éventrée, plumée ou privée des extrémités, les 100 kilogr., 16 ».

79. Œufs de volaille, jaune et blanc d'œufs liquides (exempts).

117. Viande :

a. fraîche, les 100 kilogr., 30 ».

b. préparée, c'est-à-dire salée, séchée, fumée, en saumure, cuite, les 100 kilogr., 45 ».

Ex 135. Lignites et charbon (exempts).

142. Pierres brutes ou simplement dégrossies ou sciées sur trois côtés tout au plus, plaques non fendues ni sciées (exempts).

Annexe C.

FAVEURS SPÉCIALES ACCORDÉES AU TRAFIC-FRONTIÈRE.

I. Afin de donner au trafic réciproque de frontière les facilités qu'exige le besoin journalier, les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

1° Resteront libres de tout droit de douane et de même du droit de timbre sur les reçus de la douane, à l'importation ou à l'exportation, à travers la frontière immédiate :

a. Toutes les quantités de marchandises dont la somme totale des droits à prélever n'atteint pas le chiffre de 0.10 couronne ou de 0.10 dinar ;

b. Herbes, foin, paille, fanes, mousse, fourrages ; joncs et cannes ordinaires, plantes vivantes (en tant qu'elles sont admises à la libre circulation par les règlements internationaux en vigueur), céréales en gerbes ou en épis, plantes légumineuses, chanvre et lin non battus ;

c. Ruches avec abeilles vivantes ;

d. Sang de bestiaux ;

e. Œufs de toute sorte ;

f. Lait doux, lait caillé et caille-botte ;

g. Charbon de bois, lignite et houille, tourbe et charbon de tourbe ;

h. Pierres à bâtir et de taille, pierres à paver et meules, pierres ordinaires à aiguiser et couteaux ordinaires pour faux et faucilles, en général toutes les pierres soit taillées soit non taillées — mais ni polies, ni taillées en dalles — scories, cailloux, sable ; chaux et plâtre, crus ; marne, argile et en général toute sorte de terre ordinaire, servant à fabriquer des briques, pots, pipes et vases ;

i. Briques et tuiles, même tuiles cannelées et tuiles de pavage ;

j. Son, pain de colza et autres déchets de fruits pressés et cuits et de semences oléagineuses ;

k. Cendre végétale ou cendre de houille, engrais, lies, lavures, limon ;

l. Pain et farine en quantité de 10 kilogrammes ou moins, fromage en quantité de 2 kilogrammes ou moins, beurre frais en quantité de 2 kilogrammes ou moins, et tant que ces articles sont importés pour l'usage des habitants de la zone-frontière et non par la poste ;

m. Viande fraîche en quantité de 4 kilogrammes ou moins, volaille vivante, savoir : 1 dindon, 2 canards, 4 poulets et des oies — ces dernières sans restriction du nombre — tous ces articles à travers les stations d'entrée désignées pour le trafic du bétail aux conditions et contrôles prescrits par égard à la police vétérinaire et en tant que lesdites quantités seront importées pour l'usage des habitants de la zone-frontière et non par la poste ;

n. Produits horticoles, frais, tels que : plantes potagères, salades, choux, concombres, raves, pommes de terre et similaires ; de même, légumes frais et fruits frais.

Les certificats servant de légitimation pour le libre exercice du commerce de frontière peuvent être délivrés par l'autorité administrative compétente, même pour une période plus étendue, aux personnes qui veulent profiter régulièrement des faveurs mentionnées au paragraphe 1. Ces certificats ne peuvent pas être soumis dans les territoires de l'autre Partie contractante à un droit de timbre ou à une autre taxe quelconque.

Pour empêcher des abus, les Parties contractantes se réservent le droit de faire dépendre les faveurs susmentionnées de certaines conditions et de les mettre à tout temps hors de vigueur, entièrement ou en partie, après les avoir dénoncées six mois d'avance ;

2° L'exemption réciproque de tout droit de douane s'étendra aussi à tous les sacs et récipients qui ont servi aux habitants des zones-frontières à transporter dans le pays voisin leurs produits agricoles, par exemple : céréales et autres produits de l'agriculture, plâtre, chaux, boissons ou autres liquides et autres objets quelconques du trafic-frontière, et qui en retournent vides par la même route ;

3° Seront également traités en franchise douanière : les céréales, les graines oléagineuses, le chanvre, le lin, le bois, le tan et autres objets agricoles similaires que les habitants de la zone-frontière des Parties contractantes importent, pour leur propre besoin dans les moulins

situés dans la zone-frontière de l'autre Partie contractante, pour y être moulus, pilés, taillés, broyés, etc., et qui sont réexportés après avoir subi ces opérations.

Les administrations douanières des Parties contractantes détermineront d'un commun accord, selon le besoin et dans une juste mesure, les quantités des produits qui pourront être réimportées ou doivent être réexportées en échange des matières premières ;

4° Les faveurs susmentionnées ne sont applicables qu'aux habitants d'une zone s'étendant jusqu'à quinze kilomètres de la frontière commune des territoires des Parties contractantes ;

5° Les Parties contractantes et leurs autorités administratives s'entendront sur les points par lesquels, en dehors des routes douanières ordinaires et des passages réglementaires de fleuve, le libre trafic des habitants pourra avoir lieu avec les objets précités ainsi qu'avec d'autres articles du commerce journalier, exempts de droits de douane.

FORMULAIRE

CARTE DE LÉGITIMATION INDUSTRIELLE POUR VOYAGEURS DE COMMERCE

Pour l'année 19

N° de la carte

(Ecusson.)

LE PORTEUR :

(Nom et prénom.)

(Lieu) le 19.....

(Sceau)

(Signature de l'autorité.)

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte possède (qualité de la fabrique ou maison de commerce) à sous le nom de est en qualité de voyageur de commerce au service de la maison à, qui y possède une (désigner la fabrique ou maison de commerce).

Le porteur désirant recueillir des commandes et faire des achats de marchandises pour compte de la susdite raison sociale ainsi que pour celui de la (des) raison (s) sociale (s) suivante (s) Il est certifié en outre que pour l'exercice de commerce de la (des) susdite (s) raison (s) sociale (s), les droits réglementaires en vigueur sont à acquitter dans ce pays.

SIGNALLEMENT DU PORTEUR :

Age
 Taille
 Cheveux
 Signes particuliers

Signature du porteur :

Remarque. Selon les exigences de chaque cas, l'un ou l'autre des ali-néas alternatifs ci-dessus seront insérés dans le formulaire contenant l'espace nécessaire.

AVIS.

Selon les règlements en vigueur dans le territoire de chacune des Parties contractantes, le porteur de cette carte de légitimation est autorisé à recueillir des commandes et à faire des achats de marchandises exclusivement en voyageant et seulement pour le compte de la (des) raison(s) sociale(s) susmentionnée(s). Il ne pourra porter avec lui que des échantillons, mais non des marchandises.

 PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce conclu à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les réserves et déclarations suivantes qui auront à former partie intégrante du Traité même :

Ad Articles 1^{er} et 2.

1^o Quant à la navigation, le droit du traitement à pied égal avec les propres nationaux et les ressortissants de la nation la plus favorisée, accordé à l'alinéa 2 de l'article 1^{er} aux ressortissants de chacune des Parties contractantes, appartiendra également aux sociétés de navigation en ce qui concerne le service de navigation qu'elles exercent ;

2^o Il est convenu que la clause de la nation la plus favorisée, stipulée dans les articles 1^{er} et 2, ne se rapportera pas à des traités spéciaux qui ont été ou qui pourraient être conclus à l'avenir entre une des Parties contractantes et une tierce Puissance sur la réglementation réciproque des impôts directs. Pour ce qui a rapport à l'imposition directe, les ressortissants d'une des Parties contractantes ne pourront cependant pas être soumis dans les territoires de l'autre à un traitement moins favorable que les propres nationaux y résidant.

Ad Article 2.

1° Les dispositions de l'article 2 relatives à l'établissement et l'exercice des professions ne seront pas appliquées à la pharmacie, aux courtiers, au colportage, au commerce et aux professions, exercés exclusivement en ambulant, ainsi qu'aux fonctions des agents des sociétés d'assurance, qui, d'après les dispositions de l'article 2, ne sont pas admises à travailler ;

2° En tant qu'il s'agit de l'exemption des impositions directes, on est d'accord que seuls les Consuls de carrière pourront jouir de cette exemption, pourvu toutefois qu'ils ne soient pas ressortissants de la Partie contractante sur les territoires de laquelle ils devront exercer leurs fonctions et en aucun cas dans une plus grande étendue que les représentants diplomatiques des Parties contractantes ;

3° Les passeports ou cartes de passeport délivrés en due forme par l'autorité compétente du propre pays suffiront, en règle générale, à la légitimation dans les territoires de l'autre Partie contractante, et il ne sera pas exigé de visa de la part des missions et consulats, ni des autorités locales ;

4° Les ressortissants autrichiens ou hongrois qui voudront s'établir en Serbie pour y exercer un commerce ou une industrie auront à solliciter l'autorisation respective auprès de l'autorité administrative Serbe de l'endroit où ils veulent exercer ce commerce ou cette industrie.

L'autorisation ne peut être refusée, si le solliciteur a rempli toutes les conditions prescrites par la loi pour les nationaux. Pour les réclamations qui s'y rapportent, il sera loisible à la partie intéressée de recourir aux instances établies par la loi.

Les ressortissants autrichiens ou hongrois, qui exerçaient un commerce ou une industrie quelconque en Serbie déjà avant la mise en vigueur du présent Traité, ne pourront pas être soumis aux susdites conditions, concernant l'établissement d'un commerce ou d'une industrie, mais ils seront tenus à acquitter pour la continuation de l'exercice de leur commerce ou industrie tous les droits, taxes, etc., prescrits pour les nationaux ;

5° On n'entend pas comprendre sous la dénomination de « dépôts » à l'article 2 les entrepôts publics ;

6° Il est entendu que les ressortissants d'une des Parties contractantes qui ont des entreprises dans les territoires des deux Etats de la Monarchie Austro-Hongroise et en même temps en Serbie, ne pourront être soumis à des impôts que pour les entreprises qu'ils exercent dans le pays même. Ces impôts ne pourront en aucun cas être ni calculés sur une base différente, ni perçus à un taux plus élevé que ceux qui sont imposés aux entrepreneurs nationaux sur les mêmes entreprises.

Ad Article 5.

Le Gouvernement Royal Serbe s'engage à ne pas restreindre, pendant la durée du présent Traité, le terme de trois mois fixé actuellement pour la réexportation en franchise de douane des échantillons et modèles.

Ad Article 6.

1° En dehors des articles formant l'objet d'un monopole de l'Etat ou d'un brevet d'invention, aucun droit exclusif ne sera accordé pour l'exercice d'un commerce ou d'une industrie ;

2° Les dispositions détaillées concernant le trafic des animaux, des matières brutes et des produits d'animaux sont contenues dans la note remise à l'occasion de la signature du présent Traité et resteront en vigueur pendant la durée de ce Traité.

Ad Article 8.

Pour faire jouir les marchandises du traitement conventionnel, la déclaration des marchandises devra indiquer leur origine.

Les importateurs de marchandises serbes, autrichiennes ou hongroises seront, en règle générale, pourvu que d'autres dispositions ne soient pas stipulées expressément dans le présent Traité, réciproquement dispensés de l'obligation de produire des certificats d'origine.

Toutefois, la production des certificats d'origine pourra exceptionnellement être exigée par une des Parties contractantes dans le cas où elle aurait établi des droits différentiels d'après l'origine des marchandises, et que, selon la situation générale, tant par rapport aux droits douaniers qu'en ce qui concerne les conditions de transport, il deviendrait probable que des marchandises provenant d'un autre Etat qui, dans le cas dont il s'agit, y serait exclu du régime de faveur, soient introduites des territoires de l'autre Partie contractante.

Lesdits certificats pourront émaner de l'autorité locale du lieu d'exportation, de la chambre de commerce compétente ou du bureau de douane d'expédition, soit à l'intérieur, soit à la frontière, ou bien d'un agent consulaire ; enfin ils pourront, au besoin, même être remplacés par la facture, si les gouvernements respectifs le croient convenable.

Les certificats d'origine doivent être délivrés gratuitement. Il en est de même du visa consulaire, lorsque ce visa est exigé pour les certificats d'origine délivrés par les autorités locales, par les chambres de commerce ou par les bureaux de douane.

Chacune des Parties contractantes pourra exiger la présentation d'une traduction des certificats d'origine qui ne seraient pas dressés dans la langue employée dans son service douanier. Cette traduction pourra aussi être délivrée par un fonctionnaire du pays exportateur autorisé à se servir d'un sceau officiel.

Quant aux denrées coloniales, aux épices, aux huiles, aux fruits du Midi, aux drogues, aux matières tinctoriales et à tanner, aux gommes et aux résines, il est entendu que ces articles importés en Serbie y jouiront du traitement conventionnel, même s'ils ne sont pas accompagnés de certificats d'origine.

Ad Article 9.

1° Les dispositions de l'article 9 ne s'appliquent point :

a. Aux faveurs qui sont accordées à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le commerce des frontières ou aux habitants de certaines parties des territoires réciproques ;

b. Aux obligations imposées à l'une des Parties contractantes par les dispositions d'une union douanière déjà contractée ou qui pourrait être contractée à l'avenir ;

2° Le taux des droits de sortie n'est pas limité par ce Traité ; mais il est bien entendu que ces droits seront les mêmes pour toutes les directions dans lesquelles l'exportation se fait ;

3° Seront observées, conformément aux principes en vigueur dans les deux Etats de la Monarchie Austro-Hongroise, quant au traitement douanier en Serbie, les règles suivantes :

a. L'intéressé sera libre de renvoyer à l'étranger, sans acquitter les droits de douane ou une taxe quelconque de consommation, les marchandises, même après les avoir examinées, qui auraient été déclarées à l'entrée, mais qui n'auraient pas encore passé dans le libre trafic, pourvu toutefois qu'il ne se soit pas, dans sa déclaration, rendu coupable d'une irrégularité qui justifierait une procédure pénale en matière de douane.

Dans ce cas, on procédera, quant à la marchandise importée, conformément aux dispositions des lois de finances.

La marchandise pourra de nouveau être réexportée, si la procédure pénale en matière de douane relative à la constatation aura prouvé la justesse de la déclaration.

Dans tous les cas, l'importateur aura à acquitter les taxes accessoires dues en vertu de l'article 13 ;

b. L'importateur a la faculté de demander la constatation du poids net au moyen du pesage réel ; dans ce cas, le résultat de ce pesage aura à servir de base à la tarification en remplacement de la tare fixée au tarif.

Ad Article 16.

Le Gouvernement Royal de Serbie présentera à la Chambre serbe et tâchera de faire sanctionner dans le plus bref délai une loi sur les brevets d'invention, conforme aux principes internationaux adoptés à cet égard.

Ad Article 17.

En ce qui concerne la procédure de l'arbitrage dans les cas prévus aux alinéas 1 et 2 de l'article 17, l'Autriche-Hongrie et la Serbie sont convenues de ce qui suit :

Au premier cas d'arbitrage, le tribunal arbitral siègera dans les territoires de la Partie contractante défenderesse, au second cas, dans les territoires de l'autre Partie, et ainsi de suite alternativement dans les territoires de chacune des Parties contractantes.

Celle des Parties sur les territoires de laquelle siègera le tribunal désignera le lieu du siège; elle aura la charge de fournir les locaux, les employés de bureau et le personnel de service nécessaire pour le fonctionnement du tribunal. Le tribunal sera présidé par le sur-arbitre. Les décisions seront prises à la majorité des voix.

Les Parties contractantes s'entendront, soit dans chaque cas d'arbitrage, soit pour tous les cas, sur la procédure à suivre par le tribunal. A défaut de cette entente, la procédure sera réglée par le tribunal lui-même. La procédure pourra se faire par écrit, si aucune des Parties n'élève d'objections. Dans ce cas, les dispositions de l'alinéa qui précède pourront être modifiées.

Pour la transmission des citations à comparaître devant le tribunal arbitral et pour les commissions rogatoires émanées de ce dernier, les autorités de chacune des Parties contractantes prêteront, sur la réquisition du tribunal arbitral adressée au Gouvernement compétent, leur assistance de la même manière qu'elles la prêtent lorsqu'il s'agit de réquisitions des tribunaux civils du pays.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Parties contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications du Traité auquel il se rapporte, a été dressé, en double expédition, à Vienne, le 1/14 mars 1908.

NOTE I.

MESSIEURS LES DÉLÉGUÉS,

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce conclu en date de ce jour entre la Monarchie Austro-Hongroise et la Serbie, j'ai l'honneur de porter à Votre connaissance ce qui suit :

Afin d'empêcher l'introduction d'épizooties, le trafic des animaux, des matières brutes et des produits d'animaux entre les territoires des Parties contractantes sera traité pendant la durée dudit Traité conformément aux lois internes. Toutefois les Gouvernements de l'Autriche et

de la Hongrie ne feront usage du droit admis par les lois autonomes de prohiber ou de restreindre le trafic des animaux, des matières brutes et des produits d'animaux que dans la mesure exigée par les égards de la police vétérinaire, et ils déclarent notamment admettre l'entrée et le transit des animaux, des matières brutes et des produits d'animaux ci-après énumérés provenant de la Serbie, selon les dispositions contenues aux numéros 1 à 10.

I

L'importation et le transit :

- a. Des conserves alimentaires en boîtes hermétiquement fermées ;
 - b. De la laine lavée en usines et emballée dans des sacs clos ;
 - c. Des boyaux séchés ou salés, en caisses ou en barils clos ;
 - d. Du suif et du saindoux, fondus ;
 - e. Des œufs, de la caillebotte, du fromage et du beurre,
- ne seront, pour des raisons vétérinaires, soumis à aucune restriction.

II

L'importation :

- a. De la laine non lavée dans des établissements industriels ou pas du tout lavée, mais emballée dans des sacs clos ;
 - b. De cornes, d'os, de sabots, de peaux, de poils de bêtes de la race bovine et caprine, de la soie de porc, toutes ces matières brutes à l'état sec ;
 - c. Du suif non fondu, en fûts ou en panses,
- sera admise, pourvu qu'il n'y ait pas de peste bovine dans le pays de provenance, s'il est prouvé à la station d'entrée par un certificat délivré par un vétérinaire d'Etat que ces matières brutes d'animaux proviennent de bêtes saines et qu'il n'existe dans la commune de provenance aucune maladie contagieuse dont la déclaration est obligatoire et qui pourrait, le cas échéant, être considérée comme menaçante.

III

L'importation :

- a. Des peaux salées, destinées à être immédiatement ouvrées dans des fabriques ;
 - b. De la viande préparée, expédiée en droiture du pays d'origine, contre l'observation des ordonnances légales ou administratives actuellement en vigueur ou à émettre en Autriche et en Hongrie ;
 - c. Des solipèdes ;
 - d. De la volaille pour les marchés de consommation ou pour l'engraissement dans des établissements dûment adaptés et spécialement désignés dans ce but et soumis au contrôle vétérinaire,
- ne pourra être interdite ou restreinte qu'à cause de la peste bovine ou

si d'autres maladies contagieuses dont la déclaration est obligatoire et qui seraient transmissibles aux animaux destinés à l'importation, respectivement qui pourraient être transmises par les produits bruts d'animaux, venaient à éclater d'une manière menaçante.

Il faudra toutefois prouver à la station d'entrée, en présentant un certificat délivré par un vétérinaire d'État, que les animaux sont sains, respectivement que les matières brutes et produits d'animaux proviennent de bêtes saines et enfin qu'il n'existe dans la commune de provenance aucune maladie contagieuse dont la déclaration est obligatoire et qui pourrait être transmise par les animaux ou produits d'animaux dont il s'agit.

Quant aux solipèdes, il faudra, en outre, prouver que, dans la commune de provenance et dans les communes voisines, il ne s'est produit, pendant les 40 jours qui ont précédé l'expédition, aucune maladie contagieuse dont la déclaration est obligatoire et qui serait transmissible aux solipèdes. Les transports de volailles doivent être accompagnés de certificats constatant que, pendant les derniers 14 jours avant l'expédition, aucune maladie contagieuse qui serait transmissible aux volailles ne s'est produite dans la commune de provenance.

Pour que les animaux susmentionnés soient admis à l'importation, il faudra en outre que, lors de leur passage à la frontière, leur bonne santé soit constatée par le vétérinaire en fonction.

Les transports de volaille vivante qui, au lieu de destination, seront trouvés atteints d'une maladie contagieuse, peuvent être immédiatement abattus au risque de l'intéressé.

IV

Tant qu'il n'y aura pas en Serbie de peste bovine et qu'il n'y régnera pas dans une étendue menaçante d'autres épizooties dangereuses dont la déclaration est obligatoire, respectivement qu'une telle épizootie n'aura pas été introduite de la Serbie en Autriche ou en Hongrie, l'importation des bêtes bovines et des porcs sains d'origine serbe et provenant de territoires non contaminés sera admise dans les territoires des deux États de la Monarchie Austro-Hongroise aux conditions suivantes :

a. Les animaux doivent être accompagnés de certificats d'origine contenant la constatation d'un médecin vétérinaire d'État que les animaux sont d'origine serbe et qu'ils sont en bonne santé. Il doit, en outre, être prouvé que le territoire d'où ils proviennent est exempt de toute maladie, dont la déclaration est obligatoire et qui serait transmissible à l'espèce d'animaux respective ;

b. Les animaux doivent être transportés dans des abattoirs publics pourvus des constructions nécessaires et situés sur le territoire serbe dans le voisinage immédiat de la frontière. Ils y seront visités avant et après l'abatage par des vétérinaires des Parties contractantes et, s'ils sont trouvés non suspects, l'abatage doit avoir lieu aussitôt que possible après leur entrée dans les abattoirs ;

c. La viande de ces animaux ne peut être transportée qu'à l'état frais des abattoirs dans des lieux de consommation d'une certaine importance, ultérieurement désignés, soit directement en wagons plombés, soit sous contrôle en bateaux jusqu'à la station d'entrée la plus proche et de là directement en wagons plombés ;

d. Au lieu de destination, la viande importée sera soumise aux ordonnances sanitaires légales actuellement en vigueur ou à émettre, auxquelles la viande indigène est également soumise dans cet endroit ;

e. Les porcs abattus peuvent être importés avec ou sans lard, les bêtes bovines dans la forme exigée aux lieux de consommation respectifs ;

f. L'expédition douanière de ces animaux se fera, conformément à la disposition contenue à l'annexe B du Traité de commerce, avant l'abatage dans les abattoirs respectifs ;

g. Le nombre total des animaux que la Serbie pourra importer annuellement de cette manière ne peut dépasser pour les bêtes bovines 35,000 pièces et pour les porcs 70,000 pièces.

V

Si les certificats accompagnant les transports venant de la Serbie ne sont pas rédigés dans la langue officielle du pays destinataire, ils devront être munis d'une traduction dans cette langue légalisée par un vétérinaire d'Etat.

VI

Le transit :

a. De la laine non lavée dans des établissements industriels ou pas du tout lavée, mais emballée dans des sacs clos ;

b. D'os, de cornes, de sabots, de peaux, de poils de bêtes de la race bovine et caprine et de la soie de porc, toutes ces matières brutes à l'état sec ;

c. Du suif non fondu, en fûts ou en panses ;

d. De la viande fraîche en wagons plombés, de la viande préparée et de la volaille abattue,

sera admis, aussi longtemps qu'il n'y aura pas de peste bovine dans le pays de provenance, si, à la station d'entrée, au moyen d'un certificat délivré par un vétérinaire d'Etat, il est prouvé que ces matières brutes proviennent d'animaux sains.

Le transit de la volaille abattue peut avoir lieu sans présentation dudit certificat.

Les wagons dans lesquels sera effectué le transit de la viande fraîche devront être construits de manière à ce que, le cas échéant, la matière réfrigérante puisse être renouvelée pendant le trajet sur les territoires de l'Autriche ou de la Hongrie, sans qu'il soit nécessaire d'ouvrir dans ce but les compartiments contenant la viande.

VII

Le transit :

a. Des peaux salées ;

b. De la volaille vivante dans des wagons plombés ou dans des cages plombées, pourvu que ces cages soient construites de manière que la litière, les restes du fourrage ou les excréments n'en puissent pas tomber ;

c. Des solipèdes,

ne pourra être interdit ou restreint qu'à cause de la peste bovine ou s'il venait à éclater d'une manière menaçante d'autres maladies dont la déclaration est obligatoire et qui seraient transmissibles aux animaux de l'espèce en question ou qui pourraient être transmises par les peaux salées.

Toutefois, à la station d'entrée, il faudra, en présentant un certificat délivré par un vétérinaire d'Etat, prouver que les animaux sont sains, respectivement que les peaux salées proviennent de bêtes saines et enfin qu'il n'existe dans la commune de provenance aucune maladie contagieuse dont la déclaration est obligatoire et qui pourrait être transmise par les animaux ou par les peaux salées dont il s'agit.

Pour que lesdits animaux soient admis au transit, il faudra en outre que, lors de leur passage à la frontière, leur bonne santé soit constatée par le vétérinaire en fonction.

VIII

Dans le cas de transit — si les conditions pour l'admission à l'importation ne sont pas en même temps remplies — la permission de passer la frontière ne pourra être accordée que dans le cas où les organes compétents de la station d'entrée auront été informés par les autorités du pays de provenance que le Gouvernement du pays dans lequel ces articles doivent entrer ne s'oppose pas à leur entrée. Si, malgré cette autorisation, l'envoi était refusé à la frontière du pays voisin ou du pays destinataire, il sera traité selon les règlements de police vétérinaire autrichiens ou hongrois en vigueur.

IX

Afin de pouvoir effectuer le contrôle nécessaire, l'importation et le transit des animaux, des matières brutes et des produits d'animaux susmentionnés, pourront être limités à des stations-frontières spécialement désignées à cet effet. Ces stations sont les suivantes : Orsova, Belobreska, Bazias, Temeskubin, Zimony (Zemun), Klenak, Mitrovicza (Mitrovica) et Vardiste.

X

Les transports qui, à l'occasion d'un contrôle éventuel à la station d'entrée, auront été trouvés malades ou suspects d'une maladie contagieuse ou qui ne répondront pas aux autres conditions ci-dessus fixées, pourront être renvoyés. Le médecin vétérinaire en fonction à la frontière doit noter le motif du renvoi sur le certificat et l'attester par sa signature. Ledit contrôle sera exécuté avec tous les égards possible pour les intérêts des importateurs.

Veuillez agréer, Messieurs, les assurances de ma haute considération.

Vienne, le 1/14 mars 1908.

AERENTHAL m. p.

NOTE II.

MONSIEUR LE BARON,

Par la note de ce jour, Votre Excellence a bien voulu porter à notre connaissance que le trafic des animaux, des matières brutes et des produits d'animaux entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie sera traité pendant la durée du Traité de commerce signé ce jour conformément aux lois internes et que les Gouvernements d'Autriche et de Hongrie admettront aux conditions indiquées dans cette note l'entrée et le transit des animaux, des matières brutes et des produits d'animaux y énumérés.

Nous avons maintenant l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que nous prenons acte de cette communication.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Vienne, le 1/14 mars 1908.

D^r M. M. POPOVITCH m. p.

S. R. KOUKITCH m. p.

Procès-verbal de parafe.

Les Soussignés se sont réunis ce jour, afin d'apposer leurs parafe aux documents sous-mentionnés, savoir :

1° Au Traité de commerce ;

2° Aux annexes A et B (tarifs conventionnels) et à l'annexe C

(faveurs spéciales accordées au trafic-frontière), faisant partie dudit Traité ;

3° Au protocole final ;

4° A l'échange de notes concernant le trafic des animaux, des matières brutes et des produits d'animaux, entre la Monarchie Austro-Hongroise et la Serbie.

Avant de procéder au parafe, les Soussignés ont donné les déclarations suivantes, correspondant en partie aux énonciations faites dans les protocoles de séances.

A. PAR RAPPORT AU TEXTE DU TRAITÉ DE COMMERCE.

1° *Ad Article 6.*

Les délégués de la Serbie déclarent que des examens au point de vue de la police sanitaire ne pourront avoir lieu que pour des raisons fondées et que les causes pour lesquelles les réclamations ont été faites seront, si on le demande, notifiées.

2° *Ad Article 8.*

Les délégués de la Serbie déclarent que le cognac fabriqué en Autriche ou en Hongrie, exclusivement au moyen de la distillation du vin, sans aucune addition d'alcool de matières farineuses et dont la fabrication ainsi que l'emmagasinage ont eu lieu sous contrôle officiel, jouira, à son importation en Serbie, du régime de faveur accordé au cognac français similaire par le Traité de commerce conclu le 23 décembre 1906/5 janvier 1907 entre la Serbie et la France, pourvu que ledit cognac soit directement exporté de la distillerie et qu'il soit accompagné d'un certificat émanant des organes officiels chargés du contrôle des impôts intérieurs sur l'eau-de-vie, établissant que les conditions susmentionnées se trouvent réalisées.

3° *Ad Article 12.*

Les délégués de la Serbie déclarent que le droit de consommation intérieure, dit trocharina, prélevé pour le compte de l'Etat, n'est actuellement perçu en Serbie que pour les articles mentionnés ci-dessous et aux taux suivants :

	DINARS
1° Sucre raffiné, les 100 kilogrammes.	25 »
2° Sucreries, alva et autres comestibles, confits au sucre ou dulcifiés, et pâtisseries, les 100 kilogrammes.	30 »
3° Café, les 100 kilogrammes	100 »
4° Chocolat et succédanés de chocolat, les 100 kilogrammes.	50 »

	DINARS
5° Succédanés de café, les 100 kilogrammes.	30 »
6° Riz, les 100 kilogrammes.	20 »
7° Huile de fable, les 100 kilogrammes.	20 »
8° Poissons salés, séchés ou marinés, les 100 kilogrammes.	30 »
9° Comestibles préparés de poissons, d'écrevisses, d'escargots, de moules, etc., cuits, rôtis, grillés, marinés ou préparés d'une autre manière pour être consommés, les 100 kilogrammes.	60 »
10° Fromage : Strachino, Roquefort, Gorgonzola, Camembert, fromages d'Emmenthal, des trappistes, de Brie, d'Eidam, impérial, etc., les 100 kilogrammes	100 »
11° Bière, l'hectolitre.	20 »
12° Vins fins : vins de Champagne, de Chypre, Malaga, etc., les 100 kilogrammes.	200 »
13° Vins médicaux, assaisonnés d'un médicament, tels que vins de quinquina, de pepsine, de somatose, China-Laroche, vin Nourry, etc., les 100 kilogrammes.	100 »
14° Cognac, rhum, liqueurs et autres boissons alcooliques, préparés avec du sucre et des épices, les 100 kilogrammes.	100 »
15° Bougies en stéarine, en paraffine ou d'autres matières similaires, les 100 kilogrammes.	18 »
La matière brute servant à la fabrication de bougies est également frappée du même taux, déduction faite de 10 % pour les déchets.	
16° Citrons, oranges, pommes de Grenade et olives, les 100 kilogrammes	10 »
17° Cédrats, noisettes et caroubes, les 100 kilogrammes.	15 »
18° Châtaignes, les 100 kilogrammes.	5 »
19° Figues, les 100 kilogrammes.	8 »
20° Dattes et raisins séchés, les 100 kilogrammes.	20 »
21° Amandes, les 100 kilogrammes.	30 »
22° Poivre, piment, isiot, marjolaine, feuilles de laurier, cumin et câpres, les 100 kilogrammes.	20 »
23° Tarhonya, macaronis, fidelinis, sago, biscuits et articles similaires, les 100 kilogrammes.	15 »
24° Essence de vinaigre, les 100 kilogrammes.	50 »
25° Planches, lattes, marches d'escalier, madriers, le mètre cube	5 »
26° Solives et pilots, équarris à la hache, le mètre cube.	5 »
27° Bois rond et blocs, le mètre cube.	0 50
28° Verre pour fenêtres et vitrines, les 100 kilogrammes.	4 »
29° Traverses, colonnes et autres matières de construction	

	DINARS
en fer et en acier, les 100 kilogrammes.	3 »
30° Conduites d'eau et autres tuyaux en fer, les 100 kilogrammes.	10 »
31° Ciment et chaux hydraulique, les 100 kilogrammes	1 »

Pour les liquides, la trocharina est calculée pour 100 litres, équivalant à 100 kilogrammes.

S'il est prouvé que le bois de construction importé ne doit pas servir comme matière de construction, mais pour des ouvrages de menuiserie ou autres, la trocharina n'y sera pas appliquée.

En tant que la liste qui précède contient des articles qui sont produits ou bien fabriqués en Autriche ou en Hongrie, mais point en Serbie, la trocharina reste liée pour la durée du présent Traité de commerce.

4° *Ad Article 19.*

Les Parties contractantes déclarent que, pendant la durée de 3 ans à partir du jour de l'échange des ratifications du présent Traité de commerce, les conventions sous-mentionnées ne seront pas dénoncées, savoir :

- a. La Convention de navigation du 22/10 février 1882 ;
- b. La Convention consulaire du 6 mai/24 avril 1881 ;
- c. La Convention concernant le règlement des successions, l'organisation de la tutelle ou curatelle et la communication réciproque des actes de l'état civil du 6 mai/24 avril 1881 ;
- d. La Convention concernant le secours en matière judiciaire dans les affaires de droit civil du 6 mai/24 avril 1881 ;
- e. La Convention d'extradition du 6 mai/24 avril 1881.

Les Parties contractantes se réservent toutefois le droit de dénoncer, après l'expiration de ces trois années, lesdites conventions aux termes d'échéance fixés dans ces conventions mêmes.

En outre, les Parties contractantes sont d'accord que les ressortissants autrichiens ou hongrois en Serbie et les ressortissants serbes en Autriche ou en Hongrie ne pourront acquérir la qualité de citoyens tant qu'ils n'auront pas été autorisés à abandonner la nationalité de leur propre pays.

5° *Ad Article 1 et 2, n° 1, au Protocole final.*

Déclaration austro-hongroise : Le service de navigation exercé par les sociétés de navigation comprend toutes les fonctions qui sont en connexion avec l'exercice de la navigation et du mouvement des marchandises, y compris les manipulations sur les embarcadères et les débarcadères.

B. PAR RAPPORT A L'ANNEXE A, RESPECTIVEMENT
AU TARIF DOUANIER SERBE.

Aux n^{os} 274 à 276. La division des fils de coton en écheveaux de 60 fils, d'usage dans le commerce de l'Autriche-Hongrie avec la Serbie, ne sera pas considérée comme imitation des écheveaux anglais, si cette manière de paquetage est indiquée par impression sur l'emballage des paquets.

Au n^o 380. Les gants de cuir, doublés ou garnis de pelisse fine, sont à dédouaner comme les ouvrages de pelleterie du n^o 388, 2.

Aux n^{os} 429 et 655. Les voitures et traîneaux seront dédouanés d'après les n^{os} 653 à 656, même s'il en manque des parties. Par contre, les parties isolées de voitures ou de traîneaux, rembourrées ou recouvertes de cuir ou de tissus, suivront le régime du n^o 435 ; les autres parties isolées, en combinaison avec d'autres matières qui ne sont pas nommées dans le n^o 429, rentrent sous le n^o 656.

Au n^o 551. Rentrent sous ce numéro les couteaux ordinaires pour trancher ou pour hacher la viande, même en combinaison avec du bois.

C. PAR RAPPORT A L'ANNEXE B.

Au n^o 70. Déclaration austro-hongroise : Les conditions et contrôles vétérinaires à fixer spécialement par voie administrative correspondront sous tous les rapports aux stipulations contenues dans les notes échangées concernant le trafic des animaux, des matières brutes et des produits d'animaux entre la Monarchie Austro-Hongroise et la Serbie, ainsi qu'au règlement concernant le traitement douanier et l'exercice de la police vétérinaire par rapport aux bêtes bovines et aux porcs à importer de la Sibérie.

D. PAR RAPPORT A L'ÉCHANGE DE NOTES CONCERNANT LE TRAFIC
DES ANIMAUX, DES MATIÈRES BRUTES ET DES PRODUITS D'ANIMAUX,
ENTRE LA MONARCHIE AUSTRO-HONGROISE ET LA SERBIE.

1^o La Serbie déclare qu'elle prendra soin d'empêcher efficacement le trafic des animaux de l'espèce bovine venant de la Turquie, par des mesures convenables à prendre le long de la frontière vis-à-vis de la Turquie, notamment en maintenant le cadastre actuel du bétail ainsi que la prohibition de toute importation et du transit desdits animaux ;

2^o Les wagons de chemin de fer, ainsi que les bateaux ou parties de bateaux qui ont servi au transport des solipèdes, des animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine ou de la volaille, doivent, avant d'être remis en usage pour les transports des territoires d'une des Parties

contractantes dans les territoires de l'autre, être soumis à un procédé de nettoyage (désinfection) capable de détruire entièrement les germes de contagion qui pourraient s'être attachés aux wagons, bateaux ou parties de bateaux ;

3° La Serbie fera publier de huit en huit jours des bulletins sur l'état des épizooties et y nommera les communes contaminées à cette époque. Ces bulletins seront transmis directement à l'Autriche et à la Hongrie. Les autorités serbes avertiront directement et sans retard les autorités respectives de l'autre côté de la frontière de l'apparition d'épizooties dans les districts limitrophes.

Si la peste bovine éclatait dans les territoires de la Serbie, il en sera donné avis par voie télégraphique directement aux Gouvernements de l'Autriche et de la Hongrie ;

4° (Au n° 1 de la note.) Pour les objets nommés au n° 1, il ne sera pas exigé de certificats ayant trait à la police vétérinaire ;

5° (Au n° 2.) Les dispositions du n° 2 ne se rapportent pas aux peaux sèches d'animaux sauvages et n'y seront pas appliquées ;

6° (Au n° 3.) La volaille abattue sera admise à l'importation aux conditions prescrites dans la dernière phrase du premier alinéa et dans le deuxième alinéa du n° 3 ;

7° (Au n° 3 b.) On est tombé d'accord que, sur la base des ordonnances légales ou administratives existant ou bien à émettre en Autriche, respectivement en Hongrie, par rapport à l'inspection sanitaire des animaux et de la viande, les transports de viande salée, de jambons et de lards de provenance serbe ne seront pas traités moins favorablement que les mêmes produits d'autres Etats, pourvu que les circonstances soient analogues ;

8° (Aux nos 4 et 4 a.) Les maladies moins contagieuses (comme : le charbon bactérien, la gale, l'exanthème coïtal, le rouget des porcs) ne serviront d'ordinaire pas de motif pour limiter le commerce. D'ailleurs, le droit réservé par les dispositions de ce numéro sera appliqué avec parfaite loyauté. Les expressions « territoires non contaminés » et « territoires d'où ils (les animaux) proviennent » se rapportent à la commune de provenance ;

9° (Au n° 4 c.) Les envois de viande transportés, conformément aux dispositions de cet alinéa, dans des endroits de consommation d'une certaine importance n'y seront soumis à aucune restriction de commerce, pourvu que les conditions de police sanitaire généralement en vigueur soient accomplies. La liste de ces endroits de consommation qui pourra être modifiée et complétée de commun accord, est la suivante :

A. En Hongrie.

Budapest,
Szeged,
Temesvar,

Arad,
Fehértemplom,
Versecz,

Pancsova,	Fiume,
Temeskubin,	Kessa,
Ujvidék,	Zimony (Zemum),
Szabadka,	Eszék (Osiek),
Pécss,	Zagrab (Zagreb),
Pozsony,	Mitrovicza (Mitrovica),
Komarom,	Karlocza (Karlovc),
Györ,	Varasd (Varazdin).

B. En Autriche.

Wien,	Budweis,
Wiener-Neustadt,	Teplitz-Settenz,
Linz,	Karlsbad,
Steyer,	Marienbad,
Salzburg,	Aussig,
Graz,	Reichenberg,
Innsbruck,	Warnsdorf,
Triest,	Brünn,
Prag,	Olmütz,
Pilsen,	Mährisch-Ostrau,
Eger,	Troppau.

10° On n'a pas l'intention d'exclure, par des conditions fixées au n° 4, l'importation de la viande fraîche de provenance serbe, dépassant les limites du contingent fixé sur *g* pour l'importation des animaux ; toutefois la viande ainsi importée ne sera admise que contre acquittement du droit du n° 117 *a* du tarif douanier conventionnel B, et sur la base des ordonnances de police sanitaire existant ou à émettre en Autriche, respectivement en Hongrie, et qui sont également exécutoires pour les provenances d'autres Etats. Toutefois l'autonomie par rapport à la police vétérinaire est maintenue ;

11° (Au n° 7.) On pourra se passer de l'examen vétérinaire pour la volaille vivante franchissant la frontière en transit ;

12° (Au n° 8.) On est tombé d'accord que, le cas échéant, il suffira que le certificat accompagnant le transport constate que le Gouvernement du pays, dans lequel ce transport doit entrer, ne s'oppose pas à son entrée ;

13° (Au n° 9). Jusqu'à décision ultérieure, c'est-à-dire, tant que l'Autriche et la Hongrie le désireront, le service du contrôle vétérinaire, concernant les envois destinés à l'importation ou au transit par les stations d'entrée de Mitrovica et de Klenak, sera exercé sur le territoire serbe, vis-à-vis des deux stations sus-mentionnées. Le Gouvernement Royal Serbe fournira les locaux nécessaires pour l'exercice de ce service ;

14° On pourra exiger, lors du passage de la frontière, la désinfection des matières brutes d'animaux admises à l'importation. Toutefois, on

ne fera usage de cette faculté que dans le cas de nécessité absolue et avec tous les égards possibles pour les intérêts de l'importateur ;

15° (Au n° 3.) L'importation en Serbie des solipèdes provenant des territoires des deux Etats de la Monarchie Autro-Hongroise ne pourra être soumise ni à des conditions ni à des mesures plus sévères que celles qui se trouvent fixées au n° 3 pour l'importation desdits animaux de la Serbie dans le territoire douanier des deux Etats de la Monarchie Austro-Hongroise.

Fait à Vienne en double expédition, le 13 mars/29 février 1908.

ALLEMAGNE — GRANDE-BRETAGNE

Echange de notes portant confirmation des protocoles de délimitation en Afrique des territoires de : 1° Gorege au lac Chad (12 février 1907) ; 2° Uba au Maio Tiel (11 mars 1907).

(22 février, 5 mars 1909.)

I

Sir E. Goschen à Herr von Schoen.

Berlin, February 22, 1909.

YOUR EXCELLENCY,

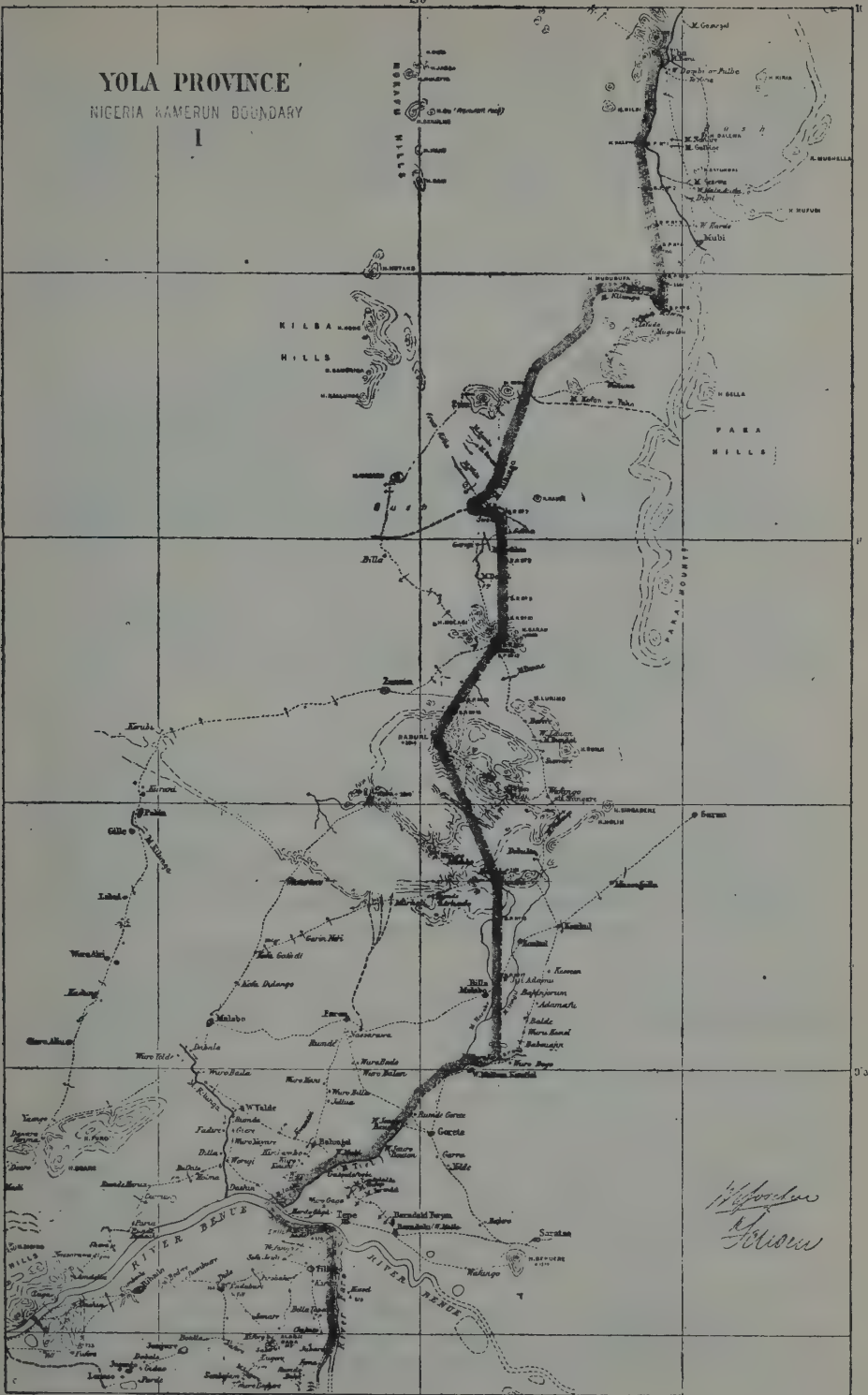
In a note, dated the 6th instant, your Excellency was good enough to forward to me two copies respectively of two Protocols relating to the delimitation of the Yola-Lake Chad Boundary. The first of these documents is dated the 12th February, 1907 ; the second is dated the 11th March of the same year. All four copies of the Protocols have been signed by your Excellency, as well as the two copies of the English map in connection with the Protocol of the 11th March. This map was forwarded to your Excellency for examination on the 9th December last, since neither of the original maps attached to this Protocol had been signed by both the frontier Commissioners. A photographic copy of the map, signed by both Commissioners, which was attached to the Protocol of the 12th February, 1907, was also forwarded to your Excellency on the 9th December last.

I have now the honour to return to your Excellency one copy of each of the Protocols, and one copy of the map in connection with the Protocols of the 11th March, 1907. I have been instructed by His

YOLA PROVINCE

NIGERIA KAMERUN BOUNDARY

I



W. H. H. H.
W. H. H. H.

Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to sign these documents, and to state that His Majesty's Government definitely accept the Protocols. I should be glad to receive a similar assurance from your Excellency on the part of the Imperial German Government.

I avail, etc.

W. E. GOSCHEN.

II

Herr von Schoen à Sir E. Goschen.

Berlin, den 5. März 1909.

Eurer Exzellenz beehre ich mich auf das gefällige Schreiben vom 22. v. Mts. zu erwidern, dass die Kaiserliche Regierung die von Ihrer Exzellenz und mir unterzeichneten Protokolle vom 12. Februar und 11. März 1907 entgültig annimmt.

Ich benutze etc.

SCHOEN.

Seiner Exzellenz
dem Königlich Grossbritannischen Botschafter,
Sir Edward GOSCHEN.

(Translation).

Berlin, March 5, 1909.

I have the honour to inform your Excellency, in reply to the note of the 22nd ultimo, that the Imperial Government definitely accept the Protocols of the 12th February and the 11th March, 1907, which have been signed by your Excellency and myself.

I avail, etc.

SCHOEN.

His Excellency,

Sir Edward GOSCHEN,

etc., etc., etc.

ANNEXES.

I

*Protocol signed at Kofa, February
12th 1907.*

i. The Anglo-German frontier from Gorege to Lake Chad has been demarcated according to the Agreement of the 19th March, 1906.

The position of the boundary posts is shown on the accompanying sketch.

2. Having carefully considered local circumstances, it was not found necessary to vary from the straight line put down in the Agreement.

3. Following the course of the River Yedseram (Jadseram) the islands north of Malmatari were declared to be British, those south to be German.

4. To the affected local Chiefs the marked-out frontier line was carefully pointed out and declared to be final.

5. To the occupiers of land transferred from the jurisdiction of one Power to that of the other a space of two months was allowed to gather in their crops or to settle across the boundary.

6. The boundary posts 1 to 14 and 28, 29 will be kept in order by the Residency of the German Chad Territories, the posts 15 to

*Protokoll unterzeichnet in Kofa, den
12. Februar 1907.*

1. Die Deutsch - Britische Grenze von Gorege bis zum Tschad-See wurde dem Abkommen vom 19. März 1906 entsprechend vermarkt.

Die Lage der Grenzpteiler ist aus der beigefügten Skizze ersichtlich.

2. Nach genauer Prüfung der oertlichen Verhältnisse wurde es nicht für nötig gehalten von der im Abkommen niedergelegten geraden Linie abzuweichen.

3. Dem Laufe des Jadseram (Yedseram) Flusses folgend, wurden, Paragraph 9 des Abkommens gemäss, die Inseln nördlich von Malamatarari der Britischen, diejenigen südlich des genannten Ortes der Deutschen Verwaltung zugesprochen.

4. Den zu Frage kommenden Ortsvorstehern wurde der Verlauf der Grenze gezeigt und als endgültig erklärt.

5. Den einer anderen Verwaltung zufallenden Ortschaften wurde ein Zeitraum von zwei Monaten zur Einholung ihrer Ernte und eventuell Uebertritt auf ihrer bisherigen Verwaltung gehöriges Gebiet gewährt.

6. Die Grenzpfteiler 1 bis 14 und 28, 29 sollen von der Residentur der Deutschen Tschadseeländer, die Pfeiler 15 bis 27 von

27 by the Residency of British Bornu Provinces.

For this purpose five complete telegraph posts and four casks of cement were handed over to the above-mentioned Residencies.

Kofa, February 12th 1907.

HANNS VISCHER,

*Resident, Mongonu,
Bornu Province.*

FRANZ VON STEPHANI,

*Oberleutnant und
Deutscher Grenz-
kommissar.*

der Residentur der Britischen Bornu Provinz in Stand gehalten werden.

Zu diesem Zweck wurden den genannten Residenturen je fünf Telegraphenstangen und vier Fässer Cement überwiesen.

Kofa, den 12. Februar 1907.

FRANZ VON STEPHANI,

*Oberleutnant und
Deutscher Grenz-
kommissar.*

HANNS VISCHER,

*Resident, Mongonu,
Bornu Province.*

W. E. GOSCHEN.

v. SCHOEN.

II

Protocol of the Boundary Commissioners for the Demarcation of the Anglo-German Boundary from Uba to the Maio (Mao) Tiel.

1. Uba to Hosere Merigni (Miringi). — The boundary from Uba to Hosere Merigni (Miringi) was demarcated by the German Commissioner, following the median line of the Maio (Mao) Mubi to a point due east of Hosere Dalewa, thence it runs in a straight line cut through the bush to the beacon on Hosere Merigni (Miringi).

2. Hosere Merigni (Miringi) to Maio Kilunga (Mao Kilangi). — The line was cut due south as laid down in the agreement of 19th March, 1906.

Protokoll der Grenzkommissare über die Vermarkung der Deutsch-Britischen Grenze vom Uba bis zum Mao (Maio) Tiel.

1. Uba-Hosere Miringi (Merigni). — Die Grenze von Uba bis zum Hosere Miringi (Merigni) wurde vom Deutschen Kommissar, dem Laufe (Mittellinie) des Mao (Maio) Mubi bis zu einem Punkte genau östlich des Hosere Dalewa folgend, festgelegt und von dort in gerader Linie bis zum Hosere Miringi (Merigni) durchgeschlagen.

2. Hosere Miringi (Merigni) — Mao Kilangi (Maio Kilunga). — Die Linie von Hosere Miringi (Merigni) zum Mao Kilangi (Maio Kilunga) wurde gemäss dem Abkommen vom 19. März 1906 in genau südlicher Richtung durchgeschlagen.

3. Maio Kilunga (Mao Kilangi) to Maio Bamba (Mao Mbumga). — The line follows the median line of the Maio Kilunga (Mao Kilangi) from a point due south of Hosere Merigni until it reaches the mouth of the Maio Bamba (Mao Mbumga); thence it follows the median line of that river until it reaches a point due north of the beacon on Hosere Holma.

4. Maio Bamba (Mao Mbumga) to Hosere Holma. — From Hosere Holma the line was cut due north until it reached the Maio Bamba (Mao Mbumga). It was found that were this line prolonged until it cut the Maio Kilunga (Mao Kilangi) it would run approximately parallel to, and about one kilometre east of, the Maio Kilunga for seven or eight kilometres.

5. Hosere Holma to Hosere Baburi (Baburei). — The line was cut through the bush as laid down in the agreement of 19th March 1906.

6. Hosere Baburi (Baburei) to Hosere Harabe. — The line here runs across broken and boulder strewn ground; the Commissioners had no means at their disposal wherewith to mark the line here. The Commissioners decided that :

(a) Vango Manyo (Wamgo Manjo) and Tara lay in German territory.

(b) Banyo (Banjo) lay in British territory.

7. Hosere Harabe to Maio (Mao) Tiel. — The line was cut due south as laid down in the agreement of

3. Mao Kilangi (Maio Kilunga) — Mao Mbumga (Maio Bamba). — Die Grenze folgt der Mittellinie des Mao Kilangi (Maio Kilunga) bis zur Einmündung des Mao Mbumga (Maio Bamba) und dann der Mittellinie dieses Flusses, bis sie einen Punkt genau nördlich des Signals Hosere Holma erreicht.

4. Mao Mbumga (Maio Bamba) — Hosere Holma. — Von Hosere Holma wurde die Grenze in genau nördlicher Richtung bis zum Mao Mbumga (Maio Bamba) durchgeschlagen. Diese Linie würde im weiteren Verfolg den Mao Kilangi (Maio Kilunga) erst nach 7 bis 8 Kilometer schneiden und bis zu diesem Schnittpunkt etwa einen Kilometer östlich ziemlich parallel mit dem Flusse laufen.

5. Hosere Holma-Hosere Baburei (Baburi). — Vom Hosere Holma bis zum Hosere Baburei (Baburi) wurde die Linie gemäss dem Abkommen vom 19. März 1906 in gerader Linie durchgeschlagen.

6. Hosere Baburei (Baburi). — Hosere Harabe. — Da zwischen Hosere Baburei (Baburi) und Hosere Harabe die Grenzlinie durch bergiges, zerklüftetes und unwegsames Gelände läuft, wurde von einer Vermarkung abgesehen. Die Commissare entschieden, dass Wamgo Manjo (Vango Manyo) und Wamgo Tara Deutsch, Wamgo Banjo (Banyo) Britisch wären.

7. Hosere Haraba-Mao (Maio) Tiel. — Die Grenze von Hosere Harabe bis zum Mao (Maio) Tiel

19th March, 1906, by the Acting British Commissioner.

8. Boundary Pillars. — These shall be kept in repair by the Residents of Yola and Adamava, for which purpose 10 drums of cement have been handed to each of them.

C. VICARS BOYLE,

Captain, 3rd Battalion, York and Lancaster Regiment, Assistant Resident, demarcating the Anglo-German Boundary, Yola Province.

March 11th, 1907.

FRANZ VON STEPHANI,

Deutscher Grenzkommissar.

March 11th, 1907.

W. E. GOSCHEN.

v. SCHOEN.

wurde vom Britischen Kommissar gemäss dem Abkommen vom 19. März 1906 in genau südlicher Richtung durchgeschlagen.

8. Die Grenzpfiler sollen von den Residenturen Adamaua und Yola in Ordnung gehalten werden. Jeder der genannten Residenturen werden zu diesem Zwecke 10 Fässer Cement überwiesen.

Den 11. März 1907.

FRANZ VON STEPHANI,

Deutscher Grenzkommissar.

11th March, 1907.

C. VICARS BOYLE,

Captain, 3rd Battalion, York and Lancaster Regiment, Assistant Resident, demarcating the Anglo-German Boundary, Yola Province.

ESPAGNE — PORTUGAL

Echange de notes diplomatiques concernant le service militaire des Espagnols nés en Portugal et des Portugais nés en Espagne, du 26 janvier 1901.

(*Diario do Governo*, 7 février 1901.)

M. D. Luiz Polo de Bernabé, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Catholique à M. le Conseiller Joao Marcellino Arroyo, Ministre et Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères.

LÉGATION D'ESPAGNE A LISBONNE.

Lisbonne, 26 janvier 1901.

EXCELLENCE,

Le Gouvernement de Sa Majesté Catholique et celui de Sa Majesté Très Fidèle ayant reconnu la nécessité d'éviter que les Espagnols nés en

Espagne puissent se soustraire au service militaire dans les deux pays, et étant tombés déjà d'accord dans les différentes conférences que sur ce point particulier j'ai eu l'honneur d'avoir avec V. E. sur la forme dans laquelle l'arrangement devait être consigné, j'ai reçu de mon Gouvernement l'autorisation nécessaire pour rédiger la déclaration suivante :

Dès la publication dans la Gaceta de Madrid et dans le Diario do Governo de Lisbonne de la présente note et de la réponse de V. E. mentionnant le consentement du Gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle, les Portugais nés sur le territoire espagnol qui seront appelés au service militaire en Espagne et en général tous les jeunes gens qui allèguent la qualité de sujets portugais nés en Espagne devront produire devant les autorités espagnoles compétentes l'année suivante, au moment des opérations du nouveau tirage au sort, un certificat attestant qu'ils ont satisfait à la loi sur le recrutement en Portugal.

Réciproquement les Espagnols nés en Portugal qui seront appelés au service militaire en Portugal et en général tous les jeunes gens qui allèguent la qualité de sujets espagnols nés en Portugal devront produire devant les autorités portugaises compétentes l'année suivante, lorsqu'on procédera de nouveau aux opérations du recrutement, un certificat attestant qu'ils ont tiré au sort en Espagne.

Dans le cas où les lois des deux pays ne fixeraient pas le même âge pour l'appel de leurs citoyens respectifs au service militaire, et où par conséquent le délai indiqué dans le paragraphe précédent deviendrait insuffisant, ce délai sera réputé prorogé pendant tout le temps nécessaire de façon que les sujets de la nation qui fixe un âge plus avancé aient pour la production du certificat en question un délai d'un an à compter du jour où ils sont appelés dans leur patrie au service militaire.

A défaut du dit document en bonne forme, l'individu appelé au service militaire dans la province où il est né devra faire partie du contingent militaire de cette province.

Le Gouvernement de Sa Majesté Catholique fera insérer la présente note et celle par laquelle V. E. lui fera savoir qu'elle est d'accord avec lui dans la Gaceta de Madrid aussi rapidement que le Gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle fera connaître son intention de les publier dans le Diario do Governo, afin qu'elles soient promulguées simultanément dans les deux pays.

Je saisis avec empressement cette occasion de renouveler à V. E. l'assurance de ma haute considération.

L. POLO DE BERNABÉ.

M. le Conseiller Joao Marcellino Arroyo à M. D. Luiz Polo de Bernabé.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Direction Générale des Affaires Politiques et Diplomatiques.

1^{re} Division.

Lisbonne, le 26 janvier 1901.

TRÈS ILLUSTRE ET EXCELLENTISSIME MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la note que V. E., avec l'autorisation de son Gouvernement, a bien voulu m'adresser à cette date et j'informe V. E. que le Gouvernement de Sa Majesté est d'accord pour qu'à partir de la date de la publication simultanée de la présente note et de celle de V. E. à laquelle je réponds, dans le *Diario do Governo* de Lisbonne et dans la *Gaceta de Madrid*, il demeure entendu et convenu que les Portugais nés sur le territoire espagnol qui seront appelés au service militaire en Espagne, devront produire aux autorités espagnoles compétentes, l'année suivante lors des opérations du nouveau tirage au sort, un document justifiant qu'ils ont satisfait au service militaire en Portugal.

Réciproquement les Espagnols nés en Portugal qui seront appelés au service militaire en Portugal et, en général, tous les jeunes gens qui allégueront la qualité de sujets espagnols nés en Portugal devront représenter aux autorités portugaises compétentes dans l'année suivante, lorsqu'on procédera de nouveau aux opérations du recrutement, un document établissant qu'ils ont tiré au sort en Espagne.

Dans le cas où les législations des deux pays fixeraient un âge différent pour l'appel des citoyens respectifs au service militaire et où par conséquent le délai fixé dans le paragraphe précédent serait insuffisant, ce délai sera considéré comme prorogé pendant tout le temps nécessaire de façon que les sujets de la nation qui a fixé un âge plus avancé aient, pour la production du document en question, un délai d'au moins un an à compter de l'appel au service militaire dans leur pays.

A défaut de ce document, en due forme, l'individu appelé par le sort au service militaire dans le lieu de sa naissance devra faire partie du contingent militaire de cette province.

Je saisis avec empressement cette occasion de renouveler à V. E. l'assurance de ma haute considération.

J. M. ARROYO.

GRÈCE — MONTÉNÉGRO

Convention commerciale du 14 mars 1908.

(Ratifiée le 27 mai 1909.)

Sa Majesté le Roi des Hellènes, d'une part, et Son Altesse Royale le Prince de Monténégro, d'autre part, désirant développer les relations commerciales entre les deux Etats par la conclusion d'une Convention de commerce et de navigation, sont entrés en négociations à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Hellènes :

M. Guillaume Fontana, son Agent diplomatique près Son Altesse Royale le Prince de Monténégro ;

Et Son Altesse Royale le Prince de Monténégro :

M. le docteur Lazar Tomanovitch, son Président du Conseil des Ministres, Ministre de la Justice et Ministre des Affaires étrangères *ad interim* ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ART. 1^{er}. Les sujets et les produits du sol et de l'industrie de chacun des deux pays jouiront réciproquement, dans le territoire de l'autre, du traitement de la nation la plus favorisée en ce qui touche l'établissement des nationaux et en matière de commerce et de navigation, tant pour l'importation, l'exportation et le transit, et, en général, tout ce qui concerne les droits de douane et les opérations commerciales que pour l'exercice du commerce ou des industries et pour le payement des taxes qui s'y rapportent.

ART. 2. En cas de contestation sur la définition et les caractères des vins et spiritueux provenant de la Grèce, les douanes de la Principauté du Monténégro devront tenir compte des certificats d'analyse émanant du laboratoire chimique du Ministère des Finances du Royaume de Grèce, ou du laboratoire de chimie de l'université nationale d'Athènes, ou des instituts ou stations œnologiques que le Gouvernement royal hellénique établirait à l'avenir dans d'autres parties du royaume.

ART. 3. La présente Convention entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications, et demeurera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1917.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant l'échéance de ce terme son intention de faire cesser les effets de la Convention, cet Arrangement continuera à être obliga-

toire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

ART. 4. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Cettigne le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Cettigne, en double exemplaire, le 14 mars 1908.

(LL. SS). Signé : FONTANA.

D. L. TOMANOVITCH.

ESPAGNE — NORVÈGE

Déclaration du 11 mars 1909, portant modification à la convention additionnelle du 25 août 1903.

Modification à la convention additionnelle du 25 août 1903, relativement au régime douanier des vins titrant jusqu'à 21 degrés d'alcool (1).

La *Gaceta de Madrid* du 2 mai 1909 a publié la déclaration suivante :

Les Gouvernements d'Espagne et de Norvège ont apporté la modification suivante à la Convention additionnelle du 25 août 1903 :

« Les vins non mousseux contenant jusqu'à 21 % d'alcool, en fûts de provenance espagnole, seront admis en Norvège moyennant le droit de douane de 34 öre 1/2 le kilogramme poids net. »

Cette modification entrera en vigueur sept jours après le vote du Storting et l'approbation royale, et durera autant que la Convention du 25 août 1903.

Madrid, 11 mars 1909.

La modification ci-dessus, approuvée par le Storting, a été sanctionnée par le roi de Norvège le 27 avril 1909 et est entrée en vigueur le 4 mai 1909.

(1) Le régime douanier résultant de cet arrangement est applicable aux vins français, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée.

ETATS-UNIS — ESPAGNE

Notes échangées le 20 février 1909 entre le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis et le Ministre d'Espagne à Washington au sujet des vins mousseux espagnols.

Washington, 20 février 1909.

A Monsieur D. Ramon Pina, Ministre d'Espagne.

MONSIEUR,

Dans le but de satisfaire au désir de votre Gouvernement en ce qui concerne l'extension aux vins mousseux espagnols de la réduction prévue des droits tarifaires, et afin d'éviter que votre Gouvernement ne fasse usage du droit que lui concède l'article 3 de l'accord commercial signé par les deux pays le 1^{er} août 1906, de supprimer quelque'une des concessions faites aux Etats-Unis, j'ai l'honneur de vous informer que le Président des Etats-Unis estime que les concessions faites par l'Espagne en faveur des produits des Etats-Unis équivalent exactement à la concession faite par le Gouvernement des Etats-Unis des droits réduits à tous les produits de production et d'exportation espagnols, énumérés à l'article 3 de la loi tarifaire des Etats-Unis, approuvée le 24 juillet 1897.

J'ai donc l'honneur de vous annoncer que le Président fera une proclamation suspendant les droits actuels sur les vins mousseux produits en Espagne et exportés d'Espagne, et leur substituant les droits réduits autorisés par l'article 3 du Tarif Dingley.

Je serai heureux de savoir si cet acte complémentaire de l'accord du 1^{er} août 1906 répondra entièrement aux vœux de votre Gouvernement sur cette matière.

Recevez, Monsieur, l'assurance de ma plus haute considération.

Signé : ROBERT BACON.

Washington, 20 février 1909.

A l'Honorable Robert Bacon, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note de la même date, dans laquelle vous me dites que, dans le but de satisfaire au

désir du Gouvernement de Sa Majesté en ce qui concerne l'extension aux vins mousseux espagnols de la réduction prévue des droits tarifaires des Etats-Unis, et afin d'éviter que le Gouvernement de Sa Majesté ne fasse usage du droit que lui concède l'article 3 de l'accord commercial signé par les deux pays, le 1^{er} août 1906, de supprimer quelque une des concessions faites aux Etats-Unis, le Président des Etats-Unis, estimant que les concessions faites par l'Espagne aux produits des Etats-Unis équivalent exactement à la concession faite par le Gouvernement des Etats-Unis des droits réduits à tous les produits, de production et d'exportation espagnols, énumérés à l'article 3 de la loi tarifaire des Etats-Unis du 24 juillet 1897, fera une proclamation suspendant les droits actuels sur les vins mousseux produits en Espagne ou exportés d'Espagne, et leur substituant les droits réduits autorisés par l'article 3 du Tarif Dingley.

Je remercie Votre Excellence de la proposition que vous voulez bien me communiquer et j'approuve entièrement la rédaction proposée par Votre Excellence à cette partie additionnelle de l'accord du 1^{er} août 1906.

Je profite de l'occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma plus haute considération.

Signé : R. PINA Y MILLET.

NOTE.

En vertu de ce qui est convenu dans l'échange de notes qui précède, les vins mousseux espagnols seront, à partir du 20 février de la présente année, admis aux Etats-Unis moyennant les droits réduits suivants :

Vins mousseux :	BASES.	DROITS	
		doll. cent.	
— en bouteilles de plus d'une pinte et d'un quart au plus.	Douzaine.	6	».
— en bouteilles de plus d'une demi-pinte et d'une pinte au plus. .	<i>Idem.</i>	3	».
— en bouteilles d'une demi-pinte ou moins	<i>Idem.</i>	1	50.
— en bouteilles ou autres récipients de plus d'un quart, en plus des 6 dollars par douzaine, droit additionnel de 1 doll. 90 par gallon pour ce qui excède un quart.			

BULGARIE — GRANDE-BRETAGNE

Arrangement additionnel du 27 janvier/9 février 1909 à la Convention de commerce, de douane et de navigation du 9 décembre 1905.

Sont introduites dans la Convention de commerce, de douane et de navigation du 26 novembre/9 décembre 1905 les modifications suivantes :

I. Dans le protocole final *ad* art. 6, l'alinéa suivant est ajouté :

Il est fait exception pour l'alcool et la bière, dont le droit d'accise pourra être augmenté, à condition, toutefois, que cette augmentation de droit ne frappe pas l'alcool et la bière d'origine britannique d'une manière plus forte et plus gênante que les produits indigènes de même espèce.

II. Dans le tarif des droits à l'entrée en Bulgarie, annexé à la Convention, l'article 468 est modifié comme suit :

Lits en fer et en fonte, ordinaires, peints, vernis ou laqués, en une couleur, et même avec ornements en reliefs — à 10 francs de droits d'entrée les 100 kilogrammes.

Fait à Sofia, en double exemplaire, le 27 janvier/9 février 1909.

*L'Agent diplomatique et Consul général
de Sa Majesté Britannique,*

G. W. BUCHANAN.

*Le Ministre des Affaires étrangères
de Bulgarie,*

S. PAPRIKOFF.

ESPAGNE — ROUMANIE

**Convention commerciale du 1^{er} décembre 1908, ratifiée
et entrée en vigueur le 6 février 1909 (1).**

Sa Majesté le Roi d'Espagne et Sa Majesté le Roi de Roumanie, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux pays et de développer les relations de commerce et de navigation qui existent entre la Roumanie et l'Espagne, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

Son Excellence Don Julio de Arellano, marquis de Casa Arellano, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Vienne, etc.;

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

Son Excellence Monsieur Nicolas Misu, son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Vienne, etc.

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. — Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les deux États contractants.

Les ressortissants de l'un des deux États contractants, établis dans l'autre ou y résidant temporairement, y jouiront, relativement à l'exercice du commerce et de l'industrie, des mêmes droits et n'y seront soumis à aucune imposition plus élevée ou autre que les nationaux. Ils bénéficieront sous tous ces rapports, dans le territoire de l'autre État, des mêmes droits, privilèges, immunités, faveurs et exemptions que les ressortissants du pays le plus favorisé.

Il est entendu, toutefois, que les stipulations qui précèdent ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière d'établissements de commerce, d'industrie et de police qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux États et applicables à tous les étrangers.

ART. 2. — Tous les objets, produits du sol ou de l'industrie de la Roumanie, qui seront importés en Espagne, et tous les objets, produits du sol ou de l'industrie de l'Espagne, qui seront importés en Roumanie, destinés soit à la consommation, soit à la mise en entrepôt, soit à

(1) *Gaceta de Madrid*, du 29 avril 1909.

la réexportation, soit au transit, seront soumis, pendant la durée de la présente Convention, au traitement accordé à la nation la plus favorisée et, en particulier, ne seront passibles de droits ni plus élevés ni autres que ceux qui frappent les produits ou les marchandises de la nation la plus favorisée.

A l'exportation pour la Roumanie, il ne sera pas perçu en Espagne, et à l'exportation pour l'Espagne, il ne sera pas perçu en Roumanie, de droits de sortie autres, ni plus élevés, qu'à l'exportation des mêmes objets pour le pays le plus favorisé à cet égard.

Chacune des Parties contractantes s'engage donc à faire profiter l'autre, immédiatement, de toute faveur, de tous privilèges ou abaissements des droits qu'elle a déjà accordés ou pourrait accorder par la suite sous les rapports mentionnés, à une tierce Puissance.

ART. 3. — Des certificats d'origine pourront être exigés par chacune des Parties contractantes pour le cas où elle aurait établi des droits différentiels d'après l'origine des marchandises, ou pour des raisons concernant la statistique commerciale.

ART. 4. — Les Parties contractantes s'engagent à n'entraver nullement le commerce réciproque des deux pays par des prohibitions à l'importation, à l'exportation ou au transit.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles seront applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant dans des conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants :

1° Dans des circonstances exceptionnelles, en ce qui touche les provisions de guerre ;

2° Pour des raisons de sûreté intérieure de l'Etat ;

3° Pour des motifs de police sanitaire ou pour empêcher soit la propagation des épizooties, soit la destruction des plantes notamment par les insectes ou parasites nuisibles ;

4° En vue d'étendre aussi aux marchandises étrangères similaires, les prohibitions ou restrictions arrêtées par des lois intérieures à l'égard de la production, de la vente ou du transport des marchandises indigènes ;

5° Pour les marchandises qui sont ou seront l'objet d'un monopole d'Etat.

ART. 5. — Il reste entendu que dans la présente Convention n'entre pas la jouissance du régime que l'Espagne accorde ou accorderait à l'avenir à titre exceptionnel au Portugal et au Maroc, ni du régime spécial des zones frontalières qui pourrait être accordé à une tierce Puissance par l'une des deux Hautes Parties contractantes.

ART. 6. — Les navires roumains et leurs cargaisons seront traités en Espagne et les navires espagnols et leurs cargaisons seront traités en Roumanie absolument sur le même pied que les navires de la nation la plus favorisée.

La nationalité des bâtiments sera reconnue de part et d'autre après les lois et règlements particuliers à chacun des États contactants, au moyen des titres et patentes délivrés aux capitaines, patrons ou bateliers par les autorités compétentes.

ART. 7. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Vienne aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur à partir du jour de l'échange des ratifications.

Les Parties contractantes se réservent respectivement la faculté de dénoncer à toute époque la présente Convention, moyennant un avertissement de douze mois à l'avance.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double original, à Vienne, le 1^{er} décembre 1908.

(Signé)

JULIO DE ARELLANO.

Marquis de Casa Arellano.

(Signé)

N. MISU.

Son Excellence L'Ambassadeur de S. M. à Vienne, à Son Excellence M. Nicolas Misu, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi de Roumanie à Vienne.

Vienne, 14 février 1909.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Suivant les instructions du Gouvernement de mon Auguste Souverain, et au moment de procéder à l'échange des ratifications du traité de commerce et de navigation entre l'Espagne et la Roumanie, signé le 1^{er} décembre 1908 à Vienne, je dois faire remarquer que, « en tout ce qui concerne le commerce de cabotage, la pêche dans les eaux soumises à son pouvoir, et les restrictions à l'importation de certaines marchandises », chacune des deux Puissances s'est réservé sa propre législation, sans que cela puisse faire obstacle en quoi que ce soit au principe du traitement de la nation la plus favorisée, dont chacune des deux Puissances jouira auprès de l'autre, aux termes du présent traité et avec les exceptions qui y sont établies.

Cette déclaration a pour objet d'éviter toute interprétation erronée de la part de toute autre Puissance ayant également droit au traitement de la nation la plus favorisée ; j'espère qu'elle méritera votre entière approbation.

Veuillez recevoir, etc.

Signé : MARQUIS DE CASA ARELLANO.

Son Excellence l'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi de Roumanie à Vienne, à Son Excellence le marquis de Casa Arellano, Ambassadeur de S. M. le Roi d'Espagne, à Vienne.

Vienne, 18 février 1909.

MONSIEUR LE MARQUIS,

En réponse à la note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date du 14 février courant, j'ai l'honneur, dûment autorisé par mon Gouvernement, de vous informer qu'au moment de procéder à l'échange des ratifications du Traité de commerce et de navigation signé à Vienne le 1^{er} décembre 1908, entre la Roumanie et l'Espagne, nous faisons remarquer que, en tout ce qui concerne « le commerce de cabotage, la pêche dans les eaux soumises à son pouvoir, et les restrictions à l'importation de certaines marchandises », chacune des deux Puissances s'est réservé sa propre législation, sans que cela puisse faire obstacle en quoi que ce soit au principe du traitement de la nation la plus favorisée, dont chacune des deux Puissances jouira auprès de l'autre, aux termes du présent traité et avec les exceptions qui y sont établies.

Veuillez recevoir, etc.

Signé : N. MISU.

ESPAGNE — SERBIE

**Convention commerciale du 5 novembre 1908, ratifiée
et entrée en vigueur le 26 mars 1909.**

Sa Majesté le Roi d'Espagne et Sa Majesté le Roi de Serbie, animés d'un égal désir de favoriser le développement des relations commerciales entre Leurs États, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires :

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

Don Julio de Arellano, Marquis de Casa Arellano, son Ambassadeur et Envoyé extraordinaire à Vienne ;

Sa Majesté le Roi de Serbie :

M. George S. Simitch, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Vienne,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ART. 1^{er}. — Les marchandises, produits du sol et de l'industrie de l'Espagne, ne seront passibles à l'importation en Serbie que des droits les plus réduits actuellement en vigueur ou qui pourraient y être ultérieurement établis. Il est bien entendu que toute réduction déjà accordée par la Serbie en vertu des lois, traités, conventions ou accords, ou qu'elle pourrait concéder à l'avenir à une tierce Puissance, profitera immédiatement à l'Espagne.

ART. 2. — Les marchandises, produits du sol et de l'industrie de la Serbie, ne seront passibles à l'importation en Espagne que des droits les plus réduits actuellement en vigueur ou qui pourraient y être ultérieurement établis. Il est bien entendu que toute réduction des droits déjà accordée par l'Espagne en vertu des lois, traités, conventions ou accords, ou qu'elle pourrait concéder à l'avenir à une tierce puissance, profitera immédiatement à la Serbie.

ART. 3. — Sont exclus de la présente Convention les avantages spéciaux déjà accordés par la Serbie ou qui pourraient l'être ultérieurement à tout État limitrophe pour faciliter le trafic dans le voisinage de la frontière.

En sont également exclus les avantages spéciaux accordés par l'Espagne ou ceux qu'elle pourrait accorder à l'avenir au Portugal, au Maroc ou à quelque autre pays limitrophe pour faciliter le trafic dans le voisinage de la frontière, ainsi que les concessions résultant d'une Union douanière que la Serbie ou l'Espagne pourraient conclure avec d'autres pays.

ART. 4. — Chacune des deux Hautes Parties contractantes se réserve la faculté d'exiger des certificats d'origine pour ceux des produits du sol ou de l'industrie qu'elle jugerait convenable.

ART. 5. — Sont également exclues de cet accord les marchandises dont l'importation est actuellement prohibée ou qui pourrait l'être à l'avenir en Espagne et en Serbie pour causes de sûreté publique, raisons sanitaires ou de régime officiel intérieur ou d'un monopole d'État.

ART. 6. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Vienne, le plus tôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur à partir du jour de l'échange des ratifications.

ART. 7. — Les deux Parties contractantes se réservent la faculté de dénoncer à toute époque la présente convention moyennant un avis donné douze mois à l'avance.

En foi de quoi, les soussignés, en vertu de leurs pleins pouvoirs, ont signé cette Convention en double et ont apposé leurs sceaux à Vienne, le cinq novembre mil neuf cent huit.

Signé : Julio DE ARELLANO, Marquis DE CASA ARELLANO,
George S. SIMITCH.

ETATS-UNIS — GRANDE-BRETAGNE

**Dénonciation de la Convention avec la Grande-Bretagne
concernant les voyageurs de commerce.**

(7 août 1909.)

I

The United States Ambassador to Sir E. Grey.

American Embassy, London, August 7, 1909.

SIR,

With reference to Mr. Carter's note of the 1st May last, relating to the Commercial Agreements entered into between the United States and this country under section 3 of the Tariff Act of the 24th July, 1897, under instructions from my Government by the President's direction, I have the honour to give notice as of this date to His Majesty's Government of the intention of the Government of the United States to terminate the Commercial Agreement concluded between the United States and Great Britain in November 1907, six months from the date of this notice, that is to say, on the 7th February, 1910.

I may add that formal notice of this intention has also on this day been given to His Majesty's Embassy at Washington.

You may be aware that the last Tariff Act, approved by the President on the 5th instant, requires that notice be given of the termination of all Commercial Agreements entered into under section 3 of the Tariff Act mentioned above.

I have, etc.

(For the Ambassador),

J. R. CARTER.

II

Sir E. Grey to the United States Chargé d'Affaires.

Foreign Office, August 28, 1909.

SIR,

I have duly received Mr. Whitelaw Reid's note of the 7th instant, in which he informs me of the intention of the United States Govern-

ment to terminate the Commercial Agreement of the 19th November, 1907, as from the date of His Excellency's note, and that it will accordingly cease and determine on the 7th February next.

I assume that Mr. Whitelaw Reid's note under reply may be taken to supersede that which he addressed to me on this subject on the 1st May last, which, together with my reply of the 10th of that month, has, as you are aware, been published in a Parliamentary Paper.

Upon hearing from you to that effect, I propose to also publish these further notes by way of explanation.

I have, etc.

E. GREY.

III

The United States Chargé d'Affaires to Sir E. Grey.

American Embassy, London, August 30, 1909.

SIR,

With reference to your note of the 28th August, in connection with Mr. Whitelaw Reid's of the 7th instant, regarding the intention of my Government to terminate the Commercial Agreement of the 19th November, 1907, I have the honour to state that your assumption that Mr. Reid's note last mentioned may be taken to supersede the one addressed to you from this Embassy on the 1st May last, is perfectly justifiable, and there can be no objection to the publication of these further notes by way of explanation.

I have, etc.

J. R. CARTER.

FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

Convention d'extradition.

(17 octobre 1908.)

Le Président de la République française et S. M. le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, empereur des Indes, désireux de modifier les dispositions de l'article 2 du traité conclu, le 14 août 1876, entre la Grande-Bretagne et la France, pour l'extradition réciproque des criminels fugitifs, ont nommé respectivement comme plénipotentiaires à cet effet, savoir :

Le Président de la République française :

M. Stéphen Pichon, sénateur, ministre des affaires étrangères ;

Et S. M. le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires au delà des mers, empereur des Indes :

S. Exc. le très honorable sir Francis Bertie, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le Gouvernement de la République française, etc. ;

Lesquels, après s'être respectivement communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont tombés d'accord sur les articles suivants :

ART. 1^{er}. — L'article 2 de la convention d'extradition du 14 août 1876 est modifié ainsi qu'il suit :

« Chacune des deux hautes parties contractantes sera libre de refuser à l'autre l'extradition de ses propres nationaux ; toutefois, s'il s'agit d'une personne qui, depuis le crime ou le délit dont elle est accusée ou pour lequel elle a été condamnée, aurait obtenu la naturalisation dans le pays requis, cette circonstance n'empêchera pas la recherche, l'arrestation et l'extradition de cette personne, conformément aux stipulations du présent traité.

ART. 2. -- La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, aussitôt que possible.

Elle entrera en vigueur dix jours après sa promulgation dans la forme prévue par la législation des pays respectifs, et aura la même force et la même durée que le traité auquel elle se rapporte.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 17 octobre 1908.

(L. S.) Signé : S. PICHON.

(L. S.) — FRANCIS BERTIE.

FRANCE — ESPAGNE

Convention télégraphique.

(30 juillet 1909.)

En vertu des dispositions de l'article 17 de la convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg, les soussignés, sous réserve de l'approbation des autorités respectivement compétentes, tant en

France qu'en Espagne, ont arrêté d'un commun accord les dispositions suivantes :

ART. 1^{er}. — La taxe des télégrammes ordinaires échangés directement entre la France (continent et Corse), d'une part, et l'Espagne, d'autre part, est fixée uniformément à 15 centimes par mot.

ART. 2. — Les taxes afférentes au nombre des mots transmis, perçues de part et d'autre pour le trafic limitrophe, seront partagées par moitié entre les deux pays.

Les comptes relatifs aux télégrammes échangés entre la France et l'Espagne seront établis conformément aux dispositions de l'article 76 du règlement de service international révisé à Lisbonne (1908) ou à celles qui les remplaceraient ultérieurement.

ART. 3. — Les dispositions qui précèdent sont également applicables aux télégrammes échangés entre l'Algérie et la Tunisie, d'une part, et l'Espagne, d'autre part, par la voie des câbles atterrissant en France et par les voies « Oran-Tanger-Cadix » ou « Nemours-Chafarinas ».

Toutefois, ces correspondances seront, en outre, passibles d'une taxe additionnelle de 5 centimes par mot pour le transit sous-marin.

Cette taxe additionnelle de 5 centimes par mot sera attribuée :

a) A l'administration française pour les correspondances échangées entre l'Algérie et la Tunisie, d'une part, et l'Espagne, d'autre part, par les voies « Marseille » et « Oran-Tanger-Cadix » ;

b) A l'administration espagnole pour les correspondances échangées entre l'Algérie, d'une part, et l'Espagne, d'autre part, par la voie « Nemours-Chafarinas » ;

c) Par moitié, entre les administrations française et espagnole pour les correspondances échangées entre la Tunisie, d'une part, et l'Espagne, d'autre part, par la voie « Nemours-Chafarinas ».

ART. 4. — La taxe des télégrammes échangés entre la France (continent et Corse), d'une part, et les possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique, d'autre part, par la voie des câbles « Nemours-Chafarinas » ou « Marseille-Oran-Tanger » est fixée à 20 centimes par mot.

Cette taxe sera répartie ainsi qu'il suit :

France et câbles français. 0 125

Espagne et câbles espagnols. 0 075

ART. 5. — Les télégrammes échangés entre la France et l'Espagne qui, par suite d'interruption des lignes directes, emprunteraient le réseau d'une administration étrangère, ne seront soumis à aucune surtaxe, le prix du transit restant à la charge de l'administration expéditrice.

Les télégrammes intérieurs de chaque pays qui, par suite d'inter-

ruption momentanée de ses propres lignes, auraient à emprunter, pour être acheminés sur leur destination, les lignes télégraphiques de l'autre pays, seront transmis gratuitement par les bureaux de ce dernier.

ART. 6. — Les dispositions de la convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg et du règlement de service en vigueur seront applicables aux relations directes entre la France et l'Espagne dans tout ce qui n'est pas réglé par les articles ci-dessus.

ART. 7. — La présente convention, qui remplace celle de 15/20 novembre 1879, entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1909 ; elle restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite par l'une des parties contractantes.

Fait en double expédition, à Paris, le 29 juin 1909.

(L. S.) Signé : S. PICHON.

(L. S.) — F. DE LÉON Y CASTILLO.

GRANDE-BRETAGNE — ITALIE

Arrangement concernant les produits pharmaceutiques.

(9 juillet 1907.)

I

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie à Sir E. Egerton.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI.

Roma, li 9 Luglio, 1907.

SIGNOR AMBASCIATORE,

Essendosi ritenuto conveniente di stabilire, in modo preciso e definitivo, i criteri di massima per l'applicazione dell'art. 14 delle disposizioni preliminari della tariffa doganale italiana, per quanto riguarda la importazione dei generi medicinali e dei medicamenti composti provenienti dall'Inghilterra, ed avendo il Consiglio Superiore di Sanità ritenuto che le disposizioni che regolano in Inghilterra la produzione dei medicinali e dei medicamenti composti offrono, per la tutela sanitaria, garanzie idonee ed equivalenti, in efficacia, a quelle assicurate dalla legge italiana per la produzione dei medicinali e medicamenti composti nel Regno, il Governo del Re ha deliberato che, ai medicinali e medicamenti composti prodotti in Inghilterra, sia, nei riguardi sanitari, con-

sentita, in via di massima e senza necessità di provvedimenti singoli da applicarsi per ciascun prodotto, la libera introduzione nel Regno, semprechè il Governo inglese abbia a concedere ai medicinali e medicinali composti prodotti in Italia identico trattamento, nei riguardi sanitari, per la introduzione in Inghilterra.

Sotto tale condizione si avverte :

1. Che i medicinali composti dovranno portare sulla etichetta, applicata a ciascun recipiente, la indicazione esatta :

(a.) Dei componenti del prodotto colla denominazione abituale della pratica medica (escluse le formule chimiche);

(b.) Della dose relativa, come è prescritto pei consimili prodotti fabbricati e messi in circolazione nel Regno;

2. Che non sono compresi nei medicinali e medicinali composti, previsti dalla presente nota, i sieri vaccini, virus, tossine e prodotti affini, contemplati dalla legge italiana 8 luglio 1905, N. 360, e dal relativo regolamento 18 giugno 1905, N. 407;

3. Che il R. Governo si riserva la facoltà—che riconosce reciprocamente anche nel Governo inglese—di proibire, in casi eccezionali e per speciali motivi di sanità pubblica, la introduzione nel Regno di un dato prodotto, salvo a darne, dove il caso si verificasse, immediato avviso al Governo inglese.

Ho l'onore di pregare Vostra Eccellenza di volermi far conoscere se il Governo britannico aderisce all'accordo su queste basi e, in caso affermativo, di rivolgermi, in nome di esso, analoga dichiarazione assicurante la reciprocità di trattamento.

Gradisca, Signor Ambasciatore, etc.

(Firmato) TITTONI.

II

Mr. des Graz au Ministre des Affaires étrangères d'Italie.

Rome, July 9, 1907.

SIR,

His Britannic Majesty's Government have decided to accede to the Agreement for the reciprocal importation of drugs and medical preparations into Italy and the United Kingdom on the basis of the draft note submitted by the Royal Government on the 4th of April, 1907, and give assurance, on their part, of full reciprocity of treatment.

In that note the Royal Government declare that :

« Inasmuch as it is considered advisable to establish in a precise and

definite manner a standard principle for the application of Article 14 of the preliminary Regulations to the Italian Customs Tariff, as regards the importation into Italy of drugs and medical preparations from the United Kingdom, and in view of the fact that the Superior Council of Public Health is of opinion that the Regulations which govern the production of drugs and medical preparations in the United Kingdom offer, as far as sanitary safeguards are concerned, identically efficacious guarantees to those ensured by Italian legislation for the national production of drugs and medical preparations, the Royal Government has decided on principle to grant to drugs and medical preparations produced in the United Kingdom as far as sanitary regulations are concerned, and in order to avoid the necessity of applying special precautionary measures in the case of each individual product, unrestricted entry into Italian territory, always provided that His Britannic Majesty's Government is prepared to grant identical treatment, as far as sanitary regulations are concerned, to Italian drugs and medical preparations imported into the United Kingdom. »

His Majesty's Government, having taken note of this declaration, declare that they are prepared, on their part, to grant identical treatment, as far as sanitary regulations are concerned, to Italian drugs and medical preparations imported into the United Kingdom.

In this reciprocal Agreement it is to be noted :

1. That medical preparations must bear on the label attached to each receptacle an exact indication :

(a.) As to the component parts of the product expressed in the usual medical nomenclature (chemical formulæ excluded);

(b.) As to the relative doses as prescribed for similar products manufactured and sold in Italy or the United Kingdom ;

2. That serums, vaccine, virus, toxines, and similar products referred to in the Italian Law of 8th July, 1904, N° 360, and in the Regulations of 18th June, 1905, N° 407, are not included in the terms « drugs and medical preparations » quoted in the present note ;

3. That each of the two Governments reserves to itself the right to prohibit, in special cases and for special reasons of public health, the importation of any particular product. Should the case arise, immediate notice of such prohibition by either Government would immediately be made to the other.

In communicating the above to your Excellency, in pursuance of authorization received from His Britannic Majesty's Government, I have, etc.

(Signed) Charles DES GRAZ.

COLONIES ANGLAISES DE L'AFRIQUE DU SUD ET AUSTRALIE

Convention douanière conclue le 29 septembre 1906.

(Entrée en vigueur le 1^{er} octobre.)

On fait savoir par les présentes que, conformément à l'article 4 de la Convention douanière sud-africaine, les réductions de droits accordées aux articles produits ou manufacturés dans le Royaume-Uni seront, à partir du 1^{er} octobre 1906, accordés, en outre, aux marchandises et articles produits ou manufacturés dans le Commonwealth d'Australie.

Le Gouvernement australien accorde, en échange, aux marchandises et articles produits ou manufacturés dans l'Afrique australe, des privilèges réciproques au taux suivant :

ARTICLES	RÉDUCTION ACCORDÉE
Tabac.	9 pence par livre.
Spiritueux.	La différence entre le droit d'accise et le droit de douane, plus 2 1/2 %.
Sucre.	2 livres sterling par tonne sur le sucre fait avec de la canne cultivée par les Blancs.
Vins.	En bouteilles : 5 shillings par gallon ; en barriques : 4 shillings par gallon.
Maïs.	6 pence par 100 livres.
Fruits frais.	Entrée libre.
Fruits secs.	50 % du droit actuel.
Poissons secs.	1/4 de penny par livre.
Plumes.	5 % <i>ad valorem</i> .
Beurre.	Pas moins de 25 % sur les droits exigibles.
Fromage.	
Confiserie.	
Son, avoine, blé.	
Farine.	
Foin, fourrages.	
Confitures.	
Cuir.	
Instruments et machines pour l'agriculture et les mines	
Viande, y compris la volaille.	
Lait condensé ou concentré.	
Bois.	

Adhésion du Mexique à la Convention sanitaire internationale concernant la création de l'Office international d'hygiène.

(19 avril 1909.)

I

The Italian Chargé d'Affaires to Sir Edward Grey.

Ambasciata d'Italia, Londra, 19 aprile, 1909.

SIGNOR MINISTRO,

D'ordine del mio Governo, ho l'onore di portare a cognizione di vostra Eccellenza che il Governo del Messico, a mezzo della Regia Legazione presso quella Repubblica, ha notificato la sua adesione in prima categoria all'accordo firmato nelle Conferenza Sanitaria di Parigi del 1903 ed alla Convenzione di Roma del 9 dicembre, 1907, per la creazione d'un Ufficio internazionale d'Igiene pubblica.

Nel pregarla di portare quanto precede a conoscenza del Governo Indiano, colgo, etc.

A. DE BOSDARI.

II

The Italian Ambassador to Sir Edward Grey.

Ambasciata d'Italia, Londra, 23 agosto, 1909.

SIGNOR MINISTRO,

D'ordine del mio Governo, ho l'onore di partecipare a vostra Eccellenza che il Governo svedese ha aderito in terza categoria all'accordo di Roma del 9 dicembre, 1907, per la creazione d'un Ufficio internazionale d'Igiene pubblica a Parigi.

Nel pregarla di voler comunicare quanto precede al Governo Indiano, ho, etc.

A. DI SAN GIULIANO.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

AFFAIRES DU CONGO

Le 3^e Livre gris belge.

Voici le résumé du troisième Livre gris qui contient la correspondance échangée entre le gouvernement belge et les gouvernements de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis depuis la publication du Livre gris précédent, qui remonte au 3 août 1908 :

Le premier document est une lettre du comte de Lalaing du 5 novembre 1908 transmettant la réponse du gouvernement britannique au memorandum remis à Sir Edward Grey le 13 juillet précédent.

Cette réponse débute par une analyse succincte du memorandum belge et de la dépêche explicative qui en accompagnait l'envoi. Le gouvernement britannique ne partage pas la manière de voir du cabinet de Bruxelles au sujet de l'interprétation à donner à l'article 34 de l'acte général de Berlin et croit que la Belgique devait, en acquérant des possessions en Afrique, notifier le fait aux puissances intéressées.

Sans insister sur ce point, le cabinet de Londres veut plutôt fonder sur les principes généraux de la politique internationale sa demande qu'il soit donné satisfaction aux représentations qu'il a formulées à l'occasion du transfert des territoires de l'Etat Indépendant à la Belgique.

Il signale ensuite le préjudice causé aux possessions anglaises, limitrophes, en plusieurs endroits, des territoires congolais, par la mauvaise administration de l'Etat Indépendant.

Outre le droit de l'Angleterre de sauvegarder la tranquillité de ses propres frontières, le memorandum britannique invoque les déclarations échangées avec l'Association internationale africaine pour demander que le transfert de souveraineté introduise au Congo un système de gouvernement qui réponde mieux aux intentions des signataires de ces déclarations, et il estime que l'Etat Indépendant ne s'est pas conformé aux obligations qui en découlaient.

Après avoir exprimé cette opinion, il passe à l'examen de trois points déjà traités dans les mémorandums précédents : *a*) extension des terres à assigner aux indigènes dans un but de commerce et de culture ; *b*) respect du travail libre ainsi que du droit des indigènes de disposer des terres qui leur seront assignées ; *c*) question de l'arbitrage pour l'in-

interprétation des traités qui liaient l'Etat du Congo en matière commerciale.

Sur les deux premiers points, le gouvernement britannique demande des assurances plus précises que celles fournies dans le précédent mémorandum belge. L'application du décret du 3 juin 1906 lui paraît insuffisante pour faciliter aux indigènes le trafic des produits naturels du sol. Il préconise un retour au partage des terres entre les tribus, en se servant des bornes placées par les indigènes eux-mêmes, avant que toutes les terres aient été déclarées propriété de l'Etat. Il cite les méthodes suivies dans différentes colonies anglaises en vue de résoudre la question de la propriété appartenant aux natifs.

Abordant en dernier lieu la question de l'arbitrage, le mémorandum britannique rappelle la réponse à sa proposition de recourir à ce mode de procédure contenue dans le mémorandum belge. Il craint que sa proposition n'ait pas été formulée assez clairement, et, après avoir dit que le gouvernement britannique ne pourrait pas prendre l'engagement de reconnaître le transfert de l'Etat du Congo à la Belgique, si toutes les questions qu'il soulève n'étaient pas réglées d'une façon satisfaisante, il demande une assurance formelle que le gouvernement belge ne se refusera pas de soumettre à un arbitrage toute divergence d'opinion quant à la portée des articles des traités qui liaient l'Etat du Congo en matière commerciale.

Les numéros 2, 3 et 4 sont relatifs à la publication du précédent document dans un Livre blanc que Sir Edward Grey se proposait de communiquer sans délai au Parlement britannique. M. Davignon charge le comte de Lalaing d'exprimer au secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères le regret que les deux gouvernements ne se soient pas entendus comme précédemment pour faire une publication simultanée des mémorandums diplomatiques échangés entre Londres et Bruxelles. Le comte de Lalaing annonce qu'il a prié Sir Edward Grey d'insérer cette communication à la suite du mémorandum britannique du 4 novembre. (Ce qui a été fait.)

Le numéro 5 est une lettre du baron Moncheur communiquant à M. Davignon une note du secrétaire d'Etat américain qui répond à la notification de l'annexion de l'Etat indépendant à la Belgique.

La note revient sur les desiderata d'ordre supérieur formulés dans les mémorandums américains des 7 et 16 avril 1908. Elle insiste particulièrement sur l'exécution par la Belgique des obligations assumées par l'Etat du Congo en vertu de la convention de Bruxelles du 2 juillet 1890, et notamment de celles qui résultent de l'article 2 de cette convention.

Le système adopté par l'Etat du Congo a donné des résultats incompatibles avec ces obligations conventionnelles. La note américaine fait à l'appui de cette assertion un tableau de la condition misérable à laquelle ont été réduits les indigènes, et qui se rapproche beaucoup de l'esclavage.

Le partage du sol entre le gouvernement et les compagnies concessionnaires a eu, dit-elle, pour effet, de dépouiller les natifs de tout droit de propriété.

Le gouvernement des Etats-Unis exprime la confiance que la restitution des terres aux indigènes, par l'application du décret du 3 juin 1906, sera proportionnée à l'importance des droits dont ils ont été privés. Il ne faut pas perdre de vue que le fondement de la souveraineté qu'exerçait l'Etat du Congo se trouve dans les traités conclus avec les chefs du pays ; la suppression des droits des tribus implique la nécessité de les indemniser équitablement.

La note américaine rappelle la proposition contenue dans le mémorandum du 16 avril, de recourir à un arbitrage pour toutes les questions d'ordre purement commercial et économique. Elle se demande si, d'après la réponse du gouvernement belge, du 24 juillet, l'application éventuelle de l'arbitrage sera limitée aux questions relevant de l'Acte général de Berlin, et elle exprime le désir de savoir si la Belgique entend remplir les engagements pris par l'Etat du Congo envers les Etats-Unis non seulement dans les déclarations échangées en 1884, mais aussi dans le traité du 24 janvier 1891.

En l'absence d'une entente complète sur ces points, le secrétaire d'Etat se borne à prendre note du fait de l'annexion.

Dans le numéro 6, le ministre de la Grande-Bretagne communique à M. Davignon un Livre blanc, contenant des rapports des consuls britanniques au Congo relatifs à des faits qui se sont passés sous l'administration de l'Etat indépendant.

Le ministre des affaires étrangères répond dans le numéro 7 à la communication de Sir Arthur Hardinge. Il ne peut lui cacher l'impression pénible que la publication de ces rapports consulaires produira en Belgique.

Parlant des intentions du gouvernement belge, M. Davignon dit que le gouvernement britannique devrait reconnaître combien longue et ardue sera la tâche qui incombe à la Belgique en Afrique, et que les réformes ne pourront être introduites que successivement.

Les rapports des consuls britanniques montrent que ces agents ont dépassé la limite de leurs attributions. Celles-ci doivent se borner à la protection des intérêts de leurs nationaux et à l'envoi de rapports sur la situation des régions comprises dans leur ressort consulaire. Le consul Thesiger emprunte ses informations à des missionnaires, dont l'impartialité peut à bon droit être suspectée.

Le numéro 8 est une dépêche du 12 mars dernier, par laquelle M. Davignon charge le comte de Lalaing de remettre à Sir Edward Grey la réponse du gouvernement belge au mémorandum britannique du 4 novembre précédent.

Le document débute par la réfutation d'un des arguments mis en avant par l'Angleterre pour justifier son intervention dans les affaires congolaises : la contiguïté de ses possessions africaines avec les terri-

toires de l'Etat indépendant. Depuis vingt-cinq ans, il ne s'est produit aucun incident de frontière imputable au régime appliqué à ces territoires.

Au sujet des déclarations échangées avec l'Association Internationale Africaine, et qu'invoque le gouvernement britannique pour justifier son ingérence dans la question de la reprise du Congo, il n'est pas nécessaire de rappeler une fois de plus que la Belgique les a fait siennes, et que l'opinion publique et le Parlement belges ont accueilli avec confiance les engagements pris par le gouvernement à ce sujet.

L'insistance du cabinet de Londres ne saurait s'expliquer par le désir d'être mis au courant, avant le Parlement lui-même, des amendements à introduire dans la législation.

Les Chambres belges ont compris, lors de la discussion du premier budget colonial, que l'œuvre entreprise ne pouvait s'improviser. Le gouvernement belge saura traduire ses intentions par des actes arrêtés dans la plénitude de son indépendance.

Passant aux points visés spécialement dans le mémorandum britannique, la réponse belge conteste que les bornes placées en quelques endroits par les indigènes aient eu d'autre objet que de fixer les limites du territoire politique des tribus. Se servir de ces bornes pour délimiter la propriété des natifs, ce serait vouloir convertir en propriété commune indigène toute la surface du Congo belge.

La réponse rappelle que le partage du territoire en terres indigènes et terres vacantes se poursuit dans le territoire de l'Uganda suivant des procédés de délimitation analogues à ceux prescrits par le décret congolais de 1906.

Elle énonce ensuite et développe des principes dont l'attribution de terres aux indigènes doit s'inspirer : circonstances de fait et nécessités d'avenir.

La dernière partie du mémorandum traite la question de l'arbitrage. Le gouvernement belge y explique les conditions mises par lui à l'acceptation éventuelle du recours à la procédure arbitrale, conditions déjà exposées dans un mémorandum précédent : approbation parlementaire requise par l'article 68 de la Constitution, intervention des autres puissances ayant des possessions dans le bassin conventionnel du Congo et acceptation par elles, pour leurs possessions, de l'interprétation donnée par la sentence de l'arbitre, afin de ne pas créer, contrairement à l'Acte général de Berlin, un traitement différentiel au préjudice de l'une des dites puissances. Ces conditions ont été approuvées par le Parlement belge.

Mais le cabinet de Bruxelles persiste à penser qu'il est un meilleur moyen d'arriver à la solution des questions litigieuses dans le bassin conventionnel et d'assurer l'interprétation uniforme des clauses de l'Acte de Berlin qu'un recours à l'arbitrage ; ce serait une entente directe entre les puissances intéressées.

Le mémorandum annonce que de grandes facilités seront accordées

aux missions religieuses pour le développement des œuvres d'évangélisation, et il se termine par un vœu : la Belgique voudrait accomplir sa tâche civilisatrice dans une atmosphère de calme et de confiance, sans voir ses intentions révoquées en doute, et avec l'assurance que, dans la pensée du gouvernement britannique, son passé est garant de la loyauté de ses déclarations.

Le numéro 9 est une dépêche du ministre des affaires étrangères au comte de Lalaing, datée du 18 mars. M. Davignon charge le ministre de Belgique d'attirer l'attention de Sir Edward Grey sur les attaques de la *Congo Reform Association* contre le gouvernement du roi, auquel elle fait un procès de tendance. On doit se demander quels desseins se cachent sous cette hostilité préméditée. La campagne de la *Congo Reform Association* aura cette déplorable conséquence d'égarer l'opinion publique anglaise sur les résolutions des ministres belges. Elle ne trouvera certainement aucun écho auprès des ministres britanniques, mais elle est de nature à susciter en Belgique de justes susceptibilités, dont les relations amicales des deux peuples pourraient ressentir quelque détriment.

Dans le numéro 10, le comte de Lalaing rend compte d'un entretien avec Sir Edward Grey au sujet de la communication que la dépêche précédente lui prescrivait de faire. Le secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères n'avait pas lu les écrits de M. Morel, mais il déclare que la *Congo Reform Association* est une association complètement indépendante. Il estime que la campagne qu'elle poursuit traduit un sentiment profond qui existe dans le pays et qu'elle cessera seulement par un changement de système. La modération que le gouvernement britannique a montrée provient du fait de la reprise du Congo par la Belgique, Etat constitutionnel.

Le numéro 11 est une dépêche du ministre des affaires étrangères au baron Moncheur, du 12 juin, accompagnant l'envoi de la réponse du gouvernement belge, écrite sous la forme d'un memorandum, à la note américaine du 12 janvier précédent.

Dans ce document, le cabinet de Bruxelles déclare d'abord que la répétition des assurances déjà données par lui au sujet de son intention d'appliquer la convention de Bruxelles du 2 juillet 1890 lui semble inutile.

Répondant aux critiques de la note américaine contre le régime des concessions, il se borne à annoncer la prochaine mise en vente ou en location, au Congo, d'un certain nombre de lots de terres domaniales. Les étrangers, commerçants ou missionnaires, ne manqueront pas de terres à acheter dans la colonie belge. Les actes de concession n'interdisent pas, d'ailleurs, au gouvernement de vendre à des tiers les terres vacantes dans la région concédée.

La réponse réfute ensuite les idées personnelles du gouvernement américain sur les droits de propriété des populations congolaises : il paraît confondre le territoire politique des tribus avec les terres qui font réellement l'objet d'une propriété collective des membres de la tribu.

La réponse relève une phrase de la note américaine d'où il résulte que le cabinet de Washington ne tient aucun compte de la législation constitutive du régime foncier congolais, et elle cite les principes en vertu desquels les droits des indigènes sur le sol se trouvent respectés par les lois.

Le gouvernement belge poursuit dans l'esprit le plus libéral l'application du décret royal du 3 juin 1906 sur l'attribution des terres aux communautés indigènes. Il estime que cette attribution doit s'inspirer à la fois des circonstances de fait actuelles et des nécessités d'avenir, mais il entend se réserver l'exercice absolu de déterminer, d'après ces considérations, l'étendue des terres des natifs.

Une œuvre aussi considérable que celle entreprise par la Belgique ne peut s'improviser ; il y a dans son exécution des transitions à ménager. Une harmonie complète règne entre le cabinet et le Parlement, soutenus par l'opinion publique, dans le but de développer la colonisation du Congo conformément aux intérêts de la civilisation et aux obligations internationales. La nouvelle administration s'est déjà mise à l'œuvre et le ministre des colonies s'est rallié à l'ordre du jour voté par la Chambre pour la substitution du recrutement libre des travailleurs au recrutement pour cause d'utilité publique dans la construction du chemin de fer des Grands-Lacs.

Le mémorandum belge répond ensuite à la question posée par la note américaine quant à la reconnaissance, par la Belgique, des droits conventionnels que le traité conclu, en 1891, par l'Etat indépendant a conférés aux Etats-Unis.

Le gouvernement belge ne perd pas de vue les obligations internationales de l'Etat du Congo. Mais ces obligations n'ont pu survivre toutes à l'annexion. La pratique du droit international, comme le secrétaire d'Etat des Etats-Unis l'a rappelé au ministre du Japon après l'annexion des îles Hawaï, ne laisse aucun doute à cet égard. Le cabinet de Bruxelles est prêt à négocier avec le gouvernement américain un nouvel arrangement pour le recours à l'arbitrage réglé par un article spécial du traité de 1891.

Le mémorandum belge rappelle à ce propos les conditions qui paraissent nécessaires au cabinet de Bruxelles pour l'acceptation éventuelle de l'emploi de la procédure arbitrale. Il ajoute qu'une proposition d'arbitrage ne pourrait viser que les actes de la nouvelle administration coloniale, et qu'à ses yeux un meilleur moyen que l'arbitrage d'arriver à la solution des questions litigieuses serait une entente directe entre les puissances intéressées.

Le mémorandum dit, en terminant, que le gouvernement belge a accordé des facilités pour le développement des œuvres d'évangélisation au Congo et qu'il compte sur le concours du gouvernement des Etats-Unis pour amener les missionnaires américains à obéir aux lois et à respecter les autorités de la colonie.

Par le numéro 12, le comte de Lalaing transmet à M. Davignon un

aide-mémoire du gouvernement britannique répondant au mémorandum du gouvernement belge du 12 mars.

Le gouvernement britannique conteste dans ce document qu'il y ait quelque analogie entre la méthode adoptée dans les protectorats anglais et celle suivie par l'Etat du Congo pour l'octroi de territoires destinés aux indigènes.

Il soutient que le pays est partagé au Congo non seulement au moyen de bornes érigées à une époque relativement récente, mais aussi grâce à des limites parfaitement déterminées qui marquent l'étendue du territoire de chaque tribu.

Le non-règlement de la question de la propriété indigène ne ferait pas toutefois retarder la reconnaissance par la Grande-Bretagne de l'annexion du Congo à la Belgique.

Le gouvernement britannique se préoccupe beaucoup plus de voir mettre un terme au système du travail forcé et de la taxation en nature qui a accompagné la suppression des droits des indigènes. L'aide-mémoire cite plusieurs cas récents de travail forcé et de taxation en nature exagérée.

Il sera impossible au gouvernement britannique de reconnaître l'administration belge tant que ces abus n'auront pas cessé.

L'aide-mémoire annonce que le gouvernement ne refusera pas son appui aux sujets britanniques qui seraient empêchés de faire le commerce au Congo : il est impossible de prévoir si l'application du décret du 3 juin 1906 rétablira la liberté du commerce.

Quant à l'arbitrage, il ne pourra pas avoir lieu en matière commerciale, tant que l'Angleterre n'aura pas reconnu l'annexion de l'Etat du Congo.

Le numéro 13 et dernier est une lettre de M. Liebaert, ministre des finances, gérant le ministère des colonies, à M. Renkin.

Certains faits affirmés dans l'aide-mémoire précédent, et qui seraient de nature à jeter la suspicion sur l'administration coloniale belge, ont attiré l'attention de M. Liebaert : la capitation dans le district du Stanley-Pool aurait été élevée, dit l'aide-mémoire, au point de représenter 40 % du salaire d'un travailleur de l'Etat ; la quantité de caoutchouc exportée du Congo n'a pas varié, et la somme de travail exigée des indigènes n'a pas diminué.

M. Liebaert oppose une dénégation absolue à ces affirmations, et adresse à M. Davignon deux notes qui rectifient les faits avancés.

L'aide-mémoire britannique cite encore un acte de rigueur qui aurait été commis par un fonctionnaire belge dans un village appelé Mibenga. M. Liebaert a prescrit une enquête à ce sujet.

L'annexe I à la lettre précédente contient des renseignements sur l'impôt indigène dans le district du Stanley-Pool, d'où il résulte que le montant total de la capitation y a été réduit de 50 % pour l'exercice 1909.

L'annexe II contient le relevé des quantités de caoutchouc exportées du Congo de novembre 1907 au 30 avril 1908, et de novembre 1908 au 30 avril 1909. Ce n'est qu'une partie insignifiante du caoutchouc récolté depuis le 15 novembre dernier qui a pu arriver à Anvers avant le 1^{er} mai dernier.

AFFAIRES DE PERSE

Livres bleu et blanc anglais.

Un Livre bleu (Cd. 4581), publié le 11 mai 1909 à Londres, donne le texte des télégrammes échangés entre le chah de Perse et le roi Edouard, au mois de juin 1908. Après le bombardement du Parlement, de nombreux libéraux persans s'étaient réfugiés à la légation d'Angleterre, à Téhéran, où le chargé d'affaires M. Marling leur fit l'accueil d'usage. La légation fut cernée. Le chah demanda la livraison des réfugiés, ce qui lui fut refusé.

Le chah télégraphia alors le 26 juin au roi, disant que son chargé d'affaires « avait invité des malfaiteurs à la légation ». Il ajoutait :

« C'est là une intervention manifeste dans les affaires intérieures de la Perse. Il n'y a pas de doute que si au lieu de ce chargé d'affaires il y avait un ministre plein de tact et de jugement comme les autres ministres étrangers, il aurait fermé les portes de la légation de Votre Majesté. Dans ces circonstances, je demande amicalement à Votre Majesté, très bon et exalté frère, de mettre un terme aux actes du chargé d'affaires ».

Le roi répondit, par l'entremise de sir Edward Grey, le 29 juin :

« Je n'ai ni intérêt ni désir d'intervenir en aucune façon dans les affaires intérieures de votre pays que vous gouvernerez, je l'espère, en souverain constitutionnel, avec justice et humanité. Personne n'a été invité à se réfugier dans ma légation. Votre Majesté sait parfaitement que ce n'est pas l'habitude dans son pays de refuser asile aux personnes qui ne sont point coupables de crimes. L'affirmation dans le télégramme de Votre Majesté que mon chargé d'affaires a invité des malfaiteurs à la légation est directement contraire à la vérité. La conduite de vos troupes qui cernèrent ma légation et arrêterent ceux qui en sortaient est une indignité qui ne saurait être tolérée ; et à moins que des mesures ne soient immédiatement prises pour mettre un terme à cette situation, moi et mon gouvernement serons obligés de prendre des mesures pour venger l'honneur de mon drapeau ».

Le gouvernement anglais a publié sur les affaires de Perse un Livre blanc (Cd. 4733) qui fait suite au Livre bleu publié il y a quelques mois sur le même sujet. Ce nouveau recueil de documents va du 30 novembre 1908 au 10 mai 1909. Il embrasse toute la période qui fut marquée par le siège de Tabriz et l'entrée des troupes russes en Perse.

Cette intervention a fait couler beaucoup d'encre. Elle a provoqué de violentes discussions dans la presse anglaise, des questions à la Chambre des communes et l'envoi aux Parlements et journaux d'Europe de protestations formelles des milieux libéraux persans, ceux-là même qui ont aujourd'hui le pouvoir à Téhéran. Comme de récents télégrammes annoncent que les troupes russes sont en voie de prendre leurs quartiers d'hiver à Kasvin et à Tabriz et que cette question de l'occupation russe du nord de la Perse reste à l'ordre du jour des préoccupations immédiates des Persans, il n'est pas inutile de rechercher dans les documents officiels, publiés par le gouvernement anglais d'accord avec le gouvernement russe, quelles furent les raisons qui la provoquèrent et les modalités auxquelles on s'arrêta.

Quand l'accord anglo-russe sur les affaires de Perse fut signé, en 1907, nombreux furent ceux qui doutèrent de son efficacité. On avait peine à croire qu'après un siècle de rivalité manifeste, les deux puissances pourraient renoncer à leur politique, qui cherchait l'équilibre par l'intrigue. Il fallut pourtant se rendre à l'évidence. M. Isvolski, après avoir constaté que ses agents en Perse ne réussissaient pas à se faire nouvel état de choses, les rappela et mit des hommes nouveaux dans ces postes, où la consigne avait été jusque-là de creuser des mines sous les pas des diplomates anglais. Sir Edward Grey prit des mesures analogues. Était-on déjà à ce moment-là renseigné, à Londres et à Saint-Petersbourg sur la force exacte du mouvement constitutionnel ? Il faut croire que non, car presque jusqu'à la veille de la chute de Mohammed Ali, les agents diplomatiques anglais et russes ont affecté de ne pas prendre très au sérieux la marche des Backhtyaris sur Téhéran, et ont cru pouvoir faire maintenir un *statu quo* mitigé de quelques concessions par de simples conseils de modération. L'idée d'un bouleversement complet de la situation politique en Perse n'était pas envisagée à si brève échéance quand l'accord anglo-russe fut signé. Le but alors poursuivi par les cabinets de Saint-James et de Saint-Petersbourg était beaucoup plutôt un règlement général des questions asiatiques qui divisaient les deux puissances et détournaient leur attention des problèmes strictement européens.

On fit en Perse mauvais accueil à l'accord anglo-russe. Dans la délimitation précise des sphères d'influence, on vit une forme déguisée de partage, et les libéraux persans furent les plus décisifs dans leurs protestations. Ils doivent reconnaître aujourd'hui que c'est en somme précisément grâce à l'accord par lequel les deux grandes puissances rivales posaient les armes et renonçaient à leur politique d'hostilité cachée, que le mouvement constitutionnel a pu si rapidement et si brillamment triompher. Sans l'accord, les libéraux auraient trouvé derrière Mohammed Ali les forces de la diplomatie russe, trop heureuse de compromettre aux yeux du souverain persan l'adversaire anglais tenu par ses traditions nationales à donner au moins sa sympathie aux amis de la Constitution. La signature du protocole de septembre 1907 n'a pas permis cette tactique. M. Isvolski, fidèle à sa parole, n'a cessé de répé-

ter à sir Arthur Nicolson, ambassadeur d'Angleterre à Saint-Petersbourg (dépêches du 15 décembre 1908, du 8 mars 1909) et de prouver au gouvernement anglais sa volonté de ne pas prendre parti dans la lutte engagée entre les constitutionnels et le chah.

Chaque fois qu'il s'est agi de prendre la moindre décision (mesures à prendre pour la protection des intérêts russes dans la sphère d'influence russe), M. Isvolski a tenu sir Edward Grey au courant de ses projets. Le gouvernement anglais s'est ainsi trouvé à même de formuler des objections le cas échéant, et d'obtenir des assurances, qui, restant sous forme de documents officiels, sont des garanties pour l'avenir. Tel est précisément le cas pour l'occupation temporaire de l'Azerbeïdjan. On se souvient que Tabriz, où se trouve une petite colonie européenne, fut cerné par les troupes du chah, qui voulaient réduire ce centre de l'agitation libérale. Sans être directement menacée, la colonie européenne risquait d'être prise entre deux feux. Le gouvernement russe estima que l'envoi d'une colonne de secours était nécessaire. Le cabinet de Londres hésita à donner carte blanche. Sir Edward Grey télégraphia le 23 avril 1909 à sir A. Nicolson : « Il paraît désirable qu'une déclaration officielle soit faite, d'après laquelle toute intervention qui pourrait avoir lieu dans quelque partie de la Perse, que ce soit par l'une ou l'autre puissance, sera d'un caractère entièrement temporaire et ne dépassera pas les limites de la tâche précise qui l'aura nécessitée, comme ce que l'on envisage à Tabriz et comme ce qui a motivé notre débarquement à Bouchir. Je pense que M. Isvolski ne verra pas d'objection à la publication d'une telle déclaration. » Trois jours plus tard, M. Isvolski pria son ambassadeur à Londres, le comte Benckendorf, de porter à la connaissance du gouvernement britannique la déclaration suivante : « Les troupes impériales n'auront à rester sur le territoire persan que tant qu'il sera nécessaire pour que la sécurité de la vie et des propriétés des consulats russes et étrangers et de leurs ressortissants soit complètement garantie (1) ».

Nous donnons ci-dessous quelques extraits du Livre blanc sur les affaires de Perse :

Note jointe adressée à S. A. Ala-es-Sultaneh.

Téhéran, le 22 Novembre, 1908.

ALTESSE,

Les Représentants de la Grande-Bretagne et de la Russie ont appris avec étonnement et regret que Sa Majesté Impériale, suivant les mauvais conseils de son entourage et se servant comme prétexte de pétitions qui n'expriment nullement les vrais sentiments de son peuple, a l'in-

(1) Extrait du *Temps*.

tention de ne pas convoquer une Assemblée de Représentants du peuple.

Les Représentants des deux Puissances ne manqueront pas de télégraphier à leurs Gouvernements, pour leur faire savoir cette décision regrettable du Schah, par laquelle il démontre son intention de ne pas remplir les promesses données maintes fois à son peuple et aux deux Représentants; et ils auront pour devoir plus tard de faire des représentations par ordre de leurs Gouvernements pour faire voir à Sa Majesté la nécessité sous laquelle il se trouve, dans ses propres intérêts et dans ceux de son pays, de revenir sur la décision dont il s'agit.

En attendant les instructions de leurs Gouvernements, les deux Représentants, quoique désirant éviter toute ingérence dans les affaires intérieures de la Perse, croient de leur devoir répéter leur conviction que le seul moyen d'apaiser le peuple, qui, à cause de l'attitude du Schah envers la Constitution, se trouve en révolte dans la Province d'Azerbaïjan et dans un état d'effervescence et d'inquiétude dans la capitale, aussi bien que dans les autres provinces, serait de s'affranchir des conseils des personnes intéressées à voir continuer le régime déplorable actuel et de rétablir un régime constitutionnel.

G. BARCLAY.

SABLINE.

Memorandum de M. Isvolsky à Sir A. Nicolson.

Loin de s'améliorer, l'état de choses en Perse se complique de jour en jour et la situation dans laquelle se trouve ce pays devient extrêmement grave. Dans l'Azerbaïdjan les affaires vont en empirant : le pouvoir du Schah n'y existe plus que nominalelement, la lutte des partis continue, l'importation baisse progressivement; tout dernièrement encore le parti révolutionnaire a exigé que les versements dus par la compagnie du télégraphe indo-européen soient remis à la caisse de l'endjoumen de Tauris. Récemment des troubles ont également éclaté à Isfahan et cette ville se trouve à l'heure qu'il est aux mains des Bakhtiari. La population de Méched refuse de payer les impôts. La situation en Ghilan et dans maintes autres provinces est non moins menaçante. Une partie des Moudjtéhids de Nedjef lance des proclamations dans le pays entier afin de soulever la population contre le Schah, en appelant cette dernière à défendre ses droits et privilèges. D'autre part, le trésor du Schah est vide, et l'armée ainsi que l'Administration, n'étant pas rémunérées, se voient contraintes de vivre de pillages et d'exactions opérés sur la population paisible. Si les événements continuent à se dérouler dans cette direction, nul ne peut prédire où s'arrêtera la désorganisation de l'Empire des Kadjars.

La Russie et l'Angleterre, dont les intérêts économiques ont déjà considérablement souffert ces derniers temps à la suite des troubles en

Perse, devraient prendre en sérieuse considération l'état de choses actuel dans ce pays et s'appliquer à fixer un plan d'action en vue de parer à des complications ultérieures pouvant les obliger à se départir de leur attitude passive à l'égard des événements en Perse.

Se conformant strictement au principe de non-intervention dans les affaires intérieures de la Perse, les Gouvernements russe et britannique se sont bornés jusqu'ici exclusivement à donner au Schah des conseils amicaux de rétablir le régime constitutionnel, aboli de fait après les événements du 10 (23) juin 1908. Les deux Gouvernements avaient adopté cette ligne de conduite dans la conviction que la restauration du régime absolu en Perse était impossible et que le seul moyen de pacifier le pays était la réalisation par le Schah des vœux du peuple. En même temps la Russie et l'Angleterre se rendent clairement compte toutes les deux que le rétablissement de la Constitution persane dans une forme identique à celle qui existait avant la dissolution du Medjlis n'est également point désirable, car ceci ne pourrait que précipiter le pays dans un état d'anarchie plus profond encore. Le premier Medjlis, qui s'appuyait sur les endjournements révolutionnaires, a donné des preuves décisives de son incapacité complète de diriger le pays dans une voie nouvelle. Cet avis est partagé par un nombre considérable d'hommes d'élite en Perse qui ont quitté le parti progressif pour se ranger du côté des réactionnaires. Ce fait est une des causes principales des hésitations du Schah.

Le Gouvernement Impérial considère que, dans ces circonstances, une pression sur le Schah afin d'obtenir le rétablissement de la constitution ne saurait à elle seule atteindre le but que les deux Puissances se sont proposé. Si l'on veut arriver à pacifier la Perse, ainsi qu'à établir dans ce pays un ordre stable, il est indispensable non seulement d'y instituer une forme rationnelle de gouvernement représentatif, mais aussi d'aider en même temps le Gouvernement du Schah à introduire les réformes indispensables, parmi lesquelles s'impose en premier lieu une réforme financière, et ensuite des réformes administratives, militaires et judiciaires.

Contrairement à l'opinion généralement établie, la Perse par elle-même est un pays riche, possédant des ressources considérables; ce fait a été constaté, entre autres, par M. Marling, ex-Chargé d'Affaires de la Grande-Bretagne à Téhéran. Mais ses riches ressources sont dilapidées : une partie des revenus du pays est détournée par l'administration corrompue; le reste est dépensé sans aucun profit réel pour le pays, grâce au système financier tout à fait insuffisant, si toutefois il est possible de parler d'un système financier quelconque en Perse. Une branche seulement des ressources de l'Etat est solidement organisée : ce sont les revenus douaniers. Depuis que M. Naus et ses employés belges ont organisé l'administration douanière en Perse, les revenus des douanes de ce pays ont considérablement augmenté; ils ont atteint actuellement la somme d'environ 5,000,000 de roubles par an. En défalquant de cette somme un chiffre de 2,500,000 roubles affectés

annuellement au service des emprunts conclus par la Perse pour 32,000,000 de roubles à la Banque d'Escompte et de Prêts de Perse et pour 2,500,000 roubles à la Banque Impériale de Perse, nous obtenons une somme de 2,500,000 roubles de revenu net par an qui reste aux mains du Gouvernement persan. Une autre source de recettes qui pourrait être fort considérable, mais qui malheureusement ne l'est pas à cause de l'absence complète d'une organisation quelconque, dans le sens européen de ce mot, est le maliat, ou dîme instituée par le Koran sur les biens arrosés par l'eau. La plus grande partie de cette dîme, perçue sur les contribuables dans des proportions extrêmement grandes et avec une rigueur atteignant la cruauté, est détournée presque totalement par les agents de l'Administration entre les mains desquels elle passe pour entrer dans les caisses du Trésor, qui n'en touche en réalité qu'une minime partie. Enfin, le Gouvernement persan dispose d'une troisième source de revenus, laquelle, si elle était dûment régularisée, aurait pu lui assurer l'entretien d'une force armée considérable. Cette source est un impôt militaire spécial que la population est tenue de verser au Gouvernement pour l'entretien d'un certain nombre de soldats qu'en vertu d'un usage immémorial le peuple doit fournir au Schah. En réalité, une grande partie de ces soldats n'est pas appelée sous les armes ; le reste est mal payé, ou pas payé du tout, et les sommes qui auraient dû être affectées à l'entretien des forces armées sont appropriées par les membres de l'Administration.

On voit que les ressources du pays sont très appréciables et, pour que ce dernier puisse sortir de sa situation actuelle, il suffirait d'organiser ses finances et son administration.

Il est fort probable que si le Schah se décide à entrer franchement dans la voie des réformes, il lui faudra disposer d'une certaine somme pour subvenir aux dépenses nécessitées par la réorganisation de son pays. Les recettes actuelles du Gouvernement persan sont suffisantes pour assurer le service d'un nouvel emprunt extérieur, même considérable ; la somme de 2,500,000 roubles qui lui reste actuellement des revenus douaniers pourrait à elle seule suffire à payer les intérêts et l'amortissement d'un emprunt de 32,000,000 de roubles environ. Mais il n'est guère impossible que la Perse soit même en état de se passer d'un emprunt de cette dimension ; elle pourra peut-être se borner à instituer un contrôle sérieux sur ses recettes actuelles pour en augmenter le rendement, et il ne lui faudrait qu'une somme relativement modérée pour faire face aux dépenses que nécessiteraient ses premiers pas dans la voie des réformes.

Si le Gouvernement britannique partage le point de vue exposé plus haut, le Gouvernement Impérial propose un plan d'action commune visant à sauvegarder les intérêts économiques de la Russie et de l'Angleterre en Perse, plan qui pourrait être formulé de la manière suivante :

Il est hors de doute en ce moment que la Perse ne peut sortir de sa position extrêmement difficile qu'au moyen de réformes, parmi lesquelles s'imposent tant une réforme financière, que la réalisation, dans

la mesure du possible, du désir exprimé par la population d'obtenir une forme de gouvernement représentatif. Dans ce but la Russie et l'Angleterre pourraient :

1. Sans s'écarter en quoi que ce soit du principe établi de non-intervention dans les affaires intérieures de la Perse, donner au Schah le conseil amical d'appeler au pouvoir des hommes capables et énergiques ayant déjà fait preuve par leurs actes de leur désir d'aider le pays à sortir de la situation difficile où il se trouve, tels que Saad-ed-Dovleh, qui a élaboré les projets des institutions représentatives en Perse et qui vient d'ailleurs d'être nommé Ministre des Affaires Etrangères, et Nasr-ul-Mouk, lequel, étant Président du Conseil et Ministre des Finances, a rédigé les projets de réorganisation des finances persanes et des lois sur le maliat, ainsi que le premier projet d'un budget normal.

2. Tout en exprimant au Schah le désir de voir instituer en Perse un gouvernement représentatif, dont la nécessité avait été reconnue par lui-même, mais sans insister sur le rétablissement de la forme dans laquelle ce régime existait en 1907-8, lui conseiller de procéder sans délai, à l'aide des personnes mentionnées au § 1^{er} et du Conseil de l'Empire actuel, ainsi que d'autres hommes de mérite, à l'élaboration d'une loi instituant un nouveau corps électif qui répondrait aux us et coutumes historiques du peuple persan, ainsi qu'à ses idées religieuses, satisferait à ses besoins et contribuerait à l'établissement de la paix et de l'ordre en Perse.

3. Si le Schah donne des preuves suffisantes de sa décision de suivre les conseils de la Russie et de l'Angleterre, lui accorder l'appui des deux Puissances en vue de la conclusion d'un emprunt extérieur plus ou moins considérable, à la condition de l'institution d'une commission spéciale composée des directeurs des banques russe et anglaise à Téhéran et de délégués persans, laquelle commission :

(a.) Contrôlerait le déboursement des ressources de l'Etat et veillerait à ce que ces ressources soient affectées exclusivement aux besoins du pays ;

(b.) Surveillerait l'ordre d'élaboration des devis des assignations annuelles pour toutes les branches de l'Administration, ainsi que le mode d'application de ces devis, en conformité avec le budget qui serait dressé par le Département des Finances persan avec l'aide de la commission de contrôle ; et

(c.) Assisterait le Ministère des Finances du Schah dans la revision et la régularisation des lois sur le maliat.

4. Afin de donner au Gouvernement du Schah une preuve de leurs sentiments amicaux envers la Perse dans un moment aussi difficile pour elle, la Russie et l'Angleterre seraient prêtes à mettre à sa disposition une avance de 5,000,000 de francs sur l'emprunt à conclure. Cette avance serait destinée à subvenir aux dépenses immédiates nécessitées par l'introduction des réformes.

Saint-Petersbourg, le 3 (16) janvier, 1909.

Déclaration du parti nationaliste de Téhéran à Sir G. Barclay.

Comme suite aux Circulaires qui ont été soumises précédemment par le Conseil Général de l'Azerbaïdjan et récemment par celui d'Ispahan à votre Excellence, pour être transmises à votre Gouvernement, nous soussignés, représentants du parti constitutionnel de la capitale, avons l'honneur de faire observer à votre Excellence que la Perse ayant été reconnue comme Puissance constitutionnelle et que, conformément aux Articles 23, 24 et 25 de la première partie de la Constitution, tout projet d'emprunt et de Concession doit être préalablement soumis au vote du Medjliss, par conséquent nous avons l'honneur de rappeler encore une fois à votre Excellence que la nation ne se reconnaîtra point débitrice et n'assumera point la moindre responsabilité de tout emprunt ou subvention financière, soit direct, soit indirect, accordé par un Gouvernement étranger, un établissement financier ou commercial, ou des particuliers au Gouvernement Impérial, et ne se trouvera pas obligée à remplir les conditions stipulées de toute Concession accordée pendant la dissolution du Parlement.

Nous prions donc votre Excellence de bien vouloir prendre en considération les Articles précités de la Constitution et de porter le contenu de la présente le plus tôt possible à la connaissance de votre Gouvernement et des établissements intéressés de votre pays, afin que des actes illégaux ne puissent entraver dans l'avenir les bons rapports nationaux et commerciaux des deux pays.

En vous remerciant d'avance pour les démarches que vous aurez l'obligeance de faire, nous prions votre Excellence de vouloir bien agréer, etc.

(Suivent les 31 signatures.)

Téhéran, le 15 Moharrem, 1327 (7 février 1909).

Aide-mémoire.

La teneur définitive du programme des conseils à donner à Sa Majesté le Schah par les Gouvernements russe et britannique serait la suivante :—

1. Les Gouvernements de Russie et de la Grande-Bretagne exigeront de suite du Schah la démission du Sadr-Azam ainsi que celle de l'Emir Bahadour-Djeng ; la démission de ce dernier se rapportera à toutes les fonctions qu'il exerce tant dans le Cabinet des Ministres qu'au Palais. Toutefois, si le Schah s'oppose d'une façon particulièrement opiniâtre

à ce que ce fonctionnaire soit éloigné du Palais, les deux Gouvernements n'insisteront pas sur ce dernier point.

2. La Russie et l'Angleterre obtiendront du Schah le rétablissement du régime constitutionnel en Perse au moyen de l'introduction immédiate des réformes énumérées dans les §§ suivants.

3. Les deux Gouvernements exigeront du Schah la constitution d'un Cabinet composé de personnes dignes de confiance et l'adjonction sans retard au Conseil de l'Empire de personnalités éclairées appartenant à divers partis, lequel Conseil serait chargé d'élaborer et de promulguer une nouvelle loi électorale. Les Légations de Russie et d'Angleterre à Téhéran soumettront au Schah, d'une façon privée, une liste des candidats les plus appropriés à faire partie du Cabinet et du Conseil de l'Empire; il est bien entendu que si le choix du Schah tombe sur des personnes n'inspirant pas la confiance nécessaire aucune avance d'argent ne sera faite à la Perse.

4. Les deux Gouvernements exigeront du Schah une amnistie générale pour tous ceux qui ont pris les armes contre lui et se sont rendus coupables de crimes politiques; il va de soi que cette mesure ne s'étendra pas à ceux des révolutionnaires qui ont commis en outre des crimes de droit commun. Quant aux individus convaincus de brigandage et à d'autres malfaiteurs qui auraient commis des crimes de droit commun en abusant du mouvement constitutionnel, le Gouvernement du Schah sera tenu de donner des garanties de ce qu'aucune peine ne leur sera infligée autrement que par jugement d'un tribunal impartial, ainsi que cela a été fait en son temps par rapport aux personnes qui avaient pris best dans la Légation d'Angleterre à Téhéran.

5. La Russie et l'Angleterre exigeront en outre la fixation immédiate de la date des élections parlementaires, ainsi que de celle de la convocation du Medjliss. Ces dates devront être portées sans retard à la connaissance du pays entier.

6. Le Gouvernement russe pourra, s'il le juge nécessaire, avancer au Gouvernement persan aussitôt que les mesures préparatoires énumérées aux §§ 1 à 5 du programme auront été prises par le Schah, une somme de 2,500,000 francs, destinée à subvenir aux dépenses immédiates nécessitées par l'introduction des réformes. De son côté, le Gouvernement britannique, s'il le juge nécessaire, pourra faire au Gouvernement du Schah une avance du même montant aussitôt que l'assemblée élective aura adopté le projet d'un emprunt extérieur plus ou moins considérable. En présence d'une pareille décision du Medjliss, les deux Puissances accorderont à la Perse leur appui en vue de la conclusion de cet emprunt.

Le Gouvernement Impérial estime que la mise à exécution du programme exposé ci-dessus représente pour la Perse le seul moyen de sortir de la situation presque inextricable où elle se trouve actuellement et que, si le Schah n'accepte pas ce programme dans tous ses

détails, la Russie et l'Angleterre n'auront plus qu'à discontinuer leurs conseils et abandonner Mohammed Ali à ses propres ressources, après quoi il n'aurait plus à compter sur aucun soutien de leur part. En conséquence, le Gouvernement russe trouve désirable qu'en soumettant le programme en question au Schah, les représentants russe et britannique lui fassent une déclaration catégorique dans ce sens.

Aussitôt que l'Ambassade britannique aura informé le Ministère Impérial des Affaires Étrangères de ce que le Cabinet de Londres n'a pas d'objections au texte du programme contenu dans le présent aide-mémoire, ce programme sera immédiatement communiqué par télégraphe au Chargé d'Affaires de Russie à Téhéran afin qu'il fasse auprès du Schah, conjointement avec le Ministre anglais, la démarche prescrite.

Saint-Pétersbourg, le 26 mars (8 avril), 1909.

M. Isvolsky au comte Benckendorff.

Saint-Pétersbourg, le 10 (23) avril, 1909.

(Télégraphique.)

D'après les derniers Rapports du Consul-Général de Russie à Tabriz, la famine qui a éclaté en cette ville met en danger sérieux les Consuls et les ressortissants tant russes qu'étrangers.

Le Chargé d'Affaires de Russie à Téhéran a par conséquent été chargé de déclarer au Schah qu'à moins que des mesures ne soient prises immédiatement à l'effet de pourvoir les Consuls et les ressortissants étrangers ainsi que la population pacifique de la ville des provisions nécessaires un détachement de troupes russes serait expédié de Djulfa, pour la sauvegarde des Consuls et ressortissants étrangers à Tabriz et l'importation dans la ville de provisions suffisantes.

Malgré la promesse du Schah de munir le Prince Ein-ud-Dovleh, Commandant de ses troupes, des ordres nécessaires à cet effet, le dit Commandant persan n'a pas autorisé le ravitaillement de la ville, et la situation des Consuls et étrangers reste comme jusqu'ici critique.

Le Gouvernement Impérial s'est par conséquent vu obligé de recourir aux mesures dont le Schah a été prévenu, et le détachement russe quitte actuellement Djulfa en marche sur Tabriz.

Le but de l'expédition se trouve circonscrit par ce qui précède. Les troupes Impériales n'auront à rester sur territoire persan que tant qu'il sera nécessaire pour que la sécurité de la vie et des propriétés des Consuls russe et étrangers et de leurs ressortissants soit complètement garantie.

Veuillez porter ce qui précède à la connaissance du Gouvernement britannique.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Loi du 5 août 1909 pour assurer des ressources financières au Gouvernement, établir des droits, encourager les industries des Etats-Unis et autres fins.

Le Sénat et la Chambre des Représentants des Etats-Unis d'Amérique, assemblés en Congrès,

Décrètent :

A dater du jour qui suivra le vote de la présente loi, à moins de clauses contraires et spéciales stipulées à la section 2 de ladite loi, il sera imposé, perçu et acquitté sur tous les produits importés aux Etats-Unis et dans leurs colonies (sauf les îles Philippines, les îles de Guam et de Tutuila) les droits suivants, établis dans les tableaux et sous les numéros respectifs de la liste des droits (1).

ARTICLES SOUMIS A DES DROITS

TABLEAU A.

Produits chimiques, Huiles et Couleurs.

Nos du tarif.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES
------------------	------------------------------

1. Acides acétiques ou pyroligneux :

Acide dont la densité ne dépasse pas 1.047, 0.003/4 la livre (0 fr. 085 le kilog.) (2).

(1) *Monnaies, poids et mesures.* L'unité monétaire aux Etats-Unis est le dollar qui se divise en 100 cents et vaut fr. 5.18 (valeur nominale).

Poids. Tonne, kilog. 1.016.047. — Livre (avoir du poids) = 16 onces. — Avoir du poids en kilog. : 0.453. — Once (avoir du poids) Kil. : 0.028. — Livre Troy = 12 onces Troy, kil. : 0.373. — Onces Troy, kil. : 0.031.

Mesures. Bushel, litres : 35.237. — Gallon, 4.405. — Quart, 1.101. — Pint, 0.550. Gallon à vin, 3.785. — Quart à vin, 0.946. — Pint à vin, 0.473. — Gallon à bière, 4.621. — Quart à bière, 1.156. — Pint à bière, 0.578. — Yard = 3 pieds, 0.9144. — Pied = 12 pouces, 0.3048. — Pouce, 0.0254.

Les droits sont indiqués en dollars et d'après les unités de mesures et poids américaines.

(2) Les conversions en unités françaises indiquées entre parenthèses ne sont qu'approximatives et sont données à titre de simple indication.

Acide d'une densité supérieure, 0.02 la livre (0 fr. 23 le kilog.).

Acide acétique anhydre, 0.021/2 la livre (0.29 le kilog.).

Acide borique, 0.03 la livre (0.34 le kilog.).

Acide chromique, 0.02 la livre (0.23 le kilog.).

Acide nitrique, 0.07 la livre (0.80 le kilog.).

Acide lactique : ne contenant pas plus de 40 p. 100 en poids d'acide lactique réel, 0.02 la livre (0.23 le kilog.).

Acide lactique : contenant plus de 40 p. 100. 0.03 la livre (0.34 le kilog.).

Acide oxalique, 0.02 la livre (0.23 le kilog.).

Acide salicylique, 0.05 la livre (0.57 le kilog.).

Acide sulfurique ou huile de vitriol non dénommée, 0.001/4 la livre (0.03 le kilog.).

Acide tannique ou tanin, 0.35 la livre (3.99 le kilog.).

Acide gallique, 0.08 la livre (0.88 le kilog.).

Acide tartrique, 0.05 la livre (0.57 le kilog.).

Acides non dénommés, 25 p. 100 de la valeur.

2. Composés alcooliques, y compris tous les produits consistant en une substance végétale, animale ou minérale, immergée ou mise dans l'alcool, ou saturée d'alcool, non dénommés, 0.60 la livre (6.85 le kilog.), et 25 p. 100 de la valeur.

3. Alcalis, alcaloïdes, huiles distillées, huiles essentielles, huiles exprimées, huiles extraites, ainsi que composés, mixtures et sels chimiques, et graisses, non dénommés, 25 p. 100 de la valeur.

Composés, mixtures et sels chimiques contenant de l'alcool ou dans la fabrication desquels il entre de l'alcool, non dénommés, 0.55 la livre (6.28 le kilog.).

Mais en aucun cas ces produits ne paieront un droit inférieur à 25 p. 100 *ad valorem*.

4. Albumine hydratée, ou bauxite raffinée :

Albumine ne contenant pas plus de 64 p. 100 d'alumine, 0.004 la livre (0.46 le kilog.).

Albumine contenant plus de 64 p. 100 d'alumine, 0.006 la livre (0.69 le kilog.).

Alun, en pains, alun breveté, sulfate d'alumine, alumine en pains :

Alun contenant moins de 15 p. 100 d'alumine et plus de 3/10 p. 100 d'oxyde de fer, 0.01/4 la livre (0.03 le kilog.).

Alun contenant plus de 15 p. 100 d'alumine ou moins de 3/10 p. 100 d'oxyde de fer, 0.003/8 la livre (0.045 le kilog.).

Potasse aluminée, ammoniacque aluminée, 0.001/2 la livre (0.06 le kilog.).

5. Ammoniacque : carbonate, 0.011/2 la livre (0.16 le kilog.).

Ammoniaque muriate ou sel ammoniac, 0.003/4 la livre (0.085 le kilog.).

Ammoniaque liquide anhydre, 0.05 la livre (0.57 le kilog.).

6. Tartre :

Tartre brut (*argol*), et lies de vin brutes, 5 p. 100 de la valeur.

Tartre et lies cristallisés, *argols* en partie raffinées, ne renfermant pas plus de 90 p. 100 de bitartrate de potasse et tartrate de soude ou de potasse, et sels de la Rochelle, 0.03 la livre (0.34 le kilog.).

Tartre renfermant plus de 90 p. 100 de bitartrate de potasse, 0.04 la livre (0.46 le kilog.).

Crème de tartre et tartre breveté, 0.05 la livre (0.57 le kilog.).

7. Cirage de toute espèce et crèmes et préparations pour nettoyer et faire reluire les chaussures, 25 p. 100 de la valeur.

8. Poudre à blanchir, chlorure de chaux, 0.001/5 la livre (0.02 le kilog.).

9. Couperose bleue ou sulfate de cuivre, 0.001/4 la livre (0.03 le kilog.).

10. Noir animal de toute espèce, non dénommé, noir animal propre à la décoloration des sirops de sucre, et charbon roux (*blood char*), 25 p. 100 de la valeur.

11. Borax, 0.02 la livre (0.23 le kilog.).

Borates de chaux, de soude, et autres borates non dénommés, 0.02 la livre (0.23 le kilog.).

12. Camphre raffiné et camphre synthétique, 0.06 la livre (0.68 le kilog.).

13. Craie broyée, épurée, précipitée naturellement ou artificiellement, ou autrement préparée, sous forme de cubes, blocs, bâtons, disques ou autres formes, y compris craie de tailleur, blanc de billard, sanguine, craie de Briançon, 0.01 la livre (0.11 le kilog.).

Articles faits de craie non dénommés, 25 p. 100 de la valeur.

14. Chloroforme, 0.10 la livre (1.14 le kilog.).

15. Goudron de houille :

Goudron teintures et couleurs, non dénommées, 30 p. 100 de la valeur.

Autres produits et préparations, non médicinaux, ni teintures, ni couleurs et non dénommés, 20 p. 100 de la valeur.

16. Cobalt (oxyde de), 0.25 la livre (2.85 le kilog.).

17. Collodion et tous composés de pyroxiline ou autres sels éthérés de cellulose, comme celluloïde ou autres, 0.40 la livre (4.56 le kilog.).

Collodion en blocs, feuilles, barres, tubes, ou autres formes, non

polis, même partiellement, ni en articles finis, même partiellement, 0.45 la livre (5.13 le kilog.).

Collodions polis, en tout ou en partie, ainsi qu'articles finis en tout ou en partie à l'exception des pellicules cinématographiques dans lesquels le collodion, les composés de pyroxiline ou autres sels éthérés de cellulose forment la matière de valeur dominante, 0.65 la livre (7.42 le kilo) et 30 p. 100 de la valeur.

18. Colorant pour l'eau-de-vie, le vin, la bière et autres boissons, 50 p. 100 de la valeur.

19. Copperas ou sulfate de fer, 0.0015/100 la livre (0.017 le kilog.).

20. Drogueries : écorces, fèves, baies, baumes, bourgeons, bulbes, racines bulbeuses, excroissances, fruits, fleurs, fibres sèches, insectes séchés, grains, gommes, gommes-résines, herbes, feuilles, lichens, mousses, noix, noix de galle, racines, tiges, épices, végétaux, graines aromatiques autres que de jardin, mauvaises graines, mauvaises herbes, bois pour l'usage exclusif de la teinture ou du tannage, tous ces produits médicinaux naturels, non composés, non comestibles, non dénommés, mais étant d'une valeur ou d'une espèce supérieure pour avoir subi un traitement quelconque outre l'emballage proprement dit et la préservation de toute moisissure ou détérioration durant la préparation, à condition qu'ils ne contiennent pas d'alcool et qu'on n'ait pas utilisé d'alcool pour les préparer, 0.001/4 la livre (0.03 le kilog.), et 10 p. 100 de la valeur.

21. Ether sulfurique, 0.08 la livre (0.91 le kilog.).

Esprit d'éther nitrique, 0.20 la livre (2.28 le kilog.).

Ethers et essences de fruits, 1.00 la livre (11.42 le kilog.).

Ethers de toute espèce non dénommés, 0.50 la livre (0.71 le kilogr.)

Chlorure d'éthyle, 30 p. 100 de la valeur.

Aucun article visé par ce numéro ne payera un droit inférieur à 25 p. 100 *ad valorem*.

22. Extraits :

Extraits et décoctions de bois de campêche et autres bois de teinture, et extraits d'écorces usuellement employées à la teinture ou au tannage, non dénommés, 0.007/5 la livre (0.09 le kilog.).

Extrait de noix de galle, aqueux, 0.001/4 la livre (0.03 le kilog.), et 10 pour 100 de la valeur.

Extrait de baies de Perse, 20 p. 100 de la valeur.

Extrait de chlorophylle, 20 p. 100 de la valeur.

Extrait de bois de Quebracho : de densité inférieure à 28°, 0.001/2 la livre (0.06 le kilog.).

Extrait de bois de Quebracho : de densité supérieure à 28°, 0.003/4 la livre (0.09 le kilog.).

Extrait d'Hemlock, 0.001/2 la livre (0.06 le kilog.).

Extrait de sumac, et de bois autres que bois de teinture, non dénommés, 0.003/8 la livre (0.068 le kilog.).

Extrait d'origine végétale, prêts pour teindre ou tanner, ne contenant pas d'alcool, non médicaux, non dénommés, 15 p. 100 de la valeur.

23. Gélatine, colle forte, colle de poisson, y compris agar-agar, ou colle de poisson japonaise, et toutes vessies de poisson autres que brutes, séchées ou salées pour la seule préservation, valant jusqu'à 10 cents la livre, 0.021/2 la livre, (0.29 le kilog.).

Gélatine valant plus de 10 cents la livre et moins de 35, 25 p. 100 de la valeur.

Gélatine valant plus de 35 cents la livre, 0.15 la livre (1.71 le kilog.), et 20 p. 100 de la valeur.

Gélatine autre, en feuilles, émulsions ou autres formes et articles manufacturés, entièrement ou principalement en gélatine, non dénommés, 35 p. 100 de la valeur.

Colle légère (*glue size*), 25 p. 100 de la valeur.

24. Glycérine brute, non purifiée, 0.01 la livre (0.11 le kilog.).

Glycérine raffinée, 0.03 la livre (0.34 le kilog.).

25. Indigo, extraits et pâtes, 0.003/4 la livre (0.085 le kilog.).

Indigo, carmin, 0.10 la livre (1.14 le kilog.).

26. Encres et poudres d'encre, 25 p. 100 de la valeur

27. Iode sublimé, 0.20 la livre (2.28 le kilog.).

28. Iodoforme, 0.75 la livre (8.55 le kilog.).

29. Réglisse, extraits, pâtes, bâtons et autres formes, 0.021/2 la livre (0.29 le kilog.).

30. *Chicle*, 0.10 la livre (1.14 le kilog.).

31. Magnésie, carbonate, médicinal, 0.03 la livre, (0.34 le kilog.).

Magnésie calcinée médicinale, 0.07 la livre (0.80 le kilog.).

Magnésie, sulfate ou sels d'Epsom, 0.001/5 la livre (0.02 le kilog.).

32. Huiles :

Huile *Alizarine assistant*, acide sulfo-ricinoléique, acide ricinoléique, et savons contenant de l'huile de ricin, de toute forme, renfermant d'huile de ricin :

50 p. 100 et plus, 0.30 le gallon (41.05 l'hectol.).

moins de 50 p. 100, 0.15 le gallon (20.53 l'hectol.).

Autres *alizarines assistants* et graisses solubles, employées pour adoucir, teindre ou finir, non dénommées, 30 p. 100 de la valeur.

33. Huile de ricin, 0.35 le gallon 47.90 l'hectol.

34. Huile de foie de morue, 0.15 le gallon (20.53 l'hectol.).

35. Huile de lin, d'œillette et de pavot, brute, cuite ou oxydés, par gallon de 7 livres $1/2$, 0.15 le gallon (20.53 l'hectol.).

36. Huile de pommes de terre ou alcool amylique, 0.001/4 la livre (0.03 le kilog.).

37. Huile de chènevis, 0.10 le gallon (13.69 l'hectol.).

Huile de colza, 0.10 le gallon (13.69 l'hectol.).

38. Huile d'olives non dénommée, 0.40 le gallon (54.74 l'hectol.).

Huile d'olives en bouteilles, cruches, barils, récipients de fer-blanc, ou récipients similaires, contenant moins de 5 gallons chacun, 0.50 le gallon (65.45 l'hectol.).

39. Huile de menthe, 0.25 la livre (2.85 le kilog.).

40. Huile de phoque, de hareng, de baleine (*sod oil*), et autres huiles de poisson non dénommées, 0.08 le gallon (10.95 l'hectol.).

41. Opium, brut, non manufacturé, renfermant 9 p. 100 et plus de morphine, 1.50 la livre (17.13 le kilog.).

Opium de même composition, sec, en poudre ou autrement, mais un peu manufacturé, 2.00 la livre (22.84 le kilog.).

Opium, sulfate de morphine et alcaloïdes, sels et éthers d'opium, 1.50 l'once (18.49 l'hectol.).

Opium, cocaïne ecgonine et tous leurs sels et leurs dérivés, 1.50 l'once (18.49 l'hectol.).

Opium, feuilles de coca, 0.05 la livre (0.57 le kilog.).

Opium, solutions aqueuses pour l'usage médical, teintures, telles que le laudanum et autres préparations liquides non dénommées, 40 p. 100 de la valeur.

Opium renfermant moins de 9 p. 100 de morphine, 6.00 la livre (68.52 le kilog.).

NOTE. Les préparations d'opium mises en entrepôt n'en pourront être retirées sans payer les droits, et ces droits ne seront pas remboursés.

De plus, ces produits devront être fabriqués conformément aux dispositions de la loi intitulée : « Loi prohibant l'importation et l'usage de l'opium dans un but autre qu'un but médical », approuvée le 9 février 1909.

42. Baryte : Sulfate de baryte et terres barytifères : bruts, 1.50 la tonne (3.83 les 1.000 kilog.).

Baryte manufacturés, 5.25 la tonne (26.77 les 1.000 kilog.).

43. Bleus de Berlin, de Prusse, de Chine et autres à base de ferrocyanure, en pâte, secs, broyés à l'huile ou broyés à l'eau, 0.08 la livre (0.92 le kilog.).

44. Blanc fixe ou sulfate artificiel de baryte, blanc de satin et sulfate artificiel de chaux, 0.001/2 la livre (0.06 le kilog.).

45. Noir d'os, d'ivoire, noir végétal, quelle que soit leur dénomination, y compris noir animal et noir de fumée, secs ou broyés à l'huile ou à l'eau, 25 p. 100 de la valeur.

46. Jaune et vert de chrome et autres couleurs dérivées du chrome, dont le plomb et le bichromate de potasse ou de soude sont un des éléments ; en pâte, secs ou broyés à l'huile ou à l'eau, 0.043/8 la livre (0.505 le kilog.).

47. Ocre et terres d'ocre, Sienne et terres de Sienne, Ombre et terre d'Ombre, non dénommées :

Brutes ou non pulvérisées, ni lavées, 0.001/8 la livre (0.013 le kilog.).

Lavées ou en poudre, 0.003/8 la livre (0.04 le kilog.).

Broyées à l'huile ou à l'eau, 0.01 la livre (0.11 le kilog.).

48. Mine orange, 0.031/4 la livre (0.37 le kilog.).

49. Minium, 0.025/8 la livre (0.33 le kilog.).

50. Outremer sec, en pâte ou broyé avec de l'eau et bleu à linge renfermant de l'outremer, 0.03 la livre (0.34 le kilog.).

51. Vernis, y compris le vernis dit *gold size* ou *japan*, 25 p. 100 de la valeur.

Couleurs à l'émail fabriquées au vernis, 35 p. 100 de la valeur.

Vernis à l'alcool contenant plus de 5 o/o d'alcool méthylique, 0.35 le gallon (0.47 le litre), et 35 p. 100 de la valeur.

Vernis à l'alcool contenant moins de 5 o/o d'alcool méthylique, 1.32 le gallon (1.80 le litre), et 35 p. 100 de la valeur.

52. Vermillons contenant du mercure, secs ou broyés à l'huile ou à l'eau, 0.10 la livre (1.14 le kilog.).

Vermillon sans mercure, fabriqué avec du plomb ou contenant du plomb, 0.047/8 la livre (0.525 le kilog.).

53. Céruse ou blanc contenant du plomb, séchée ou en pâte, broyée ou mélangée avec de l'huile, 0.021/2 la livre (0.29 le kilog.).

54. Blanc de craie et blanc de Paris sec, 0.001/4 la livre (0.03 le kilog.).

Broyé à l'huile ou sous forme de mastic, 0.001/2 la livre (0.06 le kilog.).

55. Zinc (Oxyde de) et couleur au zinc, mais ne renfermant pas de plomb :

Sec, 0.01 la livre (0.11 le kilog.).

Broyé à l'huile, 0.013/4 la livre (0.20 le kilog.).

Sulfure de zinc blanc, 0.011/4 la livre (0.14 le kilog.).

Chlorure et sulfate de zinc, 0.01 la livre (0.11 le kilog.).

56. Couleurs et peintures autres, brutes, sèches, ou mélangées ou

broyées à l'huile ou à l'eau, ou dans un autre liquide que l'huile, non dénommées, y compris couleurs à l'oxyde de fer, siccatifs, laques, pastels, fusains, smalts et glaçures (frostings), 30 p. 100 de la valeur.

Vernis, émaux et couleurs servant uniquement dans la fabrication de la céramique, articles émaillés et en verre, 30 p. 100 de la valeur.

Toutes les couleurs dites couleurs d'artistes, en tubes, pains, ou autrement, 30 p. 100 de la valeur.

57. Vert de Paris et pourpre de Londres, 15 p. 100 de la valeur.

58. Dérivés du plomb :

Acétate de plomb blanc, 0.03 la livre (0.34 le kilog.).

Brun, gris ou jaune, 0.02 la livre (0.23 le kilog.).

Nitrate de plomb, 0.021/4 la livre (0.26 le kilog.).

Litharge, 0.021/2 la livre (0.29 le kilog.).

59. Phosphore, 0.18 la livre (1.95 le kilog.).

60. Potasse : Chromate et bichromate, 0.02 1/4 la livre (0.26 le kilog.).

61. Caustique et hydrate de potasse raffiné en bâtons ou en feuilles, 0.01 la livre (0.11 le kilog.).

Chlorate de potasse, 0.02 la livre (0.23 le kilog.).

62. Sodate, iodhydrate et iodure, 0.25 la livre (2.85 le kilog.).

63. Nitrate de potasse ou salpêtre, raffiné, 0.001/2 la livre (0.06 le kilog.).

64. Prussiate rouge, 0.08 la livre (0.92 le kilog.).

Jaune, 0.04 la livre (0.46 le kilog.).

Cyanure de potassium, 12 1/2 p. 100 de la valeur.

65. Préparations médicinales, contenant de l'alcool ou dans la préparation desquelles on emploie de l'alcool, non dénommées, 0.55 la livre (6.25 le kilog.).

NOTE. Le droit sur ces préparations ne devra en aucun cas être inférieur à 25 p. 100 de leur valeur.

Calomel et autres préparations médicinales au mercure, 35 p. 100 de la valeur.

Préparations médicinales, autres, non dénommées, 25 p. 100 de la valeur.

NOTES. Tous les alcaloïdes, baumes, produits chimiques, drogues, extraits, produits médicinaux, huiles, sels ou substances similaires, destinés à un emploi médical, dénommés ou non, soumis ou non à des droits, lorsqu'ils sont importés en capsules, pilules, tablettes, losanges, pastilles, ou formes similaires, devront acquitter au moins les droits établis par le présent tarif sur les préparations médicinales.

66. Emplâtres de toute espèce et taffetas d'Angleterre, 25 p. 100 de la valeur.

67. Parfumerie, y compris eau de Cologne et autres eaux de toilette, articles de parfumerie en sachets ou autrement, et toutes préparations pour les cheveux, la bouche, les dents ou la peau, telles que cosmétiques, dentifrices, pâtes, fards, pommades, poudres, et autres articles de toilette :

Parfumerie contenant de l'alcool ou dans la fabrication ou la préparation desquels on a employé de l'alcool, 0.60 la livre (6.80 le kilog.), et 50 p. 100 de la valeur.

Parfumerie ne contenant pas d'alcool, ou dans la fabrication ou la préparation desquels on n'a pas employé d'alcool, 60 p. 100 de la valeur.

Eaux florales, eaux de fleur, ne contenant pas d'alcool, 20 p. 100 de la valeur.

68. Santonine et tous ses sels titrés à 80 p. 100 et plus, 0.50 la livre (5.71 le kilog.).

69. Savons :

Savon dur, dit *Castile soap*, 0.011/4 la livre (0.14 le kilog.).

Savon de fantaisie, parfumé et tous savons de toilette, 50 p. 100 de la valeur.

Savons médicaux ou médicamenteux, 0.20 la livre (2.28 le kilog.).

Savons autres non dénommés, 20 p. 100 de la valeur.

70. Soude :

Soudes bicarbonates, hypercarbonates et *saleratus* et autres alcalis contenant 50 p. 100 ou plus de bicarbonate de soude, 0.005/8 la livre (0.06 le kilog.).

71. Chromate et bichromate, 0.013/4 la livre (0.06 le kilog.).

72. Cristaux et carbonate de soude concentrés ou monohydrate, ou sesqui-carbonate de soude, 0.001/4 la livre (0.03 le kilog.).

Chlorate de soude, 0.011/2 la livre (0.17 le kilog.).

73. Soude caustique ou hydrate de soude, 0.001/2 la livre (0.06 le kilog.).

Nitrate, 0.02 la livre (0.23 le kilog.).

Hyposulfite et sulfite ne contenant pas plus de 35 p. 100 de sulfite de soude, 0.003/8 la livre (0.045 le kilog.).

Sulfite de soude concentré ou contenant plus de 35 p. 100 de sulfite de soude, 0.003/4 la livre (0.09 le kilog.).

74. Sels ou cristaux de soude non concentrés, 0.001/6 la livre (0.019 le kilog.).

75. Cendres de soude, 0.001/4 la livre (0.03 le kilog.).

Arséniate de soude, 0.001 la livre (0.114 le kilog.).

76. Silicates et autres silicates alcalins, 0.003/8 la livre (0.045 le kilog.).

77. Sulfate de soude (*salt-cake*, *niter-cake*), 1.00 la tonne (5.10 les 1.000 kilog.).

78. Mousses et herbes de mer, algues marines, plantes marines, manufacturées ou teintées, 10 p. 100 de la valeur.

79. Eponges :

Eponges brutes, 20 p. 100 de la valeur.

Eponges ouvrées, ou ouvrages dont l'éponge est l'élément principal comme valeur, non dénommés, 30 p. 100 de la valeur.

80. Strychnine et ses sels, 0.15 l'once (1.875 l'hectog.).

81. Soufre :

Soufre raffiné ou sublimé et fleur de soufre, 4.00 la tonne (20.40 les 1.000 kilog.).

82. Sumac moulu, 0.003/10 la livre (0.03 le kilog.).

73. Vaniline, 0.20 l'once (3.10 l'hectog.).

TABLEAU B.

Terres, Poterie et Verrerie.

Briques et tuiles :

84. Briques réfractaires, ne pesant pas plus de 10 livres chaque :

Briques non vernissées, ni émaillées, ni décorées, ni autrement ornées, 1.25 la tonne (6.37 les 1.000 kilog.).

Briques vernissées, émaillées, décorées ou ornées, 35 p. 100 de la valeur.

Briques pesant plus de 10 livres chaque, non dénommées :

Briques non vernissées, ni émaillées, ni autrement décorées, 30 p. 100 de la valeur.

Briques vernissées, émaillées, ornées ou décorées, 35 p. 100 de la valeur.

Briques en magnesite, « *chrome bricks* » et briques non réfractaires, non vernissées, ni émaillées, ni peintes, ni vitrifiées, ni ornées, ni autrement décorées, 25 p. 100 de la valeur.

Briques vernissées, émaillées, peintes, vitrifiées, ornées ou autrement décorées, 35 p. 100 de la valeur.

85. Tuiles, unies, non vernissées, d'une seule couleur, d'une dimen-

sion supérieure à 2 pouces carrés, 0.04 le pied carré (2.28 le mètre carré).

Tuiles glacées, encaustiquées, céramiques, mosaïques, vitrifiées, semi-vitrifiées, flint, à claire-voie (*spar*), gaufrées, émaillées, ornées, peintes, dorées, et toutes autres tuiles céramiques et similaires de toutes dénominations, sauf *pill-tiles* :

Tuiles jusqu'à une valeur de 40 cents par pied carré, 0.08 le pied carré (4.56 le mètre carré).

Tuiles de plus de 40 cents par pied carré, 0.10 le pied carré (5.70 le mètre carré), et 45 p. 100 de la valeur.

Carreaux, 45 p. 100 de la valeur.

Manteaux de cheminée, frises et articles de toute espèce faits entièrement ou principalement de tuiles ou similaires, 60 p. 100 de la valeur.

Ciment, chaux et plâtre :

86. Ciment romain, de Portland et autres ciments hydrauliques :

Ciment en barils, sacs et autres (y compris le poids du contenant), 0.08 les 100 livres (0.91 les 100 kilog.).

Ciment en vrac, 0.07 les 100 livres (0.80 les 100 kilog.).

Ciment autre, non dénommé, 20 p. 100 de la valeur.

87. Chaux, y compris le poids du contenant, 0.05 les 100 livres 0.57 les 100 kilog.).

88. Plâtre : brut, 0.30 la tonne (1.53 les 1.000 kilog.).

Plâtre moulu ou calciné, 1.75 la tonne (8.925 les 1.000 kilog.).

Matière siliceuse durcissante employée par les fabricants de papiers (*pearl hardening*), 20 p. 100 de la valeur.

Ciment de Keene et autres ciments dont le plâtre forme la matière de plus grande valeur, valant jusqu'à dollars 10, 3.50 la tonne (17.85 les 1.000 kilog.).

De 10 à 15 dollars, 5 » la tonne (25.50 les 1.000 kilog.).

De 15 à 30 dollars, 10.00 la tonne (51 » les 1.000 kilog.).

De plus de 30 dollars, 14.00 la tonne (71.40 les 1.000 kilog.).

89. Pierre ponce : ouvrée en tout ou en partie, 0.003/8 la livre (0.033 le kilog.), et 15 p. 100 de la valeur.

Pierre brute, valant jusqu'à 15, la tonne, 30 p. 100 de la valeur.

Pierre brute, valant plus de 15, la tonne, 0.01/4 la livre (0.03 le kilog.).

Ouvrages en pierre ponce, ou dont la pierre ponce forme la matière de plus grande valeur, non dénommés, 35 p. 100 de la valeur.

90. Argiles ou terres :

Argiles brutes, non dénommées, 1.00 la tonne (5.10 les 1.000 kilog.).

Argiles ouvrees, non dénommées, 2.00 la tonne (10.20 les 1.000 kilog.).

Kaolin, 2.50 la tonne (12.75 les 1.000 kilog.).

Calcaire bitumeux, 0.50 la tonne (2.55 les 1.000 kilog.).

Asphalte et bitume :

Bruts : ni séchés, ni autrement manufacturés, 1.50 la tonne (7.65 les 1.000 kilog.).

Bruts : séchés ou manufacturés, 3.00 la tonne (15.30 les 1.000 kil.).

Bauxite brute non raffinée ni préparée, 1.00 la tonne (5.10 les 1.000 kilog.).

Terre à foulon brute, 1.50 la tonne (7.65 les 1.000 kilog.).

Terre ouvree ou manufacturée, 3.00 la tonne (15.30 les 1.000 kilog.).

Spath fluor, 3.00 la tonne (15.30 les 1.000 kilog.).

91. Mica brut ou découpé grossièrement, 0.05 la livre (2.28 le kilog.), et 20 p. 100 de la valeur.

Mica coupé, plaques de mica ou *built up mica*, et tous ouvrages de mica ou dont le mica forme la matière de plus grande valeur, 0.10 la livre (1.14 le kilog.), et 20 p. 100 de la valeur.

92. Faïence et porcelaine : faïence jaune, brune ou grise commune, grès communs unis, en bosse, ou vernis, et creusets, non décorés ni ornés, 25 p. 100 de la valeur.

Faïence de Rockingham, 40 p. 100 de la valeur.

93. Porcelaine, parian, biscuit, faïence et grès y compris les cages de pendules avec ou sans mouvement, *pill-tiles*, plaques, ornements, jouets, breloques (*charms*), vases, statuettes, tasses, pots et lampes fabriqués en tout ou en partie avec ces matières, et ouvrages dont ces matières forment l'élément principal, non dénommés :

Peints, teintés, en couleur, émaillés, imprimés, dorés ou autrement ornés ou décorés, 60 p. 100 de la valeur.

94. Blancs, non décorés, ni autrement ornés, 55 p. 100 de la valeur.

95. Articles faits entièrement de terres, de substances minérales, ou dont ces matières forment l'élément principal en valeur, non dénommés susceptibles ou non de décoration, mais non décorés, 35 p. 100 de la valeur.

Les mêmes, décorés, 45 p. 100 de la valeur.

Charbon non dénommé, 20 p. 100 de la valeur.

Electrodes, balais, plaques et disques composés exclusivement de charbon ou dont le charbon est l'élément de plus grande valeur, 30 p. 100 de la valeur.

96. Cornues à gaz, 20 p. 100 de la valeur.

Becs de brûleurs, 0.10 la grosse (0.52 la grosse), et 15 p. 100 de la valeur.

Charbons pour lampes électriques complètement ou partiellement terminés, composés entièrement de coke de pétrole, 0.35 les 100 pieds (6.05 les 100 mètres).

Charbons composés principalement de noir de fumée ou de charbon de cornue, 0.65 les 100 pieds (11.23 les 100 mètres).

Charbons pour tubes à filtre, 35 p. 100 de la valeur.

Charbons pour vases poreux de carbone pour batteries électriques, sans métal, 20 p. 100 de la valeur.

97. Verre et verrerie : Bouteilles, fioles, bocaux, dames-jeannes couvertes ou non, et touries, en verre uni, vert ou de couleur, pressé ou moulé, ou en cristal, vides ou pleins, non dénommés, et que leur contenu soit impossible ou non (excepté ceux qui contiennent des articles soumis à un droit *ad valorem*, ou pour lesquels le droit est basé sur tout ou partie de la valeur ; ces récipients paieront suivant le droit applicable à leur contenu) :

D'une capacité supérieure à une pinte, 0.01 la livre (0.11 le kilog.).

D'une pinte à un quart de pinte, 0.011/2 la livre (0.17 le kilog.).

Moins d'un quart de pinte, 0.50 la grosse (2.59 la grosse).

NOTE. Dans aucun cas les articles ci-dessus n'acquitteront un droit inférieur à 40 p. 100 *ad valorem*. De plus, les termes bouteilles, fioles, bocaux, dames-jeannes, touries employés ici ne s'appliqueront qu'aux articles employés habituellement pour contenir et transporter les marchandises, et faits pour cet usage, et non aux appareils et accessoires de chimie ou servant à d'autres opérations.

98. Bouteilles et carafes en verre, et tous autres articles entièrement ou principalement en verre, taillés, gravés, peints, décorés, ornés, colorés, teints, argentés, dorés, craquelés, estampés, d'une manière quelconque, passés à l'émeri (à moins que cette opération n'ait été faite que pour le bouchage ou dans un autre but que l'ornementation), et tous articles entièrement ou principalement en verre soufflé, dans un moule ou autrement, y compris toutes bouteilles ; tous ces récipients, pleins ou vides, que leur contenu soit impossible ou exempt de droits, 60 p. 100 de la valeur.

NOTE. Les bouteilles à bouchons de cristal taillé seront considérées pour le paiement des droits comme formant un tout avec ces bouchons.

99. Verre non poli, cylindre, crown-glass et verre à vitres ordinaire :

a) ne dépassant pas 150 pouces carrés, évalués à plus de 1 cent 1/2 par livre, 11 1/4 la livre (0.14 le kilog.).

b) évalués à plus de 1 cent 1/2 par livre, 13/8 la livre (0.143 le kilog.).

c) en dessus et ne dépassant pas 384 pouces carrés, évalués à pas plus de 1 cent 3/4 par livre, 13/4 la livre (0.20 le kilog.).

d) évalués à plus de 1 cent 3/4 par livre, 17/8 la livre (0.22 le kilog.).

e) en dessus et ne dépassant pas 720 pouces carrés, évalués à pas plus de 2 cents $\frac{1}{8}$ par livre, $\frac{21}{4}$ la livre (0.26 le kilog.).

f) évalués à plus de 2 cents $\frac{1}{8}$ par livre, $\frac{23}{8}$ la livre (0.263 le kilog.).

g) en dessus et ne dépassant pas 864 pouces carrés, $\frac{23}{4}$ la livre (0.32 le kilog.).

h) en dessus et ne dépassant pas 1.200 pouces carrés, $\frac{31}{4}$ la livre (0.37 le kilog.).

i) en dessus et ne dépassant pas 2.400 pouces carrés, $\frac{33}{4}$ la livre (0.43 le kilog.).

j) en dessus, $\frac{31}{4}$ la livre (0.49 le kilog.).

NOTE. Le verre soufflé, le crown-glass et le verre à vitres ordinaire, non polis, importés en caisses, représenteront autant que les dimensions le permettent, 50 pieds carrés, et le droit sera perçu sur le poids réel du verre.

100. Verre soufflé et crown-glass, polis, ayant jusqu'à 384 pouces carrés, 0.04 le pied carré (2.23 le mètre carré).

jusqu'à 720 pouces carrés, 0.06 le pied carré (3.35 le mètre carré).

jusqu'à 1.440 pouces carrés, 0.12 le pied carré (6.70 le mètre carré).

au-dessus, 0.15 le pied carré (8.36 le mètre carré).

101. Verre à glaces brut, cannelé, cylindré, aussi renfermant à l'intérieur un treillis en fil de fer, non compris le verre soufflé, le crown-glass et le verre à vitres ordinaire, ayant jusqu'à 384 pouces carrés, 0.003/4 le pied carré (0.42 le mètre carré).

jusqu'à 720 pouces carrés, 0.011/4 le pied carré (0.70 le mètre carré).

au-dessus, 0.013/4 le pied carré (0.98 le mètre carré).

NOTE. Tout verre à glaces brut, cannelé, cylindré, pesant plus de 100 livres (45 kilogr. 359) par 100 pieds carrés (9 m. 29), payera pour l'excédent un droit additionnel d'après le tarif ci-dessus, et ledit verre à glace dépoli ou givré sera passible du même droit que le verre à glace coulé et poli non étamé.

102. Verre coulé et poli, fini ou non, non étamé, ayant jusqu'à 384 pouces carrés, 0.10 le pied carré (5.60 le mètre carré).

jusqu'à 720 pouces carrés, 0.121/2 le pied carré (6.98 le mètre carré).

au-dessus, 0.221/2 le pied carré (12.48 le mètre carré).

103. Verre à glaces coulé et poli, verre soufflé et crown-glass, étamés, verres à miroirs de plus de 144 pouces carrés et ne dépassant pas 384 pouces carrés, 0.11 le pied carré (6.10 le mètre carré).

de 384 à 720 pouces carrés, 0.13 le pied carré (7.21 le mètre carré).

au-dessus, 0.25 le pied carré (13.85 le mètre carré).

NOTE. Les verres à miroirs ou à glaces, étamés, ne paieront pas,

lorsqu'ils sont encadrés, un droit inférieur à celui qui frappe les verres similaires importés sans encadrement, mais ils paieront en sus le droit applicable aux encadrements lorsqu'ils sont imposés séparément.

104. Les verres à glaces polis, étamés ou non, et le verre soufflé, crown-glass et verre à vitres ordinaires étamés ou non, polis ou non, craquelés, courbés, obscurcis, passés au sable, émaillés, biseautés, gravés, à relief, rendus brillants, teints, colorés, peints, ornés ou décorés, seront soumis à un droit additionnel de 5 p. 100 *ad valorem* en sus du droit auquel ils sont imposables.

105. Lunettes, lorgnons et leurs montures ou pièces détachées, finies ou non, valant jusqu'à 40 cents la douzaine, 0.20 la douzaine (1.03 la douzaine), et 15 p. 100 de la valeur.

valant de 40 cents à 1 dollar 50 la douzaine, 0.45 la douzaine (2.33 la douzaine), et 20 p. 100 de la valeur.

au-dessus de 1 dollar 50 cents la douzaine, 50 p. 100 de la valeur.

106. Verres lenticulaires, pebble ou pâte, pressés ou moulés, polis et sphériques, cylindriques ou prismatiques, plans, convexes ou concaves, entièrement ou en partie manufacturés, avec bords non émeulés, 45 p. 100 de la valeur.

avec bords émeulés ou biseautés, 0.10 les 12 paires (0.52 les 12 paires), et 45 p. 100 de la valeur.

107. Lames de verre, d'une largeur maxima de 3 pouces, émeulées ou polies sur une seule face ou sur les deux, cylindres ou prismes, et verres pour lanternes magiques, 45 p. 100 de la valeur.

108. Lorgnettes de théâtre ou de campagne, télescopes, microscopes, lentilles pour photographies et projections et autres instruments d'optique, et leurs cadres et montures, non dénommés, 45 p. 100 de la valeur.

109. Verre à vitres peint ou coloré, et ses parties, et miroirs à main, n'ayant pas plus de 144 pouces carrés avec ou sans cadres ou étuis, et tous ouvrages en verre ou pâte ou dont le verre ou la pâte sont la partie principale en valeur, non dénommés, 45 p. 100 de la valeur.

110. Email fusible, 25 p. 100 de la valeur.

Tuiles et tuilerie en opale ou verre soufflé, 60 p. 100 de la valeur.

111. Marbre, pierres et leurs dérivés :

Marbre et onyx en blocs bruts ou seulement équarris, 0.65 le pied cube (118.90 le mètre cube).

dentelés, parés, ayant plus de 2 pouces d'épaisseur, 1.00 le pied cube (182.80 le mètre cube).

Plaques ou dalles de pavage de marbre ou onyx, n'ayant pas moins de 4 pouces de superficie et un pouce d'épaisseur, 0.08 le pied carré (4.46 le mètre carré).

ayant plus d'un pouce et pas plus de 1 pouce 1/2 d'épaisseur, 0.10 le pied carré (5.60 le mètre carré).

ayant de 1 pouce 1/2 à 2 pouces d'épaisseur, 0.12 1/2 le pied carré (6.98 le mètre carré).

Les articles ci-dessus, aplanis en tout ou en partie, paieront en plus 2 cents par pied carré.

Cubes de mosaïque, de marbre, de brèche ou d'onyx, n'ayant pas plus de 2 pouces cubiques :

non assemblés, 0.001/4 la livre (00.3 le kilog.), et 20 p. 100 de la valeur.

assemblés et fixés sur du papier ou autres matières, 0.05 le pied carré (0.57 le mètre carré), et 35 p. 100 de la valeur.

112. Marbre, brèche, onyx, albâtre, jais, entièrement ou partiellement sous forme de monuments, sièges, vases et autres articles, ou dont ces substances sont le principal composant en valeur, et article entièrement ou partiellement en agate, cristal de roche ou autres pierres demi-précieuses, excepté celles taillées pour la bijouterie et ne pouvant servir qu'à cet usage, non dénommés, 50 p. 100 de la valeur.

113. Pierres meulières, ouvrées ou montées en meules, 15 p. 100 de la valeur.

114. Pierre de taille, granit, grès, pierres calcaires, toutes pierres pour constructions et monuments, excepté marbre, brèche et onyx, non dénommés :

sciés, dressés ou polis, 50 p. 100 de la valeur.

bruts, 0.10 le pied cube (18.29 le mètre cube).

115. Meules à repasser, finies ou non, 1.75 la tonne (9.99 les 1.000 kilog.).

116. Ardoise : ardoises, tablettes et manteaux de cheminées, dessus de tables, ardoises pour toitures, et autres articles en ardoise, non dénommés, 20 p. 100 de la valeur.

TABLEAU C.

Métaux et ouvrages en métaux (1).

117. Minerai de fer, y compris celui renfermant du manganèse, et scories ou résidus de pyrites grillées, 0.15 la tonne (0.852 les 1.000 kilog.).

(1) Les produits en métal étant très pesants et se vendant par quantités considérables, nous n'avons pas adopté l'unité américaine, la livre transformée en kilogramme ; cette conversion donne des écarts de près de 4 p. 100 (3,817 p. 100), nous avons pris 100 kilogrammes comme unité française.

Dans le calcul des droits, aucune réduction ne sera faite sur le poids du minerai en raison de l'humidité qui pourrait s'y être adjointe chimiquement ou physiquement.

118. Fer en gueuses, saumons, fonte lamelleuse, ferro-manganèse, 2.50 la tonne (14.27 les 1.000 kilog.).

Déchets de fer fondu et de fer ouvré et déchets d'acier (fonte exclue), 1 » la tonne (5.68 les 1.000 kilog.).

NOTA. Ne seront considérés comme déchets de fer et d'acier que ceux qui ne seront propres qu'à être travaillés.

119. Fers en barres, *muck bars*, laminé ou martelé, y compris les fers plats n'ayant pas moins de 1 pouce de large (0^m,025) et de 3/8 de pouce (0^m,009) d'épaisseur et fer rond n'ayant pas moins de 7/16 (0^m,011) de pouce de diamètre, 0.003/10 la livre (3.71 les 100 kilog.).

120. Fer machine en bottes ou fer rond ayant moins de 7/16 de pouce (0^m,011) de diamètre, et fer laminé en barres martelé ou sous toute autre forme non dénommé, 0.006/10 la livre (7.42 les 100 kilog.).

NOTA. Il est entendu que le fer de toute sorte en plaques, massiaux, loupes ou sous toute autre forme, moins terminé que le fer en barre, mais plus avancé que la fonte en gueuses (les moulages excepté), payera un droit de 4/10 de cent par livre.

Il est entendu que tout fer en barres, plaques, massiaux, billettes ou loupes dans la fabrication duquel on aura employé le charbon de bois sera passible d'un droit de 8 dollars par tonne.

121. Poutres, longrines, solives, cornières, rails à ornière pour wagons de tramways, fers à double T, poteaux et colonnes entières ou en pièces, fers à barreaux et poutrelles pour navires et fers de construction, et formes profilées de toute espèce pour la construction, en fer ou en acier, martelées, laminées ou fondues, mais non assemblées ou autrement manufacturées :

valant 0,009 la livre ou moins, 0.003/10 la livre (3.426 les 100 kilog.).

valant plus de 0,009 la livre, 0.004/10 la livre (4.568 les 100 kilog.).

122. Tôles à chaudières ou autres en fer ou acier, excepté les tôles à creuset (*crucible*) et à scie dénommées ci-après, pas plus minces que le n° 10 de jauge américaine, cisailées ou non, et lames à canon de fer ou d'acier, cisailées ou laminées en cannelures, valant la livre 0,008 au moins, 0.003/10 la livre (3.426 les 100 kilog.).

valant plus de 0,008 et moins de 0,1, 0.004/10 la livre (4.568 les 100 kilog.).

valant plus de 1 cent et pas plus de 2 cents, 0.005/10 la livre (4.56 les 100 kilog.).

valant plus de 2 cents et pas plus de 4 cents, 0.006/10 la livre (6.84 les 100 kilog.).

Valant plus de 4 cents, 20 p. 100 de la valeur.

NOTA. Les tôles (*plates*) de fer ou d'acier plus minces que le n° 10 de jauge américaine acquitteront le droit des tôles minces.

123. Ancres et parties d'ancres, de fer ou d'acier, 0.01 la livre (11.42 les 100 kilog.).

Forgeages pour usines, en fer, ou mélange de fer et acier, ni machines, ni outils, et n'ayant subi aucune autre manufacture que le forgeage, non spécialement dénommés, 30 p. de la valeur.

Billes et coussinets de fer, d'acier ou autre métal, finis ou non, 45 p. 100 de la valeur.

124. Feuillard, bandelettes, rubans et autres fers et aciers non autrement dénommés valant 3 cents la livre (34 fr. 46 par 100 kilogr.) et moins, ayant 8 pouces (0^m,203) de largeur ou moins et ayant moins de 3/8 de pouce (0^m,009) d'épaisseur, pas plus mince que le n° 10 de jauge américaine, 0.003/10 la livre (3.71 les 100 kilog.).

Feuillard plus mince que le n° 10, mais pas plus mince que le n° 20 de jauge américaine, 0.004/10 la livre (4.57 les 100 kilog.).

Feuillard plus mince que le n° 20 de jauge américaine, 0.006/10 la livre (7.42 les 100 kilog.).

NOTA. Il est entendu que le feuillard et les bandelettes et les cercles en fer ou acier, et *flared* ou *splayed* poinçonnés, avec ou sans boucles ou fermoirs, paieront un droit additionnel de 1/10 cent par livre (1 fr. 14 par 100 kilog.).

Les bandes ou rubans d'acier dépassant 12 pieds de longueur non dénommés spécialement, 35 p. 100 de la valeur.

125. Liens ou bandes de fer ou d'acier coupés suivant la longueur, en tout ou partie manufacturés en tant que liens ou nœuds, recouverts ou non d'enduit, de peinture ou de toute autre préparation, avec ou sans boucles ou fermetures, pour lier les balles de coton ou autre objet, 0.003/10 la livre (3.42 les 100 kilog.).

126. Rails pour chemins de fer en fer ou en acier et rails rechargés d'acier, rails en T et rails plats poinçonnés en fer ou en acier, 0.007/40 la livre (1.40 les 100 kilog.).

Epis ou éclisses de fer ou d'acier pour chemins de fer, 0.003/10 la livre (3.42 les 100 kilog.).

127. Tôles (*sheets*) noires ou ordinaires en fer ou acier, de toutes dimensions, et lames à canons de fer ou d'acier (*skelp iron or steel*) valant 3 cents la livre (34 fr. 46 p. 100 kilog.) et moins, plus mince que le n° 10, mais pas plus mince que le n° 20 de jauge américaine, 0.005/10 la livre (5.70 les 100 kilog.).

Tôle plus mince que le n° 20, mais pas plus mince que le n° 25, 0.006/10 la livre (6.85 les 100 kilog.).

Tôle plus mince que le n° 25, mais pas plus mince que le n° 32, 0.008/10 la livre (9.14 les 100 kilog.).

Tôle plus mince que le n° 32, 0.009/10 la livre (10.26 les 100 kilog.).

Tôle ondulée ou cannelée, 0.008/10 la livre (9.14 les 100 kilog.).

Tôle valant plus de 3 cents la livre, 30 p. 100 de la valeur.

NOTA. Les tôles (*sheets*) noires ou ordinaires de fer ou d'acier pas plus minces que le n° 10 de jauge acquitteront le même droit que les tôles (*plates*) à chaudières.

128. Les tôles (*sheets or plates*) de fer ou d'acier, les feuillards, bandelettes et rubans en fer ou acier (excepté les produits désignés dans le commerce sous le nom de fer-blanc brillant, fer-blanc terne et fer-blanc à clinquant visés ci-après), galvanisées ou enduites de plomb, de zinc ou d'autres métaux ou d'un alliage de ces métaux, acquitteront un droit additionnel de 2/10 de cent par livre (2 fr. 85 par 100 kilog.) en sus de celui qui est imposé par le paragraphe précédent, aux divers produits qui y sont dénommées.

Tôles de fer, acier, cuivre, nickel ou autres métaux, recouvertes par martelage, forgeage, laminage ou soudure, de couches d'autre métal ou métaux, 40 p. 100 de la valeur.

129. Tôles (*sheets*) de fer ou d'acier polies, lustrées, glacées, quelle que soit leur dénomination, 0.011/2 la livre (17.13 les 100 kilog.).

NOTA. Il est entendu que les tôles et les tôles de clinquant (*plate or sheet of taggers iron*), quelle que soit leur dénomination, autres que les tôles polies, lustrées ou glacées ci-dénommées, qui auront été nettoyées ou découpées par des acides ou autrement ou par d'autres procédés et qui auront été laminées à froid, adoucies seulement et non polies, acquitteront un droit additionnel de 2/10 de cent par livre (2 fr. 85 par 100 kilogr.) en sus de celui dont sont passibles les tôles noires ou communes.

130. Tôles (*sheets or plates*) et tôles à clinquant de fer et d'acier, étamées ou plombées avec de l'étain ou du plomb pur ou avec un mélange dans la composition duquel entrent ces métaux, par immersion ou par tout autre procédé, et désignées dans le commerce sous le nom de fer-blanc brillant, fer-blanc terne, fer-blanc à clinquant, 0.012/10 la livre (13.70 les 100 kilog.).

131. Acier : lingots, lingots ressués, loupes et plaques obtenues par un procédé quelconque ; étampes ou matrices et ébauches pour étampes et matrices ; billettes et barres en coin ou en biseau, transmission de moulins, formes ou ébauches découpées, pressées ou estampées n'ayant pas acquis de valeur ou subi de procédé postérieurement à l'estampage ; tôles pour scies ouvrées en tout ou partie ; pièces embouties en acier (*hammer-moulds*) ou acier estampé ; maquette pour fusil autrement

qu'en barres ; alliages employés pour remplacer l'acier dans les outils ; moulages de toutes formes et espèces coulés dans le sable, l'argile ou dans les lingotières en fer ; tôles de chaudronnerie et tôles non dénommées et acier non dénommé, valant :

3/4 cent et moins la livre, 0.007/40 la livre (1.40 les 100 kilog.).

plus de 3/4 cent, pas plus de 1 3/10 cents, 0.003/10 la livre (3.71 les 100 kilog.).

plus de 1 3/10 et pas plus de 1 8/10 cents, 0.005/10 la livre (5.70 les 100 kilog.).

plus de 1 8/10 et pas plus de 2 2/10 cents, 0.006/10 la livre (7.42 les 100 kilog.).

plus de 2 2/10 et pas plus de 3 cents, 0.008/10 la livre (9.14 les 100 kilog.).

plus de 3 et pas plus de 4 cents, 0.011/10 la livre (12.56 les 100 kilog.).

plus de 4 et pas plus de 7 cents, 0.012/10 la livre (13.70 les 100 kilog.).

plus de 7 et pas plus de 10 cents, 0.019/10 la livre (21.68 les 100 kilog.).

plus de 10 et pas plus de 13 cents, 0.023/10 la livre (26.26 les 100 kilog.).

plus de 13 et pas plus de 16 cents, 0.027/10 la livre (30.82 les 100 kilog.).

plus de 16 et pas plus de 24 cents, 0.046/10 la livre (53.10 les 100 kilog.).

plus de 24 et pas plus de 32 cents, 0.06 la livre (68.52 les 100 kilog.).

plus de 32 et pas plus de 40 cents, 0.07 la livre (79.94 les 100 kilog.).

plus de 40 cents, 20 p. 100 de la valeur.

132. Laine d'acier, tournure d'acier, 40 p. 100 de la valeur.

133. Sable mêlé de parties métalliques, *grit*, grenaille et poudre de fer ou d'acier ne pouvant servir que pour le brasage, 0.01 la livre (11.42 les 100 kilog.).

134. Verges de fer ou d'acier pour rivets, vis, clôtures, clous ; rondes, ovales, plates, carrées ou sous toute autre forme, en bottes ou autrement, valant :

4 cents ou moins par livre, 0.003/10 la livre (3.42 les 100 kilog.).

plus de 4 cents, 0.006/10 la livre (6.85 les 100 kilog.).

Les verges rondes d'acier ou de fer plus petites que le n° 6 de jauge américaine suivront le régime des fils métalliques.

Tous fils de fer ou d'acier trempés, ouvrés ou manufacturés de

quelque manière que ce soit, paieront un droit additionnel de 0.001/2 par livre (5 fr. 71 les 100 kilog.).

135. Fil de fer ou d'acier :

pas au-dessous du n° 13 de jauge américaine, 0.01 la livre (11.42 les 100 kilog.).

au-dessous du n° 13, mais pas au-dessous du n° 16 de jauge américaine, 0.011/4 la livre (14.27 les 100 kilog.).

au-dessous du n° 16, 0.013/4 la livre (19.98 les 100 kilog.)

Tous les articles précédents paieront au moins un droit de 35 o/o *ad valorem*.

Fil de fer ou d'acier, ou d'autre métal, sauf l'or ou l'argent, recouvert de coton, de soie ou d'autres matières, agrafes et baleines de corsets et de vêtements, fil plat ou en bandes d'une épaisseur inférieure au n° 15 de jauge américaine et allant jusqu'à 5 pouces en largeur, de toutes longueurs, en bobines ou autrement, sur carrés ou sur rouleaux, et tous fils métalliques non dénommés, acquitteront au moins 35 o/o *ad valorem*.

Les fils de fer ou d'acier recouverts de zinc ou d'étain ou d'autre métal acquitteront un droit additionnel de 2 dixièmes de cent par livre (2 fr. 28 par 100 kilog.) en sus des droits afférents aux fils employés.

Les articles manufacturés entièrement ou principalement en fil de fer paieront le maximum de droits imposé pour le fil de métal entrant dans leur composition et un droit additionnel de 0.01 la livre (11.42 les 100 kilog.).

Aucun article en fil de fer ou composé de fil de fer ne payera un droit inférieur à 40 o/o *ad valorem*.

Fils pour télégraphe, téléphone et autres fils et câbles faits de métal et caoutchouc, ou métal, caoutchouc et autres matières, 40 p. 100 de la valeur.

Les fils métalliques barbelés pour clôtures, mais ceux-ci ne seront pas sujets à des droits additionnels ou à d'autres taux, 0.003/4 la livre (8.56 les 100 kilog.).

Lisses métalliques, fils d'arcade, 0.25 le mille et 40 p. 100 de la valeur.

136. Pour aucun article non dénommé au présent acte, fabriqué en tout ou partie avec du fer-blanc brillant, du fer-blanc terne, de la tôle (*sheet or plate*), du feuillard, des bandelettes ou rubans de fer ou d'acier ou dont lesdits produits constituent l'élément de principale valeur, il ne pourra être revendiqué un droit inférieur à celui du métal employé à leur fabrication ou qui en constitue l'élément de principale valeur.

137. Le fer ou l'acier en barres ou verges (*rods*), quel que soit leur profil ou forme, laminés ou forgés à froid ou polis de quelque manière que ce soit, en dehors du procédé ordinaire de laminage ou de martelage

à chaud, acquitteront, en plus du droit dont ils sont passibles, un droit additionnel de $\frac{1}{8}$ de cent par livre.

Les bandelettes (*strips*), tôles (*plate or sheet*) de fer ou d'acier, quelle que soit leur forme (autres que les tôles de fer ou d'acier polies, lustrées et glacées, précitées) qui sont martelées à froid, bleuies, rendues brillantes, trempées, adoucies ou polies par un procédé quelconque, qui les rend supérieures à celles laminées à froid, seulement adoucies, acquitteront $\frac{4}{10}$ de cent par livre en plus du droit dont sont passibles les tôles (*plate and sheet*) et les bandelettes de fer ou d'acier noires et ayant subi la main-d'œuvre ordinaire.

Les plaques d'acier pour scies circulaires acquitteront, en plus du droit afférent aux lames de scies en acier, un droit additionnel de $\frac{1}{4}$ cent par livre (2 fr. 86 par 100 kilog.).

138. Il ne sera accordé aucune réduction de droits pour détérioration ou avaries partielles causées par la rouille ou la décoloration à toute espèce de fer ou d'acier, ou à tout article en tout ou partie en fer ou en acier, ou à tout article en fer ou en acier.

139. Fil d'acier. Sera classé et dénommé comme acier, tout métal fondu et malléable provenant du fer ou des minerais de fer, quelles que soient sa forme, sa nature ou sa teneur en carbone, qu'il soit obtenu par cémentation ou converti, fondu ou fabriqué avec le fer ou les minerais de fer, au moyen du creuset ou par les procédés Bessemer, Clapp-Griffiths, pneumatique, Thomas Gilchrist, basique, Siemens-Martin, sur sole, ou par des procédés équivalents, ou par la combinaison de deux ou plusieurs desdits procédés ou de leurs équivalents, ou par tout moyen de fusion ou tout autre procédé au moyen duquel on obtient du fer ou des minerais de fer un métal qui d'une structure granuleuse ou fibreuse, est fondu et malléable, étant exceptés les moulages en fonte malléable.

140. Ouvrages en fer et en acier : Enclumes en fer, en acier, ou en fer et acier, quel que soit le procédé employé et le degré de fabrication, 0.015/8 la livre (18.57 les 100 kilog.).

141. Automobiles, cycles, motocycles et parties des mêmes, y compris bandages, essieux et coussinets, 45 p. 100 de la valeur.

142. Essieux et parties d'essieux, arbres d'essieux, ébauches d'essieux ou forgeages pour essieux, quel que soit leur degré de fabrication, en fer ou en acier non dénommés, et dont la valeur ne dépasse pas 6 cents par livre (68 fr. 42 par 100 kil.), 0.003/4 la livre (8.56 les 100 kil.).

Les essieux en fer ou acier importés, montés sur roues ou parties de roues en fer ou acier, acquitteront le droit des roues sur lesquelles ils sont montés.

143. Marteaux et masses de forgeron, outils pour la voie des chemins de fer (*trak tools*), coins et pinces en fer ou acier, 0.013/8 la livre (15.71 les 100 kilog.).

144. Boulons, avec ou sans pas de vis ou écrou, ébauches de boulons, pentures et ébauches de penture en fer ou acier, 0.011/8 la livre (12.85 les 100 kilog.).

145. Garnitures de cardes non fixées d'une façon permanente ou attachées à des machines au moment de l'importation :

en fer rond ou en fils d'acier non trempés, 0.20 le pied carré (11.15 le mètre carré).

en fer rond ou acier trempé, 0.45 le pied carré (25.09 le mètre carré).

en fil laminé, ou autre que les précédents, ou avec surface en feutre, laine ou caoutchouc et laine, 0.55 le pied carré (30.66 le mètre carré).

146. Tuyauterie de fonte de toute espèce, 0.001/4 la livre (2.86 les 100 kilog.).

147. Poterie en fonte, plaques et plaques de fourneaux, chenets, fers à repasser, fers et carreaux de tailleur et de chapelier, moulages et réci-pients en fonte, 0.008 la livre (9.14 les 100 kil.).

Les moulages de fer ou plaques de fonte, ciselées, perforées, travail-lées à la machine, ou ayant subi des opérations postérieures à la fonte, mais non articles manufacturés, paieront en plus un droit additionnel de 2/10 de cent par livre.

148. Moulages en fonte malléable non dénommés, 0.007/10 la livre (7.53 les 100 kilog.).

149. Poterie en fonte émaillée, étamée ou vernie, 0.011/2 la livre (17.13 les 100 kilog.).

150. Chaînes de toute espèce en fer ou acier, ayant en diamètre :
au moins 3/4 de pouce (0^m,019), 0.007/8 la livre (10.00 les 100 kilog.).

moins de 3/4, mais pas moins de 3/8 de pouce (0^m,0095), 0.011/8 la livre (12.85 les 100 kilog.).

moins de 3/8 de pouce et pas moins de 5/16 de pouce, 0.016/8 la livre (20.00 les 100 kilog.).

moins de 5/16 de pouce, 0.03 la livre (34.26 les 100 kilog.).

Aucune chaîne ne payera un droit inférieur à 45 p. 100 de la valeur.

151. Tubes et tuyaux, soudés, carreaux, entrecoises et tirants, en fer ou en acier, pas plus mince que le n° 16 de jauge américaine, ayant en diamètre :

au moins 3/8 de pouce, 0.01 la livre (11.42 les 100 kilog.).

moins de 3/8, mais non moins de 1/4 de pouce, 0.011/2 la livre (17.13 les 100 kilog.).

moins de 1/4 de pouce, 0.02 la livre (22.84 les 100 kilog.).

Ces articles faits en fer ou bois ne paieront jamais moins de 0.011/2 la livre (17.13 les 100 kilog.).

Réservoirs ou récipients cylindriques ou tubulaires, pour contenir des gaz ou autres matières, pleins ou vides des liquides, 30 p. 100 de la valeur.

- Tuyaux en métal flexible et manches, non dénommés, couverts de fil de fer ou d'autre matière, ou autrement, y compris accessoires fixés, 30 p. 100 de la valeur.

Fourneaux cylindriques soudés, tuyaux en feuilles de métal gaufrée, pourvus de côtes ou autrement renforcés, 0.02 la livre (22.84 les 100 kilog.).

Tous autres tubes de fer ou d'acier finis, non dénommés, 30 p. 100 de la valeur.

152. Coutellerie : Canifs, couteaux de poche, serpettes et grattoirs de tout genre, canifs à ongles, et couteaux de toute dénomination qui ont des lames pliantes ou des lames qui ne sont pas fixées, y compris ceux énumérés dans la présente loi, valant la douzaine :

jusqu'à 40 cents (2 fr. 07), 40 p. 100 de la valeur.

valant de 40 à 50 cents par douzaine, 0.01 la pièce (0.051 la pièce), et 40 p. 100 de la valeur.

valant de 50 cents à 1 dollar 25 cents par douzaine, 0.05 la pièce (0.255 la pièce), et 40 p. 100 de la valeur.

valant de 1 dollar 25 à 3 dollars par douzaine, 0.10 la pièce (0.51 la pièce), et 40 p. 100 de la valeur.

d'une valeur supérieure à 3 dollars par douzaine, 0.20 la pièce (1.02 la pièce), et 40 p. 100 de la valeur.

Lesdits couteaux ou canifs, importés assemblés mais non entièrement finis, paieront au moins le droit qui frappe les couteaux ou canifs entièrement finis, valant plus de 3 dollars par douzaine.

Les lames, manches ou autres parties des couteaux, canifs précédents, ne peuvent être soumis à un droit inférieur à celui qui est imposé pour lesdits articles montés de la catégorie valant de 50 cents à 1 dollar 25 cents par douzaine.

Rasoirs, finis, valant la douzaine : moins de 1 dollar, 35 p. 100 de la valeur.

de 1 dollar à 1 dollar 50 cents, 0.06 la pièce (0.306 la pièce), et 35 p. 100 de la valeur.

de 1 dollar 50 cents à 2 dollars, 0.10 la pièce (0.51 la pièce), et 35 p. 100 de la valeur.

de 2 dollars à 3 dollars, 0.12 la pièce (0.61 la pièce), et 35 p. 100 de la valeur.

valant plus de 3 dollars la douzaine, 0.15 la pièce (0.76 la pièce), et 35 p. 100 de la valeur.

Les lames, manches et les rasoirs non finis paieront au moins le droit qui frappe les rasoirs finis valant 2 dollars par douzaine (exception faite pour les rasoirs de sûreté).

Tous les articles mentionnés dans ce paragraphe devront porter, à partir du 1^{er} octobre 1909, le nom du fabricant et au-dessous le nom du pays d'origine gravé lisiblement et indélébilement sur chacune des lames si possible.

Ciseaux et tondeuses, finis ou non et leurs lames valant la douzaine : au plus 50 cents (2 fr. 59) par douzaine, 0.15 la douzaine (0.76 la douzaine), et 15 p. 100 de la valeur.

plus de 50 cents et moins de 1 dollar 75 cents (9 fr. 06), 0.50 la douzaine (2.59 la douzaine), et 15 p. 100 de la valeur.

plus de 1 dollar 75 cents, 0.75 la douzaine (3.86 la douzaine), et 25 p. 100 de la valeur.

153. Sabres, lames de sabres et baïonnettes sans distinction quant à leur usage ou leur qualité, 50 p. 100 de la valeur.

154. Couteaux, fourchettes et affloirs de table ; couteaux de boucher, de chasse, de cuisine, à pain, à beurre, à légumes, à fruits, à fromage, de corroyeur, à dessin, de maréchal, à écharner, à couper le foin, de tanneur, de plombier, de peintre, à palette, d'artistes, tranchets de cordonnier, finis ou non, avec manches : de nacre, d'écaille, d'ivoire, d'argent, d'argent nickelé ou d'autre métal que le fer ou l'acier, 0.14 la pièce (0.71 la pièce).

de corne, 0.10 la pièce (0.51 la pièce).

de caoutchouc, d'os, de celluloid ou de pyroxiline, 0.04 la pièce (0.20 la pièce).

d'autres matières, 0.01 la pièce (0.051 la pièce).

Les articles ci-dessus du n° 153 acquitteront en sus un droit additionnel de 15 p. 100 de la valeur.

Les mêmes, sans manches, 40 p. 100 de la valeur.

Aucun article susnommé ne paiera un droit inférieur à 45 p. 100 de la valeur. Tous les articles de ce paragraphe importés après le 1^{er} octobre 1909 devront porter le nom du fabricant ou de l'acheteur ainsi que le nom du pays d'origine gravés lisiblement et indélébilement, à un endroit qui ne sera pas couvert postérieurement.

155. Limes, râpes et grandes limes douces (*floats*), de toute espèce, ayant jusqu'à 2 1/2 pouces de longueur, 0.25 la douzaine (1.29 la douzaine).

ayant de 2 1/2 à 4 1/2 pouces de longueur, 0.47 1/2 la douzaine (2.46 la douzaine).

ayant de 4 1/2 à 7 pouces de longueur, 0.62 1/2 la douzaine (3.13 la douzaine).

ayant plus de 7 pouces de longueur, 0.77 1/2 la douzaine (3.99 la douzaine).

156. Armes à feu : Mousquets, armes se chargeant par la gueule, et carabines et parties desdits, 25 p. 100 de la valeur.

157. Armes à feu : Fusils de chasse à deux coups, de tir, se chargeant par la culasse, fusils combinés valant la pièce, jusqu'à 5 dollars (25 fr. 90), 1.50 la pièce (7.77 la pièce), et 15 p. 100 de la valeur.

valant plus de 5 jusqu'à 10 dollars (51 fr. 80), 4.00 la pièce (20.72 la pièce), et 15 p. 100 de la valeur.

valant plus de 10 dollars, 6.00 la pièce (31.08 la pièce).

Fusils de chasse à deux coups se chargeant par la culasse, ayant reçu une main-d'œuvre ultérieure au forage, 3.00 la pièce (15.54 la pièce).

Magasins (*stocks*), pour fusils de chasse à deux coups, ouverts en tout ou en partie, 3.00 la pièce (15.54 la pièce).

Les fusils précités, valant plus de 10 dollars pièce, et les canons et magasins, paieront un droit additionnel de 35 p. 100 *ad valorem*.

Parties de fusils et de magasins et garnitures, terminées ou non, 50 p. 100 de la valeur.

Fusils de chasse se chargeant par la culasse, importés sans platines ni autres garnitures : à 2 coups, 6.00 la pièce (31.08 la pièce), et 35 p. 100 de la valeur.

à 1 coup, ou parties desdits, 1.00 la pièce (5.18 la pièce), et 35 p. 100 de la valeur.

Pistolets, revolvers, ou parties desdits, 0.75 la pièce (3.86 la pièce), et 25 p. 100 de la valeur.

158. Ustensiles de table, de cuisine et d'hôpitaux ou objets de même nature de fer ou d'acier, émaillés ou vitrifiés, mais non ornés de lithographies ou d'autres dessins, 40 p. 100 de la valeur.

Clous, chevilles, pointes et aiguilles :

159. Clous et chevilles de fer ou d'acier à la machine, 0.00 4/10 la livre (2.04 les 100 kilogrammes).

160. Clous de maréchal ferrant, clous à grosse tête pour cordonniers, et autres de toute espèce en fer ou acier, non dénommés, 0.011 1/2 la livre (17.13 les 100 kilogrammes).

161. Pointes et épingles de fer ou d'acier, ayant de longueur 1 pouce (25 millimètres) et plus et non plus petits que le n° 16 de jauge, 0.004 1/10 la livre (4.56 les 100 kilogrammes).

moins de 1 pouce (25 millimètres) et plus petits que le n° 16 de jauge, 0.003 1/4 la livre (8.57 les 100 kilogrammes).

162. Goujons, écrous, rondelles, fers pour chevaux, mules et bœufs, en fer ou acier, 0.003 1/4 (8.57 les 100 kilogrammes).

163. Pointes à tête large, sans tête, grandes et petites, à la machine, pesant le 1.000 : jusqu'à 16 onces (0 kilogramme. 454), 0.005 1/8 le 1.000 en nombre (0.03 le 1.000 en nombre).

plus de 16 onces, 0.003 1/4 la livre (8.57 les 100 kilogrammes).

164. Aiguilles pour machines à coudre, à broder et tricoter, 1.00 le

1.000 en nombre (5.18 le 1.000 en nombre), et 25 p. 100 de la valeur.

Latch needles, 1.15 le 1.000 en nombre (5.94 le 1.000 en nombre), et 35 p. 100 de la valeur.

Aiguilles à tricoter, crochets, aiguilles à rubans et passe-lacets en métal et autres non dénommées, 25 p. 100 de la valeur.

Mais aucun article autre que les aiguilles dénommées ici ne sera imposé comme aiguille s'il n'a un chas et n'est disposé pour tirer un fil. Les nécessaires pourvus d'aiguilles assorties ou d'aiguilles et autres articles paieront comme objets entiers d'après la matière principale en valeur.

165. Hameçons (*fishing rods*), dévidoirs, mouches artificielles, boîte artificielle (*snelled books*) et tous engins de pêche ou leurs parties, non dénommés, sauf lignes, filets et seines, 45 p. 100 de la valeur.

166. Planches d'acier gravées, planches stéréotypées, électrotypes et planches en autres matières gravées ou lithographiées pour impression, 20 p. 100 de la valeur.

Plaques de fer ou d'acier gravées ou préparées pour dessins, modèles, ou impressions sur verre dans la fabrication du verre en plaques ou autre, 25 p. 100 de la valeur.

Plaques lithographiques en pierre ou autres matières gravées, dessinées ou préparées; papier autographique ou papier préparé complètement avec de la glycérine ou avec de la glycérine combinée avec d'autres substances, contenant des impressions prises de plaques lithographiques, 50 p. 100 de la valeur.

167. Rivets, clous-boutons (*studs*), et boutons d'acier tournés, passés à la machine ou polis, et rivets et clous pour bandages automobiles antidérapants, 45 p. 100 de la valeur.

Rivets en fer ou acier non dénommés, 0.011/4 la livre (14.27 les 100 kilog.).

168. Scies de charpentier, 0.05 le pied court (0.85 le mètre carré).

Scies de scierie, 0.08 le pied court (1.36 le mètre carré).

Scies de scieur de long, 0.06 le pied court (1.02 le mètre carré).

Scies circulaires, 20 p. 100 de la valeur.

Scies à rubans, finies ou ayant reçu une main-d'œuvre supérieure à la trempe et au polissage, 0.05 la livre (57.10 les 100 kilog.), et 20 p. 100 de la valeur.

Scies à main, à dossière et scies non dénommées, 25 p. 100 de la valeur.

169. Vis dites *vis à bois*, de fer ou d'acier, ayant en longueur plus de 2 pouces (0 m. 052), 0.03 la livre (34.26 les 100 kilog.).

de 1 à 2 pouces, 0.05 la livre (57.10 les 100 kilog.).

plus de 1/2 pouce (0 m. 013) jusqu'à 1 pouce (0 m. 025), 0.08 la livre (91.36 les 100 kilog.).

1/2 pouce et moins, 0.10 la livre (114.20 les 100 kilog.).

170. Montures et garnitures d'ombrelles et de parapluies fabriquées en tout ou en partie avec du fer, de l'acier ou un autre métal, assemblées ou non et tiges de parapluie finies en tout ou en partie, 50 p. 100 de la valeur.

171. Roues et parties de roues en fer ou acier, roues avec bandages d'acier, pour chemins de fer, ouvrées en tout ou partie, bandages pour locomotives, wagons et autres bandages en fer ou acier pour chemins de fer, ouvrés en tout ou partie, 0.011/4 la livre (14.27 les 100 kilog.).

Lingots, lingots ressués, ébauches et maquettes pour roues de chemins de fer, quel que soit le degré de fabrication en fer ou en acier, 0.01 la livre (11.42 les 100 kilog.).

Les roues ou parties de roues en fer ou acier, importées avec des essieux auxquels elles sont ajustées, acquitteront, essieux compris, le même droit que si elles étaient importées seules.

172. Métaux divers et leurs dérivés :

Aluminium brut, déchets d'aluminium et alliage dans lesquels l'aluminium est l'élément de principale valeur, 0.07 la livre (79.94 les 100 kilog.).

Plaques, feuilles, barres et verges d'aluminium, de tout genre, 0.11 la livre (125.62 les 100 kilog.).

Baryum, calcium, magnésium, sodium, potassium et alliages dans lesquels ces métaux sont l'élément de principale valeur, 0.03 la livre (34.26 les 100 kilog.), et 25 p. 100 de la valeur.

173. Antimoine, régule et métal, 0.011/2 la livre (17.13 les 100 kilog.).

Minéral d'antimoine, stibnite et mattes contenant de l'antimoine mais ne contenant pas plus de 10 p. 100 de plomb sur l'antimoine contenu, 0.01 la livre (11.42 les 100 kilog.).

Le droit sur les minerais et mattes renfermant de l'antimoine sera évalué au port d'entrée ; il sera délivré un bulletin en double du montant des droits pour servir au transport des minerais par des voituriers ordinaires chargés du transport des marchandises prises ou non aux établissements d'échantillonnage ou aux fonderies (entrepôts ou non). A son arrivée aux fonderies, le minéral sera échantillonné d'après les méthodes usuelles, sous la surveillance d'employés de l'Etat. Ces échantillons seront ensuite soumis à un chimiste de l'Etat pour l'essai et son rapport servira à la liquidation définitive des droits, sauf dans le cas de minerais devant être transportés dans un entrepôt pour être raffinés en vue de l'exportation, suivant ce qui est prévu dans les lois. Le secrétaire d'Etat prendra les dispositions nécessaires à l'exécution de ce paragraphe.

Oxyde d'antimoine, 0.011 1/2 la livre (17.13 les 100 kilog.), et 25 p. 100 de la valeur.

174. Argentan, maillechort, métal blanc ou argent d'Allemagne, bruts, 25 p. 100 de la valeur.

175. Poudre de bronze, brocart et paillettes métalliques, 0.12 la livre (137.04 les 100 kilog.).

Métal hollandais ou clinquant en feuilles, 0.06 par livret de 100 feuilles (0.310 par paquet de 100 feuilles).

176. Cuivre laminé en plaques dites de *chaudronnerie*, en feuilles, verges, tuyaux, culots, 0.021 1/2 la livre (28.55 les 100 kilog.).

Laiton ou métal jaune pour doublage ou dont le cuivre est l'élément de principale valeur, et non composé en tout ou partie de fer non galvanisé, 0.02 la livre (22.84 les 100 kilog.).

177. Or en feuilles, 0.35 par livret de 100 feuilles (1.81 par livret de 100 feuilles).

Ce droit s'applique aux feuilles d'une grandeur équivalente ou inférieure à 3 3/8 sur 3 3/8 pouces; un droit additionnel et proportionnel sera perçu sur les feuilles de plus grande dimension.

178. Argent en feuilles, 0.10 la livre (0.518 les 100 kilog.).

179. Fil de clinquant, entièrement d'or, d'argent ou d'autre métal, ou dont ces matières sont l'élément principal, 0.05 la livre (57.10 les 100 kilog.).

Bouillon, fil et filés de métal ou autres articles non dénommés, en fil de clinquant, ou dont cette matière est l'élément principal, 0.05 la livre (57.10 les 100 kilog.), et 30 p. 100 de la valeur.

Galons, tresses, broderies, trimmings, rubans, ornements et autres articles contenant en totalité ou en partie du fil de clinquant, bouillon ou fils, 0.15 la livre (171.30 les 100 kilog.), et 60 p. 100 de la valeur.

180. Agrafes, attaches, crochets et œillets métalliques, soit isolés, soit fixés à des cartes, y compris le poids de ces cartes et des boîtes et des emballages intérieurs immédiats, 0.041 1/2 la livre (51.39 les 100 kilog.), et 15 p. 100 de la valeur.

181. Plomb :

Plomb contenu dans tous minerais de plomb, 0.011 1/2 la livre (17.13 les 100 kilog.).

Le droit sur le minerai de plomb sera évalué au port d'entrée; il sera délivré un bulletin en double du montant des droits pour servir au transport des minerais par des voituriers ordinaires chargés du transport des marchandises prises ou non aux établissements d'échantillonnage ou aux fonderies (entrepôts ou non). A son arrivée aux fonderies, le minerai sera échantillonné d'après les méthodes usuelles,

sous la surveillance d'employés de l'Etat. Ces échantillons seront ensuite soumis à un chimiste de l'Etat pour l'essai et son rapport servira à la liquidation définitive des droits, sauf dans le cas de minerais devant être transportés dans un entrepôt pour être raffinés en vue de l'exportation, suivant ce qui est prévu dans les lois. Le secrétaire d'Etat prendra les dispositions nécessaires à l'exécution de ce paragraphe.

182. Scories, lingots, barres et saumons; vieux plomb fondu en barres ou saumons, et vieux plomb propre seulement à la refonte; plomb de toute forme non dénommé, 0.021/8 la livre (25.67 les 100 kilog.).

en feuilles, tuyaux et plomb de chasse, plomb pour vitriers et fil de plomb, 0.023/8 la livre (26.30 les 100 kilog.).

183. Matières métalliques minérales brutes et métaux bruts susceptibles ou non d'être travaillés, non dénommés, 20 p. 100 de la valeur.

Sable *monazite* et *thorite*, 0.04 la livre (45.68 les 100 kilog.).

Thorium, oxydes et sels de thorium, manchons à gaz traités au moyen de produits chimiques ou d'oxydes métalliques, débris de manchons à incandescence dont la valeur principale réside dans les oxydes métalliques, 40 p. 100 de la valeur.

184. Chrome ou métal chromé, ferro-manganèse, ferro-chrome, ferro-molybdène, ferro-phosphate, ferro-titanium, ferro-tungstène, ferro-silicium, molybdène, titanium, tantalum, tungstène, wolfram, valant :

pas plus de 200 dollars la tonne, 25 p. 100 de la valeur.

plus de 200 dollars la tonne, 20 p. 100 de la valeur.

ferro-silicium, ne contenant pas plus de 15 p. 100 de silicium, 5.00 la tonne (25.48 les 1.000 kilog.).

plus de 15 p. 100, 20 p. 100 de la valeur.

185. Nickel, oxyde de nickel et alliages de toute espèce dans lesquels le nickel est l'élément de principale valeur, en saumons, en barres, en feuilles, lingots, plaques, 0.06 la livre (68.52 les 100 kilog.).

en bandes coupées, en feuilles, 35 p. 100 de la valeur.

186. Plumes métalliques, excepté les plumes d'or, 0.12 la grosse (0.62 la grosse).

avec bec et tige d'une seule pièce, 0.15 la grosse (0.777 la grosse).

187. Porte-plume complets ou en pièces détachées, 0.05 la grosse (0.259 la grosse), et 25 p. 100 de la valeur.

Plumes d'or, 25 p. 100 de la valeur.

Porte-plumes réservoirs, stylographes, 30 p. 100 de la valeur.

Articles combinés : porte-plumes crayons, ou gommes, ou estampilles automatiques, ou accessoires similaires, 40 p. 100 de la valeur.

Les plumes et portes-plumes continueront à payer les droits séparément.

188. Épingles à tête refoulée et autres sans ornementation, y compris les épingles anglaises, les épingles à cheveux, les épingles à chapeaux, à bonnets, à châles et à ceintures, entièrement de laiton, de cuivre, de fer, d'acier ou d'autre métal, autre que bijouterie ou plaqué, 35 p. 100 de la valeur.

189. Mercure, 0.07 la livre (79.94 les 100 kilog.).

Les bouteilles et autres contenants servant à l'importation du mercure seront passibles du droit qu'ils auraient eu à payer s'ils avaient été importés vides.

190. Minerais contenant du tungstène, 10 p. 100 de la valeur.

191. Métal pour caractères d'imprimerie par livre de plomb qu'il renferme, 0.011 1/2 la livre (17.13 les 100 kilog.).

Caractères d'imprimerie neufs, 25 p. 100 de la valeur.

192. Montres : mouvements importés en caisses ou non, ayant jusqu'à 7 rubis ou pierres précieuses, 0.70 la pièce (3.62 la pièce).

plus de 7 jusqu'à 11, 1.35 la pièce (6.99 la pièce).

plus de 11 jusqu'à 15, 1.85 la pièce (9.58 la pièce).

plus de 15 jusqu'à 17, 1.25 la pièce (6.47 la pièce), et 25 p. 100 de la valeur.

plus de 17, 3.00 la pièce (15.54 la pièce), et 25 p. 100 de la valeur.

boîtiers et parties de montres, chronomètres de marine et autres et leurs parties, 40 p. 100 de la valeur.

mouvements de pendules avec échappement à rubis et pendules renfermant ces mouvements, 1.00 la pièce (5.18 la pièce) et 40 p. 100 de la valeur.

autres pendules et parties desdites non dénommées, emballées ou non séparément, et dans la fabrication desquelles n'entrent pas la porcelaine, le parian, le biscuit ou autre céramique, 40 p. 100 de la valeur.

rubis ou pierres précieuses pour la fabrication des montres et pendules, 10 p. 100 de la valeur.

cadrons émaillés pour montres et autres instruments, 0.03 la pièce (0.15 la pièce), et 40 p. 100 de la valeur.

Les cadrons de montres et de pendules devront porter peints ou imprimés, d'une façon indélébile, le nom du pays d'origine, et s'ils sont joints à des mouvements, aussi le nom du ou des fabricants des mouvements ; les mouvements des montres, mouvements à levier pour pendules avec échappement à rubis et boîtiers de fabrication étrangère devront porter gravés ou peints en creux (*die-sunk*), le nom du fabricant et du pays où ils ont été fabriqués, d'une façon claire et indélébile, respectivement sur la plaque du mouvement ou à l'intérieur du boîtier, et les mouvements porteront aussi, marqué de la même façon, le nombre de rubis en lettres et en chiffres arabes. Aucun des articles précités ne sera délivré à l'importateur s'il n'est marqué ainsi qu'il vient d'être dit.

193. Minerai de zinc et calamine contenant moins de 10 p. 100 de zinc, en franchise,

de 10 à 20 p. 100 de zinc, 0.001/4 la livre (2.85 les 100 kilog.).

de 20 à 25 p. 100 de zinc, 0.001/2 la livre (5.71 les 100 kilog.).

plus de 25 p. 100 de zinc, 0.01 la livre (11.42 les 100 kilog.) sur le zinc contenu.

Le droit sur le minerai de zinc sera évalué au port d'entrée ; il sera délivré un bulletin en double du montant des droits pour servir au transport des minerais par des voituriers ordinaires chargés du transport des marchandises privées ou non aux établissements d'échantillonnage ou aux fonderies (entrepôts ou non). A son arrivée aux fonderies, le minerai sera échantillonné d'après les méthodes nouvelles, sous la surveillance d'employés de l'Etat. Ces échantillons seront ensuite soumis à un chimiste de l'Etat pour l'essai, et son rapport servira à la liquidation définitive des droits, sauf dans le cas de minerais devant être transportés dans un entrepôt, pour être raffinés en vue de l'exportation, suivant ce qui est prévu dans les lois. Le Secrétaire d'Etat devra prendre les mesures nécessaires à l'exécution de cet article.

194. Zinc en blocs ou pains, en poudre, 0.013/8 la livre (15.71 les 100 kilog.).

Zinc en feuilles, 0.015/8 la livre (18.57 les 100 kilog.).

Zinc en feuilles plaquées ou recouvertes de nickel ou autre métal, ou solutions, 0.013/4 la livre (19.00 les 100 kilog.).

Zinc vieux, propre seulement à être travaillé, 0.01 la livre (11.41 les 100 kilog.).

195. Bidons, boîtes, emballages, récipients, entièrement ou principalement en fer-blanc brillant ou terne, en tôle de fer ou d'acier, laqués, émaillés, imprimés ou lithographiés d'une façon quelconque, pleins ou vides, que leur contenu soit imposable ou exempt de droits, 0.04 la livre (45.68 les 100 kilogr.), et 35 p. 100 de la valeur.

Ces articles paieront au moins 55 p. 100 *ad valorem*.

Les bidons, boîtes, emballages ou récipients de toute nature d'une capacité allant jusqu'à 5 livres au moins, qui sont soumis à des droits en vertu des prescriptions du présent article ne paieront pas un droit inférieur à celui qu'ils paieraient s'ils étaient importés vides ; la valeur pour la perception des droits comprendra tous les frais d'emballage, les cartons, emballages, enveloppes et imprimés qui les accompagnent lorsque ces bidons, boîtes, emballages, récipients sont importés remplis ou partiellement remplis de marchandises admises en franchise (à l'exception des liquides et substances connues dans le commerce sous le nom de drogues) qui, dans les pays d'exportation, sont en général expédiées en vrac ou en colis de plus de 5 livres. Les papiers, cartons, cartonnages qui ne sont faits que pour contenir ou maintenir les objets et qui, après usage, sont sans utilité, ne paieront pas de droits, à moins que leur contenu ne soit imposable.

196. Capsules pour bouteilles, non colorées, ni recouvertes de cire, ni laquées, ni émaillées, ni lithographiées, ni en relief en couleur, 0.001/2 la livre (5.71 les 100 kilog.), et 45 p. 100 de la valeur.

Capsules colorées, cirées, laquées, émaillées, portant des lettres, en relief en couleur, 55 p. 100 de la valeur.

197. Caisses enregistreuses, machines à traiter le jute, machines lino-type et toutes machines à composition, outils pour machines, presses d'imprimerie, machines à coudre et à écrire, et à vapeur, 30 p. 100 de la valeur.

Caisses machines à broder, à faire de la dentelle, y compris machines pour rideaux de dentelles et filets, 45 p. 100 de la valeur.

Cependant, les machines Lever et Goughrough, les machines servant exclusivement à tisser le lin, les machines servant à répandre le goudron ou des huiles pour construire ou entretenir les routes, les machines pour faire des broderies importées avant le 1^{er} janvier 1911, seront admises en franchise de droits.

198. Pincés coupantes, tenailles (à l'exception des tenailles de forgeron, tenailles de chirurgien ou de dentiste), entièrement ou partiellement ouvrées, 0.08 la livre (91.36 les 100 kilog.), et 35 p. 100 de la valeur.

199. Articles, marchandises et produits fabriqués en tout ou en partie avec du fer, de l'acier, du cuivre, du plomb, du nickel, de l'étain, du zinc, de l'or, de l'argent, du platine, de l'aluminium, ou de tout autre métal, ouvrés en tout ou partie non dénommés, 45 p. 100 de la valeur.

TABLEAU D.

Bois et articles en bois.

200. Bois fendu, taillé ou équarri, mais non scié, n'ayant pas moins de 8 pouces (50 c/m. carrés) carrés et bois ronds pour espars ou servant à la construction des wharfs, 0.001/2 le pied cube (0.92 le mètre cube).

201. Planches et madriers sciés en bois de sapin et autres bois similaires, sycomore, tilleul, 0.50 les 1.000 pieds superficiels d'un pouce d'épaisseur (1.33 le mètre cube).

Autre bois scié non dénommé, 1.25 les 1.000 pieds superficiels d'un pouce d'épaisseur (3.31 le mètre cube).

Il sera perçu sur lesdits bois un droit additionnel comme suit :

Bois raboté ou fini :

pour chaque côté, 0.50 les 1.000 pieds superficiels d'un pouce d'épaisseur (1.33 le mètre cube).

d'un côté avec languette et rainure ou de 2 côtés, 0.75 les 1.000 pieds superficiels d'un pouce d'épaisseur (1.95 le mètre cube).

des deux côtés avec languette et rainure ou sur 3 côtés, 1.12 1/2 les 1.000 pieds superficiels d'un pouce d'épaisseur (2.98 le mètre cube).

sur les 4 côtés, 1.50 les 1.000 pieds superficiels d'un pouce d'épaisseur (3.99 le mètre cube).

Dans le cubage des bois dénommés au présent numéro, il ne sera fait aucune réduction dans le cubage, aux bois rabotés ou avec rainures et languettes.

202. Racine de bruyère ou bois de bruyère, racine de lierre et de laurier, et bois similaires non ouvrés ou simplement coupés en blocs de la forme des articles qui en seront faits, 15 p. 100 de la valeur.

203. Planches et madriers sciés et toutes autres formes de bois sciés : cèdre, gayac, guatteria virgata (*lance wood*), ébène, buis, grenadille, acajou, palissandre et bois de rose (*rose wood*), bois de citron (*satin wood*), tous autres bois d'ébénisterie simplement sciés, 15 p. 100 de la valeur.

feuille de placage et bois brut non dénommés, 20 p. 100 de la valeur.

204. Pavés, traverses de chemin de fer, poteaux en genévrier de Virginie (*cedar*) ou autres bois pour téléphone, truc (*trolley*), éclairage électrique et télégraphe, 10 p. 100 de la valeur.

205. Merrains, 1.25 le 1.000 en nombre (6.47 le 1.000 en nombre).

206. Moyeux de roues, poteaux, bois pour formes, pour affûts, pour chariots, pour avirons, pour fonds de barils, blocs, billots et pièces de bois similaires dégrossis, sciés ou perforés, 20 p. 100 de la valeur.

207. Lattes, 0.20 le 1.000 en nombre (1.035 le 1.000 en nombre).

208. Piquets, palis et douves de toute sorte, 10 p. 100 de la valeur.

209. Bardeaux, 0.50 le 1.000 en nombre (2.59 le 1.000 en nombre).

210. Futailles et barriques vides, bois en paquets pour caisses à sucre et pour caisses d'emballage, caisses d'emballage vides non dénommées, 30 p. 100 de la valeur.

211. Boîtes, barils et autres emballages contenant des oranges, des citrons, des limons, des raisins, des pamplemousses, des grenades, 30 p. 100 de la valeur.

Les bois minces et autres emballages fabriqués aux Etats-Unis et qui auraient été exportés pour servir à l'emballage d'oranges et de citrons, pourront être réimportés sous forme de caisses pleines d'oranges et de citrons, moyennant le paiement du demi-droit imposé sur les emballages similaires de fabrication complètement étrangère. Mais la preuve de leur identité devra être faite d'après les règles établies par le secrétaire de la Trésorerie.

212. Jonc et roseaux pour chaises, ouvrés, 10 p. 100 de la valeur.

Osier ou saule : préparés pour paniers, 25 p. 100 de la valeur.

Osier ou saule : ouvrés, 45 p. 100 de la valeur.

213. Cure-dents en bois ou autre matière végétale, 0.02 le 1.000 en nombre (0.103 le 1.000 en nombre) et 15 p. 100 de la valeur.

Brochette en bois (*skewers*) pour bouchers et emballeurs, 0.40 le mille (2.07 le mille).

214. Stores, rideaux, persiennes pour fenêtres, en bambou, bois, paille, ou composition de bois brut ou naturel, 35 p. 100 de la valeur.

peints, teints, imprimés, polis, veinés, passés à la créosote, 40 p. 100 de la valeur.

215. Mobilier et ébénisterie, en bois ou principalement en bois, fini en tout ou partie ; articles en bois ou écorce ou dont le bois ou l'écorce est l'élément de principale valeur non dénommés, 35 p. 100 de la valeur.

TABLEAU E.

Sucres, Mélasses et leurs dérivés.

216. Sucres non supérieurs en couleur au type hollandais n° 16, vesou, sirops de canne et de betterave, mélasses concentrées ne titrant pas, au polarimètre, plus de 75 degrés, 0.0095/100 la livre (10.84 les 100 kilog.).

par degré en sus, 35/100 de cent par livre (0 fr. 39 par 100 kilog.), et les fractions de degrés en proportion, 0.0095/100 la livre (10.84 les 100 kilog.).

Sucres supérieurs en couleur au type hollandais n° 16 et sucres ayant subi un procédé de raffinage 0.0191/100 la livre (les 100 kilog.).

Mélasses titrant au polarimètre :

40 degrés ou moins, 20 p. 100 de la valeur.

plus de 40 degrés jusqu'à 56 degrés, 0.03 le gallon (4.20 l'hectol.).

plus de 56 degrés, 0.06 le gallon (8.40 l'hectol.).

Les résidus de sucre acquitteront le droit des mélasses ou du sucre, selon le cas, d'après le titre polarimétrique.

217. Sucre et sirop d'érable, 0.04 la livre (45.68 les 100 kilog.).

Glucose ou sucre de raisin, 0.011/2 la livre (17.13 les 100 kilog.).

Sucre de canne à l'état naturel ou brut, 20 p. 100 de la valeur.

218. Saccharine, 0.65 la livre (7.41 les 100 kilog.).

219. Sucre candi et confiserie non dénommés, y compris les sucres teints, colorés ou autrement dénaturés après le raffinage, valant la livre :

jusqu'à 15 cents (1 fr. 80 le kil.), 0.04 la livre (0.46 le kilog.) et 15 p. 100 de la valeur.

valant plus de 15 cents par livre (1 fr. 80 le kil.), 50 p. 100 de la valeur.

Le poids imposable comprend celui des papiers, étiquettes, cartons, boîtes, etc., autres que l'emballage extérieur.

TABLEAU F.

Tabac et tabac manufacturé.

220. Tabac d'enveloppe et de remplissage, lorsque dans le mélange se trouve plus de 15 p. 100 de tabac d'enveloppe et que les feuilles sont le produit de deux ou plusieurs pays ou de leurs dépendances : non écôté, 1.85 la livre (21.12 le kilog.).

écôté, 2. 50 la livre (28.55 le kilog.).

221. Tabac de remplissage non dénommé : non écôté, 0.35 la livre (4 00 le kilog.).

écôté, 0.50 la livre (5.70 le kilog.).

L'expression enveloppe de tabac (*Wrapper*) a le sens de feuille de tabac utilisable pour la robe des cigares et l'expression tabac de remplissage (*filler*) est applicable à toute autre feuille de tabac.

Les receveurs des douanes n'autoriseront aucune importation de tabac, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par le secrétaire du Trésor, si la déclaration de l'importation ne mentionne pas en détail la nature du tabac en distinguant entre le tabac d'enveloppe et le tabac de remplissage, l'origine de ce tabac et sa qualité.

Dans l'examen pour la classification de tout tabac importé, une balle, boîte ou paquet au moins dans chaque dizaine ou dans chaque envoi sera examiné par le vérificateur ou par la personne ayant légalement qualité pour faire cet examen, et dix poignées au moins seront examinées dans chaque balle, boîte ou paquet.

222. Tabac manufacturé ou brut, de toute espèce, non dénommé et débris, 0.55 la livre (6.26 le kilog.).

223. Tabac à priser de toute espèce, fabriqué avec du tabac moulu, sec, humide, salé, parfumé ou autrement traité, 0.55 la livre (6.26 le kilog.).

224. Cigares, cigarettes et bouts coupés (*cheroot*) de toute espèce, 4.50 la livre (51.39 le kilog.) et 25 p. 100 de la valeur.

Il est entendu que les cigares et cigarettes avec enveloppe de papier acquitteront les mêmes droits que les cigares, enveloppes comprises.

TABLEAU G.

Produits agricoles et denrées alimentaires.

225. Animaux vivants, bêtes à cornes :
 âgés de moins d'un an, 2.00 la tête (10.36 la tête).
 d'une valeur inférieure à 14 dollars, 3.75 la tête (19.42 la tête).
 d'une valeur supérieure à 14 dollars, 27 1/2 p. 100 de la valeur.
226. Porcs, 1.50 la tête (7.77 la tête).
227. Chevaux et mulets : valant jusqu'à 150 dollars (775 francs par tête), 30.00 la tête (155.40 la tête).
 valant plus de 150 dollars, 25 p. 100 de la valeur.
228. Moutons : d'un an et plus, 1.50 la tête (7.77 la tête).
 Moutons de moins d'un an, 0.75 la tête (3.88 la tête).
229. Autres animaux non dénommés, 20 p. 100 de la valeur.
230. Céréales et farineux : Orge par boisseau de 48 livres (hectolitre de 68 kilogrammes), 0.30 le boisseau (4.41 l'hectol.).
231. Malt d'orge par boisseau de 34 livres (hectolitre de 42 kilogrammes), 0.45 le boisseau (6.61 l'hectol.).
232. Orge perlée, brevetée, décortiquée, 0.02 la livre (0.23 le kilog.).
233. *Broom corn*, 3.00 la tonne (15.29 la tonne).
234. Sarrasin par boisseau de 48 livres (hectolitre de 68 kilogrammes), 0.15 le boisseau (2.20 l'hectol.).
 Farine de sarrasin, 25 p. 100 de la valeur.
235. Maïs par boisseau de 56 livres (hectolitre de 71 kilogrammes), 0.15 le boisseau (2.20 l'hectol.).
236. Gruaux de maïs, 0.40 les 100 livres (4.56 les 100 kilog.).
237. Macaroni, vermicelle et produits similaires, 0.011 1/2 la livre (0.17 le kilog.).
238. Avoine, 0.15 le boisseau (2.20 l'hectol.).
239. Gruaux d'avoine et avoine concassée, 0.01 la livre (0.11 le kilog.).
 Balles d'avoine, 0.10 les 100 livres (1.14 les 100 kilog.).
240. Riz : nettoyé, 0.02 la livre (0.23 le kilog.).
 non nettoyé ou riz dépourvu de son enveloppe extérieure et ayant sa pellicule intérieure, 0.011 1/4 la livre (0.14 le kilog.).

farine, gruaux et brisures pouvant passer à travers le tamis à douze fils métalliques d'une espèce réglée par le secrétaire de la Trésorerie, 0.001/4 la livre (0.03 le kilog.).

« paddy » ou riz ayant son enveloppe extérieure, 0.003/4 la livre (0.09 le kilog.).

241. Seigle, 0.10 le boisseau (1.47 l'hectol.).

Farine de seigle, 0.001/2 la livre (0.06 le kilog.).

242. Blé, 0.25 le boisseau (3.67 l'hectol.).

243. Farine de blé et semoule, 25 p. 100 de la valeur.

244. Biscuits, pain, gaufrettes et articles similaires non dénommés, 20 p. 100 de la valeur.

Biscuits, gaufrettes, gâteaux et autres objets cuits au four, quelle que soit leur dénomination, composés entièrement ou en partie d'œufs ou de n'importe quelle espèce de farine ou gruaux, ou d'autres substances, lorsqu'ils sont rendus doux au moyen du sucre, de miel, de mélasses ou d'autres substances, ou combinés avec du chocolat, des noix, des fruits ou de la confiserie, ou que les composants sont doux, sans tenir compte de l'élément de plus grande valeur :

Biscuits valant jusqu'à 15 cents la livre, 0.03 la livre (0.33 le kilog.), et 15 p. 100 de la valeur.

valant plus de 15 cents la livre, 50 p. 100 de la valeur.

245. Produits de laiterie :

Beurre et ses succédanés, 0.06 la livre (0.68 le kilog.).

246. Fromage et produits similaires, 0.06 la livre (0.68 le kilog.).

247. Lait frais, 0.02 le gallon (2.74 l'hectol.).

Crème, 0.05 le gallon (6.84 l'hectol.).

248. Lait conservé, condensé ou stérilisé par la chaleur ou autres procédés, y compris le poids de l'emballage intérieur, 0.02 la livre (0.23 le kilog.).

Sucre de lait, 0.05 la livre (0.57 le kilog.).

249. Produits de la ferme et des champs :

Fèves par boisseau de 60 livres (hectolitre de 77 kilogrammes), 0.45 le boisseau (6.58 l'hectol.).

250. Betteraves, 25 p. 100 de la valeur.

Betteraves à sucre, 10 p. 100 de la valeur.

251. Fèves, pois, champignons et truffes préparés ou conservés en boîtes de fer-blanc, en bouteilles ou autrement, y compris le poids des emballages intérieurs, 0.021/2 la livre (0.285 le kilog.).

Champignons, coupés, en tranches, ou séchés, en colis non divisés contenant au moins 5 livres, 0.021/2 la livre (0.285 le kilog.).

252. Légumes coupés, en tranches, ou non entiers, ou desséchés, grillés, conservés ou marinés dans le sel, la saumure, l'huile, ou préparés de toutes manières, non dénommés, y compris haricots conservés, miso et produits similaires, 40 p. 100 de la valeur.

253. *Pickles* (conserves au vinaigre) y compris les noix conservées au vinaigre et sauces de toute espèce non dénommés et *fish-paste* ou sauce, 40 p. 100 de la valeur.

254. Choux, 0.02 la pièce (0.10 la pièce).

255. Cidre, 0.05 le gallon (6.84 l'hectol.).

256. Œufs non dénommés, 0.05 la douzaine (0.26 la douzaine).

257. Œufs séchés, 0.15 la livre (1.71 le kilog.).

Jaunes d'œufs, 25 p. 100 de la valeur.

Albumine, sang, 0.03 la livre (1.34 le kilog.).

Blanc d'œuf ou sang séché, mais soluble, 0.011/2 la livre (0.17 le kilog.).

258. Foin, 4.00 la tonne (20.60 les 1.000 kilog.).

259. Miel, 0.20 le gallon (27.37 l'hectol.).

260. Houblon, 0.16 la livre (1.82 le kilog.).

Extrait de houblon ou poudre jaune de houblon (lupulin), 50 p. 100 de la valeur.

261. Oignons (boisseau de 57 livres), 0.40 le boisseau (5.88 l'hectol.).

Ail, 0.01 la livre (0.11 le kilog.).

262. Pois verts en vrac, en barils, en sacs ou emballages similaires, par boisseau de 60 livres (hectolitre de 77 kilogrammes), 0.25 la livre (2.85 le kilog.).

Graines, 0.40 la livre (4.56 le kilog.).

Pois secs non dénommés, 0.25 le boisseau (3.67 l'hectol.).

Pois cassés par boisseau de 60 livres, 0.45 le boisseau (6.58 l'hectol.).

Pois en boîtes de carton, de papier et autres petits colis, 0.01 la livre (0.11 le kilog.).

263. Orchidées, palmiers, azalées, fleurs naturelles de toutes sortes, coupées, fraîches ou conservées, employées pour la décoration, 25 p. 100 de la valeur.

Oignons de lis de la vallée, de tulipe, de narcisse, de bégonia, de gloxinia, 1.00 le 1.000 en nombre (5.18 le 1.000 en nombre).

Groupes d'oignons de jacinthe, d'astilbe, de diclytia et de lis de la vallée, 2.50 le 1.000 en nombre (12.95 le 1.000 en nombre).

Tubercule de lis de calla, pivoines, iris *Kaempferii* ou *germanica*, 5.00 le 1.000 en nombre (25.90 le 1.000 en nombre).

264. Troncs, branches ou jeunes plantes : de prunes mirabelles, de cerises de Sainte-Lucie ou « Mazzard manetti », multiflores, roses d'églantier, âgés de 3 ans ou moins, 1.00 les 1.000 plantes (5.18 les 1.000 plantes).

Troncs, branches ou jeunes plants de : poires, pommes, coings et prunes de Saint-Julien, âgées de 3 ans ou moins, 2.00 les 1.000 plantes (10.36 les 1.000 plantes).

Roses, boutons de roses, greffes ou roses sur leurs propres racines, 0.04 chaque (0.20 chaque).

Troncs, branches ou jeunes plants de tous fruits ou arbres d'ornement, décidus ou toujours verts, arbustes et sarments, et tous arbres, arbustes, plants et sarments cultivés dans les serres ou employés pour l'ornement des maisons non dénommés, 25 p. 100 de la valeur.

265. Pommes de terre par boisseau de 60 livres, 0.25 le boisseau (3.67 l'hectol.).

266. Semences :

Grains de ricin par boisseau de 50 livres (hectolitre de 64 kilogrammes), 0.25 le boisseau (3.67 l'hectol.).

Graines de lin, d'œillette et autres graines oléagineuses non dénommées, par boisseau de 56 livres (hectolitre de 71 kilogrammes), 0.25 le boisseau (3.67 l'hectol.).

Graines de pavot, 0.15 le boisseau (2.21 l'hectol.).

de champignons, d'épinard, 0.01 la livre (0.11 le kilog.).

de betterave (sauf betterave à sucre), carotte, panais, radis, navets et *ruta-baga*, 0.04 la livre (0.46 le kilog.).

de choux, de choux-rave, 0.08 la livre (0.92 le kilog.).

d'aubergine, de poivre, 0.20 la livre (2.28 le kilog.).

Graines non dénommées, 0.10 la livre (1.14 le kilog.).

267. Paille, 1.50 la tonne (7.64 les 1.000 kilog.).

268. Chardons cardères, 30 p. 100 de la valeur.

269. Légumes à l'état naturel, non dénommés, 25 p. 100 de la valeur.

270. Poisson :

Poissons de toutes dénominations sauf *shellfish*, à l'huile ou autrement :

en boîtes, bouteilles, boîtes d'étain, etc., de 7 pouces cubiques 1/2 ou moins, 0.011/2 la boîte (0.077 la boîte).

en boîtes de 7 pouces cubiques 1/2 à 21 pouces cubiques, 0.021/2 la boîte (0.129 la boîte).

en boîtes de 21 à 33 pouces cubiques, 0.05 la boîte (0.259 la boîte).

en boîtes de 33 à 70 pouces cubiques, 0.10 la boîte (0.518 la boîte).

en autres emballages, 30 p. 100 de la valeur.

en autres boîtes de fer-blanc, 30 p. 100 de la valeur.

en emballages contenant au moins 1/2 baril et non dénommés, 30 p. 100 de la valeur.

Caviar et autres œufs de poisson conservés, 30 p. 100 de la valeur.

271. Poisson d'eau douce non dénommé, 0.001/4 la livre (0.03 le kilog.).

272. Harengs en saumure, salés, non dénommés, 0.001/2 la livre (0.06 le kilog.).

Harengs frais, 0.001/4 la livre (0.03 le kilog.).

Anguilles et éperlans frais ou gelés, 0.003/4 la livre (0.09 le kilog.).

273. Poissons frais, en saumure, salés, fumés, glacés, emballés dans de la glace ou autrement préparés pour la conservation, non dénommés, en vrac ou en colis non divisés contenant 100 livres au moins, 0.003/4 la livre (0.09 le kilog.).

Poisson désossé ou pelé, 0.001/4 la livre (0.13 le kilog.).

Maquereaux ou saumons frais, aux pickles ou salés, 0.01 la livre (0.11 le kilog.).

274. Fruits, noix et noisettes ; fruits : pommes, pêches, coings, cerises, prunes et poires, mûrs ou non, 0.25 le boisseau (3.67 l'hectol.).

baies comestibles à l'état naturel, 0.01 le quart (0.05 le litre).

airelles, 25 p. 100 de la valeur.

fruits comestibles, y compris les baies, séchés, évaporés, en saumure, ou autrement préparés, non dénommés, 0.02 la livre (0.23 le kilog.).

confiseries, gelées, bonbons et fruits avec du sucre ou de la mélasse, ou conservés au sucre ou dans la mélasse, dans le sirop ou l'alcool, ou dans leur propre jus, 0.01 la livre (0.11 le kilog.), et 35 p. 100 de la valeur.

S'ils contiennent plus de 10 p. 100 d'alcool, 35 p. 100 de la valeur.

Et, en plus, un droit de 2 dollars 50 par gallon de preuve pour l'alcool contenu en plus de 10 p. 100 (1).

gelées de toute nature, 35 p. 100 de la valeur.

ananas dans leur jus, 25 p. 100 de la valeur.

275. Figs, 0.021/2 la livre (0.28 le kilog.).

prunes, prunelles, 0.02 la livre (0.23 le kilog.).

raisins et raisins secs, 0.021/2 la livre (0.28 le kilog.).

dattes, 0.01 la livre (0.11 le kilog.).

raisins de Corinthe ou autres, 0.02 la livre (0.28 le kilog.).

olives vertes ou préparées :

(1) Ce droit supplémentaire par gallon de preuve restera à 1 dollar 75 jusqu'au 31 octobre 1909 pour les provenances françaises.

en bouteilles, jarres, barils, boîtes ou autres récipients similaires contenant moins de 5 gallons, 0.25 le gallon (28.47 l'hectol.).

autrement, 0.15 le gallon (20.52 l'hectol.).

276. Raisins en barils ou autre emballage (contenance du récipient), 0.25 le pied cube (46.00 le mètr. cube).

277. Limons, 0.011/2 la livre (0.17 le kilog.).

oranges, citrons, fruits à pépins (*grape fruits*) et pamplemousses, 0.01 la livre (0.11 le kilog.).

278. Ecorces d'orange, de limon, conservées ou candies et noix de coco sèches, coupées ou autrement préparées, 0.02 la livre (0.23 le kilog.).

citron ou écorce de citron conservé, confit ou séché, 0.04 la livre (0.46 le kilog.).

279. Ananas en barils ou autres récipients (contenance du récipient), 0.08 le pied cube (14.57 le mètr. cube).

en vrac, 8.00 le 1.000 (41.44 le 1.000).

280. Fruits, amandes en coques, 0.04 la livre (0.46 le kilog.).

sans coques, 0.06 la livre (0.68 le kilog.).

noyaux d'abricots et de pêches, 0.04 la livre (0.46 le kilog.).

281. Avelines et noix de toute espèce avec coques, 0.03 la livre (0.34 le kilog.).

sans coques, 0.05 la livre (0.57 le kilog.).

282. Arachides avec coques, 0.001/2 la livre (0.06 le kilog.).

sans coques, 0.01 la livre (0.11 le kilog.).

283. Noix et noisettes (*nuts*) de toute espèce, avec ou sans coques, non dénommées, 0.01 la livre (0.11 le kilog.).

Aucune réfaction ne sera accordée pour impuretés sur ces produits.

284. Viande et extraits de viande : lard et jambons, 0.04 la livre (0.46 le kilog.).

285. Bœuf, veau, mouton, porc, venaison et gibier frais, sauf les oiseaux, 0.011/2 la livre (0.17 le kilog.).

286. Viandes de toute espèce préparées ou conservées, non dénommées, 25 p. 100 de la valeur.

287. Extraits de viande non dénommés, 0.35 la livre (3.99 le kilog.).

Extraits fluide de viande, 0.15 la livre (1.71 le kilog.).

Dans le poids ne sera pas compris le poids de l'emballage.

288. Saindoux, 0.011/2 (0.17 le kilog.).

289. Volaille vivante, 0.03 la livre (0.34 le kilog.).

abattue, 0.05 la livre (0.57 le kilog.).

290. Suif, 0.001/2 la livre (0.06 le kilog.).

Graisse de laines, y compris le dégras, brute, non raffinée, ni améliorée en valeur ou condition, 0.001/4 la livre (0.03 le kilog.).

rafinée ou améliorée, 0.001/2 la livre (0.06 le kilog.).

291. Produits divers : chicorée brute, séchée ou non, non moulue, 0.011/2 la livre (0.17 le kilog.).

Chicorée torréfiée ou brûlée, moulue ou granulée ou autrement préparée, non dénommée, 0.03 la livre (0.34 le kilog.).

292. Chocolat et cacao non dénommés, préparés ou manufacturés, valant la livre : jusqu'à 15 cents (1 fr. 70 le kilogr.), 0.021/2 la livre (0.29 le kilog.).

valant plus de 15 cents jusqu'à 24 cents (2 fr. 75 le kilogr.), 0.021/2 la livre (0.29 le kilog.), et 10 p. 100 de la valeur.

valant plus de 24 cents jusqu'à 35 cents, 0.05 la livre (0.57 le kilog.). et 10 p. 100 de la valeur.

valant plus de 35 cents, 50 p. 100 de la valeur.

Le poids de l'emballage, sauf ceux en bois uni, sera compris dans le poids imposable ; mais la valeur imposable comprendra la valeur de tous emballages, y compris ceux en bois uni.

Cacao en poudre sans sucre, 0.05 la livre (0.57 le kilog.).

293. Beurre et huile de cacao et succédanés, 0.031/2 la livre (0.40 le kilog.).

294. Glands et racines de pissenlit préparés, et tous autres succédanés du café non dénommés, 0.021/2 la livre (0.29 le kilog.).

295. Sel : en sac, barils et autres contenants, 0.11 les 100 livres (1.25 les 100 kilog.).

en vrac, 0.07 les 100 livres (0.80 les 100 kilog.).

Il est entendu que le sel importé en entrepôt pourra servir à la salaison des poissons pris par les navires autorisés à fréquenter les pêcheries et à préparer leur poisson, sur les rives des eaux navigables des Etats-Unis, en se conformant aux règlements prescrits par le secrétaire de la Trésorerie ; et, sur preuve fournie que le sel a été employé à l'un des deux usages précités, le droit sera remboursé.

Les exportateurs de viandes emballées ou fumées, qui auront été traitées aux Etats-Unis avec du sel importé, pourront, en se conformant aux règlements établis par le secrétaire de la Trésorerie et en lui prouvant, à sa satisfaction, que lesdites viandes ont été traitées avec ledit sel, obtenir le remboursement des droits, mais par sommes non inférieures à 100 dollars (518 fr.).

296. Amidon de pommes de terre, 0.011/2 la livre (0.17 le kilog.).

Amidon, y compris toutes les préparations fabriquées avec une substance quelconque propre à servir d'amidon, 0.01 la livre (0.11 le kilog.).

297. Dextrine, amidon grillé, soluble, traité chimiquement et succédané de la gomme, ou gomme anglaise, 0.011/2 la livre (0.17 le kilog.).

298. Moutarde moulue ou préparée, en bouteilles ou autrement, 0.10 la livre (1.14 le kilog.).

Poivre rouge, poivre de Cayenne, 0.021/2 la livre (0.29 le kilog.).

Sauge, 0.01 la livre (0.11 le kilog.).

Epices non dénommées, 0.03 la livre (0.34 le kilog.).

299. Vinaigre, 0.071/2 le gallon de preuve (10.26 l'hectol.).

Nota. — Il est entendu que le titre-type du vinaigre sera celui pour lequel il faut 35 grains de bicarbonate de potasse pour neutraliser une once troy en poids dudit vinaigre (7 gr. 29 par hectogramme).

TABLEAU H.

Spiritueux, Vins et autres Boissons (Voir renvoi [I].

300. Spiritueux : Eaux-de-vie et autres spiritueux fabriqués ou distillés, de grains ou d'autres matières non dénommées, 2.60 (1) le gallon de preuve (709.31 l'hectol. d'alcool pur).

301. Il est entendu que chaque gallon à vin de jauge sera réputé représenter au moins un gallon de preuve, et que l'étalon servant à déterminer la preuve des eaux-de-vie et autres spiritueux ou boissons de toutes sortes importés aux Etats-Unis sera l'étalon établi par les lois relatives au revenu intérieur ; mais le secrétaire de la Trésorerie aura le droit, à sa discrétion, d'autoriser la constatation de la teneur alcoolique des vins, cordiaux et liqueurs par la distillation ou autrement, quand les moyens prescrits par les lois en vigueur ne permettent pas d'arriver à cette constatation ; toute eau-de-vie ou boisson spiritueuse importée dans un récipient venant de l'étranger et dont le retour dans le pays est prohibé, après qu'il aura été rempli aux Etats-Unis, sera confisquée au profit des Etats-Unis. Toute eau-de-vie ou boisson spiritueuse importée dans des fûts d'une capacité inférieure à 10 gallons (37 litres 85), sera confisquée au profit des Etats-Unis.

302. Tous les composés ou préparations dont les spiritueux distillés constituent l'élément de principale valeur, non dénommés, acquitteront un droit qui ne sera pas inférieur à celui des spiritueux distillés.

(1) Les anciens droits conventionnels auxquels sont soumis les spiritueux, liqueurs, vins non mousseux, vins mousseux et vermouths d'origine française, resteront en vigueur jusqu'au 31 octobre 1909.

303. Cordiaux, y compris vin et cordial de gingembre, et vermouth, liqueurs, arack, absinthe, kirsch, ratafia et autres boissons spiritueuses ou amers de toute espèce renfermant des spiritueux non dénommés, 2.60 (1) le gallon de preuve (709.31 l'hectolitre d'alcool pur).

Les droits sur les eaux-de-vie, spiritueux et autres boissons spiritueuses ne seront jamais liquidés au-dessous de la base de la première preuve (50° 1644 Gay-Lussac) fixée par la loi, mais elle sera augmentée en proportion pour toute force de preuve au-dessus de la première preuve et toute imitation d'eau-de-vie, de spiritueux et de vins importés sous une dénomination quelconque sera soumise au droit le plus élevé grevant l'article véritable qu'elle représente, et elle n'acquittera en aucun cas un droit inférieur à 1 dollar 75 par gallon.

304. Alcoolat ou rhum de laurier distillé ou composé, 1.75 (1) le gallon de preuve (477.42 l'hectolitre d'alcool pur).

Nota. — Il est entendu que le droit se perçoit au gallon de première preuve et en proportion pour toute force au-dessus de la première épreuve.

306. Vins : Champagne et autres vins mousseux en bouteilles contenant chacune :

pas plus de 1 *quart* et plus de 1 *pint*, 9.60 (1) les 12 bout. (49.72 les 12 bout.).

pas plus de 1 *pint*, mais plus de 1/2 *pint*, 4.80 (1) les 12 bout. (24.86 les 12 bout.).

1/2 *pint* ou moins, 2.40 (1) les 12 bout. (12.43 les 12 bout.).

plus de 1 *quart*, 9.60 (1) les 12 bout. (49.72 les 12 bout.).

et sur l'excédent de 1 *quart* par bouteille, un droit additionnel de 3.00 (1) le gallon (410.56 l'hectolitre).

Mais aucun droit distinct ou additionnel ne sera prélevé sur les bouteilles.

307. Vins non mousseux, vin de gingembre, cordial au gingembre, vermouth, vin de riz ou sake, et autres boissons similaires non dénommées :

en fûts ou récipients autres que bouteilles ou cruchons, et contenant 14 p. 100 d'alcool absolu ou moins, 0.45 (1) le gallon (61.58 l'hectolitre).

contenant plus de 14 p. 100 d'alcool absolu, 0.60 (1) le gallon (82.11 l'hectolitre).

en bouteilles ou cruchons :

par caisse de 12 bouteilles ou cruchons ne contenant pas plus de

(1) Les anciens droits conventionnels auxquels sont soumis les spiritueux, liqueurs, vins non mousseux, vins mousseux et vermouths d'origine française, resteront en vigueur jusqu'au 31 octobre 1909.

1 quart et plus de 1 pint, 1.85 (1) la caisse de 12 bout. (9.58 la caisse de 12 bout.).

par caisse de 24 bouteilles ne contenant chacune pas plus de 1 pint, 1.85 (1) la caisse de 24 bout. (9.58 la caisse de 24 bout.).

Il sera payé par pint ou fraction de pint un droit de 6 cents sur les excédents que contiendraient les bouteilles ou cruchons, mais il ne sera pas perçu de droit additionnel sur lesdites bouteilles ou cruchons.

Il est entendu que tout vin, tout cordial au gingembre et vermouth importés et contenant plus de 24 p. 100 d'alcool sera classé comme spiritueux et paiera en conséquence.

Il est entendu qu'il ne sera accordé aucune réfaction pour casse, coulage ou avarie aux vins, liqueurs, cordiaux et spiritueux distillés.

Les vins cordiaux, eaux-de-vie et autres boissons spiritueuses, amers, alcoolat et rhum de laurier, en bouteilles ou cruchons, ne seront importés qu'en caisse de 12 bouteilles ou cruchons au moins, et ces bouteilles ou cruchons acquitteront un droit additionnel égal au droit qui serait perçu sur ces bouteilles ou cruchons s'ils étaient importés vides. Le pourcentage de l'alcool contenu dans les vins et jus de fruits sera déterminé par le secrétaire du Trésor comme la loi le prescrit.

308. Bière, ale et porter : en bouteilles ou cruchons (sans droit additionnel pour les bouteilles et cruchons), 0.45 le gallon (50.44 l'hectol.).

autrement qu'en bouteilles ou cruchons, 0.23 le gallon (25.78 l'hectol.).

309. Extrait de malt liquide en fûts, 0.23 le gallon (25.78 l'hectol.).
en bouteilles ou cruchons, 0.45 le gallon (61.20 l'hectol.).

Extrait de malt solide ou condensé, 45 p. 100 de la valeur.

310. Jus de cerises et de prunes, vin de prunes et autres jus et sirops de fruits non dénommés ne renfermant pas d'alcool ou :

jusqu'à 18 p. 100 d'alcool, 0.70 le gallon (95.79 l'hectol.).

plus de 18 p. 100, 0.70 le gallon (95.79 l'hectol.).

Et, en plus de ce dernier droit, 2 dollars et 7 cents par gallon de preuve sur l'alcool contenu dans le produit.

311. Ale et bière de gingembre, limonade, « soda-water » et eaux similaires sans alcool, dans des bouteilles de verre uni, vert ou de couleur, moulé ou pressé, chaque bouteille renfermant :

jusqu'à $\frac{3}{4}$ de pint, 0.18 la douzaine (0.93 la douzaine).

plus de $\frac{3}{4}$ jusqu'à 1 pint $\frac{1}{4}$, 0.28 la douzaine (1.45 la douzaine).

Il ne sera perçu aucun droit additionnel sur les bouteilles ; si ces produits sont importés autrement que dans des bouteilles en verre uni,

(1) Les anciens droits conventionnels auxquels sont soumis les spiritueux, liqueurs, vins non mousseux, vins mousseux et vermouths d'origine française, resteront en vigueur jusqu'au 31 octobre 1909.

vert ou de couleur, ou si ces bouteilles sont d'une capacité supérieure à 1 pint 1/2, les liquides acquitteront un droit de 50 cents par gallon (66 fr. 43 par hectolitre) et les bouteilles paieront le droit dont elles auraient été frappées si elles avaient été importées vides.

Les boissons non dénommées ne renfermant pas plus de 2 p. 100 d'alcool rentreront sous ce numéro.

312. Eaux minérales naturelles et leurs imitations, eaux minérales artificielles non dénommées, en bouteilles de verre vert ou de couleur renfermant :

jusqu'à 1 pint (0 lit. 473), 0.20 la douzaine (1.03 la douzaine).

plus d'une pint jusqu'à 1 quart (0 lit. 946), 0.30 la douzaine (1.55 la douzaine).

Aucun droit séparé ne sera imposé sur les bouteilles.

plus d'un quart ou en autres récipients, 0.24 la douzaine (1.24 la douzaine).

importées autrement qu'en bouteilles ou cruchons, 0.08 le gallon (10.96 l'hectol.).

Et, en outre, paieront pour les bouteilles ou autres récipients le tiers des droits qui seraient perçus sur ces récipients si on les importait vides ou séparément.

TABLEAU I.

Coton et ses dérivés.

313. Fil de coton à coudre et fil cardé, chaîne ou fils de chaîne, en fils simples, sur ensouples, ou en paquets, écheveaux, cannettes ou autrement, excepté le fil à coudre sur bobines, cotons pour crochet, reprises et broderies, ci-après dénommés :

ni colorés, ni blanchis, ni teints, ni plus avancés que le fil simple par la réunion ou la torsion de deux ou de plusieurs fils simples :

de tous les numéros jusqu'au n° 15 inclusivement, 0.021/2 la livre (0.285 le kilogramme).

de tous les numéros dépassant le n° 15 jusqu'au n° 30 inclusivement, 0.001/6 par numéro et par livre.

de tous les numéros dépassant le n° 30, 0.001/5 la livre.

Remarque. — Aucun de ces articles ne paiera un droit inférieur à 15 p. 100 *ad valorem*.

colorés, blanchis, teints, peignés, ou plus avancés que le fil simple par la réunion ou la torsion de deux ou de plusieurs fils simples sur ensouples, ou en paquets, écheveaux, cannettes ou autrement, excepté le fil à coudre sur bobines, cotons pour crochet, reprises et broderies ci-après dénommés :

depuis tous les numéros jusqu'au n° 24 inclusivement, 0.06 la livre (0.68 le kilog.).

au-dessus du n° 24 et jusqu'au n° 80 exclusivement, 0.001/4 par numéro et par livre (0.03 le kilog.).

à partir du n° 80 inclus jusqu'au n° 200, 0.003/10 par numéro et par livre (0.034 le kilog.).

à partir du n° 200 inclus, 0.60 la livre (6.85 le kilog.).

et un droit additionnel de 1/10 de cent par numéro et par livre pour tous les numéros au-dessus du n° 200.

filz câblés à coudre ou cardés, faits en groupant ou tordant ensemble deux ou plusieurs filz à coudre ou cardés groupés ou tordus :

ni colorés, ni blanchis, ni teints, 0.004/10 par numéro et par livre.

colorés, blanchis, teints, 0.009/20 par numéro et par livre.

Remarque. — Les dits filz à coudre ou cardés, teints, blanchis, colorés, peignés, plus que simples, ou câblés précités, à l'exception de ceux (autres que les filz câblés à coudre ou cardés) plus fins que le n° 140, paieront au moins 30 p. 100 *ad valorem*. Les filz précités mercerisés, ou qui ont été soumis à un procédé analogue paieront, outre les droits spécifiques précités, un droit additionnel de 1/14 de cent par numéro et par livre.

nappes de cardes, fil de caret, échevettes et mèches, 35 p. 100 de la valeur.

coton, bourre et déchets de coton manufacturés d'une façon quelconque, 20 p. 100 de la valeur.

314. Fil à coudre, filz pour crochet, à reprendre et à broder, sur bobines, 2 aspes et pelotes de toutes sortes :

chaque bobine, aspe ou pelote contenant :

jusqu'à 100 yards (91 mètres) de fil, 0.06 la douzaine (0.31 la douzaine).

plus de 100 yards de fil, par chaque 100 yards ou fraction de 100 yards en plus sur chaque bobine, aspe ou pelote, 0.06 la douzaine (0.31 la douzaine).

en écheveaux contenant moins de 600 yards chaque, 1/2 cent par 100 yards ou fraction de 100 yards.

En aucun cas, le droit ne sera perçu sur un nombre de yards inférieur à celui marqué sur les bobines aspes, pelotes ou écheveaux. Ces articles précités paieront au moins 20 p. 100 *ad valorem*.

315. Tissus de coton : n'ayant pas plus de 50 filz dans un pouce carré, chaîne et trame comprises :

ni teints, ni colorés, ni blanchis, ni nuancés, ni peints, ni imprimés et d'une valeur ne dépassant pas 7 cents par yard carré, 0.01 le yard carré (0.062 le mètre carré).

blanchis et d'une valeur ne dépassant pas 9 cents par yard carré, 0.011/4 le yard carré (0.077 le mètre carré).

teints, colorés, nuancés, peints ou imprimés et d'une valeur ne dépassant pas 12 cents par yard carré, 0.02 le yard carré (0.124 le mètre carré).

ayant plus de 50 fils mais n'ayant pas plus de 100 fils dans un pouce carré, chaîne et trame comprises :

d'une valeur ne dépassant pas 7 cents par yard carré :

non blanchis, ni teints, ni colorés, ni nuancés, ni peints, ni imprimés, contenant par livre :

jusqu'à 6 yards carrés, 0.011/4 le yard carré (0.777 le mètre carré).

plus de 6 jusqu'à 9 yards carrés, 0.011/2 le yard carré (0.09 le mètre carré).

plus de 9 yards carrés, 0.013/4 le yard carré (0.10 le mètre carré).

n'ayant pas plus de 100 fils dans un pouce carré, chaîne et trame comprises :

non blanchis, ni teints, ni colorés, ni nuancés, ni peints, ni imprimés :

d'une valeur de 7 à 9 cents par yard carré, 0.021/4 le yard carré (0.13 le mètre carré).

d'une valeur de 9 à 10 cents par yard carré, 0.023/4 le yard carré (0.17 le mètre carré).

d'une valeur de 10 à 12 1/2 cents par yard carré, 0.04 le yard carré (0.25 le mètre carré).

d'une valeur de 12 1/2 à 14 cents par yard carré, 0.05 le yard carré (0.31 le mètre carré).

d'une valeur au-dessus de 14 cents par yard carré, 0.06 le yard carré (0.36 le mètre carré).

Remarque. — Ce dernier article paiera au moins 25 % *ad valorem*.

ayant plus de 50 fils mais n'ayant pas plus de 100 fils dans un pouce carré, chaîne et trame comprises :

blanchis et d'une valeur ne dépassant pas 9 cents par yard carré, contenant par livre :

jusqu'à 6 yards carrés, 0.011/2 le yard carré (0.09 le mètre carré).

de 6 à 9 yards carrés, 0.013/4 le yard carré (0.10 le mètre carré).

au-dessus de 9 yards carrés, 0.021/4 le yard carré (0.13 le mètre carré).

n'ayant pas plus de 100 fils dans un pouce carré, chaîne et trame comprises :

blanchis :

d'une valeur de 9 à 11 cents par yard carré, 0.023/4 le yard carré (0.17 le mètre carré).

Tissus de coton d'une valeur de 11 à 12 cents par yard carré, 0.04 le yard carré (0.25 le mètre carré).

Tissus de coton d'une valeur de 12 à 15 cents par yard carré, 0.05 le yard carré (0.31 le mètre carré).

de 15 à 15 cents par yard carré, 0.06 le yard carré (0.36 le mètre carré).

au-dessus de 16 cents par yard carré, 0.07 le yard carré (0.43 le mètre carré).

Remarque. — Ce dernier article paiera au moins 25 % *ad valorem*.

Tissus ayant plus de 50 fils mais n'ayant pas plus de 100 fils dans un pouce carré, chaîne et trame comprises :

teints, colorés, nuancés, peints ou imprimés, d'une valeur ne dépassant pas 12 cents par yard carré contenant dans la livre :

jusqu'à 6 yards carrés, 0.023/4 le yard carré (0.17 le mètre carré).

de 6 à 9 yards carrés, 0.031/4 le yard carré (0.20 le mètre carré).

plus de 9 yards carrés, 0.031/2 le yard carré (0.21 le mètre carré).

Tissus n'ayant pas plus de 100 fils dans un pouce carré, chaîne et trame comprises :

teints, colorés, nuancés, peints ou imprimés :

d'une valeur de 12 à 12 1/2 cents par yard carré, 0.033/4 le yard carré (0.23 le mètre carré).

de 12 1/2 à 15 cents par yard carré, 0.05 le yard carré (0.31 le mètre carré).

de 15 à 17 1/2 cents par yard carré, 0.061/2 le yard carré (0.40 le mètre carré).

de 17 1/2 à 20 cents par yard carré, 0.071/2 le yard carré (0.045 le mètre carré).

à partir de 20 cents par yard carré, 0.09 le yard carré (0.54 le mètre carré).

Remarque. — Ce dernier article paiera au moins 30 % *ad valorem*.

316. Tissus ayant plus de 100 fils jusqu'à 150 fils au pouce carré, chaîne et trame comprises, contenant par livre :

jusqu'à 4 yards carrés (3 mq 64) :

écrus, 0.011/2 le yard carré (0.09 le mètre carré).

blanchis, 0.021/2 le yard carré (0.15 le mètre carré).

teints, colorés, nuancés, peints ou imprimés, 0.031/2 le yard carré (0.21 le mètre carré).

plus de 4 jusqu'à 6 yards carrés (5 mq 46) :

écrus, 0.02 le yard carré (0.124 le mètre carré).

blanchis, 0.03 le yard carré (0.18 le mètre carré).

teints, colorés, nuancés, peints ou imprimés, 0.033/4 le yard carré (0.23 le mètre carré).

plus de 6 jusqu'à 8 yards carrés (7 mq 28) :

écrus, 0.021/2 le yard carré (0.15 le mètre carré).

blanchis, 0.031/2 le yard carré (0.21 le mètre carré).

teints, coloriés ou imprimés, 0.041/2 le yard carré (0.26 le mètre carré).

plus de 8 yards carrés :

écrus, 0.023/4 le yard carré (0.17 le mètre carré).

blanchis, 0.033/4 le yard carré (0.23 le mètre carré).

teints, coloriés, nuancés, peints ou imprimés, 0.041/2 le yard carré (0.27 le mètre carré).

Tissus ayant plus de 100 jusqu'à 150 fils au pouce carré, chaîne et trame comprises, valant :

écrus : de 9 à 10 cents le yard carré, 0.03 le yard carré (0.18 le mètre carré).

de 10 à 12 cents 1/2 le yard carré, 0.043/8 le yard carré (0.29 le mètre carré).

de 12 1/2 à 14 cents le yard carré, 0.051/2 le yard carré (0.34 le mètre carré).

de 14 à 16 cents le yard carré, 0.061/2 le yard carré (0.40 le mètre carré).

plus de 16 cents le yard carré ; ces articles paieront au moins 30 p. 100 *ad valorem*, 0.08 le yard carré (0.49 le mètre carré).

blanchis : de 11 à 12 cents le yard carré, 0.041/2 le yard carré (0.26 le mètre carré).

de 12 à 15 cents le yard carré, 0.05 1/4 le yard carré (0.32 le mètre carré).

de 15 à 16 cents le yard carré, 0.061/2 le yard carré (0.40 le mètre carré).

de 16 à 20 cents le yard carré, 0.08 le yard carré (0.40 le mètre carré).

plus de 20 cents le yard carré ; ces articles paieront au moins 35 p. 100 *ad valorem*, 0.10 le yard carré (0.62 le mètre carré).

teints, coloriés, nuancés, peints ou imprimés :

de 12 1/2 à 15 cents le yard carré, 0.051/4 le yard carré (0.32 le mètre carré).

de 15 à 17 cents 1/2 le yard carré, 0.07 le yard carré (0.43 le mètre carré).

de 17 1/2 à 20 cents le yard carré, 0.08 le yard carré (0.49 le mètre carré).

plus de 20 cents le yard carré ; ces articles paieront au moins 35 p. 100 *ad valorem*, 0.10 le yard carré (0.62 le mètre carré).

317. Tissus ayant plus de 150 fils jusqu'à 200 fils au pouce carré, chaîne et trame comprises, contenant par livre :

jusqu'à 3 yards $1\frac{1}{2}$ carrés (3 mq 18) : écrus, 0.02 le yard carré (0.125 le mètre carré).

blanchis, 0.023/4 le yard carré (0.17 le mètre carré).

teints, coloriés, nuancés, peints ou imprimés, 0.041/4 le yard carré (0.25 le mètre carré).

plus de 3 $1\frac{1}{2}$ jusqu'à 4 yards $1\frac{1}{2}$ carrés (4 mq 09) : écrus, 0.023/4 le yard carré (0.16 le mètre carré).

blanchis, 0.031/2 le yard carré (0.21 le mètre carré).

teints, coloriés, nuancés, peints ou imprimés, 0.041/2 le yard carré (0.27 le mètre carré).

Tissus ayant plus de 150 fils jusqu'à 200 fils au pouce carré, chaîne et trame comprises, contenant par livre :

plus de 4 $1\frac{1}{2}$ jusqu'à 6 yards carrés (5 mq 46) :

Tissus écrus, 0.03 le yard carré (0.18 le mètre carré).

blanchis, 0.04 le yard carré (0.24 le mètre carré).

teints, coloriés, nuancés, peints ou imprimés, 0.043/4 le yard carré (0.28 le mètre carré).

plus de 6 yards carrés :

écrus, 0.031/2 le yard carré (0.21 le mètre carré).

blanchis, 0.041/4 le yard carré (0.25).

teints, coloriés, nuancés, peints ou imprimés, 0.05 le yard carré (0.30 le mètre carré).

Tissus ayant plus de 150 fils jusqu'à 200 fils au pouce carré, chaîne et trame comprises, valant :

écrus :

de 10 à 12 cents $1\frac{1}{2}$ le yard carré, 0.043/8 le yard carré (0.27 le mètre carré).

de 12 $1\frac{1}{2}$ à 14 cents le yard carré, 0.051/2 le yard carré (0.33 le mètre carré).

de 14 à 16 cents le yard carré, 0.061/2 le yard carré (0.39 le mètre carré).

de 16 à 20 cents le yard carré, 0.08 le yard carré (0.50 le mètre carré).

plus de 20 cents le yard carré ; ces articles payeront au moins 35 *ad valorem* 0.10 le yard carré (0.60 le mètre carré).

Tissus blanchis :

de 12 à 15 cents le yard carré, 0.051/4 le yard carré (0.32 le mètre carré).

de 15 à 16 cents le yard carré, 0.061/2 le yard carré (0.39 le mètre carré).

de 16 à 20 cents le yard carré, 0.08 le yard carré (0.50 le mètre carré).

plus de 20 cents le yard carré ; ces articles payeront au moins 35 p. 100 *ad valorem*, 0.10 le yard carré (0.60 le mètre carré).

Tissus teints, coloriés, nuancés, peints ou imprimés :

de 12 1/2 à 15 cents le yard carré, 0.06 le yard carré (0.36 le mètre carré).

de 15 à 17 cents 1/2 le yard carré, 0.07 le yard carré (0.42 le mètre carré).

de 17 1/2 à 20 cents le yard carré, 0.08 le yard carré (0.50 le mètre carré).

plus de 20 cents le yard carré ; ces articles payeront au moins 40 p. 100 *ad valorem*, 0.10 le yard carré (0.60 le mètre carré).

318. Tissus ayant plus de 200 fils jusqu'à 300 fils au pouce carré, chaîne et trame comprises, contenant par livre :

jusqu'à 2 yards 1/2 carrés :

écrus, 0.03 1/2 le yard carré (0.21 le mètre carré).

blanchis, 0.04 1/2 le yard carré (0.27 le mètre carré).

plus de 2 1/2 jusqu'à 3 yards 1/2 carrés (3 mq. 18) :

écrus, 0.04 le yard carré (0.25 le mètre carré).

blanchis, 0.05 le yard carré (0.30 le mètre carré).

plus de 3 1/2 jusqu'à 5 yards carrés (5 mq. 45) :

écrus, 0.04 1/2 le yard carré (0.27 le mètre carré).

blanchis, 0.05 1/2 le yard carré (0.33 le mètre carré).

plus de 5 yards carrés :

écrus, 0.05 le yard carré (0.30 le mètre carré).

blanchis, 0.06 le yard carré (0.36 le mètre carré).

teints, coloriés, nuancés, peints ou imprimés :

jusqu'à 3 yards 1/2 carrés (3 mq. 18), 0.06 1/4 le yard carré (0.37 le mètre carré).

plus de 3 yards 1/2 carrés, 0.07 le yard carré (0.42 le mètre carré).

Les mêmes tissus valant :

écrus :

de 12 1/2 à 14 cents le yard carré, 0.05 1/2 le yard carré (0.33 le mètre carré).

de 14 à 16 cents le yard carré, 0.06 1/2 le yard carré (0.39 le mètre carré).

de 16 à 20 cents le yard carré, 0.08 le yard carré (0.50 le mètre carré).

plus de 20 cents le yard carré ; ces articles payeront au moins 40 p. 100 *ad valorem*, 0.10 le yard carré (0.60 le mètre carré).

blanchis : de 15 à 16 cents le yard carré, 0.06 1/2 le yard carré (0.39 le mètre carré).

de 16 à 20 cents le yard carré, 0.08 le yard carré (0.50 le mètre carré).

de 20 à 25 cents le yard carré, 0.111/4 le yard carré (0.695 le mètre carré).

plus de 25 cents le yard carré ; ces articles payeront au moins 40 p. 100 *ad valorem*, 0.121/2 le yard carré (0.74 le mètre carré).

teints, coloriés, nuancés, peints ou imprimés :

de 17 1/2 à 20 cents, 0.08 le yard carré (0.50 le mètre carré).

de 20 à 25 cents le yard carré, 0.111/4 le yard carré (0.675 le mètre carré).

plus de 25 cents le yard carré ; ces articles payeront au moins 40 p. 100 *ad valorem*, 0.121/2 le yard carré (0.74 le mètre carré).

319. Tissus ayant plus de 300 fils au pouce carré, chaîne et trame comprises, contenant par livre :

jusqu'à 2 yards carrés (1 mq. 67) : écrus, 0.04 le yard carré (0.24 le mètre carré).

blanchis, 0.05 le yard carré (0.30 le mètre carré).

plus de 2 yards jusqu'à 3 yards carrés (2 mq. 73) : écrus, 0.041/2 le yard carré (0.27 le mètre carré).

blanchis, 0.051/2 le yard carré (0.33 le mètre carré).

plus de 3 yards jusqu'à 4 yards carrés (3 mq. 34) : écrus, 0.05 le yard carré (0.30 le mètre carré).

blanchis, 0.06 le yard carré (0.36 le mètre carré).

plus de 4 yards carrés : écrus, 0.051/2 le yard carré (0.33 le mètre carré).

blanchis, 0.061/2 le yard carré (0.39 le mètre carré).

teints, coloriés ou imprimés, contenant par livre jusqu'à 3 yards carrés (2 mq. 73), 0.061/2 le yard carré (0.39 le mètre carré).

plus de 3 yards carrés par livre, 0.08 le yard carré (0.50 le mètre carré).

Les mêmes tissus, valant, écrus :

de 14 à 16 cents le yard carré, 0.061/2 le yard carré (0.39 le mètre carré).

de 16 à 20 cents le yard carré, 0.08 le yard carré (0.50 le mètre carré).

de 20 à 25 cents le yard carré, 0.111/4 le yard carré (0.675 le mètre carré).

plus de 25 cents le yard carré ; ces articles paieront au moins 40 p. 100 *ad valorem*, 0.121/2 le yard carré (0.74 le mètre carré).

Tissus blanchis :

de 16 à 20 cents le yard carré, 0.08 le yard carré (0.50 le mètre carré).

de 20 à 25 cents le yard carré, 0.111/4 le yard carré (0.675 le mètre carré).

plus de 25 cents le yard carré ; ces articles paieront au moins 40 p. 100 *ad valorem*, 0.121/2 le yard carré (0.74 le mètre carré).

Tissus teints, coloriés, nuancés, peints ou imprimés :

de 20 à 25 cents le yard carré, 0.111/4 le yard carré (0.675 le mètre carré).

plus de 25 cents le yard carré ; ces articles paieront au moins 40 p. 100 *ad valorem*, 0.121/2 le yard carré (0.74 le mètre carré).

320. L'expression tissu de coton ou tissu (*cotton cloth or cloth*) doit, dans toutes les dispositions des numéros ci-dessus, et sauf indication contraire donnée spécialement dans le texte, s'entendre de toute étoffe de coton présentée en pièce ou coupée de longueur, qu'elle soit façonnée, de fantaisie ou unie, dans laquelle le nombre des fils de chaîne et de trame peut être compté, soit par l'effilochage, soit par tout autre moyen pratique ; ce terme exclut tout article, fini ou non, faite n tissu de coton. Dans le compte des fils par pouce carré, on comptera tous les fils ordinaires ou non, rognés ou non. L'étoffe entière entrera en ligne de compte pour la fixation des droits. Les mots blanchis, teints, coloriés, mercerisés, imprimés, nuancés, peints, s'appliquent à tous les tissus de coton ci-dessus dénommés ayant subi ces opérations, ou dont certains fils ont subi ces opérations.

321. Tissus composés de coton ou d'autres fibres végétales et de soie, connus sous le nom de doublure pour manches à raie de soie, soie rayée, etc., dans lequel le coton ou la fibre végétale constitue la matière de principale valeur, 0.08 le yard carré (0.50 le mètre carré) et 30 p. 100 de la valeur.

Aucun de ces tissus ne paiera un droit inférieur à 50 p. 100 *ad valorem*.

322. Tissus de coton imprégnés ou enduits, toutes toiles cirées (sauf les toiles cirées de soie et les toiles cirées pour parquets et les hollandes), 0.03 le yard carré (0.18 le mètre carré) et 20 p. 100 de la valeur.

papier toilé, 0.05 le yard carré (0.30 le mètre carré) et 20 p. 100 de la valeur.

• Les mouchoirs de coton ou foulards en pièce ou autrement, finis entièrement ou en partie, ourlés seulement ou non ourlés, acquitteront le droit du tissu qui les compose, ce droit ne pourra jamais être inférieur à 45 p. 100 à la valeur.

Si ces articles ont des ourlets à jour, des imitations d'ourlets à jour, des revers ou des fils effilochés, ils paieront, outre le droit ci-dessus, un droit de 10 p. 100 à la valeur ; mais le droit ne pourra jamais être inférieur à 55 p. 100.

Si les mouchoirs ou foulards sont brodés d'une façon quelconque, ou avec initiales, monogramme, etc., faits à la main, à la machine ou

au tambour, ou sont bordés de dentelle ou d'entre-deux, totalement ou partiellement, le droit ne pourra jamais être inférieur à 60 p. 100 à la valeur.

323. Les tissus brochés, tels que *lappet* et autres, écrus, blanchis, teints, colorés ou imprimés, acquitteront en sus du droit afférent au tissu, s'ils valent : jusqu'à 7 cents le yard carré (0 fr. 42), 0.01 le yard carré (0.06 le mètre carré).

plus de 7 cents, 0.02 le yard carré (0.125 le mètre carré).

Tissus mercerisés ou ayant subi une opération similaire, 0.01 le yard carré (0.06 le mètre carré).

324. Vêtements confectionnés et effets d'habillement de toute espèce, en coton ou autre fibre végétale ou dont le coton ou une fibre végétale autre est l'élément de principale valeur, confectionnés en tout ou partie par le tailleur, la couturière et le fabricant, non dénommés, 50 p. 100 de la valeur.

325. Peluches, velours, velveteens, velours à côtes et tous tissus à poils coupés ou non, que les poils couvrent ou non la surface entière, en coton ou autre fibre végétale, à l'exception du lin :

Tissus écrus, 0.09 le yard carré (0.54 le mètre carré) et 25 p. 100 de la valeur.

blanchis, teints, nuancés, peints, en couleur, ou imprimés, 0.12 le yard carré (0.74 le mètre carré) et 25 p. 100 de la valeur.

Velours à côtes en coton ou autre fibre végétale pesant 7 onces ou plus (198 gr.) au yard carré, 0.18 le yard carré (1.10 le mètre carré) et 25 p. 100 de la valeur.

Les articles désignés sous le nom de parements ou bordures de jupes, en peluches, velours, velveteens, velours à côtes, tissus à poil en coton ou autre fibre végétale, acquitteront 10 p. 100 à la valeur en sus des droits précités.

Aucun des articles mentionnés dans ce paragraphe ne payera un droit inférieur à 47 1/2 p. 100 de la valeur.

326. Rideaux, tapis de table et tous articles fabriqués avec de la chenille de coton ou dont la chenille de coton est l'élément de principale valeur, tapisseries et autres façonnés jacquard pour ameublements, entière ment ou principalement en coton ou fibre végétale, faits sur métiers, teints en fils, en pièce ou autrement, pesant plus de 6 onces par yard carré, 50 p. 100 de la valeur.

327. Bas et chaussettes en coton ou autre fibre végétale faits sur machines ou sur métiers à tricoter, non dénommés, 30 p. 100 de la valeur.

328. Bas et chaussettes, en coton ou autre fibre végétale, lisérés, façonnés, rétrécis ou modelés, en tout ou partie au métier, à la machine ou tricotés à la main, et désignés dans le commerce sous le nom de

bas et chaussettes sans coutures ou à coins, finis ou non, valant la douzaine de paires :

jusqu'à 1 dollar (5 fr. 18), 0.70 la douzaine (3.60 la douzaine) et 15 p. 100 de la valeur.

de 1 dollar à 1 dollar 50 cents, 0.85 la douzaine (4.39 la douzaine) et 15 p. 100 de la valeur.

de 1 dollar 50 à 2 dollars, 0.90 la douzaine (4.65 la douzaine) et 15 p. 100 de la valeur.

plus de 2 dollars jusqu'à 3 dollars (15 fr. 54), 1.20 la douzaine (6.21 la douzaine) et 15 p. 100 de la valeur.

de 3 dollars à 5 dollars, 2.00 la douzaine (10.36 la douzaine) et 15 p. 100 de la valeur.

valant plus de 5 dollars, 55 p. 100 de la valeur.

Gants de coton pour hommes et jeunes garçons, tricotés ou tissés, valant la douzaine de paires :

jusqu'à 6 dollars, 0.50 la douzaine (2.59 la douzaine) et 40 p. 100 de la valeur.

plus de 6 dollars, 50 p. 100 de la valeur.

329. Chemises, caleçons, pantalons, camisoles, *union suits*, *combination suits*, tricots, cache-corsets, sweaters, etc., et tout autre vêtement de dessous, sauf bas et chaussettes, finis ou non, en tout ou partie au métier, à la machine ou tricotés à la main, en coton ou autre fibre végétale, valant la douzaine :

jusqu'à 1 dollar 50 (7 fr. 77), 0.60 la douzaine (3.10 la douzaine) et 15 p. 100 de la valeur.

plus de 1 dollar 50 jusqu'à 3 dollars (15 fr. 54), 1.10 la douzaine (5.69 la douzaine) et 15 p. 100 de la valeur.

Chemises, caleçons, pantalons, camisoles, *union suits*, *combination suits*, tricots, cache-corsets, etc., et tout autre vêtement de dessous, sauf bas et chaussettes, finis ou non, en tout ou partie au métier, à la machine ou tricotés à la main, en coton ou autre fibre végétale, valant la douzaine :

plus de 3 dollars et pas plus de 5 dollars (25 fr. 90), 1.50 la douzaine (5.70 la douzaine) et 25 p. 100 de la valeur.

plus de 5 dollars et pas plus de 7 dollars (36 fr. 26), 1.75 la douzaine (9.06 la douzaine) et 35 p. 100 de la valeur.

plus de 7 dollars jusqu'à 15 dollars (77 fr. 70), 2.25 la douzaine (11.65 la douzaine) et 35 p. 100 de la valeur.

au-dessous de 15 dollars, 50 p. 100 de la valeur.

330. Galons, jarrettières, bandes, bandages pour roues de bicyclettes, bretelles, tout ou partie de coton ou autre fibre végétale, aussi en partie en caoutchouc dont le coton ou la fibre végétale forme le

principal élément de valeur, non brodés à la main ou à la machine, 45 p. 100 de la valeur.

Bandes pour broches, mèches de lampe ou de bougie de toutes sortes, en coton ou autre fibre végétale, tissées, tressées ou tordues, 0.10 la livre (1.14 le kilog.) et 15 p. 100 de la valeur.

Harnais de métier, lisses ou collets, de coton ou autre fibre végétale, ou dont ces matières sont l'élément principal, 0.50 la livre (5.70 le kilog.) et 25 p. 100 de la valeur.

Lacets pour bottines, souliers et corsets, tout ou partie de coton ou autre fibre végétale, 0.25 la livre (2.85 le kilog.) et 15 p. 100 de la valeur.

Étiquettes (*labels*) pour vêtements ou autres articles, de coton ou d'autre fibre végétale, 0.50 la livre (5.70 le kilog.) et 30 p. 100 de la valeur.

Courroies pour machines, tout ou partie en coton ou autre fibre végétale, aussi en partie en caoutchouc ou autres matières, ou dont le coton ou la fibre végétale forme le principal élément de valeur, 30 p. 100 de la valeur.

331. Tissu en damassé de coton, 40 p. 100 de la valeur.

Ouvrages en damassé de coton, ou dont il est l'élément principal, non dénommés, 40 p. 100 de la valeur.

332. Articles en tissu de coton, finis ou non, et articles en coton ou dont le coton est l'élément principal, non dénommés, 45 p. 100 de la valeur.

TABLEAU J.

Lin, Chanvre, Jute et leurs dérivés.

333. Lin : en paille, 5.00 la tonne (25.50 les 1.000 kilog.).

334. Lin ni peigné ni préparé, 0.01 la livre (0.11 le kilog.).

335. Lin peigné ou préparé, dit *dressed line*, 0.03 la livre (0.34 le kilog.).

336. Etoupe de lin, 20.00 la tonne (102.00 les 1.000 kilog.).

337. Chanvre et étoupe de chanvre, 22.50 la tonne (114.75 les 1.000 kilog.).

Chanvre peigné dit *line of hemp*, 45.00 la tonne (229.50 les 1.000 kilog.).

338. Fil de jute simple : pas plus fin que le n° 5, 0.01 la livre (0.11 le kilog.), et 10 p. 100 de la valeur.

plus fin que le n° 5, 30 p. 100 de la valeur.

Autres fils de jute non dénommés, 35 p. 100 de la valeur.

339. Câbles, cordages composés d'istle, de fibres de Tampico, de chanvre de Manille, de sisal ou sunn ou de ces produits mélangés, 0.003/4 la livre (0.085 le kilog.).

Câbles et cordages de chanvre goudronnés ou non, 0.02 la livre (0.23 le kilog.).

340. Fils à coudre, ficelles ou cordes en lin, en chanvre ou en ramie, ou dont ces textiles ou l'un d'eux sont l'élément de principale valeur, fabriqués avec du fil : jusqu'au n° 5, 0.10 la livre (1.14 le kilog.).

plus fin que le n° 5, 3/4 de cent par numéro ou fraction de numéro excédent, et par livre, 0.10 la livre (1.14 le kilog.).

341. Fil simple écru :

de lin, de chanvre ou de ramie, ou de ces substances mélangées :

jusqu'au n° 8, 0.06 la livre (0.68 le kilog.).

du n° 8 au n° 80, 40 p. 100 de la valeur.

au-dessus du n° 80, 15 p. 100 de la valeur.

Fil *sliver* ou *roving* en ramie, 35 p. 100 de la valeur.

342. Filets en pièces, filets flottants et seines en lin ou coton, fabriqués en fil, ficelle ou cordes, sont soumis aux droits des fils, ficelles ou cordes entrant dans leur fabrication et en sus un droit additionnel de 20 p. 100 de la valeur.

343. Nattes pour parquet unies, de fantaisie ou à dessins, fabriquées avec de la paille entière ou coupée, ou avec d'autres matières végétales non dénommées, connues sous le nom de « nattes chinoises, japonaises ou indiennes », 0,03 1/2 le yard carré (0.21 le mètre carré).

344. Tapis, carpettes, tapis en pièces et nattes, de lin, de chanvre, de jute ou autre fibre végétale excepté le coton, valant le yard carré : jusqu'à 15 cents (0 fr. 90), 0.04 le yard carré (0.25 le mètre carré) et 30 p. 100 de la valeur.

plus de 15 cents, 0.08 le yard carré (0.50 le mètre carré) et 30 p. 100 de la valeur.

345. Tuyaux d'arrosage ou pour eau courante, en tout ou partie composée de coton, de lin, de chanvre, de ramie ou de jute, 0.15 la livre (1.71 le kilog.).

346. Rubans (*tapes*) en tout ou partie de lin, avec ou sans fil métallique sur bobines, rouleaux, ou autrement et exclusivement destinés à la fabrication des mesures en rubans, 40 p. 100 de la valeur.

347. Linoleum, corticène et tous autres articles ou tapis de parquets, composés en partie d'huile ou de produit similaire, unis, estampés, peints ou imprimés, et dont il n'est pas fait ici mention spéciale, ne dépassant pas 9 pieds de largeur, 0.08 le yard carré (0.50 le mètre carré) et 15 p. 100 de la valeur.

ayant 9 pieds et plus de largeur, 0.12 le yard carré (0.74 le mètre carré) et 15 p. 100 de la valeur.

de toutes largeurs, et dont la composition desquels forme des dessins incrustés ou autrement, de toutes dénominations, tapis de liège, 0.20 le yard carré (1.28 le mètre carré) et 20 p. 100 de la valeur.

Remarque. — Les nattes pour parquets, en toile cirée, linoleum ou corticène seront soumises aux mêmes droits que ces articles, toile cirée pour parquets ne dépassant pas 9 pieds de largeur, 0.06 le yard carré (0.37 le mètre carré) et 15 p. 100 de la valeur.

au-dessus de 9 pieds, 0.10 le yard carré (0.64 le mètre carré) et 15 p. 100 de la valeur.

Tissus imperméables de coton ou autre fibre végétale, même composés en partie de caoutchouc, 0.10 le yard carré (0.64 le mètre carré) et 20 p. 100 de la valeur.

348. Cols et manchettes de chemise : en coton pur, 0.45 la douzaine, (2.32 la douzaine) et 15 p. 100 de la valeur.

en lin pur ou mélangé, 0.40 la douzaine (2.07 la douzaine) et 20 p. 100 de la valeur.

349. Dentelles, rideaux de fenêtre en dentelle, et autres articles en dentelles, mouchoirs, serviettes, lingerie et autres articles confectionnés en tout ou en partie de dentelle ou imitation, filets, voiles, voilettes, broderies, garnitures pour cols, ruchés, plissés, bouillonnés, tressés, tressés au plumetis, bordures, entre-deux, ruches, galons, gorings et rubans, ceintures, lacets, cordelettes, ornements, rubans, tissus, articles d'habillement, mouchoirs, jours et autres articles brodés avec monogramme, initiales, etc., à la main ou à la machine, au plumetis (*tamboured*), appliqués, ou dont on a enlevé, coupé ou effiloché des fils de manière à composer des jours, avec des ornements ou des broderies, en quantité si minime que ce soit, volants ou tissus pour jupons ourlés à jour ou plissés, tout ou partie en lin, coton ou autre fibre végétale, même composés en partie de caoutchouc, de métal ou autre matière non dénommés, 60 p. 100 de la valeur.

Aucun article fait en tout ou en principal d'une ou plusieurs de ces substances et articles ne paiera un droit inférieur au plus haut droit frappant ces substances ou articles.

Il est entendu que les articles en lin ou autre fibre végétale, ou principalement en une ou plusieurs de ces matières, brodés à la main ou à la machine, ou portant des broderies, n'acquitteront pas un droit inférieur à celui qui est établi sur les broderies en raison de la matière dont elles sont composées.

350. Dentelles, broderies, bordures, entre-deux, galons, volants, résilles, résilles en pièces, passementeries et voiles, composés de coton, de soie, de soie artificielle ou de toute autre matière (laine exceptée) fabriqués avec les machines Lever ou Gothrough, 70 p. 100 de la valeur.

Les articles d'habillement, mouchoirs et autres articles, composés entièrement ou en partie des articles précédents n'acquitteront pas un droit inférieur à celui qui est établi sur les articles dont ils sont composés.

351. Rideaux de fenêtres en dentelle, résilles ou résilles en pièces, dessus de lit et d'oreiller, finis ou non, fabriqués avec la machine Nottingham, à faire les rideaux de fenêtre en denielle ou la machine Nottingham à chaînes, composés de coton ou autre fibre végétale, comptant par pouce entre les fils de la chaîne : 5 points, 0.01 le yard carré (0.06 le mètre carré) et 20 p. 100 de la valeur.

plus de 5 points, droit de 1/2 cent par yard carré en sus pour chaque point en excédent, 0.01 le yard carré (0.06 le mètre carré) et 20 p. 100 de la valeur.

Aucun des articles ci-dessus n'acquittera un droit inférieur à 50 p. 100 de la valeur.

352. Tissus unis, de fils de jute simples, de toute dénomination, pesant par yard carré au moins 6 onces (186 grammes par mètre carré), chaîne et trame comprises, contenant par pouce carré (6 cent. car. 45 : jusqu'à 30 fils, 0.009/16 la livre et 15 p. 100 de la valeur.

plus de 30 jusqu'à 55 fils, 0.007/8 la livre (0.10 le kilog.) et 15 p. 100 de la valeur.

353. Tissus de poil, que le poil couvre ou non la surface entière, en lin ou dont le lin est l'élément de principale valeur, et articles faits de ces tissus, non dénommés, 60 p. 100 de la valeur.

354. Sacs de tissus unis, de fils de jute simples, non teints, nuancés, peints, coloriés, imprimés ou blanchis, n'ayant pas plus de 30 fils au pouce carré, chaîne et trame comprises, 0.007/8 la livre (0.10 le kilog.) et 15 p. 100 de la valeur.

355. Tissus pour sacs à coton, tissus de gunny et tissus pouvant servir à l'emballage de coton, composés de fils simples de chanvre, de jute et bouts de jute, non blanchis, teints, coloriés, ou imprimés, nuancés ou peints, n'ayant pas plus de 16 fils au pouce carré, trame et chaîne comprises, et pesant au moins 15 onces par yard carré (467 grammes par mètre carré), 0.008/10 le yard carré (0.037 le mètre carré).

356. Mouchoirs de lin, chanvre, ramie ou dont ces substances sont l'élément de principale valeur en pièce ou autrement, finis en tout ou en partie :

non ourlés ou ourlés seulement, 50 p. 100 de la valeur.

ourlés à jour ou avec imitation d'ourlets à jour ou avec revers, ou avec fils tirés, mais non brodés et sans initiale, monogramme, ni dentelle, 55 p. 100 de la valeur.

357. Tissus et articles non dénommés de lin, de chanvre ou de

ramie, ou dont ces textiles ou l'un d'eux sont l'élément de principale valeur :

pesant 4 onces $1/2$ ou plus par yard carré, contenant au plus 60 fils par pouce carré, chaîne et trame comprises, 0.013/4 le yard carré (0.109 le mètre carré), et 30 p. 100 de la valeur.

contenant de 60 à 120 fils par pouce carré, 0.023/4 le yard carré (0.17 le mètre carré) et 30 p. 100 de la valeur.

contenant de 120 à 180 fils par pouce carré, 0.06 le yard carré (0.37 le mètre carré), et 30 p. 100 de la valeur.

contenant plus de 180 fils par pouce carré, 0.09 le yard carré (0.56 le mètre carré), et 30 p. 100 de la valeur.

Aucun des articles ou tissus énumérés dans ce paragraphe ne paiera un droit inférieur à 50 p. 100 de la valeur.

Tissus unis y compris le tissu pour chemises (shirting), mais non les articles (finis ou non) de lin, de chanvre ou de ramie, ou dont ces textiles ou l'un d'eux sont l'élément de principale valeur, pesant moins de 4 onces $1/2$ par yard carré et contenant plus de 100 fils au pouce carré, chaîne et trame comprises, 35 p. 100 de la valeur.

contenant jusqu'à 100 fils au pouce carré, 30 p. 100 de la valeur.

358. Articles tissés, finis ou non, et ouvrages en lin, chanvre, ramie ou autre fibre végétale, ou dont ces matières ou l'une d'elles seraient l'élément de principale valeur, non dénommés, 45 p. 100 de la valeur.

359 Istle ou Tampico, apprêté, teint ou peigné, 20 p. 100 de la valeur.

TABLÉAU K.

Laine et ses dérivés.

360 Afin de déterminer les droits à leur appliquer, les laines, les poils de chameau, d'alpaca, de chèvre et autres animaux similaires sont divisés en trois classes, savoir

361. 1^{re} Classe. Laines, mérinos, *mestiza*, *mex* ou *mélisse* et autres laines provenant d'animaux de sang mérinos immédiat ou éloigné, laines Down de cardé et laines de même caractère que les précédentes, y compris les laines de Bagdad, de Chine, de Castel-Brancó et la laine sur peau d'Andrinople ou laine de boucher et celles qui sont jusqu'à ce jour habituellement importées aux Etats-Unis, de Buenos-Ayres, de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie, du cap de Bonne-Espérance, de la Russie, de la Grande-Bretagne, du Canada, d'Egypte, du Maroc et d'ailleurs, et toutes les laines non dénommées aux classes 2 et 3.

362. 2^e Classe. Laines de peigne de Leicester, de Costwold, de Lincolnshire, Down, laines longues du Canada ou autres laines de peigne d'animaux de sang anglais ³¹⁵ et habituellement désignées comme

ci-dessus, et poils de chameau, d'alpaca, de chèvre, angora et autres animaux similaires.

363. 3^e Classe. Laines Dunskey, indigènes de l'Amérique du Sud, de Cordoue, de Valparaiso, et indigènes de Smyrne, poils de chameau de Russie, y compris toutes les laines similaires habituellement importées aux Etats-Unis, de Turquie, de Grèce, de Syrie et d'ailleurs, excepté les laines améliorées ci-après dénommées.

364. Les échantillons-types de toutes les laines aujourd'hui déposées ou qui pourraient être déposées dans la suite dans les principales douanes des Etats-Unis, en vertu de décisions du secrétaire de la Trésorerie, serviront de types pour le classement des laines aux termes du présent acte, et le secrétaire de la Trésorerie aura le droit de renouveler ces types et de les augmenter selon qu'il le jugera utile, et pourra faire déposer des séries de ces échantillons-types dans tels autres bureaux de douanes qui pourraient en avoir besoin.

365. Quand les laines de la 3^e classe, par des croisements de sang mérinos ou de sang anglais, auront été améliorées de manière à leur faire perdre le caractère actuel des échantillons de laine aujourd'hui déposés dans les principaux bureaux de douanes des Etats-Unis ou qui pourraient y être déposés dans l'avenir, les laines ainsi améliorées seront classées dans la première ou la seconde classe selon leur condition.

366. A l'importation, les droits sur les laines de première classe, *lavées*, seront le double de ceux qu'elles auraient acquittés si elles avaient été non lavées; et les laines de première et deuxième classes, *dégraissées*, acquitteront le triple du droit qu'elles auraient acquitté si elles n'avaient pas été lavées.

Les laines de la 3^e classe importées dans un état qui en permette l'usage immédiat pour le cardage et la filature, ou dans lesquelles il n'y aurait pas plus de 8 p. 100 d'impuretés, paieront un droit triple de celui auquel elles seraient soumises à l'état naturel.

367. Sont considérées comme *non lavées* les laines qui ont été simplement tondues sans avoir subi aucun nettoyage, c'est-à-dire à l'état naturel. Les laines *lavées* sur le dos du mouton ou sur peau suivent le régime des *laines lavées*. Les laines de 1^{re} et 2^e classes lavées autrement que sur le dos du mouton ou sur peau sont traitées comme des *laines dégraissées*.

368. Les laines de mouton et les poils de chameau, d'alpaca, de chèvre et d'animaux similaires des classes 1^{re} et 2, importées autrement que dans leur condition ordinaire et habituelle, ou qui auraient été triées ou dont on aurait augmenté la valeur en enlevant une partie quelconque de la toison, acquitteront le double du droit qu'elles auraient eu à payer. Exception est faite pour les laines dites « *bordées* » (*skirted*) importées en 1890 et antérieurement à cette date.

Les laines de mouton et les poils d'alpaca, de chèvre et d'animaux similaires dont la condition aurait été altérée dans un but de fraude ou dont la qualité aurait été dénaturée par un mélange de boue ou de toute autre matière étrangère, paieront le double du droit qu'elles auraient autrement eu à acquitter. Les laines triées déjà imposées du triple, ou plus, du droit qu'elles auraient eu à payer si elles n'avaient pas été lavées, ne seront pas imposées au double du droit pour avoir été triées.

Si un ballot ou un paquet de laines ou de poils dénommés au présent acte sont importés comme appartenant à une classe déterminée ou sont attribués par l'importateur à une classe déterminée tandis que le colis contient une proportion quelconque de laine ou de poils soumis à des droits plus élevés que ceux de la classe à laquelle on l'attribue, le colis entier sera passible du droit applicable à la laine de la classe soumise au droit le plus élevé; tout colis déclaré par l'importateur comme renfermant soit de la laine d'effilochage, ou de la bourre tontisse, soit des flocons, soit de la laine, soit des poils ou d'autres matières relevant d'une classe dénommée dans le présent acte, et que ledit colis renferme un mélange d'un ou plusieurs de ces produits ou d'autres, le colis entier acquittera le droit du produit le plus imposé qu'il renferme.

369. Laines et poils : de 1^{re} classe, 0.11 la livre (1.25 le kilog.).
de 2^e classe, 0.12 la livre (1.37 le kilog.).

370. Laine et poil de chameau, de 3^e classe, valant : jusqu'à 12 cents la livre, 0.04 la livre (0.45 le kilog.).
plus de 12 cents, 0.07 la livre (0.80 le kilog.).

371. Laines sur peau : droit inférieur de 1 cent à celui imposé aux laines de la même classe et de la même condition ; la quantité et la valeur de ces laines seront constatées d'après les règlements prescrits par le secrétaire de la Trésorerie.

372. Débourrages de chapeau de carde et boudinage, déchets de rubans de carde, de bague de filature et balayages de filature (*garnetted*), 0.30 la livre (3.42 le kilog.).

373. Laine d'effilochage, 0.25 la livre (2.51 le kilog.).

Blouses, résidus de laine, déchets de fils et de fils à coudre et tous autres déchets, composés en tout ou partie de laine non dénommés, 0.20 la livre (2.25 le kilog.).

374. Chiffons de laine, d'étoffe de laine dure et fine (*mungo*) et bourre de laine, 0.10 la livre (1.14 le kilog.).

375. Sur les laines peignées ou la laine de carde, composées entièrement ou en partie de laine ou de poil de chameau et ne valant pas plus de 20 cents par livre, le droit par livre sera de deux fois et quart le droit imposé par cette section sur une livre de laine non lavée de la

première classe; quand la valeur dépassera 20 cents par livre, le droit par livre sera de trois fois et demie le droit imposé par cette section sur une livre de laine non lavée de la première classe; et en sus pour ces articles, un droit de 30 p. 100 *ad valorem*.

376. Les laines et les poils qui, par un moyen ou procédé quelconque, auraient été amenés à une condition supérieure à celle desdits produits lavés ou dégraissés, non dénommés au présent acte, seront passibles des droits afférents aux articles de laine non dénommés.

377. Fils composés en tout ou en partie de laine valant jusqu'à 30 cents la livre (3 fr. 43 le kilog.): deux fois et demie le droit de la laine non lavée de 1^{re} classe et 35 p. 100 à la valeur.

valant plus de 30 cents par livre: trois fois et demie le droit de la laine non lavée de 1^{re} classe et 40 p. 100 à la valeur.

378. Draps, tissus tricotés et articles de tout genre en tout ou partie de laine, non dénommés valant :

jusqu'à 40 cents par livre (4 fr. 57 le kilogr.): trois fois le droit imposé à une laine non lavée de 1^{re} classe et en sus 50 p. 100 à la valeur.

de 40 cents à 70 cents par livre (8 fr. le kilog.): quatre fois le droit imposé à une laine non lavée de 1^{re} classe et en sus 50 p. 100 à la valeur.

plus de 70 cents par livre: quatre fois le droit imposé à une laine non lavée de 1^{re} classe, plus 55 p. 100 à la valeur.

379. Couvertures et flanelles de corps composées en tout ou en partie de laine, valant : jusqu'à 40 cents la livre (4 fr. 57 le kilog.) : même droit que celui imposé à 2 livres de laine non lavée de 1^{re} classe et en sus 30 p. 100 à la valeur.

de 40 à 50 cents par livre (5 fr. 71 le kilog.) : trois fois le droit imposé à une laine lavée de 1^{re} classe et en sus 35 p. 100 à la valeur.

Couvertures valant plus de 50 cents par livre : trois fois le droit imposé à une laine non lavée de 1^{re} classe et en sus 40 p. 100 à la valeur.

Flanelles composées en tout ou en partie de laine valant plus de 50 cents la livre (5 fr. 71 le kilog.) : suivront le régime des étoffes pour vêtements de femmes et d'enfants, doublures, étoffes italiennes et produits similaires.

Les couvertures ayant plus de 3 yards (2 m. 74) de longueur suivront le régime des tissus.

380. Etoffes pour vêtements de femmes et d'enfants, pour doublures, étoffes italiennes et tissus similaires, à chaîne entièrement en coton ou autre fibre végétale et dont le reste du tissu est composé en tout ou en partie de laine valant jusqu'à 15 cents le yard carré (0.93 le mètre carré), 0.07 le yard carré (0.43 le mètre carré).

plus de 15 cents, 0.08 le yard carré (0.50 le mètre carré).

Les mêmes articles acquitteront les droits additionnels ci-après, s'ils valent : jusqu'à 70 cents la livre (8 fr. 40 le kilog.), 50 p. 100 de la valeur.

plus de 70 cents la livre, 55 p. 100 de la valeur.

S'ils pèsent plus de 4 onces par yard carré, ils acquitteront le droit des tissus.

381. Etoffes pour vêtements de femmes ou d'enfants, pour doublures et étoffes italiennes, étamine et tissus similaires composés en tout ou partie de laine, non dénommés, 0.11 le yard carré (0.69 le mètre carré).

Les mêmes articles acquitteront les droits additionnels ci-après, s'ils valent : jusqu'à 70 cents par livre (8 fr. 40 le kilog.), 50 p. 100 de la valeur.

plus de 70 cents la livre, 55 p. 100 de la valeur.

Les articles pesant plus de 4 onces au yard carré (plus de 137 gr. 68 au mètre carré) suivront le régime des tissus.

382. Vêtements confectionnés et effets d'habillement de toute espèce, y compris les châles, faits à la main ou à la mécanique et vêtements tricotés, de tout genre, finis en tout ou partie, feutres non tissés, composés en tout ou partie de laine, non dénommés, paieront un droit 4 fois égal à celui imposé sur les laines de 1^{re} classe et, en sus, un droit de 60 p. 100 *ad valorem*.

383. Tissus de sangle, *gorings*, bretelles, ceintures, bordures, tresses, galons, ganses, entre-deux, volants, franges, guipures, cordons et glands, passementerie, dentelles et autres articles de passementerie faits entièrement ou en partie de dentelle, broderies et articles brodés à la main ou à la machine, filets à cheveux, boutons, boutons forme olive et boutons d'autre forme pour glands ou ornements, articles en laine ornés de perles ou de paillettes de toutes matières et autres articles de laine ou dont cette matière est un des éléments, même composés en partie de caoutchouc, 0.50 la livre (5.70 le kilog.), et 60 p. 100 de la valeur.

384. Tapis d'Aubusson, d'Axminster, moquette, chenille, unis ou à dessins, et tous tapis et tapis en pièces de même genre ou nature, etc., 0.60 le yard carré (3.72 le mètre carré), et 40 p. 100 de la valeur.

385. Tapis veloutés de *Saxony*, *Wilton*, *Tournay*, unis ou à dessins, et tous tapis et tapis en pièces de même genre ou nature, 0.60 le yard carré (3.72 le mètre carré), et 40 p. 100 de la valeur.

386. Tapis de Bruxelles unis ou à dessins, et tous tapis et tapis en pièces de même genre ou nature, 0.44 le yard carré (2.74 le mètre carré), et 40 p. 100 de la valeur.

387. Tapis veloutés et tapis veloutés pour tentures (*Velvet and tapes-*

try velvet carpets) unis ou à dessins, imprimés sur chaîne ou autrement et tous tapis et tapis en pièces de même genre ou nature, 0.40 le yard carré (2.48 le mètre carré), et 40 p. 100 de la valeur.

388. Tapis de Bruxelles pour tentures (*Tapestry Brussels carpets*) unis ou à dessins, et tous tapis et tapis en pièces de même genre ou nature, imprimés sur chaîne ou autrement, 0.28 le yard carré (1.74 le mètre carré), et 40 p. 100 de la valeur.

389. Tapis à trois duites et tous tapis vénitiens à chaîne (*Treble ingrain, three ply and all chain Venetian Carpet*), 0.22 le yard carré (1.37 le mètre carré), et 40 p. 100 de la valeur.

390. Tapis double tissu ou double face de Hollande, dit *Wool Dutch and two ply ingrain carpet*, 0.18 le yard carré (1.11 le mètre carré), et 40 p. 100 de la valeur.

391. Tapis de toutes sortes tout tissés pour chambres, tapis d'Orient, de Berlin, d'Aubusson, d'Axminster et autres tapis de pieds similaires, 0.10 le pied carré (5.54 le mètre carré), et 40 p. 100 de la valeur.

REMARQUE. — On mesurera tous ces articles avec la lisière, s'il y en a une.

392. Droguet et thibaude, imprimés, coloriés ou autrement, 0.22 le yard carré (1.37 le mètre carré), et 40 p. 100 de la valeur.

393. Tapis et tapis en pièces en laine, lin ou coton purs ou mélangés non dénommés et nattes, nattes en pièces, tapis de pieds en coton, 50 p. 100 de la valeur.

394. Nattes, foyers, portières, tapis de table (*covers*), housses, descentes de lit, carreaux d'ornement et autres parties de tapis ou de tapis en pièces, en tout ou partie de laine, non dénommés : acquitteront les droits des tapis et tapis en pièces de même nature.

395. Le mot *laine*, ajouté à un ouvrage dont la laine est un élément, comprend la laine ou le poil de mouton, de chameau, de chèvre, d'alpaca ou d'autres animaux, manufacturé sous forme de laine, laine peignée, de feutre ou autrement.

TABLEAU L.

Soie et ses dérivés.

396. Soie en partie ouvrée provenant de cocons ou de bourre de soie, mais seulement à l'état de soie peignée ou cardée, 0.35 la livre (3.99 le kilog.).

397. Fils de soie filée ou de schappe, ne valant pas plus d'un dollar la livre, simples ou retors, 0.35 la livre (3.99 le kilog.).

valant plus d'un dollar la livre, non blanchis, en écheveaux, chaînes ou cannettes simples :

jusqu'au n° 205 compris, 0.45 la livre, 0.0010/100 par livre et par numéro (5.13 le kilog., 0.005 par livre et par numéro).

au-dessus du n° 205, 0.45 la livre, 0.0015/100 par livre et par numéro (5.13 le kilog., 0.0075 par livre et par numéro).

retors : jusqu'au n° 205 compris, 0.50 la livre, 0.0010/100 par livre et par numéro (5.71 le kilog., 0.005 par livre et par numéro).

au-dessus du n° 205, 0.50 la livre, 0.0015/100 par livre et par numéro (5.71 le kilog., 0.0075 par livre et par numéro).

non blanchis, en bobines ou sur ensouples : simples :

jusqu'au n° 205 compris, 0.55 la livre, 0.0010/100 par livre et par numéro (6.25 le kilog., 0.005 par livre et par numéro).

au-dessus du n° 205, 0.55 la livre, 0.0015/100 par livre et par numéro (6.25 le kilog., 0.0075 par livre et par numéro).

valant plus d'un dollar la livre : non blanchis, en bobines ou sur ensouples :

retors : jusqu'au n° 205 compris, 0.60 la livre, 0.0010/100 par livre et par numéro (0.80 le kilog., 0.005 par livre et par numéro).

au-dessus du n° 205, 0.60 la livre, 0.0015/100 par livre et par numéro (0.80 le kilog., 0.0075 par livre et par numéro).

teints, blanchis, colorés, en écheveaux ou cannettes :

simples : jusqu'au n° 205 compris, 0.55 la livre, 0.0010/100 par livre et par numéro (6.25 le kilog., 0.005 par livre et par numéro).

au-dessus du n° 205, 0.55 la livre, 0.0015/100 par livre et par numéro (6.25 le kilog., 0.0075 par livre et par numéro).

retors : jusqu'au n° 205 compris, 0.60 la livre, 0.0010/100 par livre et par numéro (0.80 le kilog., 0.005 par livre et par numéro).

au-dessus du n° 205, 0.60 la livre, 0.0015/100 par livre et par numéro (0.80 le kilog., 0.0075 par livre et par numéro).

teints, blanchis, colorés, en bobines ou sur ensouples :

simples : jusqu'au n° 205 compris, 0.65 la livre, 0.0010/100 par livre et par numéro (7.37 le kilog., 0.005 par livre et par numéro).

au-dessus du n° 205, 0.65 le kilog., 0.0015/100 par livre et par numéro (7.37 le kilog., 0.0075 par livre et par numéro).

valant plus d'un dollar la livre : teints, blanchis, colorés, en bobines ou sur ensouples :

retors : jusqu'au n° 205 compris, 0.70 la livre, 0.0010/100 par livre et par numéro (7.98 le kilog., 0.005 par livre et par numéro).

au-dessus du n° 205, 0.70 la livre, 0.0015/100 par livre et par numéro (7.98 le kilog., 0.0075 par livre et par numéro).

REMARQUE. — Le numéro servant à l'établissement des droits devra indiquer la grosseur suivant le système métrique français et se référer à

la grosseur du fil simple. Les droits ne seront jamais établis sur un nombre de yards inférieur à celui marqué sur les écheveaux, bobines, etc. Aucun des articles énumérés dans ce numéro ne paiera un droit inférieur à 35 p. 100 *ad valorem*.

398. Soie moulinée, écrue : à l'état de fils simples, 0.50 la livre (5.71 le kilog.).

trame, 7.75 la livre (8.55 le kilog.).

organsin, 1.00 la livre (11.42 le kilog.).

décreusée en tout ou partie, ou manufacturée d'une façon quelconque. Droit additionnel de 0.50 la livre (5.71 le kilog.).

à coudre, soie retorse, soie floche (*floss*), et fils de soie brute de toute espèce, non dénommés : écrus, 1.00 la livre (11.42 le kilog.).

décreusés en tout ou partie, ou manufacturés d'une façon quelconque, 1.50 la livre (17.13 le kilog.).

REMARQUE. — Les droits ne seront jamais établis sur un nombre de yards inférieur à celui marqué sur les écheveaux, bobines, etc.

399. Velours, chenilles ou autres tissus à poils, non dénommés, coupés ou non, composés de soie ou dont la soie est l'élément de principale valeur, pesant par yard carré :

au moins 5 onces $\frac{3}{4}$, 1.50 la livre (17.13 le kilog.).

moins de 5 onces $\frac{3}{4}$, mais au moins 4 onces :

trame non entièrement en coton, 2.70 la livre (30.82 le kilog.).

et trame tout coton, 2.00 la livre (22.82 le kilog.).

moins de 4 onces, 4.00 la livre (45.68 le kilog.).

Peluches, coupées ou non, composées de soie ou dont la soie est l'élément de principale valeur, pesant par yard carré :

au moins 9 onces $\frac{1}{2}$, 1.00 la livre (11.42 le kilog.).

moins de 9 onces $\frac{1}{2}$, 2.40 la livre (27.40 le kilog.).

REMARQUE. — Dans la mesure de la largeur, pour déterminer le poids par yard carré, on ne tiendra pas compte des lisières, mais le droit sera acquitté sur le poids total des articles, y compris les lisières. On considérera la longueur du poil pour distinguer les peluches de velours. Les articles dont le poil dépassera $\frac{1}{7}$ de pouce de longueur ou plus, seront considérés comme peluches ; ceux dont le poil aura $\frac{1}{7}$ de longueur ou moins, seront considérés comme velours. La longueur du poil sera mesurée depuis la base du premier piquant d'attache jusqu'à l'extrémité du poil.

Rubans de velours ou de peluche, et autres tissus à poils allant de $\frac{3}{4}$ de pouce à 12 pouces en largeur, coupés ou non, dont la soie est l'élément de principale valeur, non dénommés :

ne contenant de la soie que dans les poils et lisières :

noirs, 1.60 la livre (18.22 le kilog.).

autres que noirs, 1.75 la livre (19.97 le kilog.).

contenant de la soie autrement que dans les poils et lisières :

noirs, 2.00 la livre (22.84 le kilog.).

autres que noirs, 2.25 la livre (25.69 le kilog.).

Ceux qui auront moins de $\frac{3}{4}$ de pouce en largeur, paieront par quart ou fraction de quart de pouce en moins un droit additionnel de 0.40 la livre (4.56 le kilog.).

Soieries en pièces, entièrement en soie ou dont la soie est l'élément de principale valeur, non dénommées, pesant par yard carré :

pas plus de $\frac{1}{3}$ d'once, 4.00 la livre (45.68 le kilog.).

plus de $\frac{1}{3}$ et pas plus de $\frac{2}{3}$ d'once :

écruës, 3.00 la livre (34.26 le kilog.).

décreusées en tout ou partie, 3.25 la livre (37.11 le kilog.).

plus manufacturées, ou teintes ou imprimés en pièces, 3.50 la pièce (39.96 le kilog.).

plus de $\frac{2}{3}$ d'once et pas plus d'une once :

écruës, 2.65 la livre (30.21 le kilog.).

décreusées en tout ou partie, 3.00 la livre (34.26 le kilog.).

plus manufacturées, ou teintes ou imprimées en pièce, 3.25 la livre (37.11 le kilog.).

plus d'une once et pas plus d'une once $\frac{1}{3}$:

écruës : 2.50 la livre (28.55 le kilog.).

décreusées en tout ou partie, 2.85 la livre (32.53 le kilog.).

plus manufacturées, ou teintes ou imprimées en pièces, 3.10 la livre (35.40 le kilog.).

plus d'une once $\frac{1}{3}$ et pas plus de 2 onces $\frac{1}{2}$:

ne contenant pas plus de 20 p. 100 de soie en poids :

écruës, 0.70 la livre (7.98 le kilog.).

décreusées en tout ou partie, plus manufacturées, ou teintes ou imprimées en pièces, 0.85 la livre (9.69 le kilog.).

contenant plus de 20 p. 100, mais pas plus de 30 p. 100 de soie en poids :

écruës, 0.85 la livre (9.69 le kilog.).

décreusées en tout ou partie, plus manufacturées, ou teintes ou imprimées en pièces, 1.10 la livre (12.56 le kilog.).

contenant plus de 30 p. 100, mais pas plus de 40 p. 100 de soie en poids :

écruës, 1.05 la livre (11.99 le kilog.).

décreusées en tout ou partie, plus manufacturées, ou teintes ou imprimées en pièces, 1.25 la livre (14.27 le kilog.).

plus d'une once $\frac{1}{3}$ et pas plus de 2 onces $\frac{1}{2}$:

contenant plus de 40 p. 100, mais pas plus de 50 p. 100 de soie en poids : écruës, 1.25 la livre (14.27 le kilog.).

décreusées en tout ou partie, plus manufacturées, ou teintées ou imprimées en pièces, 1.50 la livre (17.13 le kilog.).

contenant plus de 50 p. 100 de soie ou tout soie : écrues, 2.50 la livre (28.55 le kilog.).

décreusées en tout ou partie, plus manufacturées, ou teintées ou imprimées en pièces, 3.00 la livre (34.26 le kilog.).

plus de 2 onces 1/2, mais pas plus de 8 onces : ne contenant pas plus de 20 p. 100 de soie en poids : écrues, 0.57 1/2 la livre (6.54 le kilog.).

décreusées en tout ou partie, plus manufacturées, ou teintées ou imprimées en pièces, 0.70 la livre (7.98 le kilog.).

contenant plus de 20 p. 100, mais pas plus de 30 p. 100 de soie en poids : écrues, 0.75 la livre (8.55 le kilog.).

décreusées en tout ou partie, plus manufacturées, ou teintées ou imprimées en pièces, 0.90 la livre (10.26 le kilog.).

contenant plus de 30 p. 100, mais pas plus de 40 p. 100 de soie en poids : écrues, 0.90 la livre (10.26 le kilog.).

décreusées en tout ou partie, plus manufacturées, ou teintées ou imprimées en pièces, 1.10 la livre (12.56 le kilog.).

contenant plus de 40 p. 100, mais pas plus de 50 p. 100 de soie en poids : écrues, 1.10 la livre (12.56 le kilog.).

décreusées en tout ou partie, plus manufacturées, ou teintées ou imprimées en pièces, 1.30 la livre (14.84 le kilog.).

plus de 2 onces, mais pas plus de 8 onces : contenant plus de 50 p. 100 de soie en poids, ou tout soie : écrues, 2.25 la livre (25.69 le kilog.).

décreusées en tout ou partie, plus manufacturées, ou teintées ou imprimées en pièces, 2.75 la livre (31.39 le kilog.).

Soieries en pièces, entièrement en soie ou dont la soie est l'élément de principale valeur, teintées en flottes ou en fils, dont la charge à la teinture n'excède pas le poids originel de la soie grège : ne contenant pas plus de 30 p. 100 de soie en poids, 1.25 la livre (14.27 le kilog.).

ne contenant pas plus de 30 à 45 p. 100 de soie en poids, 1.60 la livre (18.22 le kilog.).

contenant plus de 45 p. 100 de soie en poids, 3.00 la livre (34.26 le kilog.).

dont la charge à la teinture excède le poids originel de la soie grège, pesant par yard carré : plus de 1/3 d'once, mais pas plus d'une once : noires (lisières exceptées), 2.25 la livre (25.69 le kilog.).

autres que noires, 3.00 la livre (34.26 le kilog.).

plus d'une once, mais pas plus de 1 once 1/3 : noires (lisières exceptées), 2.00 la livre (22.84 le kilog.).

autres que noires, 2.75 la livre (31.39 le kilog.).

plus de 1 once 1/3, mais pas plus de 1 once 2/3 : noires (lisières exceptées), 1.80 la livre (20.52 le kilog.).

autres que noires, 2.50 la livre (28.55 le kilog.).

plus de 1 once $\frac{2}{3}$, mais pas plus de 2 onces : noires (lisières exceptées), 1.65 la livre (18.79 le kilog.).

autres que noires, 2.25 la livre (25.69 le kilog.).

plus de 2 onces, mais pas plus de 8 onces : ne contenant pas plus de 30 p. 100 de soie en poids : noires (lisières exceptées), 0.75 la livre (8.55 le kilog.).

autres que noires, 0.90 la livre (10.26 le kilog.).

dont la charge à la teinture excède le poids originel de la soie grège, pesant par yard carré :

plus de 2 onces, mais pas plus de 8 onces :

contenant plus de 30 p. 100, mais pas plus de 40 p. 100 de soie en poids :

noires (lisières exceptées), 1.10 la livre (12.56 le kilog.).

autres que noires, 1.30 la livre (14.84 le kilog.).

contenant plus de 45 p. 100 de soie en poids, mais pas plus de 60 p. 100 :

noires (lisières exceptées), 1.40 la livre (15.98 le kilog.).

autres que noires, 1.60 la livre (18.22 le kilog.).

contenant plus de 60 p. 100 de soie en poids, ou tout soie : n'ayant pas plus de 440 fils simples par pouce dans la chaîne :

noires (lisières exceptées), 1.50 la livre (17.13 le kilog.).

autres que noires, 2.00 la livre (22.84 le kilog.).

ayant plus de 440 fils et pas plus de 600 :

noires (lisières exceptées), 1.65 la livre (18.79 le kilog.).

autres que noires, 2.25 la livre (25.69 le kilog.).

plus de 600 fils, mais pas plus de 760 :

noires (lisières exceptées), 1.80 la livre (20.52 le kilog.).

autres que noires, 2.50 la livre (28.55 le kilog.).

plus de 760 fils, mais pas plus de 920 :

noires (lisières exceptées), 2.00 la livre (22.84 le kilog.).

autres que noires, 2.75 la livre (31.39 le kilog.).

plus de 920 fils :

noires (lisières exceptées), 2.25 la livre (25.69 le kilog.).

autres que noires, 3.00 la livre (34.26 le kilog.).

imprimées dans la chaîne et pesant par yard carré :

pas plus d'une once $\frac{1}{3}$, 3.50 la livre (39.96 le kilog.).

imprimées dans la chaîne et pesant par yard carré :

plus d'une once $\frac{1}{3}$, mais pas plus de 2 onces, 3.25 la livre (37.11 le kilog.).

plus de 2 onces, 2.75 la livre (31.39 le kilog.).

REMARQUE. En aucun cas les articles faits sur métier Jacquard ou renfermant plus d'une couleur dans la trame, y compris ceux dans lesquels entre du caoutchouc, ainsi que tous articles énumérés dans le présent numéro, ne paieront un droit inférieur à 45 p. 100 *ad valorem*.

400. Mouchoirs ou cache-nez, en tout ou partie de soie, terminés ou non, coupés, non ourlés ou ourlés seulement, 50 p. 100 de la valeur.

Les mêmes articles, ourlés à jour ou imitation d'ourlets à jour, rabattus, faufilés, ou brodés d'une manière quelconque, avec lettres, monogramme, faits à la main ou à la machine, au plumetis (*tamboured*) ou bordés de tulles, de fronces, s'ils ont des empiècements, 60 p. 100 de la valeur.

401. Rubans, bandes, y compris les bandes pour chapeaux, ceintures, liens, ne dépassant pas 12 pouces de largeur, et avec des bords fermés, tresses (*bone casing*), cordes, cordons et glands, jarretières, pointes, bretelles, lacets creux, rubans à sangle et tissus de sangle, en tout ou partie de soie, et composés en partie de caoutchouc ou autre matière, non brodés à la main ou à la machine, 50 p. 100 de la valeur.

402. Dentelles et articles en tout ou partie de dentelles, ganses, entre-deux, galons, volants, tulles, voilettes, tours de cou, ruchés et bouillonnés pour cols, ornements, rubans, résilles, ceintures, franges, broderies et autres articles brodés à la main et à la machine, au tambour, en application, vêtements confectionnés et vêtements de corps (*wearing apparel*) de toute espèce, y compris les articles en tricot, ouvrés en tout ou partie par le tailleur, la couturière ou le fabricant, tout en soie ou de soie et caoutchouc ou de soie, caoutchouc et métal, ou dont la soie est l'élément de principale valeur, non dénommés et soieries ornées de perles ou grains ou de paillettes de toute matière, 60 p. 100 de la valeur.

Les articles composés entièrement des matières dont il a été fait mention dans ce paragraphe et dont ces matières forment l'élément de principale valeur ne paieront pas un droit inférieur à celui imposé sur lesdites matières.

Les articles au tambour brodés ou en application paieront au moins le droit qu'ils paieraient s'ils n'étaient ni au tambour, ni en application, ni brodés.

403. Tous les objets de soie ou dont la soie est l'élément de principale valeur, y compris ceux qui contiennent du caoutchouc non spécialement visés dans le présent tarif, 50 p. 100 de la valeur.

Tous les articles de cette catégorie dans lesquels il entre de la laine seront classés et imposés comme les articles de laine.

404. Pour établir le poids de la soie, d'après les prévisions de la présente cédula, soit pour les fils, soit pour les articles fabriqués, le

poids sera pris dans la condition dans laquelle il sera trouvé dans la marchandise, sans déduction pour aucune teinture, matière colorante ou autre substance ou matière étrangère. Pour établir le nombre de fils par pouce dans la chaîne, les fils doubles seront comptés comme deux fils simples, les fils triples comme trois fils simples, et ainsi de suite.

405. Fils de toute sorte, soie artificielle et crin artificiel et imitation de soie ou de crin, quels que soient le nom et le procédé de fabrication :

Fabrication à l'état de poil, 0.45 la livre (5.13 le kilog.).

à l'état de trame, 0.50 la livre (5.71 le kilog.).

à l'état d'organsin, 0.60 la livre (6.80 le kilog.).

Les fils de soie ou crin artificiels, ou les fils faits de bourre de ces matières paieront au moins 30 p. 100 *ad valorem*.

Tresses, dentelles, broderies, galons, riches plissées pour le cou, franges, ornements, ceintures, cordelettes, glands, rubans ou autres articles entièrement ou principalement de fils ou fibres en imitation soie ou crin, quels que soient le nom et le procédé de fabrication, 0.45 la livre (5.13 le kilog.) et 60 p. 100 de la valeur.

406. Pâte de papier et papier :

Pâte de bois pour papier obtenue par procédé mécanique, 0.01/12 la livre sèche (0.95 les 100 kilog.).

REMARQUE. Sera admise en franchise venant d'un pays, province ou colonie qui n'empêche ni ne restreint l'exportation de ce produit par loi, décret ou autrement, directement ou indirectement, on ne le frappe d'aucun droit d'exportation direct ou indirect.

Si un pays, province ou colonie frappe d'un droit d'exportation quelconque, sous une forme quelconque, directe ou indirecte le papier d'imprimerie, la pâte de bois mécanique ou le bois qui doit servir à faire la pâte de bois, le montant de ce droit d'exportation sera ajouté comme droit additionnel au droit ci-dessus stipulé pour la pâte de bois provenant de ce pays et importée directement ou indirectement aux Etats-Unis.

Pâte de papier chimique non blanchie, 0.01/6 la livre sèche (1.95 les 100 kilog.).

blanchie, 0.01/4 la livre sèche (2.85 les 100 kilog.).

REMARQUE. Si un pays ou une de ses dépendances met un droit à l'exportation sur la pâte de bois chimique exportée aux Etats-Unis, le montant de ce droit sera ajouté, comme droit additionnel, au droit imposé sur la pâte de bois importée de ce pays ou de sa dépendance.

407. Papier pour doublage de navires et toitures, 10 p. 100 de la valeur.

408. Papier à filtrer composé en tout ou partie de pâte de bois, farine de bois, fibre de coton ou autre fibre végétale, 0.011/2 la livre (17.10 les 100 kilog.) et 15 p. 100 de la valeur.

409. Papier d'imprimerie (sauf papier désigné sous le nom de fait à la main, à la machine, papier du Japon, et imitation Japon de toutes dénominations), de toute dimension, de même dimension ou collé, pour livres et journaux, mais non pour bandes ou enveloppes, non dénommés :

ne valant pas plus de 2 cents $\frac{1}{4}$ la livre, 0.003/16 la livre (2.14 les 100 kilog.).

valant de 2 cents $\frac{1}{4}$ à 2 cents $\frac{1}{2}$ la livre (13 centimes) 0.003/10 la livre (3.42 les 100 kilog.).

valant de 2 cents $\frac{1}{2}$ à 4 cents la livre (20 centimes), 0.005/10 la livre (5.70 les 100 kilog.).

valant de 4 cents à 5 cents la livre (25 centimes) 0.08/10 la livre (9.12 les 100 kilog.).

valant plus de 5 cents (25 centimes), 15 p. 100 de la valeur.

REMARQUE. Si un pays ou une de ses dépendances empêche ou restreint d'une manière quelconque l'exportation de la pâte de bois ou du papier aux Etats-Unis, met un droit quelconque à l'exportation sur la pâte de bois ou le papier d'imprimerie exportés aux Etats-Unis, il sera perçu, sur le papier pour l'imprimerie, venant de ce pays ou de sa dépendance, un droit additionnel de $\frac{1}{10}$ de cent par livre lorsqu'il vaut 3 cents la livre ou moins, plus le montant du droit d'exportation dont ce pays a frappé ces produits.

410. Papier désigné dans le commerce sous le nom de papier à copier, papier à stéréotypie, papiers buvards, papiers de soie (*tissue paper*), papier dit (*bottery paper*) et tous papiers non dénommés, blancs, imprimés ou coloriés :

ne pesant pas plus de 6 livres (2 kilogr. 724) par rame de 480 feuilles de 20 pouces sur 30 (50 centimètres sur 75) en rames ou sous autre forme, 0.06 la livre (0.68 le kilog.) et 15 p. 100 de la valeur.

pesant plus de 6 livres jusqu'à 10, et copies de lettres en tout ou partie ouvré, 0.05 la livre (0.57 le kilog.), et 15 p. 100 de la valeur.

Papier dit *crepe paper* et papier filtrant, 0.05 la livre (0.57 le kilog.) et 15 p. 100 de la valeur.

REMARQUE. Aucun article composé entièrement des papiers spécifiés dans ce paragraphe ou dont un de ces papiers forme l'élément de principale valeur, ne paiera un droit inférieur à celui qui est impayé sur le papier qui forme l'élément de principale valeur dont l'article est composé.

411. Papier glacé (*surface coated*), non autrement dénommé, 0.05 la livre (0.57 le kilog.).

imprimé ou recouvert de métal ou de solutions métalliques (sauf exceptions énumérées plus bas), de gélatine ou de velouté, embossé ou imprimé, 0.05 la livre (0.57 le kilog.) et 20 p. 100 de la valeur.

Papiers y compris le papier d'emballage, à surface fantaisie, ornée ou

décorée d'un dessin, d'un modèle, etc., inséré dans la pâte ou autrement mais non par la méthode lithographique, 0.041/2 la livre (0.52 le kilog.).

gaufrés ou recouverts entièrement ou en partie de métal ou de solutions métalliques de gélatine ou de toutine, 0.05 la livre (0.57 le kilog.) et 20 p. 100 de la valeur.

Parchemin et papiers huilés et imitations de parchemin qui ont été rendus transparents, en tout ou en partie, de toutes dénominations, 0.02 la livre (0.23 le kilog.) et 10 p. 100 de la valeur.

Boîtes, enveloppes, matières imprimées autres que lithographiques et tous autres articles composés entièrement des papiers décrits plus haut ou dont ces papiers forment l'élément de principale valeur, non dénommés et toutes boîtes de papier ou de bois couverte avec les papiers décrits plus haut, 0.05 la livre (0.57 le kilog.), 30 p. 100 de la valeur.

Papier basique pour photographie, papier à albuminer, sensibiliser, recouvert de baryte et papiers pour impressions solaires ou lumineuses, 0.03 la livre (0.34 le kilog.), 10 p. 100 de la valeur.

Papier albuminé ou sensible ou autres sortes pour la photographie, 30 p. 100 de la valeur.

REMARQUE. Le papier recouvert en tout ou partie de métal ou de solutions métalliques, pesant moins de 15 livres par rame de 480 feuilles de 20 pouces sur 25, payera 5 cents par livre et 25 p. 100 *ad valorem*.

412. Lithographies autres que sur gélatine, et zincographies, peintures, bandes, bandes pour cigares, calendriers, cartes, étiquettes, affiches, et autres articles entièrement ou principalement en papier, reliés ou non (excepté les boîtes, les vues d'Amérique, la musique et les illustrations appartenant à un journal ou à un volume relié ou non et les accompagnant, non dénommées) :

Étiquettes et bandes imprimées : jusqu'à huit couleurs (sur bronze comptera comme trois couleurs), non compris les étiquettes et bandes imprimées en tout ou partie sur feuille métallique, 0.20 la livre (2.28 le kilog.).

les mêmes pour cigares, 0.30 la livre (3.45 le kilog.).

en huit couleurs ou plus, sans feuille de métal, 0.30 la livre (3.45 le kilog.).

les mêmes pour cigares, 0.40 la livre (4.56 le kilog.).

en tout ou partie sur feuille de métal, 0.50 la livre (5.71 le kilog.).

les mêmes pour cigares, 0.55 la livre (6.25 le kilog.).

Toutes étiquettes, bandes, et bandes pour cigares, n'excédant pas dix pouces carrés, si elles sont gaufrées ou coupées (*embossed or diecut*), paieront les mêmes droits que ceux qui ont été ici fixés pour les bandes de cigares d'un même nombre de couleur (mais on ne percevra pas sur ces mêmes articles de droits additionnels en raison du gaufrage ou du coupage).

Petits livres, 0.07 la livre (0.79 le kilog.).

Livres en papier ou autres matières à l'usage des enfants, ne pesant pas plus de 24 onces pièce, 0.06 la livre (0.68 le kilog.).

Magazines, périodiques de fantaisie lithographiés en tout ou partie ou ornés à la main, 0.08 la livre (0.92 le kilog.).

Petits livres décorés en tout ou partie à la main ou par aspersion, lithographiés ou non, 0.15 la livre (1.71 le kilog.).

Décalcomanies (couleurs céramiques) ne pesant pas plus de 100 livres par 1000 feuilles de 20×30 pouces, 0.70 la livre (7.95 le kilog.), et 15 p. 100 de la valeur.

pesant plus 100 livres par 1000 feuilles de 20×30 pouces, 0.22 la livre (2.51 le kilog.), et 15 p. 100 de la valeur.

avec feuille de métal, 0.65 la livre (7.37 le kilog.).

autres décalcomanies (à l'exception des décalcomanies jouets), 0.40 la livre (4.56 le kilog.).

Autres articles que ceux énumérés ici :

ayant moins et comme taille, de 35 pouces carrés :

jusqu'à 8/1000^e de pouce en épaisseur, 0.20 la livre (2.28 le kilog.).

et ayant moins, comme taille, de 35 pouces carrés :

jusqu'à 20/1000^e, 0.08 1/2 la livre (0.98 le kilog.).

ayant comme taille et en sus sur tous les articles de 8/1000^e à 20/1000^e de pouce en épaisseur :

soit coupé, soit gaufré, 0.01 1/2 la livre (0.05 le kilog.).

à la fois coupé et gaufré, 0.01 la livre (0.11 le kilog.).

au-dessus de 20/1000^e de pouce en épaisseur, 0.06 la livre (0.68 le kilog.).

plus de 35 pouces carrés, 0.08 la livre (0.92 le kilog.).

REMARQUE. L'épaisseur imposable sera celle de la matière la plus mince contenue dans l'article, mais pour les lithographies sur papier, carton ou autre matière, on considérera l'épaisseur totale de l'article.

413. Papier à lettre, block-notes, fait à la main et papier désigné dans le commerce sous le nom de papier fait à la main, à la machine, papier japon et imitation japon de toutes dénominations, papier à dessin, à livres, livres, registres pour machines à écrire, polycopie et papier pelure et imitation cylindrés ou non, pesant plus de 6 livres 1/4 la rame, 0.03 1/2 la livre (0.40 le kilog.), et 15 p. 100 de la valeur.

REMARQUE. Les mêmes articles réglés, bordés, gaufrés, imprimés ou décorés autres que lithographiés payeront le même droit que les précédents et en sus un droit additionnel de 10 p. 100.

En établissant les droits sur les articles qui précèdent, chaque colis d'une surface de 180.000 pouces carrés sera considéré comme contenant une rame.

414. Articles en papier :

Enveloppes de papier, plates ou non, unies, non dénommées, 20 p. 100 de la valeur.

bordées, imprimées, gaufrées, teintes, décorées ou doublées, 35 p. 100 de la valeur.

415. Papier avec dessins Jacquard, ou coupé sur cartons Jacquard ou parties de dessins carton et bristol, 35 p. 100 de la valeur.

Papier et carton comprimés, valant depuis 10 cents par livre, 35 p. 100 de la valeur.

Papier de tenture composé entièrement de papier, ou dont le papier est l'élément de principale valeur, 25 p. 100 de la valeur.

Papier d'emballage non dénommé, 35 p. 100 de la valeur.

Papier non dénommé, 25 p. 100 de la valeur

Papier gaufré, découpé, coupé ou à dessins imprimés, comme initiales, monogrammes, dentelle, bordures, bandes, ou autres formes, ou coupé pour boîtes, ni imprimé, ni lithographié, non dénommé, 35 p. 100 de la valeur.

Articles entièrement ou principalement en papier imprimé au procédé photo-gélatine non dénommé, 0.003 la livre (0.34 le kilog.), et 25 p. 100 de la valeur.

416. Livres de toute espèce, reliés ou non, y compris registres en blanc, brochures et gravures, reliés ou non, photographies, eaux-fortes, cartes géographiques et hydrographiques, musique et tous imprimés non dénommés, composés entièrement de papier ou dont le papier forme l'élément de principale valeur, 25 p. 100 de la valeur.

Vues de paysage, scènes, bâtiments, place ou localité quelconque aux Etats-Unis, sur carton ou sur papier, imprimées ou produites par un procédé quelconque, y compris celles obtenues par les procédés lithographiques ou photo-gélatine (à l'exception des cartes dites « show cards »), de 35 pouces carrés de dimension, reliées ou non, ou sous toute autre forme :

à partir de 8/1000^e de pouce d'épaisseur, 0.15 la livre (1.71 le kilog.), et 25 p. 100 de la valeur.

ayant moins de 8/1000^e, 2.00 le mille (10.36 le mille).

REMARQUE. Les vues de paysages, scènes, etc., etc., énumérées plus haut, qui auront été commandées avant le 1^{er} juillet 1909 par des acheteurs « bona fide » aux Etats-Unis, supporteront les droits fixés au tarif du 24 juillet 1907, et cela jusqu'au 1^{er} octobre 1909. Le secrétaire de la Trésorerie prendra les mesures nécessaires relatives à cette disposition.

417. Albums de photographies, d'autographes et de dessins, pour cartes postales et collections de timbres-poste, ouverts partiellement ou en totalité, 35 p. 100 de la valeur.

418. Boîtes en papier, ou papier mâché, ou principalement en papier, recouvertes de papier glacé, 45 p. 100 de la valeur.

419. Cartes à jouer en paquets de 54 cartes, et proportionnellement au-dessus de ce nombre, 0.10 le jeu (0.52 le jeu), et 20 p. 100 de la valeur.

420. Articles en papier ou dont le papier est l'élément de principale valeur, non dénommés, 35 p. 100 de la valeur.

TABLEAU N.

Divers.

421. Perles et paillettes de tout genre, y compris imitations, non enfilées, 35 p. 100 de la valeur.

enfilées d'une façon lâche simplement pour le transport, 35 p. 100 de la valeur.

Ouvrages, filets, galons, dentelles, broderies, passementerie, ornements, rideaux, franges et autres articles non dénommés composés en tout ou principal de perles ou paillettes en verre ou pâte, gélatine, métal ou autre matière, mais ne contenant pas de laine, 60 p. 100 de la valeur.

REMARQUE. Aucun article composé en tout ou principal desdites perles ou paillettes ne paiera un droit inférieur à celui d'un tel article sans perles ou paillettes.

422. Tresses, nattes, galons, carreaux et petits tapis en saule, entièrement ou principalement composés de paille, copeau, herbe, feuille de palmier, de saule, d'osier, de jonc, de crin de cheval, écorce de Cuba ou chanvre de Manille, pour la fabrication ou l'ornement des chapeaux et des toques, ni blanchis, ni teints, ni colorés, ni nuancés, 15 p. 100 de la valeur.

blanchis, teints, colorés, nuancés, 20 p. 100 de la valeur.

Chapeaux et toques entièrement ou principalement en paille, copeau, herbe, feuille de palmier, de saule, d'osier de jonc, d'écorce de Cuba ou de chanvre de Manille, ouverts en tout ou partie, non garnis, 35 p. 100 de la valeur.

Chapeaux garnis, 50 p. 100 de la valeur.

REMARQUE. — Les mots *herbe* ou *paille* désignent les substances à l'état naturel et non pas la fibre préparée.

423. Brosses, balais et plumeaux de toute sorte, pinceaux en poils, en plumes ou autres, 40 p. 100 de la valeur.

424. Poils en touffes ou préparés, ou assortis, 0.071/2 la livre (0.85 le kilog.).

425. Boucles pour pantalons ou gilets fabriquées en tout ou partie, en fer ou en acier, ou leurs parties, d'une valeur inférieure à 15 cents le cent, 0.05 le cent (0.25 le cent), et 15 p. 100 de la valeur.

valant de 15 cents à 50 cents le cent, 0.10 le cent (0.51 le cent), et 15 p. 100 de la valeur.

valant 50 cents et au-dessus, 0.15 le cent (0.77 le cent), et 15 p. 100 de la valeur.

426. Moules de boutons : lastings, mohair, drap soie et autres étoffes, tissées ou faites en modèles de dimensions, taille, forme ou coupe telles qu'elles ne puissent être employées qu'à la fabrication des boutons, etc., ne dépassant pas 3 pouces en toute dimension, 10 p. 100 de la valeur.

427. Boutons ouverts en tout ou partie, parties de boutons, moules de boutons, la ligne mesure de bouton étant de 1/40 de pouce, désignés dans le commerce sous le nom de boutons d'agate, boutons de métal pour pantalons, excepté d'acier, boutons de nickel, 0.001/12 par ligne et par grosse (0.01 par ligne et par grosse), et 15 p. 100 de la valeur.

Boutons d'os et boutons de pantalons en acier, 0.001/4 par ligne et par grosse (0.013 par ligne et par grosse), et 15 p. 100 de la valeur.

Boutons de nacre ou d'écaille, 0.01/2 par ligne et par grosse (0.08 par ligne et par grosse), et 15 p. 100 de la valeur.

Boutons d'ivoire végétal, de corne, de verre ou de métal, 0.003/4 par ligne et par grosse (0.04 par ligne et par grosse), et 15 p. 100 de la valeur.

Boutons de souliers en papier, en carton, en papier mâché, pâte et matières similaires, non dénommés, ne valant pas plus de 3 cents (0 fr. 155) par grosse, 0.01 la grosse (0.0518 la grosse).

Rivets de toutes dénominations, 50 p. 100 de la valeur.

Boutons de métal ornés d'un dessin quelconque, lettre, etc., 45 p. 100 de la valeur.

Boutons non dénommés et boutons de cols, de manchettes et de plastrons de chemises, entièrement en os, nacre ou ivoire, 50 p. 100 de la valeur.

428. Houille bitumineuse, schiste, par tonne de 28 boisseaux (80 livres au boisseau), 0.45 la tonne (2.29 les 1.000 kilogrammes).

Houille menue (*coal slack or culm*) pouvant passer à travers un crible d'un demi-pouce, par tonne de 28 boisseaux (80 livres au boisseau), 0.15 la tonne (0.76 les 1.000 kilogrammes).

Le taux de 15 cents par tonne fixé ici pour la houille menue (*coal slack or culm*) s'appliquera à toute importation de houille menue (*coal slack or culm*) obtenue et criblée par le procédé ordinaire et expédiée en cet état de la mine.

Compositions pour combustible, faites principalement de charbon

ou de poussière de charbon, en briquettes ou autres formes, 20 p. 100 de la valeur.

Coke, 20 p. 100 de la valeur.

Tout charbon importé aux Etats-Unis pour être employé ensuite comme combustible à bord des navires en relations avec des nations étrangères ou avec des ports des Etats-Unis compris entre l'Atlantique et le Pacifique et qui sera inscrit comme la loi des Etats-Unis le prescrit, bénéficiera d'un drawback égal à la somme imposée sur ledit charbon et payera le droit que le secrétaire du Trésor croira devoir prescrire.

429. Liège :

coupé en carrés ou en cubes, 0.08 la livre (0.92 le kilog.).

bouchons ayant en diamètre dans la plus grande largeur :

plus de 3/4 pouce (pouce = 0 m. 025), 0.15 la livre (1.71 le kilog.).

3/4 de pouce et au-dessous, 0.25 la livre (2.85 le kilog.).

artificiel ou imitation, fabriqué avec des déchets de liège non dénommé, 0.06 la livre (0.68 le kilog.).

Ouvrages en tout ou principal en liège, écorce de liège, liège artificiel ou déchets de liège, non dénommés, 30 p. 100 de la valeur.

430. Dés à jouer, dominos, dames, pièces du jeu d'échecs, billes de billard ou de bagatelle en ivoire, os ou autre matière, 50 p. 100 de la valeur.

431. Poupées, parties de poupées, têtes de poupées, billes de toutes matières, et jouets et leurs parties autres qu'en porcelaine, biscuit, porcelaine, terre cuite ou grès cérame, non dénommés, 35 p. 100 de la valeur.

432. Emeri en grain ou moulu, manufacturé, pulvérisé ou raffiné, 0.01 la livre (0.11 le kilog.).

Roues et affloirs à émeri et ouvrages principalement en émeri et corindon, 25 p. 100 de la valeur.

Abrasifs artificiels à l'état naturel, 10 p. 100 de la valeur.

433. Matières explosibles :

Pétards de toute espèce y compris le poids des enveloppes et emballages, 0.08 la livre (0.91 le kilog.).

Bombes, fusées, et feux d'artifice de toutes sortes y compris le poids des enveloppes et emballages, 0.12 la livre (1.36 le kilog.).

434. Fulminates et poudres fulminantes et articles similaires pour mines, 20 p. 100 de la valeur.

autres non dénommés, 30 p. 100 de la valeur.

435. Poudre à tirer et autres matières explosibles pour la chasse, la guerre et les mines, les carrières ou l'artillerie valant :

jusqu'à 20 cents la livre (2 fr. 98 le kilogramme), 0.02 la livre (0.23 le kilog.).

plus de 20 cents, 0.04 la livre (0.46 le kilog.).

436. Allumettes chimiques de toute espèce par grosse de 144 boîtes, chacune contenant 100 allumettes, 0.06 la grosse de boîtes (0.31 la grosse de boîtes).

Importées autrement qu'en boîtes ne renfermant pas plus de 100 allumettes, 0.003/4 les 1.000 allumettes (0.038 les 1.000 allumettes).

Allumettes bougie, de fantaisie et tisons, 35 p. 100 de la valeur.

437. Capsules à percussion et cartouches et étuis vides, 30 p. 100 de la valeur.

Capsules fulminantes, 2.25 le mille (11.65 le mille).

Fusées pour mines, fulminantes de sûreté et dont le coton n'est pas le principal élément de valeur, 35 p. 100 de la valeur.

438. Plumes et duvets de toute espèce y compris la peau ou une partie de la peau des oiseaux avec les plumes :

bruts, non préparés, ni teints, ni ouvrés, non dénommés, 20 p. 100 de la valeur.

préparés, teints ou ouvrés, y compris les couvre-pieds et autres articles en duvets, et les oiseaux préparés et finis pour ornements de mode et les plumes, fruits, graines, feuilles, tiges, et fleurs artificielles et leurs parties, composés de toute espèces de matières, non dénommés, 60 p. 100 de la valeur.

Boas, boutonnières, tresses, et tous articles faits entièrement ou principalement des plumes, fleurs, feuilles ou autres matières et articles sus-dénommés, 60 p. 100 de la valeur.

439. Fourrures préparées sur peau n'ayant reçu que la teinture et non réparées, 20 p. 100 de la valeur.

Ouvrages en fourrures plus que préparées, teintes ou réparées, devant servir de matériaux, y compris doublures, appliques et croix, 35 p. 100 de la valeur.

Articles d'habillement de toute sorte, manufacturés en tout ou partie, faits entièrement ou principalement de fourrure, 50 p. 100 de la valeur.

Fourrures non sur peau, préparées pour la chapellerie, y compris peaux secrétées (carroted), 20 p. 100 de la valeur.

440. Eventails, excepté en palmier commun, 50 p. 100 de la valeur.

441. Bourres de fusil de toute espèce, 20 p. 100 de la valeur.

442. Cheveux nettoyés ou étirés, mais non ouvrés en articles, 20 p. 100 de la valeur.

Ouvrages entièrement ou principalement faits de cheveux, non dénommés, 35 p. 100 de la valeur.

443. Crin frisé pour lits et matelas, 10 p. 100 de la valeur.

445. Tissu de crins :

dit tissu pour crinoline, 0.08 le yard carré (0.50 le mètre carré).

dit tissu pour sièges et tissu comprimé, 0.20 le yard carré (1.24 le mètre carré).

446. Chapeaux, bonnets et casquettes pour hommes, femmes et enfants, garnis ou non, y compris les carcasses, cloches, plateaux ou formes pour chapeaux ou bonnets, fabriqués avec du poil de lapin, de castor et d'autres animaux, ou dont ce poil est l'élément de principale valeur, garnis ou non, y compris les corps et formes de chapeaux valant la douzaine :

jusqu'à 4 dollars 50 cents (dollar = 5 fr. 18), 1.50 la douzaine (7.67 la douzaine), et 20 p. 100 de la valeur.

plus de 4 dollars 50 jusqu'à 9 dollars, 3. » la douzaine (15.54 la douzaine), et 20 p. 100 de la valeur.

plus de 9 dollars jusqu'à 18 dollars, 5. » la douzaine (25.90 la douzaine), et 20 p. 100 de la valeur.

plus de 18 dollars, 7. » la douzaine (36.36 la douzaine), et 20 p. 100 de la valeur.

447. Articles en fibre durcie et objets en pâte, non dénommés, imprimés ou non, 35 p. 100 de la valeur.

448. Bijouterie et pierres précieuses :

Chaînes, épingles, boutons de col, de manchettes et de devant, ainsi que tous autres articles montés (finis ou en partie), d'imitation de pierres précieuses, composés de verre ou de pâte de verre (à l'exception de l'imitation du jais), ou composés entièrement ou pour la plus grande valeur d'argent, de maillechort, de métal blanc, de bronze, de laiton, émaillés ou non, plaqués, argentés ou garnis d'alliages d'or, d'argent ou de nickel et qui sont destinés à être portés ou attachés aux personnes dans un but d'ornement.

Valant 0 fr. 20 la douzaine, 0.01 la pièce (0.05 la pièce).

Il sera perçu en outre un droit de 0 fr. 003/5 par douzaine pour chaque cent de valeur au-dessus de la valeur 0 fr. 20 la douzaine prévue ci-dessus.

Tous les estampages et objets de métal (à l'exception du fer et de l'acier) ou des objets de métal garnis de verre ou de pâte de verre, finis ou partiellement finis, pouvant servir à la fabrication des articles ci-dessus.

Valant 0 fr. 72 la grosse, 0.03 la douzaine (0.15 la douzaine).

Et en outre un droit de 0 fr. 001/2 pour chaque cent de valeur dépassant les 0 fr. 72 ci-dessus.

Exception est faite pour les chaînes valant moins de 0 fr. 30 le yard, autre que les chaînes nickelées ou de nickel.

Les chaînes ayant la forme de cordes, de câbles, de gourmettes ou

d'autres formes de fantaisie, sans barrette, mousqueton, crochet ou anneau, faites de métal plaqué d'or ou d'argent, de maillechort, de métal blanc, de cuivre ayant jusqu'à 1/2 pouce de diamètre en largeur et en épaisseur.

Valant 0 fr. 30 le yard, 0.06 le pied (0.34 le mètre).

Et en outre un droit de 0 fr. 003/5 par yard pour chaque cent dont la valeur des chaînes est supérieure aux 0 fr. 30 ci-dessus.

Sacs, bourses et autres articles similaires⁶ finis ou non ou en partie, dont la valeur principale consiste en mailles d'argent, de maillechort ou de métal blanc.

Valant dollars 2 la douzaine, 0.10 la pièce (0.51 la pièce).

Et en outre un droit de 0 fr. 003/5 par douzaine pour chaque cent dont la valeur des objets dépasse la somme de 2 dollars la douzaine.

Tous les articles ci-dessus qu'ils portent le nom de joaillerie ou tout autre nom, ou non nommés expressément dans aucun des paragraphes de la présente loi, 25 p. 100 de la valeur.

Et en outre les droits spécifiques prévus dans la loi.

Tous les articles connus communément ou commercialement sous le nom de joaillerie ou les parties de ces articles, finis ou non, y compris les chaînes, les mailles, les sacs et bourses en mailles en or ou en platine, garnis ou non de diamants, de perles, de camées, de corail ou d'autres pierres précieuses, ou demi-précieuses, ou leurs imitations, 60 p. 100 de la valeur.

449. Perles et leurs parties, percées ou non, ni montées, ni nfilées, 10 p. 100 de la valeur.

Diamants, coraux, rubis, camées et autres pierres précieuses et demi-précieuses, taillés mais non montés pour la bijouterie, 10 p. 100 de la valeur.

Imitations de pierres précieuses pour la bijouterie, y compris imitations de perles et leurs parties, doublets, perles artificielles appelées perles synthétiques ou reconstituées, rubis et autres pierres précieuses, 20 p. 100 de la valeur.

450. Les peaux de bétail, brutes ou non préparées, sèches, salées ou en saumure, entreront en franchise, mais les articles suivants auront, à partir du 1^{er} octobre 1909, à acquitter des droits :

Cuir en grain, coupé, 7 1/2 p. 100 de la valeur.

Bottines et souliers faits entièrement ou principalement de peaux de bétail, d'un poids quelconque, de la race bovidée, y compris les peaux de veaux, 10 p. 100 de la valeur.

Harnais, selles et selleries, entiers ou en partie, composés entièrement ou principalement de cuir, 20 p. 100 de la valeur.

451. Cuir : pour courroies et transmissions, cuir brut et cuir à semelle, 5 p. 100 de la valeur.

dressé, empeignes et autres cuirs, tels que peaux de veau tannées ou tannées et dressées, peaux de kangourou, de mouton et de chèvre, y compris les peaux d'agneau et de chevreau dressées et finies, autres peaux pour la reliure, non dénommées, 15 p. 100 de la valeur.

Peaux de chamois, 20 p. 100 de la valeur.

Peaux pour maroquin, tannées mais non finies, 5 p. 100 de la valeur.

Cuir verni (*patent, enameled and japanned*), pesant la douzaine de peaux : jusqu'à 10 livres, 0.27 la livre (3.07 le kilog.), et 15 p. 100 de la valeur.

plus de 10 jusqu'à 25 livres, 0.27 la livre (3.07 le kilog.), et 8 p. 100 de la valeur.

Cuir pour peaux, plus de 25 livres, 0.20 la livre (2.29 le kilog.), et 10 p. 100 de la valeur.

Cuir pour pianos et mécanismes de pianos, et cuir pour gants, 20 p. 100 de la valeur.

Lacets de cuir pour chaussures finis ou non, par paires, 0.50 la grosse (2.59 la grosse), et 10 p. 100 de la valeur.

Chaussures en cuir (*boots and shoes*), 15 p. 100 de la valeur.

Le cuir découpé pour empeignes ou en autres formes, prêt à être ouvré en articles, et le cuir gaufré payeront un droit de 10 p. 100 *ad valorem* en sus du droit imposé par ce paragraphe sur le cuir dont ils sont confectionnés.

452. Sacs, paniers, ceintures, sachets, boîtes à cartes, agendas de poche, coffrets à bijoux, portefeuilles et autres boîtes entièrement ou principalement en cuir, autres que bijouterie, et articles en cuir ou principalement en cuir, non dénommés, 40 p. 100 de la valeur.

Les mêmes munis d'une manière permanente de nécessaires de voyage, à boire, de bouteilles, de nécessaire pour déjeuner et dîner, et nécessaires similaires, 50 p. 100 de la valeur.

453. Gants en tout ou partie de peau, ouvrés en tout ou en partie, acquitteront les droits comme suit (entrera en ligne de compte la longueur totale du gant complètement étendu) :

454. Gants pour dames et enfants, glacés, finis :

en peau d'agneau dite *schmaschen* ayant en longueur :

jusqu'à 14 pouces (35 centimètres), 1.25 les 12 paires (6.48 les 12 paires).

plus de 14 pouces jusqu'à 17 pouces, 2.25 les 12 paires (11.65 les 12 paires).

plus de 17 pouces, 2.75 les 12 paires (14.24 les 12 paires).

pour hommes, en peau d'agneau dite *schmaschen*, glacés, finis, 3.00 la paire (15.54 la paire).

455. Gants en peau d'agneau, glacés, finis :

pour dames et enfants ayant en longueur :

jusqu'à 14 pouces (35 centimètres), 2.50 les 12 paires (12.95 les 12 paires).

plus de 14 pouces jusqu'à 17 pouces (42 centim. 6), 3.50 les 12 paires (18.13 les 12 paires).

plus de 17 pouces, 4.50 les 12 paires (23.31 les 12 paires).

pour hommes, 4.00 les 12 paires (20.72 les 12 paires).

456. Gants en peau de chevreau ou autre que d'agneau, glacés, finis :
pour dames et enfants, ayant en longueur :

jusqu'à 14 pouces (35 centimètres), 3.00 les 12 paires (15.54 les 12 paires).

plus de 14 pouces jusqu'à 17 pouces (42 centim. 6), 3.75 les 12 paires (19.41 les 12 paires).

plus de 17 pouces, 4.75 les 12 paires (24.60 les 12 paires).

pour hommes, 4.00 les 12 paires (20.72 les 12 paires).

457. Gants en peau d'agneau polie (dont on a fait disparaître le grain) :

pour dames et enfants, ayant en longueur :

jusqu'à 17 pouces (42 centim. 6), 2.50 les 12 paires (12.95 les 12 paires).

plus de 17 pouces, 3.50 les 12 paires (18.13 les 12 paires).

pour hommes, 4.00 les 12 paires (20.72 les 12 paires).

458. Gants en peau de chevreau ou autre que d'agneau, polie (dont on a fait disparaître le grain) :

pour dames et enfants, ayant en longueur :

jusqu'à 14 pouces (35 centimètres), 3.00 les 12 paires (15.54 les 12 paires).

plus de 14 pouces jusqu'à 17 pouces (42 centim. 6), 3.75 les 12 paires (19.41 les 12 paires).

plus de 17 pouces, 4.75 les 12 paires (24.60 les 12 paires).

pour hommes, 4.00 les 12 paires (20.72 les 12 paires).

459. Et en plus des droits ci-dessus seront passibles d'un droit additionnel comme suit :

Gants doublés ou fourrés, 1.00 la douzaine (5.18 la douzaine).

Gants piqués ou à coutures piquées, 0.40 la douzaine (2.07 la douzaine).

Gants brodés avec plus de 3 nervures, 0.40 la douzaine (2.07 la douzaine).

460. Les étavillons de gants, avec ou sans les pièces qui les complètent, acquitteront 75 p. 100 des droits établis pour les gants à la fabrication desquels ils sont destinés.

461. Harnais, selles, sellerie, en articles ou parties d'articles, terminés ou non, 35 p. 100 de la valeur.

Divers :

462. Article d'ambre, d'amiante, de vessie, de catgut, de corde de fouet, de corde à boyau, ou de cire ou dont ces matières ou l'une d'elles constituent l'élément de principale valeur, non dénommés, 25 p. 100 de la valeur.

Tissus composés entièrement d'amiante ou dont l'amiante forme l'élément de principale valeur, 40 p. 100 de la valeur.

463. Articles en os, copeaux, herbes, cornes, caoutchouc, feuilles de palmier, pailles, plantes, ou baleines, ou dont ces matières ou l'une d'elles constituent l'élément de principale valeur, non dénommés, 35 p. 100 de la valeur.

Les mots *herbes* et *pailles* désignent ces produits à l'état naturel, c'est-à-dire quand leurs fibres n'ont pas été séparées.

Divers : Eponges de caoutchouc, 40 p. 100 de la valeur.

Peignes, tout en corne, ou partie de corne et de métal, 50 p. 100 de la valeur.

464. Articles en gutta-percha, caoutchouc vulcanisé connu sous le nom de *caoutchouc durci*, papier mâché, plâtre de Paris, ivoire, ivoire végétal, nacre, écaille ou dont ces matières ou l'une d'elles constituent l'élément de principale valeur, non dénommés, et coquillages gravés, ornés, taillés ou autrement ouverts, 35 p. 100 de la valeur.

465. Masques en papier ou pâte de papier, 35 p. 100 de la valeur.

466. Nattes en fibre de coco ou en rotin : en pièces, 0.06 le yard carré (0.37 le mètre carré).

Autres nattes, 0.04 le pied carré (2.75 le mètre carré).

467. Instruments de musique et parties desdits, mécanismes de piano et parties desdits, cordes non dénommées, boîtes, diapasons et métronomes, cordes fabriquées avec de l'acier ou un autre métal, 45 p. 100 de la valeur.

468. Phonographes, gramophones, graphophones et articles similaires, ou parties desdits, 45 p. 100 de la valeur.

469. Colophane pour violons en boîtes, caisses ou autrement, 20 p. 100 de la valeur.

470. Peintures, aquarelles, pastels, dessins à la plume, sépias et sculptures non dénommés, 15 p. 100 de la valeur.

Il est entendu que le mot sculpture, dans le sens qu'on lui attribue ici, ne s'applique qu'à une œuvre taillée, sculptée ou autrement ouvree à la main dans un bloc de pierre, marbre ou albâtre, ou dans une masse de métal, telles que sont les œuvres d'un sculpteur. Le mot

peintures ne renferme pas celles qui sont faites entièrement ou en partie au patron ou par un autre procédé mécanique.

471. Tourbe (*peat-moss*), 1 » la tonne (5.20 les 1,000 kilog.).

472. Crayons : en mine de plomb ou autre matière avec gaine de bois ou de papier ou de toute autre matière (métal excepté) et crayons en mine de plomb, 0.45 la grosse (2.33 la grosse), et 25 p. 100 de la valeur.

Crayons d'ardoise recouverts de bois, 35 p. 100 de la valeur.

Crayons d'ardoise autres, 0.03 le cent (0.15 le cent).

473. Mines de plomb sans gaines : noires, 0.003/4 l'once (0.09 l'hectog.).

de couleur, 0.011/4 l'once (0.15 l'hectog.).

à copier, 0.02 l'once (0.25 l'hectog.).

474. Plaques sèches ou papiers pelliculaires pour photographies, non dénommés, 25 p. 100 de la valeur.

Films négatifs, sous une forme quelconque destinés à servir à la photographie animée, ou à prendre ou à reproduire des vues à cet usage et films de photographie animée non développée, 25 p. 100 de la valeur.

Films positifs, sous une forme quelconque destinés à servir à la photographie animée, y compris toutes épreuves, positifs, duplicatas, cinématographiques et de photographie animée de toutes dénominations en n'importe quelle matière, 0.011/2 le pied (0.255 le mètre).

475. Pipes et articles de fumeur :

Pipes et articles de fumeur, pipes et fourneaux de pipe entièrement en terre, d'une valeur inférieure à 40 cents la grosse, 0.15 la grosse (0.77 la grosse).

Autres pipes et fourneaux de pipes en terre, 0.50 la grosse (2.59 la grosse), et 25 p. 100 de la valeur.

Autres pipes et fourneaux de pipe faits avec d'autres matières et tous autres articles de fumeur non dénommés, comprenant les cahiers de papiers à cigarettes, les étuis à cigarettes, les blagues pour tabac à fumer et à chiquer, et papiers à cigarettes de toute sorte, 60 p. 100 de la valeur.

476. Charrues, herses à dents et à disque et râpeaux à cheval, moissonneuses, semoirs, faucheuses, cultivateurs, machines à battre, machines à égrener le coton, 15 p. 100 de la valeur.

REMARQUE. — Ces articles provenant d'un pays, dépendance ou colonie qui n'impose pas de droits d'importation sur ces mêmes articles venant des Etats-Unis, entreront en franchise.

477. Peluche noire dite *peluche de chapellerie*, en soie ou en soie et coton, employée exclusivement à la fabrication des chapeaux d'hommes, 10 p. 100 de la valeur.

478. Parapluies, parasols et ombrelles couverts en matière autre que le papier, 50 p. 100 de la valeur.

Manches de parapluies, parasols ou ombrelles et cannes, finis ou non, 40 p. 100 de la valeur.

479. Déchets non dénommés, 10 p. 100 de la valeur.

480. Il sera imposé, perçu et acquitté, à l'importation de tous les articles bruts ou non ouvrés, non dénommés, un droit de 10 p. 100 à la valeur, et sur les articles ouvrés en tout ou partie, non dénommés, un droit de 20 p. 100 à la valeur.

481. Il sera imposé, perçu et payé, sur chaque article non dénommé au présent Acte qui, soit comme matière première, texture ou qualité, soit par l'usage auquel il peut être appliqué, ressemblera à un article dénommé audit Acte comme passible de droits, un droit semblable à celui dont est imposé et frappé l'article dénommé dont il se rapproche le plus, au point de vue des conditions précitées; et, si un article non dénommé ressemble également à deux ou plusieurs articles dénommés frappés de droits différents, il sera imposé, perçu et payé sur ledit article non dénommé le droit applicable à celui des articles dénommés auquel il ressemble et qui acquitte le droit le plus élevé; et tous les produits non dénommés, fabriqués avec deux ou plusieurs matières, seront frappés du droit dont ils seraient passibles s'ils étaient entièrement composés de l'élément de principale valeur; et l'expression « élément de principale valeur » quand elle est employée dans le présent Acte signifie l'élément qui dépasse comme valeur tous les autres éléments entrant dans la composition du produit; et la valeur de chacun des éléments composants sera établie en constatant la valeur de chacun d'eux dans la condition où il se trouve dans le produit. Si deux droits ou plus sont applicables à un produit importé quelconque, il sera passible du droit le plus élevé.

ARTICLES ADMIS EN FRANCHISE

ART. 2. — Dès et après le passage du présent acte, à moins de stipulations contraires contenues dans le texte, les articles ci-après dénommés importés aux Etats-Unis ou dans leurs colonies (sauf les Iles Philippines), seront exempts de droits d'importation.

482. Acides arsénieux, carbolique, benzoïque, fluorique, hydrochlorique ou muriatique, nitrique, phosphorique, phtalique, picrique ou nitropicrique, prussique, silicique et valérianique.

483. Aconit.

484. Glands bruts, séchés ou non, mais non moulus.

485. Agates brutes.

486. Albumine non dénommée.

487. Alizarine naturelle ou artificielle et teintures dérivées de l'alizarine ou de l'anthracine.

488. Ambre et ambroïde brut ou gomme brute, *Kauri* et *Copal*.

489. Ambre gris.

490. Sulfate d'ammoniaque.

491. Sels d'aniline.

492. Animaux importés spécialement pour l'élève par un citoyen des Etats-Unis pour quelque motif : nul animal ne sera admis en franchise s'il n'est de pur sang d'une race reconnue et s'il n'a été régulièrement inscrit au *stud book* de ladite race ; de plus, le certificat constatant la filiation et la pureté de sang de l'animal sera présenté à l'employé des douanes, dûment certifié par le gardien du *stud book* et accompagné d'une déclaration écrite et sous serment du propriétaire, agent ou importateur attestant que l'animal importé est bien celui dont il est fait mention dans les pièces présentées. Le Secrétaire de l'agriculture fera connaître au secrétaire de la Trésorerie quels sont les races reconnues et les animaux pur sang visés par ce numéro. Le secrétaire de la Trésorerie peut prendre telles autres mesures qu'il croira utiles pour la stricte exécution du présent article. Les bestiaux, chevaux, moutons ou autres animaux domestiques s'égayant ou menés au delà des frontières, pour pâturer pendant un délai déterminé, avec leurs produits, pourront rentrer en franchise pendant une période de six mois. Le secrétaire de la Trésorerie prendra à ce sujet les mesures nécessaires. Ces prescriptions s'appliqueront aux animaux qui ont été importés et sont en quarantaine ou d'une autre façon à la garde des douanes ou d'autres officiers des Etats-Unis.

493. Animaux importés temporairement aux Etats-Unis pour une période maximum de six mois afin de figurer dans des expositions ou dans des concours en vue de gagner les prix offerts par des sociétés agricoles ou des sociétés de courses ; mais il sera souscrit tout d'abord une caution, conformément aux règlements prescrits par les secrétaires de la Trésorerie ; et attelages d'animaux avec leurs harnais, fourniments, voitures et wagons appartenant à des émigrants venant de l'étranger pour s'établir aux Etats-Unis avec leur famille et réellement employés pour l'émigration, sous réserve de se conformer aux règlements prescrits par les secrétaires de la Trésorerie ; et animaux sauvages destinés à figurer dans des collections zoologiques pour servir à la science ou à l'instruction, et non à la vente ou en vue de bénéfices.

494. Rocou et extrait de rocou, annatto ou orleans.

495. Apatite.

496. Arrowroot brut.

497. Arsenic et sulfure d'arsenic ou orpiment.

498. Arseniate d'aniline.

499. a. Matières brutes pour teinture et tannage non dénommées.

500. Produits du sol et de l'industrie des Etats-Unis, non compris

les animaux réimportés après exportation sans avoir été améliorés tant au point de vue de la valeur que de la condition par un procédé quelconque de manufacture ou autrement ; barils, fûts, bonbonnes, sacs et autres récipients de fabrication américaine, exportés pleins de produits américains ou exportés vides et réimportés pleins de produits étrangers, y compris : caisses et barils démontés de même origine et réimportés à l'état de barils et de caisses, et bouteilles ou flacons à mercure de fabrication indigène ou étrangère actuellement exportés des Etats-Unis ; mais l'identité desdits articles devra être établie conformément aux règlements prescrits par le secrétaire de la Trésorerie ; seront seuls exempts les sacs indigènes réimportés par le même exportateur ; et si, au moment de l'exportation, lesdits articles étaient soumis à une taxe intérieure, justification devra être fournie du paiement de cette taxe et de son non-remboursement avant l'exportation ; plaques photographiques sèches et pellicules de fabrication américaine, excepté les films de photographie animée, exposés à l'étranger, développés ou non, et pellicules pour cinématographes, gâtés ou abîmés d'une façon quelconque, n'ayant plus que la valeur des matières qui les constituent, à condition que les pellicules soient de fabrication américaine et moyennant preuve de l'identité desdits articles conformément aux règlements prescrits par le secrétaire de la Trésorerie ; le présent article ne s'applique pas aux produits auxquels il a été concédé un drawback ; la réimportation de ces produits n'est autorisée que moyennant le paiement de droits équivalant aux drawbacks accordés, non plus qu'à des produits fabriqués en entrepôt et exportés en vertu des dispositions de la loi. Si le tabac manufacturé et exporté sans avoir acquitté la taxe de revenu intérieur est réimporté, il sera détenu par le collecteur des douanes jusqu'à ce qu'il ait été apposé des timbres du revenu intérieur justifiant que les droits légaux ont été acquittés.

501. Amiante brute.

502. Cendres et lessives de cendres de bois, et cendres de betterave.

503. Assa foetida.

504. Baume de Gilead.

505. Ecorce de cinchona et autres écorces à quinine.

506. Cire d'abeilles.

507. Cordes, cordages en fil retors fabriqués en tout ou partie avec le chanvre de la Nouvelle-Zélande, de Manille, l'istle ou agavé de Tampico, l'agavé de Sisal ou le jonc crotalaire, ou de ces matières mélangées, d'un seul pli, mesurant jusqu'à 600 pieds à la livre. Ces articles importés d'un pays frappant d'un droit d'entrée les articles similaires importés des Etats-Unis, acquitteront un droit de cent 1/2 par livres (0 fr. 06 par kilogramme).

508. Cloches et métal de cloche en morceaux propres seulement à la refonte.

509. Oiseaux empaillés ne pouvant servir d'ornements de modes.

510. Oiseaux et volailles y compris les espèces aquatiques.

511. Bismuth.

512. Vessies et tous téguments et intestins d'animaux y compris les vessies de poisson brutes, séchées ou salées seulement pour leur conservation, non dénommées.

513. Sang séché non dénommé.

514. Tissus de soie pour le blutage, importé spécialement pour cet usage et marqué de manière à ne pouvoir être utilisé autrement.

515. Os bruts non brûlés, calcinés, moulus, passés à la vapeur ni autrement traités, et poudre d'os ou charbon animal, et cendre d'os, ne pouvant être utilisés que comme engrais.

516. Livres, gravures, photographies, eaux-fortes reliés ou non et cartes géographiques ou hydrographiques, importés par ordre ou pour le Gouvernement des Etats-Unis ou pour la bibliothèque du Congrès.

517. Livres, cartes géographiques ou hydrographiques, musique, gravures, photographies, eaux-fortes, estampes, reliés ou non reliés, tirés vingt ans avant l'importation. — Publications par souscription. — Echange de livres entre associations scientifiques, littéraires ou académies. — Publications faites par de simples particuliers à titre purement gratuit. — Documents publics des gouvernements étrangers.

518. Livres et brochures imprimés en langues autres que la langue anglaise ; livres et musique composés spécialement pour les aveugles.

519. Livres, cartes géographiques ou hydrographiques, musique, photographies, eaux-fortes, estampes importés seulement à deux exemplaires à la fois, étant *bone fide* pour sociétés ou institutions religieuses, philosophiques, pédagogiques, scientifiques ou littéraires, ou pour l'encouragement des beaux-arts, et pour tout collège, académie, école, séminaire et bibliothèque, et non pour être mis en vente. — Le secrétaire de la Trésorerie prendra telles mesures qu'il jugera utiles.

520. Livres, bibliothèques, ameublement usagé et tous effets de personnes et familles venant des pays étrangers, ou de citoyens des Etats-Unis en revenant, le tout ayant servi pendant un laps d'au moins un an et n'étant pas importé pour être vendu ou cédé à d'autres personnes.

521. Cuivre, vieux cuivre et rognures de cuivre ou métal hollandais, propre seulement à la refonte.

522. Quartz (*pebbles*) du Brésil, brut, non ouvré.

523. Soies d'animaux écruës, non triées, ni préparées.

524. Matières d'or et d'argent.

525. Poix de Bourgogne.

526. Cadmium.

527. Camphre brut.

528. Castoreum (huile de ricin).

529. Cordes à boyau, cordes à fouet et crin de Florence bruts.

530. Cerium, cérîte, minéral de cérium.

531. Craie brute, non moulue, précipitée, purifiée, ou autrement manufacturée.

532. Fer chromaté, minéral de chrome.

533. Civette brute.

534. Argile : argile bleue pour la fabrication de creusets.

535. Anthracite, houille et approvisionnement de houille à l'usage des navires américains ; mais le déchargement de ces houilles est prohibé.

536. Goudron de houille brut et poix de goudron (coaltar) et produits du goudron connus sous le nom d'huile de créosote, benzol, toluol, naphthaline, xylol, phénol, crésol, toluidine, xyldine, cumidine, binitrotoluol, binitrobenzol, benzidine, dianisidine, naphtol, naphtylamine, dyphenylamine, benzaldéhyde, benzyl, chlorure, resorcine, nitro-benzol et nitro-toluol, naphtylamin sulfoacides et leurs sels de soude ou de potasse, naphtosulfoacides et leurs sels de soude ou de potasse, amido-salicylique acide, binitrochlorbenzol, diamidol-stilbendisulfoacide, acide métanilique, paranitralin, dimethylaniline ; le tout n'étant ni des drogues, ni des couleurs ou teintures.

537. Cobalt et minéral de cobalt.

538. Coques du Levant.

539. Cochenille.

540. Cacao brut, fibres, feuilles et pellicules.

541. Café.

542. Monnaies d'or, d'argent, de cuivre et d'autres métaux.

543. Filaments de coco et fil caret en filaments de coco.

544. Minéral de cuivre, régule de cuivre, cuivre noir et ciment de cuivre ; vieux cuivre, propre seulement à la refonte, déchets de cuivre neuf et cuivre en feuilles, en barres, lingots, saumons et gueuses, non manufacturés, non dénommés.

545. Composition métallique dont le cuivre est le principal élément, non dénommée.

546. Corail vrai, brut.

547. Liège brut ou écorce de liège brute.

548. Coton et déchets de coton, aucunement manufacturés.

549. Cryolite (fluorure d'aluminium et de sodium).

550. Orseille violette (*cudbear*).

551. Pierres hémisphériques avec poignées pour jeu de *Curling*, et palets de fer en forme d'anneaux pour le jeu de *Quoits*, et poignées pour le jeu de *Curling*.

552. Kari et poudre de kari.

553. Os de seiche.

554. Racines de pissenlit, brutes, sèches ou non, mais non moulues.

555. Diamants et autres pierres précieuses bruts, non taillés, n'ayant pas gagné comme qualité et comme valeur, soit en étant clivés, fendus ou coupés ou en subissant un autre travail, y compris les diamants de vitrier et de graveur non montés.

556. Diamants dits *miner's diamonds*, naturels ou brisés, non montés, et poussière de diamant.

557. Divi-divi.

558. Sang-dragon.

559. Drogues tels que : écorces, fèves, baies, baumes, bourgeons, bulbes, racines bulbeuses, excroissances, fruits, fleurs, fibres sèches et insectes desséchés ; grains, gommes et gommes-résines ; herbes, feuilles, lichens, mousses, noix, noix de galle, racines et tiges ; épices, végétaux, graines aromatiques et graines de mauvaise venue ; plantes, bois employés à l'usage exclusif de la teinture ; lesdits articles, non comestibles et à l'état brut, non améliorés au point de vue de la condition ou de la valeur par un procédé quelconque, sauf les précautions nécessaires pour le transport, non dénommés.

Aucun article contenant de l'alcool, ou dans la préparation duquel on a employé de l'alcool, n'entrera en franchise.

560. Œufs d'oiseaux, de poissons, d'insectes, sauf le frai de poisson préparé pour l'alimentation et les prohibitions qui visent les œufs des femelles des oiseaux bons seulement pour la chasse et dont la viande ne peut servir à l'alimentation ; l'entrée de ces œufs est interdite, sauf pour les collections scientifiques. L'importation d'œufs d'oiseaux de chasse en vue de leur propagation est autorisée et le secrétaire de la Trésorerie édictera à ce sujet les règles nécessaires.

561. Minerai d'émeri, corindon, et substances brutes artificielles pour abraser.

562. Ergot de seigle.

563. Eventails communs en feuilles de palmier non ornées ni décorées et feuilles de palmier brutes non colorées, ni teintées, ni préparées.

564. Feutre adhésif pour doublages de navires.

565. Pieux pour clôtures, en bois.

566. Fibrine de toute espèce.

567. Poisson frais, gelé ou enfermé dans de la glace, pris dans les grands lacs ou autres eaux douces des Etats-Unis, par des citoyens de la même nation, et autres poissons de pêcheries américaines.

568. Peaux de poisson.

569. Silex, pierre à briquets en silex et silex non réduit en poudre.

570. Fossiles.

571. Fruits ou baies, verts, mûrs ou secs non dénommés.

572. Plantes à fruit, tropicales ou semi-tropicales pour culture et propagation des espèces.

573. Fourrures non préparées.

574. Peaux à fourrures de toute espèce brutes et non dénommées.
575. Gambier.
576. Email de verre blanc, pour cadrans de montre ou horloges.
577. Disques ou plaques de verre dégrossi ou brut pour la fabrication des instruments d'optique, de lunettes et lorgnons, et propres seulement à cet usage. — Les disques ayant plus de 8 pouces (0^m,20) de diamètre pourront être polis de manière à permettre de constater la qualité du verre.
578. Plantes et fibres. Istle ou fibre de Tampico. Jute. Bouts de jute. Chanvre de Manille. Chanvre de Sisal, jonc crotalaire (*sunu*) et tous autres végétaux filamenteux et plantes textiles bruts ou non préparés, non dénommés.
579. Baudruche et vélin pour batteurs d'or.
580. Graisses et huiles, excepté les huiles de poissons, servant habituellement à la fabrication du savon, à l'étirage des fils métalliques, au graissage et à la préparation des cuirs et ne pouvant servir qu'à cet usage, non dénommés.
581. Guano, engrais et toutes matières servant exclusivement d'engrais, y compris laitier broyé ou non.
582. Gutta-percha brute.
583. Crins et poils de chevaux, de bétail, et autres animaux, nettoyés ou non, étirés ou non, mais non ouvrés, non dénommés ; et cheveux, bruts, ni nettoyés, ni étirés.
584. Rognures de peaux, brutes, avec ou sans poil, et toute autre matière première pour la fabrication de la colle.
585. Cordes en cuir.
586. Pierres à repasser et à aiguiser.
587. Sabots d'animaux bruts.
588. Plants (*roots*) de houblon pour culture.
589. Cornes et parties de cornes brutes, raclures et bouts de corne.
590. Glace à rafraîchir.
591. Caoutchouc brut, lait de caoutchouc, vieux débris et déchets propres seulement à être retravaillés.
592. Indigo.
593. Iode brute.
594. Ipécacuanha.
595. Iridium, osmium, palladium, rhodium, ruthenium et combinaisons naturelles de ces métaux entre eux avec du platine.
596. Ivoire naturel ou scié verticalement au grain avec la partie superficielle (*bark*) laissée intacte, et ivoire végétal à l'état naturel.
597. Jalap.
598. Jais brut.

- 599. Allumettes à parfums de Chine.
- 600. Cordage vieux (*junk*).
- 601. Soude de varech (*kelp*).
- 602. Kiesérite.
- 603. Bois pour faire le feu.
- 604. Cyanite et kaïnite.
- 605. Lacdye, brute en bâtons, en grains, en écailles et plaques.
- 606. Essence de laque.
- 607. Lactarine (caséine préparée pour imprimeur de calicot).
- 608. Lave brute.
- 609. Sangsues.
- 610. Jus de limon, de citron et d'orange acide ne renfermant pas plus de 2 p. 100 d'alcool.
- 611. Racine de réglisse non moulue.
- 612. Bateaux et appareils de sauvetage spécialement importés par les Sociétés autorisées, ou établis pour l'encouragement du sauvetage de la vie humaine.
- 613. Citrate de chaux.
- 614. Pierres lithographiques non gravées.
- 615. Tournesol (*litmus*) préparé ou non.
- 616. Pierres d'aimant.
- 617. Garance et garance des Indes moulue ou préparée et leurs extraits.
- 618. Magnésite brute ou ealcinée, non purifiée.
- 619. Oxyde et minerai de manganèse.
- 620. Manne.
- 621. Manuscrits.
- 622. Moelle brute.
- 623. Guimauve (racines, feuilles et fleurs, brutes).
- 624. Médailles d'or, d'argent et de cuivre et autres objets en métal venant d'être décernés comme récompenses ou comme prix et reçus et acceptés comme distinctions honorifiques.
- 625. Ecume de mer brute, non ouvrée.
- 626. Minéraux bruts, non améliorés au point de vue de la condition ou de la valeur par l'affinage ou le bocardage ou tout autre procédé, non dénommés.
- 627. Sels minéraux obtenus par l'évaporation d'eaux minérales accompagnés d'un certificat dûment légalisé et d'une analyse satisfaisante, prouvant qu'ils n'ont pas été préparés artificiellement et qu'ils sont seulement le produit de ces eaux mêmes.
- 628. Appareils de secours pour mineurs, employés dans le cas de danger dans les mines, lorsque la respiration artificielle devient nécessaire en

présence de gaz méphitiques, pour aider au sauvetage de vies humaines, et lampes de sûreté pour mineurs.

629. Modèles d'invention et de perfectionnement dans les arts, ne pouvant servir que de modèles.

630. Mousses, algues, et toutes matières végétales brutes, non ouvrées, non dénommées.

631. Musc brut dans sa poche d'origine.

632. Myrobalan.

633. Aiguilles à coudre et à repriser.

634. Journaux et périodiques, mais le mot *périodique* ne s'applique qu'aux publications non reliées, ou recouvertes en papier, publiées dans les *six mois* qui précèdent l'entrée, traitant principalement au moins de la littérature courante du jour et publiées à périodes fixes comme chaque semaine, mois ou trimestre et portant la date de la publication.

635. Noix du Brésil, graines de noix du Brésil (*creamunts*), noix de palme, noyaux de palme, noix de coco dans l'écorce et chair de noix de coco non coupée en tranches, ni séchée, ni préparée.

636. Noix vomique.

637. Etoupe à calfater.

638. Tourteaux oléagineux.

639. Huiles : d'amandes ; d'ambre ; d'ambre gris, brute ou rectifiée ; d'anis ; d'aniline ; d'aspic ou de lavande spic ; de bergamote ; de cajeput ; de carvi ; de cassé ; de cannelle ; de cédrat ; de camomille ; de citronnelle ; de civette ; de coco (non raffinée ou épurée) ; de fenouil, d'ichthyol ; de jasmin ; de juglandium ; de noix ; de genévrier ; de lavande ; de citron ; de limon ; de macis ; de fleur d'orange ; *enfleurage grease* ; essences de fleurs solides et liquides, non composées ; huile de noix ; d'orange ; d'olive pour usages industriels, rendue impropre pour tous autres usages, comme l'alimentation, par les moyens que le secrétaire de la Trésorerie jugera bon de prescrire ; essence de rose, de palme et de romarin ; de sésame ; de tyhm ou d'origan, rouge et blanc, et de valériane ; de cachalot, de baleine et autres huiles de poisson des pêcheries américaines et tous produits de ces pêcheries ; pétrole brut et raffiné, y compris la kérozène, benzine, naphtagazoline et autres huiles similaires tirées du pétrole.

640. Oléo-stéarine.

641. Ecorces d'orange ou de citron non conservées, ni candies, ni séchées.

642. Orseille et orseille liquide.

643. Minerais d'or, d'argent, de nickel et matte de nickel ; balayures d'or et d'argent.

644. Matières premières servant à la fabrication du papier, brutes de toute sorte, herbes, fibres, drille en tout genre (excepté celle de laine), déchets, rognures et maculatures, vieux papiers, bouts et rebuts de

corde, de jute, de sacs, de toile d'emballage, de vieux sacs et de vieille toile de jute servant principalement à la seule fabrication du papier.

645. Paraffine.

646. Parchemin et vélin.

647. Nacre de perles, ni sciée, ni coupée, ni polie, ni autrement ouvrée ou n'ayant pas plus de valeur qu'à l'état brut.

648. Effets personnels et mobiliers autres que marchandises, appartenant à des citoyens des Etats-Unis décédés à l'étranger.

649. Poterie d'étain et métal anglais vieux, propres seulement à la refonte.

650. Instruments, appareils et préparations scientifiques (y compris les bouteilles et boîtes leur servant d'enveloppe), spécialement importés de bonne foi pour l'usage de toute société ou institution autorisée ou établie dans un but religieux, philosophique, pédagogique, scientifique ou littéraire, ou pour l'encouragement des beaux-arts ou pour l'usage de n'importe quelle académie, école ou collège des Etats-Unis ou bibliothèque nationale ou publique et non pour être mis en vente. Le secrétaire de la Trésorerie prendra telles mesures qu'il jugera utiles.

651. Phosphates bruts ou naturels.

652. Plantes, arbres, arbustes, racines, graines de cannes à sucre et autres graines ou semences importées par le Département de l'agriculture ou le Jardin botanique des Etats-Unis.

653. Platine brut en lingots, barres, feuilles, fils et débris, fils, éponges, vases, cornues et autres appareils ou leurs parties pour usages chimiques.

654. Plombagine.

655. Potasse brute ou *black-salts*, carbonate de potasse, brut ou raffiné ; hydrate de potasse et potasse caustique, non compris la potasse raffinée en bâtons ou rouleaux ; nitrate de potasse ou salpêtre brut ou raffiné ; sulfate de potasse brut ou raffiné et muriate de potasse.

656. Livres, outils ou instruments utiles au métier ou à la profession d'individus et leur appartenant réellement au moment de leur immigration aux Etats-Unis ; mais la présente exemption ne pourra être interprétée comme s'appliquant aux machines et autres articles importés pour le service d'un établissement industriel, ou pour des tiers, ou en vue de la vente, non plus aux décors ou accessoires de théâtre. Des décors et accessoires de théâtre usagés importés temporairement et seulement pour la mise en scène et non pour être mis en vente seront admis en franchise, moyennant caution de réexportation au bout de six mois. Le secrétaire de la Trésorerie prendra telles mesures qu'il jugera utiles à ce sujet et pourra permettre une nouvelle exemption de six mois.

657. Pulu.

658. Sulfate de quinine et tous alcaloïdes et sels dérivés de l'écorce des quinquinas.

659. Radium.

660. Chiffons non dénommés.

661. Statues et moulages ne devant servir que de modèles ou pour un but d'instruction ; insignes (*regalia*), pierres précieuses, statues, spécimens de culture et modèles pour écoles d'art spécialement importés de bonne foi et non pour la vente, à l'usage d'une société autorisée ou établie dans un but religieux, philosophique, pédagogique, scientifique ou littéraire, ou pour l'encouragement des beaux-arts, ou sur l'ordre ou pour l'usage d'un collège, d'une académie, d'un établissement d'instruction, d'un asile d'orphelins, d'un hôpital ou d'une bibliothèque publique des Etats-Unis ; le secrétaire de la Trésorerie prescrira les mesures nécessaires, mais le sens du mot *regalia* ne s'applique qu'à des insignes se rapportant soit au rang ou à la fonction ou à des insignes portés soit à la main, soit sur les personnes pendant les cérémonies publiques de sociétés ou d'institutions, mais ne comprend ni le mobilier, ni les accessoires, ni les vêtements non plus que la propriété personnelle des individus.

662. Présure brute ou préparée.

663. Safran, carthame et leurs extraits, et safran en pains.

664. Sagou brut et farine de sagou.

665. Salicine.

666. Salep.

667. Saucisses, saucisses de Bologne.

668. Semences : d'anis, de millet, de carvi, de cardamome, de chou-fleur, de coriandre, de coton, de cumin, de fenouil, de fenu-grec, de chanvre, de marrube, de mangel-wurzel, de moutarde, de colza, de caroubier, de betterave à sucre, de sorgho ou canne à sucre, de bulbes et racines bulbeuses non comestibles non dénommées ; semis d'arbres verts ; toutes graines de fleurs et de graminées ; toutes ces semences ou graines non dénommées.

669. Médicament vétérinaire contre le piétin de moutons

670. Canons de fusils de chasse, forgés, forés.

671. Crevettes et autres crustacés.

672. Soie grège, telle qu'elle est obtenue par le dévidage du cocon, non doublée ni retordue et n'ayant subi aucune fabrication.

673. Cocons et déchets de soie.

674. Graine de ver à soie.

675. Squelettes et autres préparations anatomiques.

676. Peaux de toute espèce, brutes (excepté les peaux de moutons en laine) et peaux non dénommées.

677. Nitrate de soude ou nitre cubique.

678. Echantillons d'histoire naturelle, de botanique et de minéralogie importés pour collections comme objets de science et non en vue de la vente.

679. Epices : casse, casse en gousse, casse vraie, non moulues ; cannelle et débris de cannelle non moulus ; clous et griffes de girofle non moulus ; macis non moulu ; muscades ; poivre noir ou blanc, tous ces articles non moulus ; giugembre ni moulu ni conservé, ni candi.

680. Amadou.

681. Triangles et supports pour encastage des poteries, grès et faïences.

682. Timbres étrangers oblitérés ou non, et cartes postales d'un état étranger ne portant pas d'autre imprimé que l'imprimé officiel.

683. Pierre et sable ; pierre meulière, en bloc, brute ou non ouvrée, calcaire, brute, tripoli et sable brut ou manufacturé non dénommé.

684. Storax ou styrax.

685. Oxyde et protoxyde de strontiane et strontianite en carbonate natif de strontiane.

686. Soufre, précipité de soufre et soufre non dénommé, minéral de soufre, tel que pyrites ou sulfure de fer, dans son état naturel, renfermant plus de 25 p. 100 de soufre.

687. Acide sulfurique qui à la température de 60 degrés Fahrenheit (150.56) n'a pas une densité spécifique supérieure à 1.380, pour fabrication d'hyperphosphate de chaux ou engrais de toute espèce ou pour tous usages agricoles. L'acide sulfurique qui provient d'un pays frappant cet article d'un droit d'entrée, lorsqu'il est importé des États-Unis, acquittera un droit de 1/4 de cent par livre (0 fr. 03 par kilog.).

688. Tamarin.

689. Tapioca ou cassave, et farine de tapioca.

690. Goudron de bois et brai de bois.

691. Thé et plants de thé. Les dispositions de la loi du 2 mars 1897, contre l'importation de thé impur ou malsain, ainsi que celles des lois la modifiant, demeurent intactes.

692. Dents brutes ou naturelles.

693. Argile à pipe, non composée de gypse ou de plâtre.

694. Terra japonica.

695. Minéral d'étain, oxyde noir d'étain, étain en baguettes, en blocs, en saumons et en grains. Les dits produits paieront un droit de 4 cents par livre (0. fr 46 par kilog.) aussitôt que le Président des États-Unis aura vérifié que les mines des États-Unis produisent 1.500 tonnes des dits produits par an. Le Président portera ce fait à la connaissance de tous par proclamation, et à partir de ce jour le dit droit deviendra applicable.

696. Côtes de tabac.

697. Fèves de Tonka.

698. Curcuma.

699. Térébenthine de Venise.

700. Essence de térébenthine.

701. Tortues.

702. Caractères d'imprimerie, vieux, propres seulement à la refonte.

703. Uranium, oxyde et sels.

704. Vaccin.

705. Valonnée.

706. Vert-de-gris (sous-acétate de cuivre).

707. Cire végétale ou minérale.

708. Pains à cacheter, non comestibles.

709. Vêtements, autres effets personnels et articles de toilette des personnes arrivant aux Etats-Unis ; mais cette franchise de droits ne s'appliquera pas auxdits articles qui ne seront pas usagés, ni appropriés et nécessaires auxdites personnes pour leur voyage et leur confort ou qui seraient destinés à des tiers ou à la vente. Si ces personnes sont des citoyens des Etats-Unis, les articles emportés par eux des Etats-Unis et y rentrant seront exempts quelle que soit leur valeur ; mais les articles achetés à l'étranger ne devront pas avoir une valeur supérieure à 100 dollars (518 francs). Vérification en sera faite, conformément à la règle, par le secrétaire de la Trésorerie.

710. Fanons de baleine bruts.

711. Witherite.

712. Blocs et bois rond à construire bruts, bois à brûler, bois pour pâte à papier, bois pour manches, pour bardeaux, bois de fusils dégrossis, sciés, rabotés d'un côté, perches à houblon, charpentes et bordages pour navires non dénommés.

713. Bois : cèdre, gayac, *guatteria virgata* (*lancewood*), ébène, buis, grenadille, acajou, palissandre (*rosewood*), bois de Feroles (*satinwood*) et toute espèce (*forms*) de bois d'ébénisterie en grume ou équarri et cèdre rouge (*Juniperus Virginiana*) ; racines de bruyères ou bois de bruyère et bois similaires bruts ou coupés de dimension pour les fabrications auxquelles ils sont destinés ; bambous, joncs et bâtons de bois de perdrix (*hairwood*), de piment, d'oranger, de myrte, de rotan, et autres bois non dénommés bruts ou simplement coupés de longueur pour servir de cannes ou de manches de parapluies, parasols, ombrelles, fouets, cannes à pêche ou cannes et rotins (*Malacca joints*) des Indes simplement coupés de longueur pour les fabrications auxquelles ils sont destinés.

714. Œuvres d'art, dessins, gravures, dessins photographiques et appareils scientifiques et de précision apportés par des artistes, des conférenciers ou des savants arrivant de l'étranger pour y être exposés temporairement en vue d'encourager et de propager la science, les arts et l'industrie aux Etats-Unis et sans intention de les vendre ; le secrétaire de la Trésorerie prendra à ce sujet telles mesures qu'il jugera utiles ; mais il sera fourni caution pour le paiement au Trésor des droits existants sur tout ou partie des articles qui ne seraient pas réexportés

dans un délai de six mois. Le secrétaire de la Trésorerie pourra, quand il le trouvera bon et que demande lui en sera faite, accorder un nouveau délai de six mois.

715. Œuvres d'art de toute espèce, collections pour faire constater les progrès des arts, des sciences et de l'industrie, photographies, œuvres en terre cuite, en parian, en poterie ou porcelaine, antiquités et copies artistiques des antiques en métal ou autres matières, importées en bonne foi, en vue d'une exposition permanente dans un endroit déterminé, par un état ou une société ou une institution établie pour l'encouragement des arts ou des sciences, ou une corporation municipale dans le but d'élever un monument public, qui ne sont pas destinés à la vente ou pour tout autre motif qui ne serait pas dénommé ci-dessus. Il est entendu que les importateurs des articles dans les conditions précitées seront tenus de donner caution avec des garanties suffisantes, en se conformant aux règles et règlements prescrits par le secrétaire de la Trésorerie, de façon à assurer le paiement des droits de douane légaux qui pourraient être dus, si l'un des articles précités venait à être vendu, transféré ou employé contrairement aux dispositions et à l'esprit du présent acte. Tous ces objets seront susceptibles d'être visités à n'importe quel moment par les fonctionnaires des douanes désignés à ce sujet. Il est également entendu que les faveurs consenties par le présent article et l'article précédent ne seront pas accordées aux sociétés et corporations se livrant ou participant à des opérations de nature privée ou ayant un caractère commercial.

716. Œuvres d'art d'artistes américains résidant temporairement à l'étranger ou autres œuvres d'art, y compris les peintures sur verre importées expressément pour être données à une exposition d'institution nationale, corporation municipale ou société religieuse reconnue ou autre institution publique. Sont exceptés les verrières et verres à vitre peints ou couleurs, et tout article moulé, fondu ou travaillé en métal par un procédé mécanique dans les vingt ans qui précèdent l'importation. Ces exemptions seront soumises aux règlements que le secrétaire de la Trésorerie jugera bon de prendre.

717. Œuvres d'art, y compris peintures à l'huile, à l'eau ou autres matières minérales ou couleurs, pastels, dessins et esquisses originaux, gravures et sculptures, datant de plus de vingt ans lors de l'importation, ce dont preuve devra être faite de la manière prescrite par le secrétaire de la Trésorerie; le terme *sculptures* ne comprendra que des œuvres professionnelles de sculpteur, en bosse, en relief, bronze, marbre, pierre, terre cuite, ivoire, bois, métal; le terme *peintures* ne renfermera pas les articles d'utilité ni ceux faits en tout ou partie au patron ou par un autre procédé mécanique; le terme *gravures* ne comprendra que les œuvres gravées à la main et non celles imprimées par des procédés photochimiques. Œuvres d'art, exceptés les tapis et les couvertures, collections montrant le progrès des arts, œuvres en bronze, marbre, terre cuite, parian, poterie, porcelaine, antiquités d'art, objets d'art d'un caractère ornemental ou d'une valeur éducative produits plus de

cent ans avant l'importation ; mais la preuve de leur antiquité devra être faite suivant les règles établies par le secrétaire de la Trésorerie.

718. Safre.

La liste des droits et la liste des articles admis en franchise contenues dans le présent article constituent le Tarif minimum des Etats-Unis.

**Texte des dispositions inscrites dans la loi du 5 août 1909
pour l'application des droits qui y sont prévus.**

ARTICLE 2. — A dater du 31 mars 1910, et à moins de clause contraire contenue dans le présent article, on percevra et paiera sur tous articles importés d'un pays étranger aux Etats-Unis et dans leurs colonies (sauf les Iles Philippines et les Iles Guam et Tutuila) les droits indiqués aux tableaux et numéros de la liste des droits (art. 1^{er}), augmentés d'un droit de 25 p. 100 *ad valorem* ; ces droits constitueront le Tarif maximum des Etats-Unis.

A dater du 31 mars 1910, toutes les fois que le Président sera convaincu, en ce qui touche aux concessions faites par le Tarif minimum des Etats-Unis, que le gouvernement d'un pays étranger n'impose aucune restriction préjudiciable aux Etats-Unis (que ce soit par voie de tarifs, de règlements de commerce, ou autres, d'impôts, de charges, ou de toute autre manière) à l'importation ou à la vente dans ledit pays de produits des Etats-Unis, et que ledit pays ne frappe d'aucune prime d'exportation ni d'aucune prohibition préjudiciables aux Etats-Unis, les articles importés aux Etats-Unis, enfin que ledit pays accorde aux produits des Etats-Unis un traitement réciproque et équivalent :

Les articles importés dudit pays aux Etats-Unis ou dans leurs colonies (à l'exception des Iles Philippines et des Iles de Guam et de Tutuila), seront admis, en vertu d'une proclamation du Président des Etats-Unis, et à moins de clauses contraires, au bénéfice du Tarif minimum des Etats-Unis (art. 1^{er}). La proclamation du Président et l'application du Tarif minimum qui en résulte, pourront être, suivant les circonstances qui s'offriront au Président, étendues à tout le pays étranger, ou limitées à certaines parties, excluant certaines colonies ou subdivisions politiques ayant le pouvoir de faire leur propre tarif, ainsi que des restrictions, règlements ou concessions concernant l'importation ou l'exportation d'articles étant ou pouvant être importés aux Etats-Unis. Toutes les fois que le Président considérera que les conditions qui ont permis de faire la proclamation susdite n'existent plus, il fera une nouvelle proclamation constatant ce fait, et 90 jours après cette proclamation, le Tarif maximum sera appliqué aux articles importés dudit pays. Le Tarif maximum s'appliquera alors aux produits de ce pays, qu'ils soient importés ou directement du pays de production.

Dans le but de recueillir les informations nécessaires au Président pour s'acquitter de la mission qui lui est ici confiée, ainsi qu'aux fonctionnaires du gouvernement pour appliquer les lois douanières, le Président emploiera, et il y est ici autorisé, les personnes qu'il jugera utile de convoquer.

ART. 3. — Aucune disposition de cette loi ne devra être considérée comme abrogeant ou affectant en aucune manière les dispositions du traité de réciprocité commerciale, conclu entre les Etats-Unis et la République de Cuba le 11 décembre 1902 ou les dispositions de la loi du Congrès les mettant en vigueur.

ART. 4. — Le Président pourra et devra, dix jours après la mise en vigueur de la présente loi, notifier à toutes les nations étrangères avec lesquelles des traités de commerce ont été ou auront été conclus, conformément aux pouvoirs donnés dans l'art. 3 de la loi du 24 juillet 1897 (Loi pour assurer des ressources financières aux Etats-Unis et encourager les industries des Etats-Unis), l'intention des Etats-Unis d'abroger ce traité dans un délai spécifié dans cette même notification. Ce délai ne devra, dans aucun cas, sauf les clauses contraires contenues dans le présent article, dépasser les délais de notification contenus respectivement dans lesdits traités ; à l'expiration des délais, à partir desquels l'abrogation deviendra effective, les suspensions de droits fixés dans ces traités seront abrogées, et toutes les importations desdites nations seront soumises aux droits, et non à d'autres, prescrits par la présente loi ou tout autre acte du Congrès postérieur :

Jusqu'à l'expiration du délai à partir duquel l'abrogation, notifiée ainsi qu'il a été indiqué plus haut, deviendra effective, ou jusqu'à toute autre date antérieure, dont pourront convenir les parties contractantes, les dispositions desdits traités de commerce demeurent en vigueur.

Dans le cas où des traités de commerce conclus conformément aux pouvoirs donnés dans l'art. 3 de la loi du 24 juillet 1897, ne contiendraient aucunes stipulations concernant leur abrogation par voie diplomatique, le Président est autorisé à donner aux gouvernements intéressés, notification d'un délai de six mois pour l'abrogation desdits traités. Ce délai partira du 30 avril 1909.

ART. 5. — Il sera imposé, perçu et payé sous tous articles venant des Iles Philippines et entrant aux Etats-Unis les mêmes droits qui frappent les mêmes produits importés de pays étrangers.

A moins de clauses contraires, les articles entièrement produits par les Iles Philippines, ou manufacturés dans les Iles Philippines avec des produits provenant desdites Iles ou des Etats-Unis, ou de ces deux pays, ou qui ne contiennent pas plus de 20 % de leur valeur totale de produits provenant de l'étranger et sur lesquels aucun drawback n'a été accordé, seront admis en franchise sauf le riz, et les produits suivants seront également admis en franchise jusqu'à concurrence annuellement de :

Sucre, 300.000 tonnes brutes.

Tabac d'enveloppe et tabac de remplissage mélangés ou emballés avec plus de 15 p. 100 de tabac d'enveloppe, 300.000 livres.

Tabac de remplissage, 1.000.000 livres.

Cigares, 150.000.000.

Ces quantités seront déterminées suivant les règles prescrites par le secrétaire de la Trésorerie.

Le sucre, raffiné ou non, et le tabac, manufacturé ou non, importés aux Iles Philippines par des pays étrangers, seront soumis à des droits d'importation qui ne devront pas être inférieurs aux droits imposés sur de semblables articles provenant des Etats-Unis.

D'après les règles prescrites par le secrétaire de la Trésorerie, la préférence pour l'entrée en franchise du sucre provenant des Iles Philippines et entrant aux Etats-Unis sera donnée en première ligne aux producteurs de moins de 500 tonnes brutes par année fiscale et ensuite aux producteurs qui dépasseront le moins 500 tonnes brutes par année fiscale.

En considération des exemptions ci-dessus, tous les articles, produits ou manufacturés par les Etats-Unis et sur lesquels il n'a pas été accordé de drawback, seront admis en franchise, à l'importation des Etats-Unis aux Iles Philippines.

L'admission en franchise, dont il vient d'être question, des articles produits ou manufacturés par les Etats-Unis aux Iles Philippines, et l'admission en franchise des articles produits ou manufacturés par les Iles Philippines aux Etats-Unis, n'auront lieu qu'en cas d'envoi direct du pays d'origine au pays destination. Envoi direct s'entendra également des envois en transit passant par des pays étrangers contigus aux Etats-Unis.

En cas d'un accident quelconque survenant en route aux articles susmentionnés et nécessitant un nouvel emballage, l'entrée en franchise sera cependant accordée à ces articles sur preuve d'identité de la marchandise.

Les dits produits des Iles Philippines, définis et embarqués comme il a été dit plus haut, et admis en franchise aux Etats-Unis pour y être consommés, seront exempts de tous droits d'exportation imposés aux Iles Philippines.

Les articles susmentionnés des Iles Philippines, entrant aux Etats-Unis, acquitteront les taxes intérieures imposées par les Etats-Unis sur les mêmes articles de fabrication indigène ; ces taxes seront acquittées au moyen des timbres du revenu intérieur établis par le Commissaire dudit revenu et apposés suivant les prescriptions du Commissaire, après approbation du Secrétaire de la Trésorerie ; lesdits articles seront exempts des taxes intérieures imposées aux Iles Philippines.

De même les articles susmentionnés de fabrication américaine entrant aux Iles Philippines acquitteront les taxes intérieures imposées par les

Iles Philippines sur les mêmes articles de fabrication indigène ; ces taxes seront acquittées au moyen de timbres ou autrement, conformément aux lois en vigueur aux Iles Philippines ; lesdits articles seront exempts des taxes intérieures imposées aux Etats-Unis.

En sus des droits de douane imposés aux Iles Philippines, il sera perçu et acquitté, sur tous articles provenant de pays autres que les Etats-Unis, le montant des droits intérieurs imposés par le gouvernement des Philippines sur les articles semblables manufacturés et consommés aux Iles Philippines, ou envoyés des Etats-Unis aux Iles Philippines pour y être consommés.

A dater du vote de la présente loi, les droits intérieurs perçus aux Iles Philippines ou pour leur compte seront payés à la Trésorerie insulaire et ne pourront faire l'objet de versements extérieurs que conformément aux lois futures des Philippines ; toutefois, demeure applicable l'article 7 de la loi du Congrès du 1^{er} juillet 1902 sur l'administration des Iles Philippines.

A moins de lois prises par les Iles Philippines et approuvées par le Congrès, les impôts intérieurs versés à la Trésorerie insulaire selon le mode décrit plus haut, seront payés au dehors par la commission des Philippines.

ART. 6. — Si un pays, une dépendance, colonie, province, ou autre subdivision politique accorde, directement ou indirectement, une prime à l'exportation d'un article donné, et si cet article est soumis à des droits d'après les dispositions de la présente loi ; au cas d'importation dudit article aux Etats-Unis, que cette importation soit directe ou indirecte, que ledit article soit importé dans sa condition première d'exportation ou après avoir été travaillé dans l'intervalle, il sera perçu et acquitté sur ledit article, en sus des droits prévus par la présente loi, un droit additionnel équivalent au montant de la prime susmentionnée, quel qu'ait été le mode d'attribution de ladite prime.

Le montant net desdites primes sera, de temps à autre, déterminé et publié par le secrétaire de la Trésorerie qui prescrira tous les règlements nécessaires relatifs à l'identification desdits articles et à la perception et à l'acquittement desdits droits additionnels.

ART. 7. — Tous les articles de fabrique ou de production étrangère qui seront susceptibles d'être, sans dommage, marqués ou étiquetés, devront être remarqués ou étiquetés lisiblement, en langue anglaise, à une place bien visible et qui ne devra pas être couverte ou oblitérée par des marques ou des indications subséquentes, de manière à indiquer le pays d'origine.

Ces marques ou ces étiquettes devront être aussi indélébiles et aussi stables que le permettra la nature de l'article.

Tous colis contenant des articles importés devront être marqués ou étiquetés de manière à indiquer, en langue anglaise, lisiblement et visiblement, le pays d'origine et les quantités qu'ils contiennent ; les

articles ou paquets non conformes aux dispositions ici prescrites ne seront pas délivrés aux importateurs.

Si un article ou un colis contenant des articles importés n'était pas marqué ou étiqueté exactement au point de vue de la quantité, du nombre ou de la mesure qu'il contient, délivrance n'en sera pas faite à l'importateur avant que la marque ou l'étiquette n'ait été rétablie correctement.

Le secrétaire de la Trésorerie prescrira les règlements nécessaires à l'observation de cette disposition.

ART. 8. — S'il est établi qu'une personne a frauduleusement contrevenu aux dispositions de la présente loi relatives aux marques ou étiquettes des articles ou colis importés ; a frauduleusement détruit, changé, altéré ou oblitéré d'une manière quelconque lesdites marques et étiquettes dans le but de céler leurs indications, cette personne sera passible d'une amende qui ne pourra dépasser 5.000 dollars ou d'un emprisonnement qui ne pourra dépasser un an ou de ces deux peines cumulées.

ART. 9. — Sont prohibés, à l'importation aux Etats-Unis, tous livres, pamphlets, journaux, annonces, circulaires, imprimés, peintures, dessins, portraits, images sur papier, ou sur toute autre matière, ayant un caractère obscène ; tous instruments ou tous autres articles de nature immorale, toutes drogues et tous médicaments, destinés à prévenir la conception ou à provoquer un avortement illégal, tous billets de loterie, et toutes annonces pour loteries. Aucuns de ces articles ne seront admis, qu'ils soient importés séparément ou avec d'autres ; ils seront saisis et confisqués. Tous ces articles prohibés sus mentionnés, ainsi que les colis qui les contenaient, seront retenus par le fonctionnaire des douanes, et des mesures légales seront prises, à moins qu'il n'apparaisse que ces articles obscènes avaient été joints au colis sans la connaissance ou le consentement de l'importateur, du propriétaire, de l'agent ou du consignataire.

Toutefois les drogues ou médicaments sus mentionnés, importés en volume et qui ne sont pas destinés aux usages dont il a été question plus haut, ne sont pas concernés par les dispositions précédentes.

ART. 10. — Tout employé, agent ou fonctionnaire du gouvernement des Etats-Unis qui sciemment prêterait la main aux contrevenants aux dispositions de la présente loi sur les articles obscènes, sera réputé coupable d'un crime, et sera passible d'une amende qui ne pourra dépasser 5.000 dollars, ou d'une condamnation aux travaux forcés qui ne pourra dépasser dix ans, ou des deux peines cumulées.

ART. 11. — Au cas de contraventions aux deux articles qui précèdent, tout magistrat des Etats-Unis pourra prendre les mesures légales nécessaires pour aboutir à la saisie et à la destruction des articles prohibés.

ART. 12. — Est prohibée l'importation aux Etats-Unis de bestiaux de l'espèce bovine et de peaux des mêmes.

Toutefois les dispositions de cet article seront suspendues pour les pays ou subdivisions de pays pour lesquels le Secrétaire de la Trésorerie aura constaté officiellement et porté à la connaissance du public, que l'importation des animaux susmentionnés, provenant desdits pays ou subdivisions de pays, ne peut donner lieu à l'introduction ou à la propagation de maladies contagieuses ou infectieuses parmi le bétail des Etats-Unis; le secrétaire de la Trésorerie reçoit par les présentes l'autorisation, le pouvoir et l'obligation de prendre toutes les mesures et d'édicter tous les règlements nécessaires à l'observation de cet article, ou à sa suspension comme il a été prévu plus haut, et d'en envoyer copies aux fonctionnaires intéressés des Etats-Unis, aux Etats-Unis ou à l'étranger, s'il le juge nécessaire.

ART. 13. — Toute personne convaincue d'une contravention volontaire aux dispositions de l'article précédent sera passible d'une amende qui ne pourra dépasser 500 dollars ou d'un emprisonnement qui ne pourra dépasser une année, ou des deux, à la discrétion du tribunal.

ART. 14. — Sont prohibés à l'importation aux Etats-Unis tous articles, toutes marchandises manufacturés à l'étranger entièrement ou en partie par des condamnés, et le Secrétaire de la Trésorerie pourra et devra prendre les mesures nécessaires à l'observation de cette disposition.

ART. 15. — Un droit différentiel de 10 o/o *ad valorem*, en sus des droits imposés par la loi, sera imposé, perçu et acquitté, sur tous articles ou marchandises importés par des vaisseaux autres que ceux des Etats-Unis; sur tous produits ou articles manufacturés de nations étrangères dont les frontières ne touchent pas à celles des Etats-Unis qui parviendraient aux Etats-Unis en traversant des pays étrangers contigus aux Etats-Unis.

Ce droit différentiel ne s'appliquera pas aux articles ou marchandises importés aux Etats-Unis par vaisseaux autres que ceux des Etats-Unis, lorsque lesdits vaisseaux au moment de l'importation auront, par traité, par convention ou par acte du Congrès, le droit d'accès dans les ports des Etats-Unis moyennant paiement de droits identiques à ceux qui seront alors payables sur les articles ou marchandises, importés aux Etats-Unis par vaisseaux des Etats-Unis, il ne s'appliquera pas non plus, mais seulement en ce qui concerne le commerce de détail, aux produits transitant par des pays étrangers contigus aux Etats-Unis.

ART. 16. — Tous articles et toutes marchandises provenant d'un port étranger ou d'une place étrangère, ne pourront, sauf dispositions contraires prévues par traités, être importés aux Etats-Unis que par les seuls vaisseaux des Etats-Unis, ou par les vaisseaux appartenant réellement et entièrement à des citoyens ou à des sujets de la nation, qui

produit lesdits articles ou marchandises ou par laquelle seule on peut expédier, et on expédie habituellement lesdits articles ou marchandises.

Tous articles et toutes marchandises importés contrairement à cette section ainsi que le vaisseau qui les a apportés, avec sa cargaison et son armement, seront confisqués au profit des Etats-Unis ; ces articles, ces marchandises, le vaisseau et sa cargaison pourront être saisis, seront passibles de mesures légales, suivant des règles identiques à celles qui ont été établies par plusieurs lois fiscales pour le recouvrement et la distribution des saisies aux Etats-Unis.

ART. 17. — L'article précédent ne devra pas s'appliquer aux vaisseaux ou aux produits et aux marchandises importés par vaisseaux de la nation étrangère, qui n'a pas adopté de règlements similaires vis-à-vis des Etats-Unis.

ART. 18. — Les machines importées aux Etats-Unis pour y subir des réparations, entreront en franchise, sous condition d'être réexportées une fois les réparations faites, et caution devra être donnée du double de la valeur estimée desdites machines. Le secrétaire de la Trésorerie a le droit et le devoir d'édicter tous les règlements nécessaires pour sauvegarder le fisc contre la fraude et assurer l'identité et la nature desdites importations au moment de la réexportation ; ainsi la réexportation ne pourra se faire que par le port d'entrée et le délai de réexportation ne devra pas dépasser six mois à dater du jour d'entrée.

ART. 19. — Tous les matériaux de production étrangère qui peuvent servir à la construction de navires construits aux Etats-Unis pour le compte d'étrangers et pour propriétaires étrangers, ou dans le but d'être employés au commerce étranger (comprenant le commerce entre les ports américains du Pacifique et de l'Atlantique), tous les matériaux nécessaires pour la construction des machines desdits navires, et tous les articles nécessaires pour leur armement, pourront être importés sous caution conformément à des règlements prescrits par le secrétaire de la Trésorerie ; et si preuve est faite que lesdits matériaux ont bien été employés pour les usages sus-mentionnés, ils ne seront soumis à aucuns droits. Mais les navires bénéficiant des dispositions de cet article ne pourront se livrer plus de six mois par an au commerce de cabotage aux Etats-Unis, sauf sur paiement des droits dont réfaction a été consentie par les présentes. Toutefois les navires construits aux Etats-Unis pour compte d'étrangers et pour propriétaires étrangers n'auront pas le droit de faire le commerce de cabotage aux Etats-Unis.

ART. 20. — Tous articles de production étrangère, nécessaires à la réparation de navires américains faisant le commerce étranger (y compris le commerce entre les ports américains du Pacifique et de l'Atlantique), pourront sortir des entrepôts francs de droits, conformément à à des règlements prescrits par le secrétaire de la Trésorerie.

ART. 21. — La section 2982 des statuts revisés des Etats-Unis est ainsi modifiée :

Sect. 2982. — Le privilège d'acheter des marchandises d'entrepôt, franchises de droits ou de taxes intérieures suivant le cas sera étendu, conformément à des règlements prescrits par le secrétaire de la Trésorerie, aux vaisseaux de guerre de toute nation qui fera bénéficier des mêmes privilèges les vaisseaux de guerre américains.

ART. 22. — Si un vaisseau chargé de marchandises, entièrement ou en partie soumises à des droits est, depuis deux ans, coulé dans une rivière, dans un port, dans une baie, ou dans des eaux soumises à la juridiction des Etats-Unis, toute personne qui réussira à remettre à flot ledit vaisseau, aura droit de faire entrer, franc de droits, au port le plus proche de l'endroit du naufrage, tout ce qu'elle aura pu sauver de la cargaison, et cela conformément aux règlements prescrits par le secrétaire de la Trésorerie.

ART. 23. — *Article réglant le régime des articles manufacturés dans des entrepôts américains, avec des produits provenant de l'étranger et destinés à être exportés.*

ART. 24. — *Article établissant un régime d'entrepôt fictif pour les propriétaires de fonderies métallurgiques aux Etats-Unis.*

ART. 25. — *Etablit sur les articles exportés des Etats-Unis et manufacturés avec des produits étrangers soumis à des droits, un drawback équivalant au montant des droits acquittés par les produits étrangers constituant ces articles, moins 1 p. 100.*

Cet article s'applique également aux matériaux dont il a été fait usage pour la construction et l'armement de navires construits pour des étrangers ou pour le compte de puissances étrangères, bien que le terme « articles exportés » ne puisse strictement comprendre les navires.

ART. 26. — Lors de la réimportation de produits ou d'articles manufacturés américains, déjà exportés et sur lesquels n'avait été perçue aucune taxe intérieure, ou pour lesquels ladite taxe aurait été remboursée au moyen de drawback ou de toute autre façon, il sera imposé, perçu et acquitté sur lesdits articles un droit équivalent aux taxes intérieures imposées sur ces mêmes articles ; toutefois les articles manufacturés en entrepôts et exportés conformément à la loi paieront les mêmes droits que s'ils étaient originairement importés ; preuve de l'identité de ces articles sera faite conformément aux règlements prescrits par le secrétaire de la Trésorerie.

ART. 27. — *Article autorisant encore pour une durée de deux années l'entrée en franchise des produits des forêts de l'Etat du Maine.*

ART. 28. — La loi ayant pour titre *Loi pour simplifier les lois relatives à la perception des impôts* approuvée le 10 juin 1890, avec les modifications subséquentes, est à nouveau amendée et est rédigée comme suit :

I. Toute marchandise importée aux Etats-Unis (pour les effets de cette loi) sera considérée comme étant la propriété de la personne à

laquelle elle est consignée ; le détenteur du connaissance dûment endossé par le consignataire qui y est nommé, ou, si le connaissance est à ordre le consignateur sera considéré comme étant le consignataire ; dans le cas où les marchandises sont abandonnées aux assureurs ces derniers seront considérés comme consignataires.

II. Toutes les factures de marchandises importées seront faites au cours de la place ou du pays d'où les importations sont faites, ou, si elles sont achetées au cours véritablement payé ; les factures contiendront une description exacte des marchandises ainsi que des caisses, enveloppes et autres emballages qui les contiennent et seront faites par triplicata (ou quadruplicata, pour les marchandises qui sont destinées à être transportées immédiatement sans évaluation (taxation) ; elles seront signées par la personne propriétaire des marchandises ou celle qui les expédie, si les marchandises ont été véritablement acquises, ou par le fabricant ou le propriétaire si celles-ci ont été fournies autrement que par achat ou par un agent dûment autorisé de cet acheteur, vendeur, fabricant ou propriétaire.

III. Toutes ces factures, à l'expédition ou avant l'expédition, seront présentées au consul, vice-consul ou agent consulaire des États-Unis du district consulaire dans lequel la marchandise a été fabriquée ou achetée, selon le cas, pour l'exportation aux États-Unis et contiendront comme endos, au moment de la présentation, une déclaration signée par l'acheteur, le vendeur, le fabricant, le propriétaire ou l'agent, déclarant que la facture est vraie et exacte en tous points et a été faite sur la place de laquelle les marchandises doivent être exportées aux États-Unis ; qu'elle contient, si les marchandises ont été achetées, une déclaration véridique et complète du temps, de la place et de la personne à laquelle celles-ci ont été achetées et leur coût véritable ainsi que tous les frais, comme il est prévu par la présente loi ; qu'aucun autre escompte, bonification ou *drawback* n'est contenu dans la facture, que celui qui y figure effectivement ; lorsque les marchandises ont été obtenues d'une autre manière que par achat, la facture indiquera la valeur sur le marché ou le prix de vente en gros au moment de l'exportation aux États-Unis sur les principaux marchés du pays exportateur ; cette valeur du marché est le prix auquel la marchandise figurant à la facture est librement offerte pour la vente à tous les acheteurs sur ce marché, et le prix que le fabricant aurait reçu ou est disposé à recevoir pour ces marchandises, selon les usages commerciaux courants pour des quantités vendues habituellement en gros et qu'il comprend tous les frais, comme il est prévu par la présente loi et pour la quantité véritable ; qu'aucune facture différente de celle produite pour ces marchandises n'a été ou ne sera fournie à qui que ce soit. Si les marchandises ont été achetées, la déclaration contiendra également une spécification du cours auquel cette facture a été faite et que ce cours est bien celui auquel les marchandises ont été payées par l'acquéreur.

IV. — A l'exception des effets personnels accompagnant le voyageur, l'importation d'aucune marchandise valant plus de 100 dollars ne sera

permise sans la production d'une facture dûment certifiée comme l'exige la loi ou d'un affidavit (déclaration sous serment) signé par le propriétaire, importateur ou le consignataire, devant le receveur ou son suppléant, indiquant pourquoi il est impossible de produire cette facture; aucune entrée ne sera permise (en l'absence de facture certifiée) sous déclaration sous serment qu'accompagnée d'une spécification sous forme de facture ou autrement, indiquant le coût de ces marchandises, si ont été obtenues autrement que par voie d'achat leur valeur sur le marché, ou leur prix en gros au moment de l'exportation aux Etats-Unis sur les principaux marchés du pays exportateur; cette spécification sera confirmée par le serment prêté par le propriétaire, importateur consignataire ou agent qui désire faire entrer la marchandise, ce serment sera fait devant le receveur ou son suppléant. Il sera permis au receveur ou à son suppléant d'interroger sur place et sous serment le déposant au sujet de ses sources d'information ou renseignements, et d'exiger de lui qu'il produise toute lettre, papier ou compte en sa possession ou sous son contrôle qui pourront aider les employés de la Douane à établir la véritable valeur de l'importation ou d'une partie de celle-ci. A défaut de cette production, lorsqu'il en est requis, le propriétaire, importateur, consignataire ou agent, sera à partir de ce moment, privé du droit de produire ces lettres, papiers ou comptes, pour éviter un droit additionnel, une pénalité ou une confiscation encourus sous l'empire de la présente loi, à moins qu'il puisse prouver d'une façon satisfaisante au tribunal ou aux employés de la Douane, selon le cas, qu'il n'était pas en son pouvoir de les produire au moment où on les lui demandait. Aucune marchandise ne pourra être introduite, d'après les règles du présent article, à moins que le receveur ait été convaincu que la non-production d'une facture dûment certifiée est due à des causes indépendantes de la volonté du propriétaire, consignataire ou agent.

Il est entendu que le secrétaire du Trésor pourra établir son règlement d'après lequel les livres, revues et autres périodiques publiés et importés en parties, numéros ou volumes successifs et qui ont droit à la franchise à l'importation ne seront l'objet que d'une seule déclaration pour toute la série.

Lorsque l'entrée des marchandises valant plus de 100 dollars est faite au moyen d'une déclaration sous forme de facture, le receveur exigera une caution pour la production d'une facture dûment certifiée.

V. Chaque fois que des marchandises seront importées aux Etats-Unis avec une facture, il y aura lieu de faire remplir une des formules de déclaration suivantes, selon le cas, devant le receveur par le propriétaire, importateur, consignataire ou agent; ces déclarations seront signées par le propriétaire importateur, consignataire ou agent par devant le receveur ou un notaire, ou toute autre personne (autorisée par la loi à recevoir des serments et des déclarations) qui pourra être désignée par le secrétaire du Trésor pour recevoir ces déclarations et pour certifier l'identité des personnes qui les feront, conformément au

règlement qui sera élaboré par le secrétaire du Trésor. Les personnes ainsi désignées fourniront au receveur du port une copie de leur signature officielle et de leur sceau. Il est prévu que si des factures ou des connaissements qui devraient figurer sur une entrée n'ont pas été reçus au jour où elle a été faite, la déclaration mentionnera ce fait et les marchandises dont les factures ou connaissements ne sont pas produits, ne seront pas comprises dans l'entrée mais pourront être enregistrées ultérieurement.

Déclaration du consignataire, importateur ou agent lorsque les marchandises ont été effectivement achetées

Je soussigné....., déclare solennellement et sincèrement être le consignataire, importateur ou agent des marchandises détaillées à l'entrée et facture ci-jointe, que la facture et le connaissement présentés actuellement par moi au receveur de....., sont la facture et le connaissement véritables et uniques reçus par moi des marchandises et denrées importées par le navire....., dont..... est capitaine, venant de....., pour compte de toute personne pour laquelle je suis autorisé à entrer ces marchandises ; que cette facture et ce connaissement sont dans l'état dans lequel ils ont été reçus par moi et que je ne connais pas ou ne crois pas à l'existence d'une autre facture ou connaissement pour ces marchandises ; que l'entrée présentée par moi au receveur contient un relevé juste et sincère de ces marchandises conformément à la facture et au connaissement ; que de ma part ou à ma connaissance de la part de personne, il n'a été caché ou supprimé quelque chose, pouvant constituer une fraude envers les Etats-Unis, pour une partie des droits dus par ces marchandises ; que cette facture et cette déclaration sont véridiques sous tous les rapports et ont été faites par des personnes qui ont le droit de les faire.

Je déclare que si postérieurement je découvre une erreur dans cette facture, ou dans le compte qui m'est fourni de ces marchandises, ou si je reçois une autre facture de celles-ci, j'en ferai immédiatement part au receveur de ce district.

Je déclare en outre solennellement et en toute vérité qu'à ma connaissance... (insérer ici le nom et l'adresse du propriétaire ou des propriétaires) est (ou sont) le propriétaire (ou les propriétaires) des marchandises mentionnées dans l'entrée ci-jointe.

La facture que je présente indique le coût véritable au moment de l'exportation aux Etats-Unis, sur les principaux marchés du pays exportateur de ces marchandises et comprend et indique la valeur de tous les cartons, boîtes, harasses, caisses, sacs, barils, barriques, tonneaux, bouteilles, jarres, dames-jeannes, touries ou autres récipients ou emballages (contenant soit des liquides, soit des solides) qui ne sont pas autrement et spécialement soumis à des droits sous aucun des articles du présent tarif ; et qu'aucune autre dépense, charge ou frais n'a été payé, pour mettre ces marchandises en état, emballées, prêtes à être

envoyées aux Etats-Unis, et qu'aucun autre escompte, aucune bonification ou « drawback » n'a été accordé que celui qui figure effectivement sur la facture.

Déclaration du consignataire, importateur ou agent lorsque les marchandises n'ont pas été effectivement achetées.

Le soussigné..... déclare solennellement et sincèrement être le consignataire, importateur ou agent des marchandises détaillées à l'entrée et à la facture ci-jointe ; que la facture et le connaissement présentés maintenant par moi au receveur de..... sont les uniques et véritables factures et connaissements reçus par moi de toutes les marchandises importées par le..... dont..... est capitaine, venant de....., pour le compte de n'importe quelle personne, quelle qu'elle soit, pour qui je suis autorisé à entrer ces marchandises ; que cette facture et ce connaissement sont dans l'état dans lequel ils ont été reçus par moi, et que je ne connais pas ou que je ne crois pas à l'existence d'une autre facture ou d'un autre connaissement pour ces marchandises ; que l'entrée remise maintenant par moi au receveur contient une description juste et fidèle des marchandises conformément à la facture et au connaissement, que de ma part, et à ma connaissance de la part de personne, il n'a été caché ou supprimé quelque chose pouvant constituer une fraude envers les Etats-Unis, pour une partie des droits dus par ces marchandises ; que la déclaration et la facture sont sincères sous tous les rapports et ont faites par une personne qui avait le droit de le faire.

Je déclare que si, postérieurement, je découvre une erreur dans cette facture ou dans le compte qui m'est fourni des marchandises, ou si je reçois une autre facture de celles-ci, j'en ferai immédiatement part au receveur de ce district. Je déclare en outre solennellement et en toute vérité qu'à ma connaissance..... (insérer ici le nom et l'adresse du ou des propriétaires) est (ou sont) le propriétaire (ou les propriétaires) des marchandises mentionnées dans l'entrée ci-jointe ; la facture que je présente indique le coût véritable au moment de l'exportation aux Etats-Unis sur les principaux marchés du pays exportateur de ces marchandises et comprend et indique la valeur de tous les cartons, boîtes, harasses, caisses, sacs, barils, barriques, tonneaux, bouteilles, jarres, dames-jeannes, touries et autres récipients ou emballages (contenant soit des liquides, soit des solides) qui ne sont pas autrement et spécialement soumis à aucun des droits sous aucun des articles du présent tarif ; et qu'aucune autre dépense, charge ou frais n'a été payé pour mettre ces marchandises en état, emballées, prêtes à être envoyées aux Etats-Unis et qu'aucun autre escompte, aucune bonification ou *drawback* n'a été accordé que celui qui figure effectivement sur la facture.

Déclaration du propriétaire dans le cas où la marchandise a été effectivement achetée.

Le soussigné..... déclare solennellement et sincèrement être le propriétaire des marchandises détaillées dans l'entrée et la facture ci-jointes, que la facture et l'entrée fournies par moi maintenant au receveur de....., contient une description juste et fidèle de toutes les marchandises importées par moi ou qui me sont consignées, par le navire..... dont..... est capitaine, que la facture et l'entrée que je fournis contient une spécification juste et vraie du coût véritable de ces marchandises et comprend et indique la valeur de tous les cartons, boîtes, harasses, caisses, sacs, barils, barriques, tonneaux, bouteilles, jarres, dames-jeannes, touries et autres récipients ou emballages (contenant soit des liquides, soit des solides) qui ne sont pas autrement et spécialement soumis à des droits sous aucun des articles du présent tarif, qu'aucune autre dépense, charge ou frais n'a été payé pour mettre ces marchandises en état, emballées, prêtes à être envoyées aux Etats-Unis et qu'aucun autre escompte, aucune bonification ou « drawback » n'a été accordé que celui qui figure effectivement sur la facture. Je ne connais pas, et ne crois pas à l'existence d'une autre facture ou d'un autre connaissance autre que ceux qui sont actuellement présentés par moi et qu'ils sont dans l'état dans lequel je les ai reçus. Je déclare en outre solennellement et en toute vérité que ni dans cette entrée ni dans cette facture je n'ai rien caché ou supprimé qui puisse constituer une fraude envers les Etats-Unis d'une partie des droits dus par ces marchandises ; qu'à ma connaissance cette facture et cette déclaration sont véridiques en tous points et ont été faites par une personne qui avait le droit de les faire, et que si, dans la suite, je découvre une erreur dans cette facture ou dans le compte maintenant présenté de ces marchandises, ou si je reçois une autre facture de celles-ci j'en ferai immédiatement part au receveur du district.

Déclaration du fabricant ou du propriétaire dans le cas où les marchandises n'ont pas été acquises par voie d'achat.

Le soussigné..... déclare solennellement et sincèrement être le propriétaire (ou fabricant) des marchandises détaillées à l'entrée et à la facture ci-jointes ; que l'entrée actuellement remise par moi au receveur de..... contient un état exact et sincère de toutes les marchandises importées par moi ou qui me sont consignées, venues par «.....» dont..... est capitaine venant de..... Ces marchandises n'ont pas été achetées par moi ni par mon agent en suivant le mode habituel de vente et d'affaire, mais que, malgré tout, la facture que je présente maintenant contient une évaluation exacte et fidèle des marchandises, à leur véritable valeur sur le marché ou au prix de gros au moment de l'exportation vers les Etats-Unis, dans les principaux marchés du pays d'où elles ont été

importées pour mon compte (ou pour mon compte et celui de mes associés) ; que cette valeur sur le marché est le prix auquel la marchandise est librement offerte pour la vente et est le prix que j'aurais reçu ou que j'étais disposé à recevoir pour ces marchandises vendues dans les conditions habituelles du commerce et pour des quantités vendues habituellement en gros.

La facture tient compte exactement de tous les frais de finissage de ces marchandises pour les mettre dans leur état actuel et indique la valeur de tous les cartons, boîtes, harasses, caisses, sacs, barils, barriques, tonneaux, bouteilles, jarres, dames-jeannes, touries et autres récipients ou emballages (contenant des liquides ou des solides) qui ne sont pas autrement et spécialement soumis à des droits sous aucun article du présent tarif ; que tous les frais ou dépenses pour mettre ces marchandises en état, emballées, prêtes à être expédiées aux Etats-Unis figurent sur la facture, qu'il n'a été accordé aucun autre escompte, aucune bonification ou « drawback » que ceux qui figurent sur la facture ; que la facture et la déclaration sont vraies en tous points et ont été faites par la personne qui en avait été chargée. Je ne connais pas et ne crois pas à l'existence d'aucune autre facture ou connaissance autres que ceux qui sont maintenant présentés par moi et qu'ils sont dans l'état dans lequel ils ont été reçus par moi. Je déclare en outre solennellement et sincèrement que ni dans la facture ni dans l'entrée je n'ai supprimé ou caché quoi que ce soit pouvant constituer une fraude envers les Etats-Unis pour une partie des droits dus par ces marchandises ; que si dans la suite je découvre une erreur dans la facture ou dans les comptes fournis pour ces marchandises, ou si je reçois une autre facture, j'en ferai part immédiatement au receveur du district.

VI. Toute personne qui fera sciemment une fausse indication dans les déclarations prévues à l'article précédent, ou qui aidera ou facilitera la rédaction de ces fausses indications, sera punie, si elle est convaincue de ces faits, d'une amende ne dépassant pas cinq mille dollars ou d'un emprisonnement avec travail forcé pendant une durée ne dépassant pas deux ans ou aux deux peines, au choix du tribunal. Il est prévu que les marchandises importées seront confisquées s'il est fait usage de fausse déclaration ou pour toute autre cause prévue par la loi.

VII. Le propriétaire, consignataire ou agent de marchandises importées, pourra au moment où il fera et vérifiera l'entrée par écrit de ces marchandises, mais non après coup, faire toutes les additions ou déductions du coût ou de la valeur donnée dans la facture (ou facture simulée ou état sous forme de facture) qu'il devra produire avec son entrée, pour les raisons qui peuvent à son avis provoquer une élévation ou diminution de valeur, pour amener ce prix au prix véritable du marché ou au prix en gros de ces marchandises au moment de l'exportation vers les Etats-Unis sur les principaux marchés du pays d'où elles sont importées. Le receveur, dans le district duquel des marchandises sont importées ou sont entrées, qu'elles aient été achetées ou procurées autrement que par voie d'achat, fera estimer par experts la valeur véri-

table du marché ou le prix en gros des marchandises. Si la valeur ainsi estimée de marchandises qui ont à payer des droits *ad valorem* ou des droits basés sur la valeur dépasse la valeur déclarée dans l'entrée il sera perçu et payé, outre les droits prévus par la loi, un droit additionnel de 1 p. 100 dont la valeur totale estimée pour chaque pourcentage de 1 p. 100 de la valeur estimée dépassera la valeur déclarée dans l'entrée. Ces droits additionnels ne s'appliqueront dans chaque facture qu'aux articles qui auront été évalués au-dessous du prix, et ne seront pas imposés aux articles sur lesquels le montant du droit prévu par la loi, par suite de la valeur estimée, ne dépasse pas le montant des droits qui seraient imposés si la valeur estimée ne dépassait pas la valeur enregistrée ; ces droits additionnels seront limités à 75 p. 100 de la valeur estimée par expertise de ces articles. Ces droits additionnels ne seront pas considérés comme ayant un caractère pénal, ils ne seront pas remis et leur paiement ne pourra être évité que dans les cas provenant d'une erreur de plume manifeste. Lorsque des droits additionnels auront été imposés sur des marchandises, ils ne seront pas remboursés dans le cas d'exportation et n'auront pas le bénéfice du « drawback ». Lorsque la valeur estimée (par experts) d'une marchandise dépassera la valeur déclarée dans l'entrée de plus de 75 p. 100 (à l'exception des cas d'erreurs de plume manifeste), cette entrée sera considérée présomptivement comme frauduleuse, le receveur saisira ces marchandises et procédera comme dans les cas de violation de lois douanières et dans toute la procédure qui pourra provenir de la saisie, la sous-estimation que fera ressortir l'expertise sera considérée comme une présomption de fraude, le demandeur aura à supporter le fardeau de la preuve pour prouver le contraire. La saisie sera maintenue à moins que la présomption d'une intention frauduleuse n'ait été écartée au moyen de preuves suffisantes. La saisie prévue au présent article s'appliquera à l'ensemble de la marchandise ou à sa valeur dans la caisse ou au colis contenant l'article ou les articles dans chaque facture qui sont sous-évalués. Les droits additionnels, pénalités, saisies sont applicables aussi bien aux marchandises entrées au moyen d'une facture dûment certifiée qu'aux marchandises entrées avec une facture simulée ou avec une spécification sous forme de facture, aucune saisie ou pénalité encourue provenant des mesures prévues par le présent article ne pourra être remise ou réduite par le secrétaire du Trésor. Les droits ne seront cependant jamais perçus sur un montant inférieur à la valeur enregistrée.

VIII. Lorsque des marchandises, présentées pour le paiement des droits, ont été consignées pour la vente par (ou pour compte d') un fabricant à une personne, à un agent, à un associé ou à un consignataire aux Etats-Unis, cette personne, agent, associé ou consignataire devra présenter au moment de l'entrée des marchandises au receveur des Douanes au port où l'entrée est faite et faisant partie de cette entrée (outre la facture certifiée ou la spécification sous forme de facture exigée par la loi) une déclaration signée par le fabricant contenant le

prix de revient de cette marchandise, ce prix comprendra tous les éléments qui sont détaillés au paragraphe XI de la présente loi. Lorsque des marchandises sont présentées pour le paiement des droits de douane par une personne autre que le fabricant de ces marchandises, à une personne, un agent, un associé ou un consignataire aux Etats-Unis, cette personne, agent, associé ou consignataire présentera, au moment de l'entrée en douane, au receveur du port où cette entrée est faite, faisant partie de cette entrée, une déclaration signée par la personne qui fait la consignation qui indiquera que la marchandise a été véritablement achetée par lui ou pour son compte ; cette déclaration spécifiera en outre le temps et la place où et la personne à qui ces marchandises ont été achetées et en détail le prix qui a été payé. Les déclarations exigées par le présent article seront faites au triple et porteront une attestation du consul des Etats-Unis dans le district duquel les marchandises ont été manufacturées s'il s'agit de marchandises consignées par un fabricant ou pour son compte, ou le pays d'où elles ont été importées s'il s'agit de consignation par une personne autre que le fabricant. Une copie en sera délivrée à la personne qui fait la déclaration, une copie sera transmise avec les factures en triple au receveur du port des Etats-Unis dans lequel les marchandises sont consignées, la dernière copie restera au consulat.

IX. Lorsqu'un consignateur, vendeur, propriétaire, importateur, consignataire, agent ou autre personne fait entrer ou introduit ou essaie d'introduire dans le commerce des Etats-Unis une marchandise importée au moyen d'une facture, affidavit, lettre, papier faux ou frauduleux ou au moyen d'une fausse déclaration, écrite ou verbale, ou par une manœuvre ou pratique frauduleuse, ou s'il est coupable d'un acte volontaire ou d'une omission, par lesquels les Etats-Unis sont ou peuvent être privés des droits ou d'une partie de ceux-ci pour des marchandises ou une partie des marchandises contenues ou auxquelles se réfèrent ces factures, affidavits, lettres, papiers ou déclarations ou par l'acte ou l'omission, ces marchandises ou leur valeur seront saisies, cette saisie ne s'appliquera qu'à toute la marchandise ou à sa valeur dans la caisse ou le colis contenant l'article (ou les articles particuliers) auquel la fraude ou la fausse déclaration se réfère. Toute personne convaincue de ces faits sera punie d'une amende pour chaque cas d'un montant ne dépassant pas cinq mille dollars ou d'un emprisonnement ne dépassant pas deux ans ou des deux peines au choix du Tribunal.

X. Il sera du devoir de tous les experts des Etats-Unis et chacun de ceux-ci (et toute personne qui agira à titre d'expert) et le receveur, selon le cas, auront à établir d'une façon certaine, à estimer et à expertiser (par tous les moyens en leur pouvoir) la valeur véritable sur le marché et le prix en gros des marchandises au moment de l'exportation aux Etats-Unis, sur les principaux marchés du pays d'où ces marchandises ont été importées et le nombre de yards, de colis ou la quantité et la valeur véritable ou le prix en gros de ces marchandises selon le cas,

sans avoir à tenir compte des factures, affidavits ou états de frais ou prix de revient.

XI. Lorsque la valeur sur le marché, telle qu'elle est définie par la loi, de marchandises importées entièrement ou partiellement manufacturées et soumises à un droit *ad valorem* ou à un droit basé entièrement ou partiellement sur la valeur, ne peut être établie d'une façon satisfaisante pour les experts ceux-ci emploieront tous les moyens en leur pouvoir pour déterminer le coût de la production des marchandises au moment de l'exportation vers les Etats-Unis et sur les lieux de production. Ce coût de la production (prix de revient) comprendra le prix des matériaux et le coût de la fabrication et tous les frais généraux, estimés à au moins 10 p. 100, couvrant toutes les dépenses de quelque nature que ce soit dépendant de cette production avec les frais de préparation et de mise en état des marchandises prêtes à être expédiées et en y ajoutant pas moins de 8 p. 100 et pas plus de 50 p. 100 du coût total ainsi obtenu ; en aucun cas ces marchandises ne seront estimées lors de l'estimation originale ou au moment de la deuxième estimation à une somme moindre que le coût de production établi au moyen des règles ci-dessus. La valeur véritable sur le marché ou le prix en gros, selon la définition de la loi, de marchandises importées consignées pour la vente aux Etats-Unis ou qui sont vendues pour l'exportation vers les Etats-Unis, et qui ne sont pas effectivement vendues ou offertes librement en vente en quantités habituellement vendues en gros sur le marché libre du pays exportateur pour tous les acheteurs, cette valeur ne sera en aucun cas estimée au-dessous du prix auquel ces marchandises ou des marchandises importées similaires sont véritablement vendues ou offertes librement en vente, en quantités vendues habituellement en gros aux Etats-Unis sur le marché libre, une déduction sera faite pour les droits sur ces marchandises, les frais de transport, d'assurance et autres frais depuis la ville d'expédition jusqu'au lieu de livraison et d'une commission ne dépassant pas 6 p. 100, si une commission a été payée ou doit être payée d'après le contrat ou une bonification raisonnable pour frais généraux et bénéfices sur les marchandises achetées (ne devra pas dépasser 8 pour cent).

XII. *Cet article fixe la constitution, la discipline, les appointements, etc., du corps des Experts généraux (General appraisers) auxquels les questions d'expertises sont soumises.*

XIII. Les experts réviseront et corrigeront les rapports des aides-experts comme ils le jugeront utile, et l'expert, ou dans les ports où il n'y a pas d'expert, la personne qui agit en cette qualité, feront parvenir au receveur leur décision au sujet de la marchandise expertisée. Dans les ports où il n'y a pas d'expert, le certificat de l'employé de la douane, à qui est confié le soin d'estimer et d'encaisser les droits sur les marchandises qui doivent être expertisées, sera considéré comme équivalant l'expertise de ces marchandises. Si le receveur estime que l'estimation des marchandises a été faite trop basse, il peut, dans les 60 jours, faire

procéder à une nouvelle estimation qui sera faite par l'un des experts-généraux. Lorsqu'un importateur, propriétaire, agent ou consignataire de marchandises n'est pas satisfait de l'estimation, et s'il a accompli toutes les formalités exigées pour l'entrée et l'évaluation des marchandises, il pourra, dans les 10 jours, donner avis par écrit au receveur qu'il n'est pas d'accord sur l'estimation. La décision de l'expert-général, en cas de nouvelle estimation, sera finale et fixera la valeur imposable de ces marchandises pour tous les intéressés, à moins que l'importateur, propriétaire, consignataire ou agent des marchandises ne soit pas satisfait de cette décision (il pourra, dans ce cas, notifier par écrit au receveur, dans les 10 jours, qu'il n'est pas d'accord sur l'estimation) ou à moins que le receveur n'estime que la nouvelle estimation fixe trop bas le prix des marchandises, le receveur dans ce cas pourra, dans les 10 jours, demander une nouvelle (3^e) estimation. Dans chacun de ces cas, le receveur transmettra la facture et tous les documents qui concernent l'affaire au Conseil des neuf experts-généraux afin que l'on obtienne une décision. Dans ces cas, l'expert-général ou le Conseil des experts-généraux fixeront, estimeront et détermineront par tous les moyens en leur pouvoir la valeur imposable de la marchandise; ce faisant, ils pourront exercer des fonctions à la fois judiciaires et inquisitoriales. Dans ces cas, des audiences pourront être données par l'expert-général ou le Conseil des experts-généraux devant lequel le cas a été présenté, auxquelles assisteront l'importateur ou son avoué (fondé de pouvoir) et tout membre dûment autorisé représentant le Gouvernement qui pourra, s'il le désire, examiner ou interroger contradictoirement tous les témoins qui se présenteront. La décision de l'expert ou de l'expert-général, dans les cas où il n'est pas fait appel, et du Conseil de trois experts-généraux, pour les cas de nouvelle estimation, sera finale et concluante envers tous les intéressés et ne pourra être révisée, pour aucune cause que ce soit, par aucun tribunal ou cour, et le receveur ou la personne qui en remplit l'office, établira, fixera et liquidera le taux et le montant des droits à payer sur ces marchandises, et le coût et les frais imposables selon la loi.

XIV. La décision du receveur, au sujet du taux et du montant des droits à percevoir sur des marchandises importées, y compris tous les frais et charges imposables, et au sujet de tous les honoraires et droits de quelque nature qu'ils soient (à l'exception du droit de tonnage) sera finale et concluante envers tous les intéressés, à moins que le propriétaire, importateur, consignataire ou agent de ces marchandises ou toute personne payant ces honoraires, charges et frais autres que les droits (de douane) ne présente par écrit au receveur, un avis déclarant qu'il n'est pas d'accord sur la décision; cet avis devra être donné dans les 15 jours qui suivent (et non avant) la fixation et la liquidation des droits, aussi bien pour les marchandises en entrepôt que pour les marchandises à l'acquittée, ou dans les 15 jours après le paiement de ces honoraires, frais et droits. Dans l'avis, il sera distinctement et spécialement indiqué pour chaque entrée ou paiement la raison de l'objection

présentée ; si la marchandise est entrée pour la consommation, elle paiera le montant plein des droits et frais qui sont dus. Lorsque cet avis aura été reçu et que le paiement aura été fait, le receveur transmettra la facture et tous les documents et pièces relatives à l'affaire au Conseil des neuf experts-généraux pour en obtenir une décision, cette décision sera finale et concluante envers toutes les personnes intéressées, et le rapport sera transmis au receveur qui règlera cette entrée, exception faite des cas où l'on ferait appel de cette décision auprès de la cour d'appel des douanes des Etats-Unis, dans les délais et de la façon indiquée dans la présente loi.

XV. Les experts-généraux (ou chacun d'eux en particulier) sont autorisés à recevoir les serments, ces experts-généraux, le conseil des experts-généraux, les experts locaux ou les receveurs, selon le cas, peuvent citer devant eux et examiner sous serment tout propriétaire, importateur, agent, consignataire ou autre personne concernant toute matière ou objet pouvant être d'intérêt pour fixer la valeur imposable ou la classification ; ils peuvent (et chacun d'eux en particulier) exiger la production de toute lettre, compte ou facture relatifs à ces marchandises, ils peuvent demander que ces dispositions soient mises par écrit, les dispositions ainsi prises seront conservées dans le bureau du receveur et resteront archivées pour être employées ou consultées jusqu'à la décision finale du receveur ou du conseil des experts au sujet de l'évaluation de ces marchandises selon le cas.

XVI. Toute personne citée à comparaître qui néglige ou refuse de se présenter, refuse de répondre ou répondre par écrit aux interrogatoires ou de signer de son nom sa déposition ou refuse de produire les documents demandés par l'expert général ou par le conseil des experts-généraux ou par l'expert local ou un receveur, sera passible d'une amende de 100 dollars, si cette personne est le propriétaire, importateur ou consignataire, l'estimation faite par l'expert-général, le conseil des experts-généraux, l'expert local ou le receveur là où il n'y a pas d'expert, sera considérée comme finale et concluante. Toute personne qui volontairement prêterait faussement serment dans un interrogatoire devant un expert-général, le conseil des experts-généraux, l'expert local ou le receveur sera passible des peines punissant le parjure, et s'il est le propriétaire, l'importateur ou le consignataire les marchandises seront confisquées.

XVII. Toutes les décisions des experts-généraux et du conseils des experts-généraux au sujet de valeurs et des taux de droits seront conservées et archivées et pourront être examinées en se conformant au règlement qui sera rédigé par le secrétaire du Trésor. Toutes les décisions des experts-généraux seront immédiatement transmises au secrétaire du Trésor et au conseil des experts généraux fonctionnant au port de New-York, le rapport fait au Conseil sera accompagné, chaque fois que cela sera possible, d'échantillons de la marchandise en question et il sera du devoir de ce conseil, sous la direction du secrétaire du Trésor

de faire des extraits et de publier les décisions des experts qui peuvent être importantes, et des décisions de chaque expert-général et conseil d'experts-généraux, cet extrait contiendra une description générale de la marchandise en question et de la valeur et du taux des droits fixés dans chaque cas, chaque fois que cela sera possible on se référera au nombre ou à la description des échantillons déposés au dépôt d'échantillons à New-York, ces extraits seront publiés de temps en temps, au moins une fois par semaine, pour renseigner les employés de la douane et le public.

XVIII. Quand les marchandises sont sujettes à des droits *ad valorem* ou à un droit basé ou dans lequel entre en considération la valeur des marchandises, les droits seront perçus sur la valeur véritable sur le marché ou sur le prix en gros au moment de l'exportation vers les Etats-Unis, sur les principaux marchés du pays exportateur. La valeur véritable sur le marché est le prix auquel ces marchandises sont librement offertes pour la vente à tous les acheteurs sur ces marchés, et le prix que le fabricant ou le propriétaire recevait ou serait disposé à recevoir pour ces marchandises vendues habituellement dans le commerce courant pour des quantités vendues habituellement en gros, y compris la valeur des cartons, boîtes, harasses, caisses, sacs, barils, tonneaux, bouteilles, jarres, dames-jeannes, touries et autres récipients et emballages (contenant des liquides ou des solides), qui ne sont pas autrement et spécialement soumis à des droits sous aucun des articles du Tarif et tous les autres frais, charges et dépenses pour mettre ces marchandises en état, emballées prêtes à l'expédition vers les Etats-Unis. Si l'on se sert comme récipient ou comme emballage (de marchandises importées en franchise ou payant des droits) d'articles ou d'objets dont l'usage n'est pas considéré comme étant employé de bonne foi pour le transport aux Etats-Unis, des droits additionnels seront perçus sur ces matières ou articles aux taux que paieraient ces objets s'ils étaient importés séparément. Les mots de « valeur » ou « valeur véritable sur le marché » ou « prix en gros » chaque fois qu'ils sont employés dans la présente loi ou dans toute loi relative à l'évaluation de marchandises importées, il faudra les entendre comme désignant la valeur effective sur le marché ou le prix en gros de ces marchandises ou de marchandises similaires comparables en valeur comme il est défini dans la présente loi.

XIX. Toute marchandise déposée dans un entrepôt public ou privé contrôlé par la douane peut être retirée pour la consommation dans les trois ans de la date de l'importation d'origine, en payant les droits et frais auxquels elle est sujette de par la loi au moment où on les retire. Il n'est dérogé en rien aux prescriptions de la loi au sujet de la disposition de marchandises périssables ou explosives.

XX. Toute action ou plainte intentée lorsqu'une saisie a été faite en application d'une loi relative à la perception des droits sur des importations ou sur le tonnage si la propriété en est réclamée par une personne, le fardeau de la preuve incombera à cette personne. Le Tribunal jugera s'il y a une raison suffisante pour intenter une poursuite.

XXI. Tous les honoraires perçus, toutes les dépositions (sous serments) exigées (à l'exception de ceux prévus par la présente loi) par des lois en vigueur des Etats-Unis sur l'entrée de marchandises importées, ou sur leur passage par la douane, ainsi que les entrées de marchandises domestiques, objets et marchandises pour l'exportation seront et sont abolis par la présente loi. Pour l'entrée de marchandises pour l'exportation, une déclaration tenant lieu de serment, sera présentée dans la forme et conformément aux règles qui pourront être prescrites par le Secrétaire du Trésor. Les pénalités prévues à l'article 6 de la présente loi sur les fausses déclarations seront applicables aux déclarations exigées dans cet article-ci. Les honoraires qui, sous la loi en vigueur, constituent en tout ou en partie la compensation (rémunération) due à un employé seront remplacés, à partir et après le passage de la loi, par une somme annuelle fixée égale au montant auquel ces employés avaient droit comme honoraires pour leurs services rendus dans l'année.

XXII. Aucune réduction pour avarie des marchandises importées aux Etats-Unis, même le déperissement, l'avarie ou la destruction par pourriture des fruits ou de toute autre marchandise, ne sera dorénavant accordée dans l'estimation ou le paiement des droits, lorsque leur valeur commerciale a été détruite, si ce n'est en observant les Règlements qui seront établis par le Secrétaire du Trésor.

La preuve établissant cette destruction sera présentée au Receveur des douanes au port de débarquement de ces marchandises. Les règles ci-dessus s'appliqueront, que les marchandises aient été enregistrées ou non, que les droits aient été payés ou non, ou qu'une caution ait été fournie, ou qu'un bon de livraison ait été délivré ou non au propriétaire ou consignataire.

Aucune bonification (réduction) ne sera accordée pour cause d'avarie, mais l'importateur peut dans les dix jours de l'entrée abandonner aux Etats-Unis tout ou partie des marchandises comprises dans une facture et être dispensé du paiement des droits sur la partie ainsi abandonnée. La partie abandonnée devra être de 10 p. 100 ou au-dessus de la valeur ou quantité totale de la facture.

Le droit d'abandon prévu par le présent article peut être exercé, que les marchandises aient été avariées ou non, que celles-ci aient une valeur commerciale ou non.

L'article 2899 des Statuts révisés relatif au retour des colis non ouverts pour l'évaluation ne pourra pas s'appliquer pour empêcher l'importateur de procéder à l'examen de ses marchandises pour déterminer s'il y a lieu de profiter du droit d'abandon, ou si par suite de la destruction totale des marchandises il s'agit d'une non importation (totale ou partielle). Toute marchandise abandonnée au gouvernement par l'importateur sera livrée par l'importateur dans le port d'arrivée ou lieu qui lui sera indiqué par le Directeur des douanes. Dans le cas où l'importateur ne se conformerait pas aux instructions reçues du

Receveur ou du Directeur des douanes, selon le cas, la Douane disposera des marchandises abandonnées en se conformant aux Règlements qui seront mis en vigueur par le Secrétaire du Trésor, ceci aux frais de l'importateur. Lorsque des fruits ou des marchandises périssables importés ont été condamnés au port d'entrée par des officiers de la Santé ou par toute autre autorité constituée légalement, les importateurs ou leurs agents devront, dans les 24 heures de la condamnation, présenter par écrit une notification de cette condamnation au Receveur de la douane de ce port, accompagnée d'une facture détaillée des quantités de marchandises condamnées, le lieu où elles se trouvent et le nom du navire par lequel elles ont été importées. Dès réception de cette notification le Receveur fera procéder à une enquête à la suite de laquelle un rapport sera dressé par écrit par deux employés au moins de la douane, constatant l'identité et la quantité de fruit ou de marchandise périssable condamnée. Si la preuve du manquant n'a pas été faite comme il est exigé ci-dessus, ou si la notification n'est pas faite au Receveur, aucune réduction de droit ne sera faite pour ces avaries.

XXIII. Chaque fois qu'il sera bien établi, à l'entière satisfaction du Secrétaire du Trésor, que dans des cas de droits non spécifiés et estimés, ou de paiements pour lesquels il a été fait appel, plus d'argent n'a été déposé ou payé à un receveur de douanes qu'il n'en est dû à la liquidation définitive, le Secrétaire du Trésor donnera ordre au Trésorier de rembourser ou de payer cette différence avec tout argent contenu dans le Trésor qui n'a pas une destination prévue. L'argent nécessaire est prévu par le présent article et sera considéré comme une prévision permanente indéfinie. Le Secrétaire du Trésor est autorisé à corriger des erreurs de plumes manifestes dans toute entrée ou liquidation, en faveur ou au détriment des Etats-Unis à n'importe quel moment dans le délai d'une année à partir de la date d'entrée, mais non postérieurement. Le Secrétaire du Trésor, dans son rapport annuel au Congrès, donnera un état détaillé des différentes sommes ainsi remboursées en application des règles de la présente loi ou de tout autre acte du Congrès relatif aux impôts, ainsi que des copies des règles en application desquelles les remboursements sont faits.

XXIV. A partir de l'entrée en vigueur de la loi et après, aucun receveur ou autre employé de la douane ne sera responsable envers le propriétaire, importateur, consignataire ou agent d'une marchandise ou toute autre personne à cause de ou au sujet de toute règle ou décision pour la classification des marchandises ou des droits payés sur celles-ci ou pour l'encaissement de droits ou frais sur des marchandises ou toute autre chose ou affaire pour lesquelles le propriétaire, importateur, consignataire ou agents de ces marchandises peuvent, en vertu de cette loi, donner droit à un appel contre la décision du receveur ou autre employé ou du conseil des experts créé par cette loi.

XXV. Toute personne qui donnera ou offrira ou promettra de

donner de l'argent ou des objets de valeur directement ou indirectement à un employé quelconque des Etats-Unis en considération ou pour tout acte ou omission contraire à la loi pour l'importation, l'estimation, l'entrée, l'examen ou l'inspection de marchandises de tout genre y compris les bagages ou pour leur liquidation ou qui, au moyen de menaces, de demandes ou de promesses, essaye d'influencer indûment ou exercer une pression sur un employé des Etats-Unis dans l'exécution de son devoir, sera punie, si elle est convaincue de ces faits, d'une amende ne dépassant pas 2.000 dollars ou d'un emprisonnement, avec travail obligatoire, ne dépassant pas un an ou des deux peines, au choix du tribunal. Toute preuve d'un don, d'une offre, d'une promesse sera considérée par le tribunal saisi comme une preuve suffisante que ce don, cette offre ou cette promesse était contraire à la loi et fera supporter par l'accusé la charge de prouver que cet acte était innocent et n'était pas fait avec des intentions illégales.

XXVI. Tout employé des Etats-Unis qui (exception faite des droits et honoraires légaux) sollicitera, demandera, exigera ou recevra d'une personne, directement ou indirectement, de l'argent ou des choses de prix à propos de l'importation, évaluation, entrée, examen ou inspection de marchandises de toute nature (y compris les bagages) ou la liquidation de l'entrée, s'il est convaincu de ces faits, sera puni d'une amende ne dépassant pas 5.000 dollars ou à un emprisonnement avec travaux obligatoires ne dépassant pas deux ans, ou les deux peines à la fois, au choix de la Cour. Toute preuve d'une telle sollicitation, demande, exigence ou réception sera considérée par le tribunal saisi comme une preuve suffisante que cette sollicitation, demande, exigence était contraire à la loi et mettra à la charge de l'accusé le fardeau de la preuve que cet acte était innocent et n'était pas fait dans une intention illégale.

XXVII. Les bagages ou effets personnels arrivant aux Etats-Unis en transit vers un autre pays peuvent être livrés par les personnes qui en sont chargées au receveur des douanes du district pour être conservés par lui ou expédiés par lui au receveur (des douanes) du port de départ pour être livrés aux intéressés à leur départ vers une destination étrangère, en suivant les règles et règlements que le secrétaire du Trésor prescrira.

XXVIII. Les articles 2608, 2838, 2839, 2841, 2843, 2845, 2853, 2854, 2856, 2858, 2860, 2900, 2902, 2905, 2907, 2908, 2909, 2922, 2923, 2924, 2927, 2929, 2930, 2931, 2932, 2943, 2945, 2952, 3011, 3012, 3013 des Statuts révisés des Etats-Unis sont abrogés et les articles 9, 10, 11, 12, 14, 16 de la loi intitulée « Loi modifiant les lois concernant les droits de douane et abrogeant certaines dispositions » approuvée le 22 juin 1874 et les articles 7, 8 et 9 de la loi approuvée le 3 mars 1883 et toutes les autres lois ou parties de lois contraires à la présente loi sont abrogées. L'abrogation des lois ou leur modification par la présente n'affectera en rien les actes faits ou les droits existants,

ou toute procédure engagée avant cette abrogation ou modification et tous les droits et toutes les responsabilités provenant de ces lois continueront de la même manière que si cette abrogation ou modification n'avait pas été faite. Tous les délits commis, toutes les pénalités, saisies ou responsabilités encourues avant le passage de la présente loi, seront poursuivis et punis comme si la loi n'avait pas passé. Tous les délais de prescription s'appliquant, soit à une cause civile ou à la poursuite pour délit ou pour le recouvrement de pénalités ou de saisies, compris, modifiés, changés ou abrogés par la présente loi, ne sont pas affectés par celle-ci et toutes les plaintes, poursuites, soit civiles, soit criminelles, pour des causes ou des actes faits avant le passage de la présente loi, pourront être commencées et suivies dans le même temps et avec les mêmes effets que si la loi n'avait pas passé. Rien dans la loi ne pourra être interprété comme abrogeant les dispositions de l'article 3058 des Statuts révisés modifiés par la loi approuvée le 23 février 1887 au sujet de l'abandon de marchandises aux assureurs ou aux sauveteurs de biens et pour la fixation des droits sur ceux-ci.

XXIX. La cour d'appel des douanes des Etats-Unis est créée par la présente loi. (*Suit la composition de cette Cour, les appointements des juges et du personnel, les honoraires et frais de voyages qui pourront leur être accordés*).

Après l'organisation de cette Cour d'appel, tous les appels contre les décisions des Conseils des experts généraux des Etats-Unis ne seront plus recevables devant aucun autre tribunal mais seront au contraire à présenter à la Cour d'appel des douanes des Etats-Unis créée par la présente loi ; celle-ci exercera une juridiction d'appel exclusive pour toutes les décisions des Conseils d'experts généraux pour l'interprétation de la loi et des faits relatifs à la classification des marchandises et aux taux des droits, des honoraires et frais qui y sont relatifs et pour toutes les questions pour lesquelles on peut faire appel contre la juridiction de ces Conseils. Les jugements et décrets de la Cour d'appel des douanes seront définitifs dans tous les cas.

Si l'importateur, le propriétaire consignataire ou agent de marchandises importées ou si le receveur ou le secrétaire du Trésor ne sont pas satisfaits d'une décision du conseil des experts généraux au sujet de l'interprétation de la loi ou des faits relatifs à la classification de marchandises et du taux des droits imposés par suite de cette classification ou pour toute question pouvant motiver un appel contre les décisions de ce Conseil, ils pourront (chacun en particulier), dans les soixante jours qui suivent l'enregistrement de ce décret ou jugement (et non après), s'adresser à la Cour d'appel des douanes des Etats-Unis pour la révision de la question de droit ou de fait contenue dans cette décision.

Pour l'Alaska, les îles ou autres possessions des Etats-Unis, ce délai sera de quatre-vingt-dix jours. La demande sera faite en présentant à l'employé de la Cour d'appel un état concis des erreurs de loi ou des

faits dont on se plaint, une copie de cet état sera remise au receveur ou à l'importateur, propriétaire, consignataire ou agent, selon le cas. La Cour d'appel donnera immédiatement ordre au Conseil des experts généraux de transmettre à la Cour toutes les pièces ou documents ainsi qu'une déclaration certifiée des faits et de leur décision. La décision de la Cour d'appel des douanes sera définitive et la cause sera renvoyée au Conseil des experts généraux pour l'application des décisions prises.

Cet article prévoit, en outre, la création d'un poste d'aide-procureur général, d'un aide-procureur général suppléant et de quatre procureurs dont la mission est de défendre les intérêts du Gouvernement dans toutes les affaires d'évaluation ou de classification des marchandises.

ART. 29. — A partir du jour où la présente loi entrera en vigueur toutes les marchandises importées antérieurement pour lesquelles aucun enregistrement n'a été fait, ainsi que toutes les marchandises introduites antérieurement et pour lesquelles il n'a pas été payé de droits ou qui ont été admises en entrepôt pour le magasinage, le transport ou dans tout autre but, pour lesquelles il n'a pas été remis aux importateurs de bon de livraison seront soumises aux droits prévus par la présente loi, et à nul autre droit au moment de l'entrée ou au moment où on les retirera.

Lorsque les droits sont calculés sur le poids de la marchandise déposée dans un magasin public ou privé contrôlé par la douane, ces droits seront perçus et payés sur le poids qu'avaient ces marchandises au moment de leur entrée dans ces magasins.

ART. 30. — *(Cet article régit l'emballage des tabacs vendus, transportés et consommés aux Etats-Unis).*

ART. 31. — *(Taxe intérieure de consommation sur les tabacs).*

ART. 32. — *(Réglementation de l'emballage des cigares et cigarettes).* Les cigarettes importées de l'étranger sont soumises aux mêmes prescriptions quant à l'emballage et au paiement de la taxe de consommation.

ART. 33. — *(Taxe de consommation pour les cigares et cigarettes).*

ART. 34. — Les articles 30, 31, 32, 33 entreront en vigueur à partir du 1^{er} juillet 1910.

ART. 35. — *(Réglementation de la vente en gros et en détail du tabac en feuilles non écôtées).*

ART. 36. — Un droit de tonnage de 2 cents par tonne (qui ne devra pas dépasser un total de 10 cents par tonne annuellement), est imposé par le présent acte pour chaque entrée de n'importe quel navire entrant dans un port des Etats-Unis venant d'un port étranger de l'Amérique du Nord, de l'Amérique Centrale, des Antilles, des

îles Bahamas, des îles Bermudes, de la côte de l'Amérique du Sud touchant la mer des Caraïbes ou de Terre-Neuve.

Il sera perçu un droit de 6 cents par tonne (ne pouvant dépasser 30 cents par tonne annuellement), à chaque entrée dans un port des Etats-Unis d'un navire venant de tout autre port étranger. Ces droits ne seront cependant pas exigés des navires en détresse ou qui ne font pas de commerce.

Les règles ci-dessus ne modifient en rien et n'abrogent pas l'article 2792 des Statuts révisés (modifié par l'article premier du chapitre 212 de la loi du 28 mai 1908 et par l'article 5 de la même loi), ni l'article 2793 des Statuts révisés.

Sont abrogés (en tant qu'ils se trouvent en contradiction avec les règles du présent article), les articles 4232 des Statuts révisés, les articles 11 et 12 du chapitre 421 de la loi du 19 juin 1886 et l'article 4219 des Statuts révisés.

Le présent article entrera en vigueur 60 jours après l'approbation (vote) de la présente loi.

ART. 37. — Il sera perçu annuellement, le 1^{er} septembre, par le receveur de la douane du district le plus rapproché de la résidence du propriétaire titulaire une somme équivalente à un droit de tonnage de 7 dollars par tonne brute pour l'utilisation de tout yacht, embarcation ou navire de plaisance de construction étrangère, qui n'est pas employé ni destiné à être employé pour faire le commerce, qui est actuellement ou sera dans l'avenir propriété ou affrété pour plus de 6 mois par un ou plusieurs citoyens des Etats-Unis.

Au lieu de la taxe annuelle ci-dessus imposée, le propriétaire d'un yacht, embarcation ou navire de plaisance de construction étrangère pourra payer un droit de 35 % de la valeur de cette embarcation ; celle-ci jouira alors des privilèges accordés aux yachts construits aux Etats-Unis, il y aura lieu en outre de se conformer aux règles énoncées dans les articles 4214, 4215, 4217 et 4218 des Statuts révisés et aux lois portant amendement à ces Statuts. Ces embarcations ne seront pas soumises à d'autres droits de tonnage ou de feux que ceux payés par les yachts construits aux Etats-Unis.

Est abrogée la partie de l'article 5 du chapitre 212 de la loi du 28 mai 1908 relative aux yachts construits à l'étranger et qui sont la propriété de citoyens des Etats-Unis.

Le présent article ne s'applique pas aux navires construits à l'étranger qui ont été admis à l'enregistrement américain (américanisés).

ART. 38. — I. Toute corporation, société par action ou association, organisée en vue d'obtenir des bénéfices ayant un capital représenté par des actions ainsi que toute compagnie d'assurance organisée actuellement ou qui sera organisée dans l'avenir sous les lois des Etats-Unis (ou de n'importe quel Etat ou territoire des Etats-Unis) ou sous les lois du Congrès applicables à l'Alaska ou au District de Columbia ou qui

sera ou qui est organisée sous les lois de n'importe quel pays étranger et qui fait des affaires aux Etats-Unis (Alaska ou Columbia), sera soumise au paiement annuel d'une taxe spéciale d'accise pour avoir le droit de fonctionner, taxe s'élevant à 1 % du bénéfice net total supérieur à 5.000 dollars provenant de toutes les sources (de bénéfice) pendant cette année.

Exception est faite des sommes reçues par cette compagnie comme dividende d'actions d'une autre compagnie par actions, corporation, association ou compagnie d'assurances déjà sujette au paiement de cette taxe. Pour ces compagnies, associations, etc., organisées conformément aux lois de pays étrangers, la taxe sera perçue sur le bénéfice net supérieur à 5.000 dollars acquis par elles pour les affaires traitées ou le capital engagé dans des entreprises aux Etats-Unis et ses territoires, en Alaska et dans le district de Columbia pendant cette année. Sont exclus les montants reçus par elles comme dividende d'actions d'autres corporations, compagnies par actions, associations ou compagnies d'assurances déjà soumises au paiement de la présente taxe.

Les règles ci-dessus ne s'appliqueront pas aux organisations ouvrières, agricoles ou horticoles, ni aux sociétés, ordres ou associations fraternelles de bienfaisance, fonctionnant d'après le système des loges, et qui prévoient le paiement aux membres qui les composent d'indemnités en cas de décès, de maladie ou d'accidents ou distribuant d'autres secours. La taxe ne sera pas perçue également des associations de crédit (prêts) ou de constructions domestiques organisées et fonctionnant exclusivement pour le profit mutuel de leurs membres ; ni aux corporations ou associations organisées et fonctionnant exclusivement dans un but religieux, charitable ou d'éducation pour lesquels aucune part du bénéfice net n'est réservée au profit d'un actionnaire ou d'un individu en particulier.

II. Le bénéfice net sera établi en déduisant du bénéfice brut de cette corporation, compagnie par actions, association ou compagnie d'assurances, obtenu dans l'année par toutes les sources de bénéfice :

Premièrement : toutes les dépenses ordinaires et nécessaires payées véritablement dans l'année pour assurer la marche et le fonctionnement de l'affaire et l'exploitation des propriétés y compris tous les frais tels que paiements pour loyers et privilèges (*franchise*) qui doivent être faits pour l'usage ou la possession de la propriété ;

Deuxièmement : toutes les pertes subies dans l'année et qui ne sont pas compensées par une assurance ou autrement, on y comprendra une quantité raisonnable pour dépréciation de la propriété. Pour les compagnies d'assurances les sommes (autres que les dividendes) payées dans l'année sur les polices et les contrats d'annuités et le montant net annuel qui est exigé le cas échéant par la loi pour constituer un fonds de réserve ;

Troisièmement : les intérêts véritablement payés dans l'année sur les obligations ou autres dettes en circulation, pour un capital d'obli-

gations ou de dettes ne dépassant pas le capital-actions libéré. Pour les banques, les associations de banques et les trusts tous les intérêts payés pour les dépôts ;

Quatrièmement : toutes les sommes payées dans l'année pour les taxes imposées par les Etats-Unis, les Etats ou Territoires ainsi que par les gouvernements étrangers comme condition pour pouvoir y exercer leur industrie dans ces pays ou Etats ;

Cinquièmement : tous les montants reçus dans l'année comme dividende d'actions d'autres corporations, compagnies par actions, associations ou compagnies d'assurance déjà soumis au paiement de la présente taxe.

Pour les corporations, compagnies par actions, associations ou compagnies d'assurances créées conformément aux lois de pays étrangers on obtiendra le bénéfice net en déduisant du bénéfice brut de l'année obtenu par l'affaire et par le capital engagé aux Etats-Unis, Alaska et District de Columbia :

Premièrement : toutes les dépenses ordinaires et nécessaires payées véritablement dans l'année pour assurer la marche de l'affaire et l'exploitation des propriétés aux Etats-Unis, Alaska, District de Columbia, y compris tous les frais tels que paiements pour loyers et privilèges (franchise) qui doivent être faits pour obtenir l'usage ou la possession de la propriété ;

Deuxièmement : toutes les pertes subies dans l'année pour les affaires traitées aux Etats-Unis, Alaska et District de Columbia et qui ne sont pas compensées par une assurance ou autrement ; on y comprendra éventuellement une quantité raisonnable pour dépréciation de la propriété. Pour les compagnies d'assurances les sommes (autres que les dividendes) payées dans l'année sur les polices et les contrats d'annuités et le montant net annuel qui est exigé, le cas échéant, par la loi pour constituer un fonds de réserve ;

Troisièmement : les intérêts véritablement payés dans l'année sur les obligations ou autres dettes en circulation pour un capital d'obligation ou de dette ne dépassant pas le montant du capital-action versé. La part d'intérêt à déduire sera déterminée par la proportion qui existe entre le bénéfice obtenu par les affaires traitées et le capital engagé aux Etats-Unis, Alaska et District de Columbia au bénéfice obtenu par toutes les affaires traitées et le capital engagé à la fois aux Etats-Unis et à l'étranger ;

Quatrièmement : les sommes payées dans l'année pour les taxes imposées par les autorités des Etats-Unis ;

Cinquièmement : toutes les sommes reçues dans l'année comme dividendes d'actions d'autres corporations, compagnies par actions, association ou compagnie d'assurances déjà soumises à la taxe du présent article.

Pour les compagnies d'assurances les dépôts de fonds faits auprès de l'Etat ou des officiers ministériels (*Territorial officers*) constituant un

ronds de garantie ou de réserve seront traités comme paiements exigés par la loi pour constituer une réserve.

III. Il sera déduit du bénéfice net de chaque corporation, Compagnie par action, Association ou Compagnie d'Assurance (calculé selon les règles établies ci-dessus) une somme de 5.000 dollars et la taxe sera calculée sur le reste ainsi obtenu du bénéfice net pour l'année finissant le 31 décembre 1909 et pour chaque année suivante. Le 1^{er} mars 1910 et le 1^{er} mars des années suivantes il sera fait une déclaration (des bénéfices) exacte et véritable sous serment ou par affirmation par les Présidents, Vice-Présidents ou autres chefs, et par les Trésoriers ou Aide-Trésoriers de chaque corporation, Compagnie par actions, Association ou Compagnie d'Assurances, au sujet de la taxe imposée par l'article ci-dessus. Cette déclaration sera faite devant le Receveur des Contributions du district où cette corporation, Compagnie par actions, Association ou Compagnie d'assurances a son centre principal d'affaires ou pour ces Compagnies organisées conformément aux lois de pays étrangers dans le lieu où la partie la plus importante des affaires est traitée avec les Etats-Unis. La déclaration sera faite dans la forme qui sera prescrite par le Commissaire des contributions intérieures après approbation du Secrétaire du Trésor, il sera indiqué : 1^o Le montant total du capital versé de la corporation, Compagnie par actions, Association ou Compagnie d'assurances à la fin de l'année ; 2^o Le montant total des obligations ou autres dettes de ces corporations, Compagnie par actions, Association ou Compagnie d'assurances à la fin de l'année ; 3^o Le montant brut des bénéfices (de ces corporations, Compagnie par actions, Association ou Compagnie d'assurances) provenant de toutes les sources de bénéfices pendant l'année. Si ces Compagnies sont organisées d'après les lois de pays étrangers, le montant du bénéfice brut provenant dans l'année des affaires faites et du capital engagé aux Etats-Unis, Alaska et territoire de Columbia. La déclaration contiendra en outre les montants reçus par ces corporations, Compagnies par actions, Associations ou Compagnies d'assurances dans l'année à titre de dividende d'autres Compagnies, associations ou corporations déjà soumises au paiement de la taxe créée par le présent article ; 4^o Le montant total de toutes les dépenses ordinaires et nécessaires véritablement payées pour la marche de l'affaire ou l'exploitation de la propriété dans l'année ; il sera déclaré séparément toutes les charges telles que loyers et privilèges (franchise) qui sont encourues pour obtenir l'usage ou la possession de la propriété. Pour les Compagnies étrangères, le montant ainsi payé pour la marche et l'exploitation de l'affaire aux Etats-Unis (Alaska, district de Columbia) ; 5^o Le montant total des pertes subies dans l'année et qui ne sont pas compensées par une assurance ou autrement ; il sera fait une déclaration séparée pour les montants admis comme dépréciation de la propriété et dans le cas de Compagnies d'assurances les sommes (autres que les dividendes) payées dans l'année sur les polices ou les contrats d'annuités et le montant éventuellement exigé par la loi pour constituer

un fonds de réserve. Pour les Compagnies étrangères il sera indiqué dans la déclaration : toutes les pertes effectivement subies par elles dans l'année pour les affaires traitées par elles aux Etats-Unis (Alaska et district de Columbia), pertes qui ne sont pas compensées par une assurance ou autrement ; mention séparée sera faite de la dépréciation de la propriété ; pour les Compagnies d'assurances on indiquera les sommes (autres que les dividendes) payées dans l'année sur les contrats d'annuités et le montant éventuellement exigé par la loi destiné à constituer un fonds de réserve ; 6° Le montant des intérêts effectivement payés dans l'année pour les obligations et autres dettes pour un capital ne dépassant pas le capital action émis de ces corporations, Compagnies ou Associations par actions ou Compagnies d'assurances. Pour les banques, associations de banques ou Compagnies à trust, il sera déclaré à part tous les intérêts payés dans l'année par ces Sociétés pour les dépôts. Pour les corporations, Compagnies ou Associations ou Compagnies d'assurances créées conformément aux lois d'un pays étranger, on déclarera les intérêts payés pour les obligations ou les autres dettes pour une proportion égale à celle qui existe entre le montant des affaires traitées et du capital engagé aux Etats-Unis, Alaska, district de Columbia et le montant total traité par ces Compagnies aux Etats-Unis et à l'étranger à la fois ; 7° Les sommes payées dans l'année pour acquitter les taxes imposées par les autorités des Etats-Unis ou de l'un de ses territoires. Il sera fait mention séparément des montants payés pour acquitter les taxes imposées par les gouvernements étrangers comme condition pour pouvoir exercer leur industrie dans ces pays ; 8° Le bénéfice net de ces corporations, Compagnies ou Associations par actions ou Compagnies d'assurances après les déductions autorisées par le présent article. Toutes ces sommes seront transmises immédiatement par le Receveur au Commissaire des Contributions intérieures.

IV. Chaque fois qu'une donnée sera fournie au commissaire des contributions intérieures, qui justifie l'opinion que les chiffres donnés par une corporation, compagnie ou association par actions ou une compagnie d'assurances sont incorrects, ou chaque fois qu'un receveur donnera avis au commissaire des contributions intérieures qu'une corporation, compagnie ou association par actions, ou compagnie d'assurances ne lui a pas fourni les déclarations exigées par la loi, le commissaire des contributions intérieures pourra exiger de ces corporations, compagnies ou associations par actions, ou compagnies d'assurances tout renseignement complémentaire, relatif au capital, aux bénéfices, aux pertes et aux dépenses qu'il pourrait juger nécessaire. Le commissaire des contributions intérieures, dans le but de s'assurer de la véracité des chiffres ou pour obtenir une donnée qui n'a pas été fournie, est autorisé par le présent article à nommer un employé des contributions, spécialement désigné par lui, dans le but d'examiner les livres et papiers relatifs aux données qui devraient être fournies par ces corporations, compagnies ou associations par actions, ou compagnies d'assurances. Il pourra exiger la présence d'un chef ou d'un employé

de cette corporation ou compagnie, et prendre sa disposition au sujet de la donnée qui doit, d'après la loi, figurer sur la Déclaration, il pourra exiger une déposition sous serment de n'importe quelle personne. Le commissaire des contributions intérieures pourra également invoquer l'aide de n'importe quel tribunal des Etats-Unis dont la juridiction (pouvoirs) pourra exiger la comparution de ces chefs ou employés et la production de ces livres ou documents. D'après les renseignements ainsi obtenus le commissaire des contributions intérieures pourra modifier les déclarations reçues ou établir des déclarations lorsqu'il n'en a pas été fourni. Toute procédure engagée par le commissaire des contributions intérieures, en exécution du présent article, devra être approuvée par le Secrétaire du Trésor.

V. Le présent paragraphe prévoit les pénalités qui seront imposées aux compagnies qui refuseront de faire la Déclaration exigée ou qui font de fausses déclarations.

VI. Lorsque la taxation instituée par le présent article aura été faite, avec les corrections éventuelles par le commissaire, celle-ci sera archivée dans les bureaux du commissaire des contributions intérieures, servira d'archives et pourra être consultée publiquement.

VII. Le présent paragraphe prévoit les peines dont seront frappés les receveurs ou employés des Etats-Unis qui divulgueront les faits ou renseignements dont ils auront eu connaissance dans l'exécution de leur mission officielle.

VIII. Dans ce paragraphe sont édictées les peines qui seront encourues par les compagnies ou par les employés de l'Etat qui feront des déclarations fausses ou frauduleuses pour éviter ou réduire la taxe prévue par la présente loi.

ART. 39. — Cet article autorise le Secrétaire du Trésor à émettre un emprunt de 290.569.000 dollars (qui avec les 84.631.900 dollars déjà émis devront couvrir tous les frais de construction du canal de Panama) intérêts 3 % compris de 100, 500, 1.000 dollars.

ART. 40. — Le présent article modifie la loi du 13 juin 1908 relative à l'émission de Bons du Trésor.

Le montant maximum de Bons à émettre est fixé à dollars 200.000.000 à 3 % d'intérêt maximum, et en coupures de 50 dollars ou multiples.

ART. 41. — Les articles 1 à 4 inclus de la loi du 24 juillet 1897 et toutes les lois ou parties de loi qui se trouvent en opposition avec les règles édictées par la présente loi sont abrogés, mais l'abrogation des lois existantes ou les modifications contenues dans la présente loi n'affecteront en rien les actes faits, ou les droits existants ou toute procédure civile engagée avant cette modification ou abrogation. Tous les droits et toutes les responsabilités provenant de ces lois continueront à agir de la même façon que si cette abrogation ou modification

n'avait pas eu lieu, sauf les exceptions prévues à l'article 28 de la présente loi. Tous les délits commis, toutes les pénalités, saisies ou responsabilités encourues avant le passage (vote) de la présente loi seront poursuivis et punis comme si la loi n'avait pas passé. Tous les délais de prescription s'appliquant soit à une cause civile ou à la poursuite pour délits ou pour le recouvrement de pénalités ou de saisies compris, modifiés, changés ou abrogés par la présente loi ne sont pas affectés par celle-ci et toutes les plaintes, poursuites soit civiles soit criminelles pour des causes ou des actes faits avant le passage (vote) de la présente loi, pourront être commencées et suivies dans le même temps et avec les mêmes effets que si la loi n'avait pas passé, exception faite des règles prévues à l'article 28 de la présente loi.

La loi du 10 juin 1890, modifiée par celle du 24 juillet 1897, modifiée à nouveau le 27 mai 1908, n'est pas abrogée mais modifiée par la présente loi. L'article 4 de la loi du 30 juin 1906 relative à la nomination d'un avoué de douane et d'aides est abrogé par la présente.

ART. 42. — *Sauf exceptions prévues par la présente loi, celle-ci entrera en vigueur le jour qui suivra son passage (vote).*

Approuvé, signé 5 minutes après 5 heures du soir le 5 août 1909.

BELGIQUE

Loi sur l'acquisition et la perte de la Nationalité

(8 juin 1909.) (1)

Léopold II, Roi des Belges, à tous présents et à venir, salut.

Les Chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}. — Sont Belges :

1. L'enfant né, même en pays étranger, soit d'un père belge, soit soit d'une mère belge, quand le père n'a pas de nationalité déterminée ;

2. L'enfant né d'un étranger, après la dissolution du mariage, si la mère possède la qualité de Belge au moment de la naissance.

ART. 2. — L'enfant naturel, âgé de moins de 21 ans accomplis, dont la filiation est établie par reconnaissance ou par jugement, suit la nationalité de celui des parents à l'égard duquel la preuve a d'abord été faite.

Si cette preuve résulte pour le père et pour la mère du même acte ou du même jugement ou d'actes concomitants, l'enfant suit la nationalité du père.

(1) *Moniteur belge*, 18 juin 1909.

ART. 3. — Il est pris égard à l'époque de la conception, de préférence à l'époque de la naissance, lorsque la nationalité des parents de l'enfant, à la première de ces époques, a pour conséquence de faire attribuer à celui-ci la qualité de Belge.

ART. 4. — Est Belge, l'enfant, né en Belgique, soit de parents légalement inconnus, soit de parents sans nationalité déterminée.

L'enfant trouvé en Belgique est présumé, jusqu'à preuve contraire, être né sur le sol belge.

ART. 5. — L'étrangère qui épouse un Belge, ou dont le mari devient Belge, suit la condition de son mari.

ART. 6. — Les enfants mineurs non mariés de l'étranger qui acquiert volontairement la nationalité belge deviennent Belges. Ils peuvent toutefois, dans l'année qui suit l'époque de leur majorité, renoncer à la nationalité belge en déclarant qu'ils veulent recouvrer la nationalité étrangère.

ART. 7. — Deviennent Belges, à l'expiration de leur 22^e année, si, pendant cette année, ils ont eue leur domicile en Belgique et n'ont pas déclaré leur intention de conserver la nationalité étrangère :

1. L'enfant, né en Belgique, de parents étrangers dont l'un y est né lui-même ou y était domicilié depuis dix ans sans interruption ;
2. L'enfant, né en Belgique, d'un étranger, et qui est domicilié dans le royaume depuis six ans sans interruption,

ART. 8. — Peut toujours acquérir la qualité de Belge, l'enfant né d'un père ou d'une mère qui aurait perdu cette qualité, pourvu qu'il déclare que son intention est de fixer son domicile en Belgique, et qu'il l'y établisse effectivement dans l'année à compter de cette déclaration.

ART. 9. — Peut acquérir la qualité de Belge, dans sa 22^e année, l'enfant, né en Belgique, d'un étranger, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites par l'article précédent.

ART. 10. — L'étranger qui a obtenu la naturalisation devient Belge.

ART. 11. — Perdent la qualité de Belge :

1. Celui qui acquiert volontairement une nationalité étrangère ;
2. La femme qui épouse un étranger d'une nationalité déterminée ou dont le mari acquiert volontairement une nationalité étrangère, si celle-ci est également acquise à la femme en vertu de la loi étrangère ;
3. Les enfants mineurs non mariés d'un Belge qui acquiert volontairement une nationalité étrangère, si par ce fait, ils obtiennent la nationalité de leur auteur.

ART. 12. — L'enfant né à l'étranger d'un Belge, qui lui-même est né à l'étranger, peut toujours décliner la nationalité belge s'il a acquis de plein droit la nationalité étrangère.

ART. 13. — Celui qui a perdu la qualité de Belge peut toujours la recouvrer, pourvu qu'il n'ait pas cessé de résider en Belgique ou qu'il y rentre avec l'autorisation du Roi ; que, dans les deux cas, il déclare que son intention est de fixer son domicile en Belgique, et qu'il l'y établisse effectivement dans l'année à compter de cette déclaration.

La femme qui a perdu la qualité de Belge par application de l'article 11 (2) peut toujours la recouvrer, comme il est dit ci-dessus, après la dissolution du mariage.

Les enfants qui ont perdu la qualité de Belge par application de l'article 11 (3) peuvent toujours la recouvrer après l'accomplissement de leur 21^e année, en se conformant aux dispositions de l'article 8.

ART. 14. — Les enfants mineurs seront admis à faire la déclaration prévue aux articles 6, 7, 8, 9, 12 et 13 dès l'âge de 18 ans accomplis, avec le consentement du père ou, à défaut du père, avec celui de la mère, ou, à défaut de père et de mère, avec l'autorisation des autres ascendants ou de la famille, donnée suivant les conditions prescrites pour le mariage au chapitre I du titre V du livre I du Code civil.

Le consentement du père, de la mère, ou des autres ascendants sera donné soit verbalement lors de la déclaration, soit par acte authentique.

Mention expresse de ce consentement ou de l'autorisation de la famille sera faite dans l'acte dressé pour constater l'option.

En cas d'indigence, l'acte de consentement pourra être reçu par l'officier de l'état civil du domicile des ascendants et, à l'étranger, par les autorités qui ont compétence pour recevoir cet acte, ainsi que par les agents diplomatiques, les consuls et les vice-consuls de la Belgique.

ART. 15. — Les déclarations de nationalité seront faites, soit devant l'officier de l'état civil du lieu de la résidence en Belgique, soit devant les agents diplomatiques ou consulaires de la Belgique à l'étranger. Elles pourront être faites par procuration spéciale et authentique.

Elles sont inscrites dans des registres soumis aux dispositions des articles 40 à 45 et 50 à 54 du Code civil.

ART. 16. — Les articles 9, 10, 12, 17, 18, 19 et 20 du Code civil, ainsi que l'article 1^{er} de la loi du 16 juillet 1889, sont abrogés.

Dispositions transitoires.

ART. 17. — Sont Belges ceux qui, nés en Belgique d'un père né lui-même dans le royaume et y domiciliés depuis dix ans au moment de la publication de la présente loi, ont omis de faire la déclaration prévue par l'article 9 du Code civil, à moins que, dans un délai de deux ans à partir de cette publication, ils ne déclarent leur intention de conserver la nationalité étrangère.

ART. 18. — Les individus nés en Belgique, qui auraient omis de faire la déclaration prévue à l'ancien article 9 du Code civil, pourront,

dans un délai de deux ans à partir de la publication de la présente loi, acquérir la qualité de Belge, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 8.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur*.

Donné à Laeken, le 8 juin 1909.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

LÉON DE LANTSHEERE.

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice :

LÉON DE LANTSHEERE.

EGYPTE

Loi soumettant certains individus à la surveillance de la Police.

(4 juillet 1909.) (1)

Nous, Khédivé d'Egypte,

Sur la proposition de nos Ministres de l'Intérieur et de la Justice et l'avis conforme de notre Conseil des Ministres ;

Le Conseil législatif entendu ;

Décrétons :

ARTICLE 1^{er}. — Tout individu notoirement connu comme ayant l'habitude d'attenter à la personne ou à la propriété d'autrui ou de se livrer à des menaces contre la personne ou la propriété pourra être renvoyé sous la surveillance de la police.

ART. 2. — La décision de renvoi sera rendue par une commission composée du moudir ou gouverneur, comme président ; du président du tribunal indigène ; du chef du parquet indigène et de deux notables, comme membres.

En cas d'absence ou d'empêchement, le moudir ou gouverneur sera remplacé par un autre moudir ou gouverneur, délégué par le Ministre de l'Intérieur.

(1) *Journal officiel du Gouvernement Egyptien*, 7 juillet 1909.

De même, en cas d'absence ou d'empêchement, le président du tribunal et le chef du parquet seront respectivement remplacés par un juge ou un membre du parquet, délégué par le Ministre de la Justice.

Les deux notables seront choisis par voie de tirage au sort sur une liste de vingt notables désignés par le Ministre de l'Intérieur, d'accord avec le Ministre de la Justice.

Deux notables seront également choisis de la même manière, comme membres suppléants, lesquels siégeront en cas d'absence des membres titulaires.

A chaque session, il sera procédé à un nouveau tirage au sort pour la désignation de deux membres titulaires et de leurs suppléants.

Ces commissions se réuniront, en vertu d'un arrêté rendu par le Ministre de l'Intérieur, et elles continueront leurs sessions jusqu'à ce qu'elles aient achevé l'examen des affaires qui leur auront été déférées.

ART. 3. — Le moudir ou gouverneur saisira la dite commission en assignant le prévenu à comparaître devant elle dans un délai de trois jours francs.

La citation devra indiquer :

1. Les nom, prénom, domicile, et profession du prévenu ;
2. L'objet de l'accusation, avec mention des éléments qui constituent la notoriété dont il est question à l'article 1^{er}.

ART. 4. — Le parquet pourra, sur la demande du moudir ou du gouverneur, ordonner la détention préventive du prévenu, sans que, toutefois, cette détention puisse dépasser la durée prescrite par le Code d'Instruction criminelle.

La commission pourra, si elle le juge opportun, ordonner le maintien de la détention en attendant la décision définitive.

ART. 5. — La commission statuera, après avoir entendu les témoins et le prévenu dans ses moyens de défense, s'il est présent.

Le prévenu pourra se faire assister par un avocat.

ART. 6. — Si la commission trouve qu'il est suffisamment établi par la notoriété publique, que le prévenu rentre dans la catégorie des individus désignés à l'article 1^{er}, elle ordonnera qu'il soit placé sous la surveillance de la police, au lieu de sa résidence, pour une période ne dépassant pas cinq ans.

ART. 7. — En ordonnant le renvoi sous la surveillance de la police, la commission pourra, par la même décision, imposer au prévenu l'obligation de donner caution pour garantir sa bonne conduite à l'avenir.

La caution devra être fournie dans un délai maximum de quinze jours, à partir du jour où la décision sera devenue définitive.

La commission, si elle le juge nécessaire, peut ordonner la détention jusqu'à la présentation de la caution.

ART. 8. — La commission décidera si la caution doit être personnelle ou pécuniaire et en déterminera dans les deux cas le montant, en tenant compte des circonstances de l'espèce et la situation du prévenu.

En cas de caution personnelle, le garant devra être agréé par le moudir ou le gouverneur, à moins qu'il n'ait été déjà accepté par la commission.

Si le moudir ou gouverneur estime que l'individu présenté comme garant ne remplit pas les conditions requises, il en référera à la commission qui aura à se prononcer sur l'acceptation ou le refus du garant. Au cas où le prévenu aurait été déjà détenu à titre préventif, sa détention sera maintenue en attendant qu'une solution soit donnée à la question de son garant par la commission.

ART. 9. — Le garant a le droit, à tout moment, de demander d'être relevé de sa garantie. Dans ce cas, le moudir ou le gouverneur fera comparaître devant lui le surveillé et l'invitera à présenter un nouveau garant, dans les quinze jours ; ce délai expiré, le garant sera déchargé.

Si le moudir ou le gouverneur estime que le garant ne présente plus les garanties voulues, il devra en saisir la commission, et, au cas où celle-ci déciderait le remplacement, le surveillé devra l'effectuer dans les quinze jours.

Dans les deux cas ci-dessus le garant devra être agréé, aux termes de l'article précédent.

ART. 10. — Sous réserve du cas prévu par l'article 13 ci-après, aucune voie de recours n'est admise contre la décision de la commission renvoyant un individu sous la surveillance de la police, sauf celle de l'opposition au cas où la décision aurait été prise par défaut.

Le délai d'opposition sera de trois jours à partir de la date de la signification de la décision au condamné, si son domicile est connu, et au parquet dans le cas contraire.

ART. 11. — Si le surveillé est incapable de fournir la caution, ou si, ayant présenté un garant, celui-ci n'a pas été agréé ou a été ensuite relevé, sans avoir été dûment remplacé dans le délai imparti par l'article 9, il lui sera assigné une résidence dans un endroit du territoire égyptien, désigné par le Ministre de l'Intérieur, pour y passer la période de surveillance. Dans ce cas, la commission visée à l'article 2 statuera, à nouveau, sur la durée de la surveillance.

ART. 12. — Si le surveillé vient à être condamné pour un crime quelconque ou un délit de vol, tentative de vol, d'empoisonnement de bestiaux, ou de destruction de culture, ainsi que pour évasion de la surveillance, il lui sera fixé, à l'expiration de la peine, une résidence au lieu sus-indiqué. Dans ce cas, la commission susdite statuera, à nouveau, sur la durée de la surveillance, et pourra ne pas tenir compte au surveillé de la période de surveillance passée avant la condamnation.

Toute peine de la surveillance qui aura été encourue comme peine accessoire à la condamnation sera exécutée dans le même lieu.

Les peines de la surveillance seront cumulées, sans que, toutefois, leur durée totale puisse dépasser dix années.

Pour les délits autres que ceux prévus au premier alinéa, la commission, après l'expiration de la peine, et sur la demande du moudir ou gouverneur, pourra, soit assigner au surveillé une résidence au lieu sus-indiqué, dans les conditions ci-dessus, soit ordonner une augmentation de la caution, ou son changement si elle est personnelle, soit exiger la présentation d'une caution, si elle n'avait pas été préalablement imposée au surveillé.

ART. 13. — Le Ministre de l'Intérieur pourra, s'il estime qu'une décision rendue par la commission est sujette à révision, déférer l'affaire dans les quinze jours à un comité spécial composé de lui-même, comme président, du président de la Cour d'Appel indigène et du procureur général près les tribunaux indigènes, comme membres. En cas d'absence ou d'empêchement d'un des membres de ce comité, le Conseil des Ministres désignera son remplaçant.

Si le condamné à la surveillance n'a pas déjà subi une condamnation pour crime, il pourra recourir en appel devant le dit comité spécial contre la décision qui ordonne une caution, mais seulement pour ce qui concerne la caution. Le recours devra être formé dans les vingt-quatre heures du prononcé de la décision.

ART. 14. — Les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 12 qui précède seront applicables aux individus qui, ayant passé un temps quelconque dans le lieu sus-indiqué, viendraient, après leur retour dans leur foyer, à être condamnés de nouveau à la surveillance.

ART. 15. — Toute infraction commise par le surveillé qui aurait entraîné pour lui la fixation d'une résidence au lieu sus-indiqué, sera considérée comme une violation des obligations dont l'accomplissement a été garanti par la caution. Si la caution est pécuniaire, la somme versée sera acquise au trésor public ; si la caution est personnelle, le garant devra en payer le montant, dans les quinze jours de l'avis, par voie administrative.

ART. 16. — Au cas de contravention aux prescriptions relatives à la surveillance, commise dans le lieu sus-indiqué, comme aussi au cas d'évasion ou de tentative du dit lieu, le Ministre de l'Intérieur pourra se contenter, s'il le juge utile, d'appliquer au surveillé la peine prévue au n° 2 du dernier paragraphe de l'article 75 du Règlement des Prisons.

La condamnation à cette peine sera de la compétence de l'autorité désignée par le même article.

ART. 17. — Tout condamné à la surveillance, d'après les prescriptions de la présente loi, pourra, avant l'expiration de la peine, être libéré du restant de cette surveillance, par ordre du Ministre de l'Intérieur, s'il existe des raisons suffisantes pour croire qu'il s'est amendé.

Toutefois, comme condition à sa libération, le surveillé devra, pour la période de surveillance qui lui reste, présenter un garant solvable à l'agrément du Ministre de l'Intérieur, à moins qu'il n'ait dépassé l'âge de 70 ans, ou qu'il n'ait été atteint d'une maladie incurable.

ART. 18. — Le moudir ou le gouverneur de la localité où réside un individu libéré de la surveillance, en vertu de l'article précédent, peut, à tout moment, par un rapport motivé, demander au Ministre de l'Intérieur de le remettre sous la surveillance.

Le Ministre peut, s'il le juge à propos, ordonner la remise de l'individu sous la surveillance. Dans ce cas, il ne sera pas tenu compte de la période écoulée entre le jour de la libération et celui de la remise sous la surveillance.

ART. 19. — Les individus placés sous la surveillance dans l'endroit spécial visé à l'article 11 seront employés, s'ils le demandent, à des travaux de culture et autres, contre paiement d'un salaire journalier, en se conformant, toutefois, aux règles qui seront établies à cet effet par le Ministère de l'Intérieur.

ART. 20. — Sauf les dispositions spéciales qui précèdent, la surveillance édictée par la présente loi sera appliquée conformément aux prescriptions générales relatives à la surveillance de la police.

ART. 21. — Lorsque les cours d'assises, tout en acquittant, faute de preuves suffisantes, un individu accusé de meurtre ou de tentative de meurtre, de vol ou de tentative de vol, de destruction de cultures, d'empoisonnement de bestiaux ou d'incendie, estimeront que cet individu se trouve dans le cas de l'article 1^{er} de la présente loi, elles pourront ordonner son renvoi sous la surveillance de la police pour une période ne dépassant pas cinq ans, et même lui assigner, comme résidence, l'endroit visé à l'article 11 de la présente loi.

ART. 22. — Nos Ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente loi, qui entrera en vigueur à partir de la date de sa promulgation au *Journal Officiel*.

Fait à Alexandrie, le 16 gamad tani, 1327 (le 4 juillet, 1909).

Pour le Khédive :

Par le Khédive :

BOUTROS GHALI.

Le Président du Conseil des Ministres,

BOUTROS GHALI.

Le Ministre de l'Intérieur,

MOHAMED SAÏD.

Le Ministre de la Justice par intérim,

AHMED HECHMAT.

AFFAIRES DE GRÈCE

Mémoire présenté au Gouvernement grec par les Officiers.

(Juillet 1909.)

Notre pays se trouve dans les circonstances les plus difficiles. L'Etat, insulté et humilié, ne peut agir pour la défense de ses droits.

L'Hellénisme tout entier, affecté douloureusement par cette triste situation, a manifesté son légitime désir de voir prendre d'énergiques mesures permettant d'éviter, dans l'avenir, le retour de semblables dangers. D'ailleurs, des étrangers mêmes, officiellement ou à titre privé, nous ont indiqué à maintes reprises que la Grèce aurait prévenu les malheurs et les humiliations qu'elle a eu à subir si nous possédions sur terre et sur mer des forces suffisantes pour la défense du pays.

La Ligue des officiers de l'armée nationale de terre et de mer pénétrée de sentiments identiques, comprenant, comme tous les Hellènes, la gravité de la situation et la nécessité d'une solide armée de terre et de mer pour la défense du territoire et des droits de la nation, sachant que les pouvoirs compétents ont négligé l'organisation de la défense non par mauvais vouloir mais sous l'injustifiable prétexte que les ressources de l'Etat — que l'on gaspille pourtant à tort et à travers — sont insuffisantes, adresse au souverain, chef suprême, de par la Constitution, des forces militaires et navales du pays, ainsi qu'à son gouvernement la prière sacrée qu'ils s'appliquent sans retard à redresser promptement tous les vices de l'administration en général et, en particulier, ceux de l'armée et de la marine.

La Ligue militaire ne poursuit pas l'éloignement de la dynastie ou le remplacement du roi dont la personne est sacrée pour ses membres. Elle ne souhaite pas instaurer l'absolutisme ou le régime militaire, ni attenter autrement au régime constitutionnel, car les officiers qui la composent sont eux aussi des citoyens hellènes et ont juré fidélité à la Constitution.

Mais, comme le Diadoque et les princes, en assumant des commandements actifs, exercent inconsciemment par leur prestige personnel une très grande influence sur le service en général et sur le caractère des officiers ; comme il en résulte fatalement des frottements qui contribuent à diminuer le prestige de ces hautes personnalités ; comme, d'autre part, ces hautes personnalités n'ont pas les responsabilités des emplois qui leur sont confiés seulement pour la forme et sont, en réalité, entièrement irresponsables, au grand préjudice du service et des personnes, et en violation de la charte constitutionnelle, pour toutes ces raisons la Ligue militaire estime que, dans l'intérêt même de la dynastie, le Diadoque et les princes doivent s'abstenir de tout service et

commandement actif dans l'armée et dans la marine, tout en conservant les grades qu'ils possèdent et le droit de recevoir de l'avancement au gré du souverain.

De même, la Ligue militaire ne vise pas un changement de ministère, convaincue que les gouvernements de la Grèce sont plus que tous autres patriotes et qu'ils travaillent toujours pour la grandeur et la prospérité de la patrie.

Cependant, comme la nomination d'hommes politiques à la tête des départements de la guerre et de la marine — une longue expérience l'a prouvé — est, malgré la bonne volonté de ces ministres, contraire à l'intérêt bien entendu du service en général et de la discipline en particulier, la Ligue militaire soumet la prière que dorénavant, en vertu de son droit découlant de la Constitution de nommer les ministres, le souverain exige que les ministres de la guerre et de la marine soient choisis parmi les officiers supérieurs en activité de service ou en retraite.

La Ligue militaire ne poursuit pas l'augmentation des cadres de l'armée et de la marine, ni l'éloignement d'officiers supérieurs, car elle n'est pas au service de vils intérêts personnels, mais à celui d'une cause sacrée.

La Ligue militaire souhaite que notre religion soit élevée à la hauteur de sa mission, que l'administration devienne intègre et honnête, que la justice soit promptement rendue à tous les citoyens, sans distinction de classes, équitablement et impartialement, que l'instruction du peuple devienne profitable pour la vie pratique et les besoins militaires du pays, que la vie, l'honneur et la fortune des citoyens soient protégés. Elle souhaite enfin l'amélioration des finances par le remaniement des recettes et des dépenses du Trésor. Ainsi, d'une part le peuple grec, qui se trouve presque dans la misère, sera allégé des impôts odieux qu'il acquitte et que l'on gaspille à entretenir, pour favoriser les compromissions, des services et des fonctionnaires inutiles et dispendieux. D'un autre côté, on pourra fixer les limites dans lesquelles il sera loisible d'augmenter les dépenses pour la préparation militaire du pays et pour l'entretien de l'armée et de la flotte en temps de paix.

De plus, la Ligue militaire, prévoyant des prochaines complications dans les affaires nationales, prie instamment que l'on prenne sans retard les mesures qui s'imposent de façon à pouvoir faire face aux événements.

Telle est la prière qu'exprime la Ligue militaire en faveur de la réorganisation des services publics dont l'armée et la marine constituent une très importante partie. Elle n'a pas compétence pour entrer dans des détails qui échappent à sa spécialité et qu'il appartient au gouvernement de régler d'accord avec la représentation nationale. Aussi se borne-t-elle à soumettre un programme contenant les bases générales et fondamentales de l'organisation des armées de terre et de mer et à indiquer les mesures qu'il convient de prendre immédiatement pour la défense du pays.

En soumettant cette prière la Ligue militaire ne doute pas qu'elle sera exaucée. Telle est en effet la volonté du peuple hellène et le gouvernement, avec le patriotisme qui le distingue, s'empressera de convoquer la Chambre pour obtenir le vote des mesures indispensables au succès de cette œuvre de relèvement national.

La prompte convocation de la Chambre s'impose, car la dissolution et les nouvelles élections exigent des délais considérables et, dans les conjonctures actuelles, la moindre perte de temps constitue un préjudice à la patrie.

La Ligue militaire est décidée fermement, au cas où sa requête ne serait pas prise en considération, de ne reculer devant aucun obstacle, de quelque côté qu'il vienne, susceptible de faire échouer sa patriotique entreprise. Elle décline toute responsabilité au sujet des complications que pourraient provoquer soit en alléguant le maintien de la discipline ceux qui ont depuis longtemps détruit toute discipline, soit en opérant des poursuites contre les membres de la Ligue sous prétexte qu'elle s'écarte de la légalité, ceux qui n'ont jamais respecté aucune loi. Elle s'adresse aux purs et patriotiques sentiments du peuple hellène et sollicite son concours dans la lutte qu'elle a assumée.

Programme d'organisation des armées de terre et de mer.

I. — RAPIDE PRÉPARATION DE L'ARMÉE.

1. Maintien sous les drapeaux de la classe jusqu'à l'expiration du terme de deux ans à moins que les circonstances n'en permettent le licenciement.
2. Appel, au 1^{er} octobre de l'année courante, pour une période d'instruction, des exemptés de quatre ou cinq classes parmi les dernières.
3. Appel, au besoin dans les premiers jours de février 1910, pour manœuvres d'ensemble, de quatre classes au moins de la réserve.
4. Complément immédiat du matériel nécessaire à l'armée en temps de paix et aux effectifs prévus en cas de mobilisation.

II. — RAPIDE PRÉPARATION DE LA MARINE.

1. Achat d'un nouveau cuirassé de 10 mille tonnes au moins et de huit torpilleurs de 150 tonnes au moins.
2. Réparation hâtive des trois cuirassés existants avec les ressources dont on dispose; amélioration provisoire, si possible, de leur artillerie

par le remplacement des charges à la poudre ordinaire par la poudre sans fumée.

3. Achat du matériel nécessaire d'artillerie et de torpilles.

III. — ORGANISATION RÉGULIÈRE DE L'ARMÉE DE TERRE.

1. Modification de l'organisation de l'armée dans un sens plus pratique et moins dispendieux par la suppression des emplois et services inutiles.

2. Application plus complète de la loi sur le recrutement par la réduction au minimum du nombre des dispenses de façon à permettre l'incorporation du plus grand nombre possible de conscrits (15 à 17.000, si possible, annuellement).

3. Manœuvres annuelles de grandes unités, appel annuel de trois classes au moins de la réserve.

4. Elaboration d'un plan de défense du territoire et application graduelle de ce plan.

6. Suppression de l'état-major général, ce corps par suite de son recrutement défectueux n'étant pas à la hauteur de sa mission.

7. Engagement d'un général étranger assisté d'un état-major étranger pour l'organisation du service d'état-major, la direction des grandes manœuvres et l'instruction pratique de l'armée. Au début et jusqu'à instruction complète des officiers de tout grade, comme il est indiqué plus loin, l'état-major sera constitué par les officiers de toutes les armes choisis parmi les plus aptes à remplir ces fonctions. Ultérieurement l'état-major sera composé d'officiers ayant fait une période d'instruction dans une école de guerre à l'étranger où ils seront envoyés par voie de concours et aux frais de l'Etat.

Une loi règlera l'organisation intérieure du service d'état-major et la durée du stage des officiers ainsi que tous les détails assurant le fonctionnement régulier de ce service et l'unité de direction.

Une loi établira également que, pour participer au concours pour l'envoi dans une école de guerre à l'étranger, les officiers de toutes armes doivent posséder le grade de lieutenant ou de capitaine.

A l'état-major de l'organisation étranger devra être attaché un officier d'intendance pour l'organisation de l'intendance et des services financiers de l'armée et deux officiers supérieurs d'artillerie et d'infanterie qui prendront la direction des deux écoles de tir de l'artillerie et de l'infanterie.

8. Achat de tout le matériel nécessaire à l'armée sur le pied de paix et de guerre ; remplacement du matériel épuisé de façon quelconque pour les besoins du service et de l'instruction de l'armée en prenant

soin que la plus grande partie sinon l'ensemble des fournitures et particulièrement celle des munitions soit effectuée dans le pays.

9. Suppression du commandement général de l'armée ; création d'un conseil supérieur composé des commandants de divisions et du chef d'état-major sous la présidence du plus ancien. Ce conseil se réunira à Athènes une fois par an, après l'inspection général de l'armée. Il établira les tableaux d'avancement et règlera généralement les nominations.

Il s'occupera de l'acquisition par l'Etat de champs de tir pour les deux écoles spéciales et dans les différentes villes où se trouvent des garnisons.

10. Affranchissement si possible de l'armée de ministres de la guerre civils.

11. Abrogation de la loi ΑΥΛΗ' du 28 mai 1887 comme inutile, les membres de la famille royale qui désireront s'engager dans l'armée de terre ou de mer devant être désormais astreints aux lois générales sur l'avancement des officiers.

Les princes possédant un grade en vertu de la susdite loi s'abstiendront de tout service active dans l'armée et dans la marine. Ils conserveront leurs grades et pourront être promus au gré du souverain.

12. Pour la composition normale et l'instruction complète de l'armée en temps de paix sur les bases indiquées, il devra être nécessairement prélevé sur le budget annuel des dépenses du ministère de la guerre une somme minima de 23 millions.

IV. — ORGANISATION RÉGULIÈRE DE L'ARMÉE DE MER.

1. Remplacement des vieux bâtiments par des unités nouvelles, conformément à l'objectif de la marine ; complément de la flottille de torpilleurs, réfection de la flottille du golfe Ambracique, complément des installations de l'arsenal selon les besoins de la flotte.

2. Vente du vieux matériel, réduction du nombre des yachts à un seul affecté exclusivement au service du roi.

3. Affranchissement si possible de la marine des ministres civils.

4. Economies rigoureuses dans tous les services de la marine de façon à ce que les crédits alloués au département de la marine puissent suffire à tous les besoins ordinaires de l'armée de mer.

5. Engagement d'organisateurs étrangers pour les services de la flotte.

V. — ORGANISATION RÉGULIÈRE DE LA GENDARMERIE.

1. Affranchissement de la gendarmerie des influences politiques par l'introduction des modifications nécessaires dans le commandement et le conseil de surveillance.

2. Organisation plus pratique et plus économique de la gendarmerie permettant, le cas échéant, d'utiliser ce corps comme force de combat.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

L'entrevue du Tzar et du Président de la République à Cherbourg.

(1^{er} août 1909.)

Les Toasts.

Le Président de la République a porté le toast suivant :

« SIRE,

« J'éprouve une joie sincère à souhaiter la bienvenue à Votre Majesté et à Sa Majesté l'impératrice, à l'occasion du troisième voyage que, depuis leur couronnement, elles font en notre pays.

« La France et son gouvernement vous ont, sire, une profonde gratitude pour les marques de fidèle sympathie et d'inaltérable amitié qui leur viennent de Votre Majesté ; votre présence aujourd'hui dans le port de Cherbourg en est un nouveau témoignage : elle apporte à l'alliance qui unit nos deux gouvernements et nos deux nations, et qui est justement considérée comme une garantie de paix dans le monde, une consécration qui permet d'attendre d'elle, dans l'avenir, des effets non moins heureux que ceux qu'elle a produits dans le passé.

« En exprimant les sentiments d'attachement que la France porte à la Russie, je lève mon verre en l'honneur de Vos Majestés, en l'honneur de S. M. l'impératrice Marie Feodorovna, et de toute la famille impériale, je bois à la grandeur et à la prospérité de l'empire russe, allié et ami de la République française. »

La musique joue l'hymne russe. L'empereur de Russie a répondu :

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« Les paroles de bienvenue que vous venez de prononcer nous ont profondément touchés, l'impératrice et moi. C'est chaque fois avec un sentiment de sincère plaisir que j'aborde les côtes de la France. Le souvenir de mes précédents séjours dans votre beau pays reste gravé dans

ma mémoire. Outre les chaleureuses sympathies que je nourris personnellement à l'égard de la France, je demeure comme vous, Monsieur le Président, fermement convaincu que l'alliance entre nos deux pays constitue une précieuse garantie pour la paix générale, et que les liens étroits d'amitié entre la Russie et la France continueront à l'avenir comme par le passé à faire ressentir leurs bienfaisants effets. Si au camp de Bétheny, il m'a été donné d'admirer l'armée française, j'éprouve aujourd'hui une joie réelle de pouvoir rendre hommage à la superbe flotte, dont la revue à laquelle je viens d'assister m'a vivement impressionné.

« Animé de ces sentiments de cordialité et de constance inaltérable, partagés par la Russie entière, je lève mon verre à votre santé, Monsieur le Président, à la grandeur de la France alliée et amie, et je bois à la prospérité de la vaillante marine française. »

La défense du Danemark.

(Débats parlementaires, août 1909.)

Au cours des débats sur les projets de loi touchant la défense nationale, le président du conseil, comte de Holstein-Ledreborg, s'est exprimé en ces termes :

« Nous avons non seulement l'obligation d'observer la neutralité, en général, dans la mer du Nord et dans la mer Baltique, mais nos conventions nous obligent, dès l'apparition d'un danger menaçant soit notre territoire, soit celui d'une quelconque des puissances contractantes, de nous mettre en rapport avec les ambassadeurs de ces dernières, pour nous concerter sur les mesures à prendre. Nous sommes donc obligés, dans des circonstances données, de coopérer avec d'autres puissances, et c'est là une obligation qu'on peut nous torcer d'observer, si nous n'exécutons pas loyalement et honnêtement ce qu'on est en droit d'exiger de nous. Ces conventions sont de la plus haute importance au point de vue de l'existence du Danemark et ne peuvent être discutées avec l'incroyable indifférence qu'on professe ici à leur égard de plusieurs côtés. »

Le Folkething a adopté, le 31 août, en troisième délibération la loi de la défense nationale. Les projets avec les propositions de modifications déposées par le gouvernement et les partis de la majorité iront maintenant au Landsting.

L'armée anglaise.

Un memorandum officiel publié le 30 août par le conseil de l'armée indique, que depuis 1905 l'effectif des forces disponibles pour le service à l'étranger a été porté à 339,749 hommes, soit une augmentation de 110,000 hommes.

L'organisation militaire en Australie.

(Septembre 1909.)

Le ministre de la défense, en proposant à la Chambre des représentants du Commonwealth l'adoption en seconde lecture du projet de défense, a déclaré que jusqu'ici l'Australie avait pu développer en paix ses ressources sous la protection de la Grande-Bretagne, mais que le moment était venu pour l'Australie d'être un appui et non plus un fardeau pour la mère patrie.

Le ministre a ajouté que, d'après le programme adopté, l'Australie fournirait à la flotte anglaise quatre croiseurs, dont un croiseur cuirassé, six contre-torpilleurs, trois sous-marins et 2,300 officiers et marins.

Il a ensuite exposé les grandes lignes du projet de service militaire obligatoire qui pourrait fournir 260,000 adultes bien entraînés et une réserve de 115,000 hommes. En outre, un corps expéditionnaire serait constitué lorsque cela deviendrait nécessaire.

CRÈTE

A la Canée, les consuls des quatre puissances protectrices de la Crète ont remis aux autorités une note collective résumant ainsi la question du retrait complet des troupes à la date du 26 juillet :

« Les puissances, confiantes dans la sagesse du peuple crétois, comptent sur l'énergie et la loyauté des autorités pour continuer à maintenir l'ordre public et la sécurité de la population musulmane. Elles continueront à s'occuper avec bienveillance de la question crétoise et veilleront au maintien de l'ordre et de la sécurité des musulmans à Candie. Elles prendraient telles dispositions qu'elles jugeraient utiles

au rétablissement de la tranquillité, en cas de troubles que les autorités locales seraient impuissantes à réprimer. »

La Porte a reçu, le 13 juillet, une note de la part de chacune des quatre puissances protectrices, en réponse à la communication ottomane relative à la question crétoise.

La note annonce l'intention des quatre puissances de retirer leurs troupes le 26 juillet et de faire stationner quatre navires de guerre dans les eaux crétoises pour protéger les sujets musulmans en Crète et sauvegarder les droits suprêmes de l'empire ottoman,

Les puissances décrivent expressément l'accord actuel comme provisoire et se réservent le droit de discuter la régularisation du statut politique de l'île à un moment plus opportun. Des exemplaires d'une proclamation ayant pour but de tranquilliser les Crétois, et qui leur a été adressée par les puissances, ont été en même temps présentés à la Porte.

CONGO

Rapport au Roi.

SIRE,

J'ai l'honneur de placer sous les yeux de Votre Majesté les tableaux de statistique du mouvement commercial du Congo belge, pendant l'année 1908.

Le *commerce général* a atteint fr. 89,138,107.67, se décomposant comme suit :

EXPORTATIONS : fr. 56,867,272.69.

IMPORTATIONS : fr. 32,270,834.98.

Le *commerce spécial*, qui comprend exclusivement, à la sortie, les produits originaires de la Colonie, et, à l'entrée, les marchandises déclarées pour la consommation dans le territoire, s'est élevé à fr. 69,958,076.78, soit :

EXPORTATIONS : fr. 43,371,794.64.

IMPORTATIONS : fr. 26,586,282.14.

Le mouvement commercial de l'année 1908 est en décroissance comparativement à l'année 1907. Ce recul provient en partie de la baisse du prix du caoutchouc : en 1907, le prix moyen de cette gomme par

100 kilogrammes était de fr. 944.50, tandis que l'année dernière il n'a été que de 675 francs. Il y a cependant lieu de remarquer que certains produits exportés sont en augmentation, notamment le copal de 440,260 kilogrammes, l'huile de palme de 51,997 kilogrammes, l'ivoire de 25,174 kilogrammes, les noix palmistes de 405,433 kilogrammes, le cacao de 63,674 kilogrammes et le minerai de cuivre de 34,359 kilogrammes.

Le commerce spécial des importations est en progrès de fr. 1,404,476.53 sur celui de l'exercice précédent. Cet accroissement porte spécialement sur les denrées alimentaires, l'habillement et la lingerie, les machines et accessoires, les matériaux de construction, les métaux, les fournitures de bureau, la quincaillerie et les tissus de coton.

Les importations d'alcool ont diminué considérablement, comparées à celles de l'an passé; il en a été déclaré pour la consommation 187,659 litres, valeur fr. 91,454.47 contre 608,549 litres, valeur fr. 267,538.50.

La part de la Belgique dans les totaux de fr. 43,371,794.64 et de fr. 26,586,282.14 du commerce spécial des exportations et des importations est respectivement de fr. 39,429,099.49 et de fr. 19,733,560.25.

Je suis, avec le plus profond respect,

SIRE,
de Votre Majesté,
le très humble et très fidèle serviteur,

Pour le Ministre des Colonies, absent :

Le Ministre des Finances,

JUL. LIEBAERT.

Bruxelles, le 26 juillet 1909.

Le différend sino-japonais.

(Août 1909.)

L'ambassade du Japon nous communique la note suivante :

« Comme il a été annoncé, dans le précédent *pro memoria*, relatif à l'affaire du chemin de fer Antoung-Moukden, M. Ijuin, ministre du Japon à Pékin, notifia, le 6 août 1909, au gouvernement chinois que les travaux de reconstruction de ce chemin de fer seront dorénavant mis à exécution. Le lendemain, le gouvernement de Chine répondit à cet avis qu'il n'insistait pas dans son opposition relative au changement de la largeur de voie existante et à l'introduction des rectifications qui

doivent être considérées comme nécessaires au point de vue technique. Il exprima en même temps le désir de voir soumettre la question de la rectification de la ligne à l'étude des commissaires, qui seront nommés à cet effet par les deux gouvernements.

« En conséquence, le ministre du Japon, conformément aux instructions du cabinet de Tokio, remit, le 10 août dernier, au gouvernement de Chine, une note en lui faisant remarquer que le changement en vue du tracé était non seulement limité aux points absolument nécessaires au point de vue technique, mais qu'il est aussi pratiquement basé sur le résultat de l'arpentage dressé en commun par les commissaires des deux gouvernements. Cette note ajoutait que, vu cet état de choses, il n'y avait aucune nécessité d'envoyer de nouveau une commission collective dans le but de répéter les travaux complètement terminés, et que par conséquent il était à désirer que le gouvernement de Chine, prenant en considération la nécessité urgente de reconstruire rapidement la ligne en question, approuvât sur-le-champ la partie de la ligne déjà examinée et acceptée par les commissaires des deux pays.

« Le 13 août courant, le gouvernement de Chine envoya à la légation du Japon à Pékin une réponse, d'où il résultait que le gouvernement du Japon était parfaitement justifié en considérant que la Chine était pleinement disposée à reconnaître la nécessité immédiate de la reconstruction de la ligne Antoung-Moukden et qu'elle était désireuse d'y prêter tous les concours nécessaires.

« Dans ces conditions, le gouvernement du Japon, animé des plus vifs sentiments d'amitié et en vue des bonnes relations entre les deux empires, donna des instructions à son consul général à Moukden, M. Koiké, dans le but de faire signer par lui un memorandum, avec le vice-roi M. Hoi et le gouverneur M. Chang.

« Un memorandum fut signé à Moukden, le 19 août courant, dont voici les points essentiels :

« 1° Le même écartement de voie que celui du chemin de fer Pékin-Moukden sera adopté par la ligne Antoung-Moukden.

« 2° Les deux pays reconnaîtront et approuveront toute la ligne telle qu'elle fut déjà examinée et acceptée par les commissaires des deux pays, à l'exception de la partie se trouvant entre Moukden et Chang-Siang-Toun, qui fera l'objet d'une conférence ultérieure des deux pays.

« 3° Dès le jour de la signature du memorandum, les négociations relatives à l'achat des terrains et au règlement d'autres détails seront activées.

« 4° Dès le lendemain de ladite signature, les travaux de reconstruction seront accélérés.

« 5° La Chine donnera des instructions invitant les autorités locales le long de la ligne en question à donner toute facilité à l'exécution des travaux. »

TABLE GÉNÉRALE

CHRONOLOGIQUE ET ANALYTIQUE

des Matières contenues dans les quatre volumes de l'année 1909

(Tomes 109, 110, 111 et 112)

			Tomes	Pages
		1881		
DÉCEMBRE 30.	— France, Suède et Norvège. — Traité de commerce et de navigation (Paris)	110	239 et 243 253 et 256	
		1892		
JANVIER 13.	— France, Suède et Norvège. — Convention pour la prorogation partielle des traités de commerce et de navigation conclus le 30 décembre 1881 (Paris)	110	237 et 251	
		1893		
JUIN 19.	— Egypte. — Décret khédivial modifiant celui du 3 janvier 1881 sur la composition et les fonctions du conseil sanitaire, maritime et quarantenaire	109	106	
	Egypte. — Arrêté ministériel concernant le fonctionnement du service sanitaire, maritime et quarantenaire	109	114	
		1894		
DÉCEMBRE 25.	— Egypte. — Décret khédivial sur le budget et les ressources du conseil quarantenaire	109	112	
		1899		
FÉVRIER 4.	— Chili, Danemark. — Traité de commerce et de navigation (Berlin)	110	135	
		1900		
SEPTEMBRE 11.	— Colombie, Costa-Rica. — Sentence arbitrale sur les limites des deux Etats, rendue par M. le Président de la République française (Paris)	110	281	

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

1901

		Tomes	Pages
JANVIER	26. — Espagne, Portugal. — Echange de notes concernant le service militaire réciproque (Lisbonne).	III	98

1903

DÉCEMBRE	3. — Convention sanitaire internationale de Paris	109	57
----------	--	-----	----

1904

MAI	31. — Espagne, Portugal. — Convention d'arbitrage (Lisbonne).	III	123
OCTOBRE	1 ^{er} . — Pays-Bas, Portugal. — Convention en vue de délimiter les frontières des possessions respectives des deux Etats dans l'île de Timor (La Haye).	III	128

1905

MAI	6. — Portugal, Suède. — Convention d'arbitrage (Lisbonne)	III	138
JUIN	7. — Convention internationale de Rome créant un Institut international d'agriculture	III	118
JUILLET	17. — Convention internationale de La Haye relative à la procédure civile	III	5
AOUT	5. — Allemagne, Luxembourg. — Circulaire concernant l'application de la convention internationale de La Haye du 17 juillet 1905 (Luxembourg).	III	15
NOVEMBRE	30. — Chili, Danemark. — Article additionnel au traité de commerce et de navigation du 4 février 1899 (Santiago)	III	135

1906

JANVIER	1 ^{er} . — Etats-Unis, Suisse. — Proclamation du Président des Etats-Unis concernant le régime douanier applicable aux marchandises originaires de Suisse (Washington)	III	176
JUILLET	14. — Egypte, Italie. — Convention de commerce et de navigation (Alexandrie), et Règlement douanier du 16 février 1909, y annexé (Le Caire).	III	185
	18. — Belgique, Pérou. — Convention consulaire (Lima).	III	127
SEPTEMBRE	19. — 2^e Convention additionnelle à la convention internationale de Berne du 14 octobre 1890, sur le transport des marchandises par chemins de fer (Berne)	III	137
	29. — Colonies anglaises de l'Afrique du Sud et Australie. — Convention douanière	III	118

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

1906

		Tomes	Pages
OCTOBRE 16-NOVEMBRE 3.	Colonies anglaises de l'Afrique du Sud et Australie. — Actes de la Conférence de Bruxelles pour la révision du régime des spiritueux en Afrique.	112	153
NOVEMBRE 3.	Projet de convention internationale sur le régime des spiritueux en Afrique (révisant la convention de Bruxelles du 8 juin 1899) (Bruxelles)	112	236
DÉCEMBRE 20.	Espagne, Etats-Unis. — Echange de notes concernant l'accord du 1 ^{er} août 1906 sur les tarifs (Madrid)	109	243

1906-1907

Mexique. — Commerce général du Mexique en 1906 et 1907. Débouchés pour l'industrie française	112	388
---	-----	-----

1907

	Allemagne. — Mouvement économique de l'Est allemand et en particulier de Dantzig, en 1907	110	308
	Grèce. — Mouvement commercial et maritime du Pirée en 1907. — Commerce avec la France	112	327
	Grèce. — Situation économique de la Grèce en 1907. — Importation, exportation	112	373
	Chine. — Mouvement commercial et maritime de Hankéou en 1907	110	336
AVRIL 2).	Allemagne, Autriche-Hongrie, France, Grande-Bretagne, Italie, Russie, Turquie. — Protocole concernant les droits de douane en Turquie (Constantinople)	109	11
MAI 16.	Etats-Unis, Pays-Bas. — Convention commerciale (Washington).	110	132
	18. — Arrangement international de Berne, concernant l'unité technique des voies ferrées et la fermeture des wagons devant passer en douane dans le trafic international.	110	166
	20. — Turquie. — Loi sur les analyses en douane. Loi sur l'emmagasinage du pétrole. Règlement des mines. Organisation du service des douanes	109	14
JUIN .	Conférence internationale de Londres, sur la maladie du sommeil.	110	264
	18. — Allemagne, Monténégro. — Convention de commerce et de navigation (Cettigné)	110	131
JUILLET 9.	Grande-Bretagne, Italie. — Arrangement concernant les produits pharmaceutiques (Rome).	111	115
	18. — France, Italie. — Convention complétant la convention du 16 juillet 1899 relative à l'exécution du service téléphonique italo-français et portant création d'avis d'appel téléphonique (Rome).	112	21
SEPTEMBRE 25.	Pays-Bas, Pérou. — Convention consulaire (Lima).	112	132

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

1907

		Tomes	Pages
OCTOBRE	8. — Autriche, Hongrie. — Traités et conventions concernant les relations commerciales et douanières entre les deux pays (Budapest)	112	58
	16. — Italie, Mexique. — Convention générale d'arbitrage (Aja)	109	140
NOVEMBRE	2. — France, Grande-Bretagne, Norvège. — Déclaration relative au traité du 21 novembre 1855 sur l'intégrité des Royaumes-Unis de Suède et de Norvège (Christiania)	112	127
	20. — Bulgarie, Roumanie. — Traité de commerce et de navigation (Bucharest)	110	180
DÉCEMBRE	6. — Grande-Bretagne, Ethiopie. — Traité de délimitation (Addis-Ababa)	109	145
	9. — Convention internationale de Rome, concernant la création de l'Office international d'hygiène	109	120
	25. — Chine. — Décrets contenant les réformes constitutionnelles	109	249

1908

		Affaires de Turquie. — Mouvement Jeune-Turc	109 219
		Canada. — Taxe sur les voyageurs de commerce en 1908	112 285
JANVIER	10. — France, Ethiopie. — Traité d'amitié et de commerce (Addis-Ababa)	109	143
	23. — Etats-Unis, France. — Arrangement commercial (Washington)	112	117
	30. — Bolivie, Pérou. — Convention douanière (La Paz)	110	124
FÉVRIER	21. — France. — Arrêté relatif à l'organisation du contrôle des semences tourragères importées de l'étranger	112	296
	28. — Etats-Unis, Suisse. — Convention d'arbitrage (Washington)	112	123
MARS	1/14. — Autriche-Hongrie, Serbie. — Traité de commerce (Vienne)	111	21
	17. — France — Règlement concernant l'admission en France des cigarettes étrangères destinées à la vente du public	112	300
	20. — Vénézuéla. — Décisions douanières concernant le tabac	112	312
	23. — Etats-Unis, Italie. — Convention d'arbitrage (Washington)	112	121
AVRIL	4. — Etats-Unis, Grande-Bretagne. — Convention d'arbitrage	109	152
	8. — Vénézuéla. — Décret sur les allumettes et l'Amer de Siégert importés de l'étranger. — Ordonnance relative aux plaques bitumées et sablées pour toitures (taxes)	112	313

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

1908

		Tomes	Pages
AVRIL	11. — Etats-Unis, Grande-Bretagne. — Convention concernant la protection des poissons comestibles dans les eaux limitrophes (Washington).	109	173
	14. — Allemagne, Salvador. — Traité de commerce (San Salvador)	112	5
	15. — Espagne, France. — Protocole modifiant la convention de 1904 relative aux chemins de fer transpyrénéens (Paris)	110	123
	20. — Chine, Grande-Bretagne, Thibet. — Convention concernant les règlements commerciaux (Calcutta)	109	147
	23. — France, Grande-Bretagne, Suède. — Déclaration relative au traité du 21 novembre 1855 sur l'intégrité des Royaumes-Unis de Suède et de Norvège (Stockholm)	112	127
	27. — Japon, Pays-Bas. — Convention consulaire (La Haye)	109	133
MAI	4. — Belgique, Italie. — Déclaration relative à l'admission réciproque des produits médicaux et pharmaceutiques (Rome)	110	222
	14. — Grèce, Monténégro. — Convention commerciale (Cettigné)	111	101
JUIN	11. — Règlement de service international et tableaux de tarifs, annexés à la convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg. — Révision de Lisbonne	110	5
JUIN 14 et 30, AOUT 18 et SEPTEMBRE 30.	— Italie, Norvège. — Echange de notes concernant l'assistance aux marins délaissés (Berlin et Rome).	110	224
JUILLET	29. — Allemagne, Haïti. — Convention commerciale (Port au Prince)	111	18
AOUT 16/29.	— Belgique, Bulgarie. — Traité de commerce et de navigation (Sofia)	112	6
	17. — Espagne. — Ordre royal concernant les formalités relatives à l'importation de l'argent.	112	287
SEPTEMBRE 22.	— Bulgarie. — Proclamation de l'indépendance de la Bulgarie.	109	339
SEPTEMBRE-OCTOBRE.	— Session de l'Institut de droit international (Florence).	112	240
OCTOBRE	— Autriche-Hongrie. — L'annexion de la Bosnie et l'Herzégovine	109	278
	17. — France, Grande-Bretagne. — Convention modifiant l'article 2 de la convention d'extradition du 14 août 1876 (Paris)	111	112
NOVEMBRE 4.	— Belgique, France, Grèce, Italie, Suisse. — Convention monétaire (Paris)	112	36
	5. — Espagne, Serbie. — Convention commerciale (Vienue)	111	109
13-14.	— Allemagne, France. — Echange de notes constatant l'adhésion de l'Allemagne à la convention de Berne du 9 septembre 1906 concernant la		

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

1908

		Tomes	Pages
	création d'une union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques et à la convention spéciale franco-allemande du 8 avril 1907 ; — accession comprenant celle des colonies françaises et allemandes (Berlin).	109	6
NOVEMBRE 17, DÉCEMBRE 26. —	Italie, Suisse. — Arrangement relatif aux travaux militaires entrepris dans le tunnel du Simplon (Berne)	109	138
NOVEMBRE 24. —	Allemagne, France. — Compromis d'arbitrage relatif aux questions soulevées par les événements qui se sont produits à Casablanca le 25 septembre 1908 (Berlin)	112	43
30. —	Autriche, Hongrie. — Convention additionnelle au traité du 8 octobre 1907 concernant les relations commerciales réciproques (Vienne). . .	112	110
30. —	Etats-Unis, Japon. — Arrangement concernant la politique en Extrême-Orient. — Echange de notes (Washington).	110	227
DÉCEMBRE 1er. —	Espagne, Roumanie. — Convention commerciale (Vienne)	111	106
2. —	France, Suède. — Arrangement complémentaire concernant les relations commerciales et maritimes (Paris)	110	236
5. —	Etats-Unis, Pérou. — Convention d'arbitrage (Washington).	112	136
10-23. —	Bulgarie. — Loi supprimant le monopole du sel et établissant un impôt de consommation et un droit d'importation sur le sel	109	254
17. —	Turquie. — Ouverture du Parlement ottoman. Discours du Sultan	109	343
19. —	Guatemala, Honduras, Salvador. — Sentence arbitrale rendue par la cour d'arbitrage de Cartago (Costa Rica) (San José de Costa Rica) .	109	245

1909

Affaires du Congo. — 3 ^e livre gris belge (1908-1909)	111	121
Affaires du Maroc. — Note remise par le doyen du Corps diplomatique à Tanger au Délégué au Sultan Moulay-Hafid, pour lui annoncer que les Puissances l'avaient reconnu comme Sultan (Tanger, 4 janvier 1909).	109	243
Texte de la réponse de Moulay-Hafid à la note précédente (Fez, 5 janvier 1909).	109	218
La politique française au Maroc. — Discours de M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, en réponse aux interpellations (18 janvier 1909).	109	265
Affaires d'Orient. — Le livre vert bulgare. .	110	307
Affaires de Perse. — Livres bleu et blanc anglais (1908-1909).	111	128

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

1909

			Tomes	Pages
		Affaires de Serbie. — Texte de la représentation russe du 2 mars 1909. — Note remise le 31 mai 1909 par M. Simitch, ministre de la Serbie à Vienne, au baron d'Erenthal	110	263
		Espagne. — Loi de finance de 1909, art. 28, abrogeant la loi autorisant l'entrée en franchise des vins français destinés à être mélangés avec des vins nationaux	109	254
		Turquie. — Projet d'organisation du Yémen	112	312
		Transvaal. — Les mines d'or du Transvaal. — Le commerce sud-africain (1908-1909).	112	409
		France. — Rapport sur le budget du ministère des Affaires étrangères pour l'exercice 1909, par M. Paul Deschanel (Chambre des députés)	110	342
JANVIER	1 ^{er} .	(Date de la mise en vigueur). — France, Italie. — Règlement pour l'exécution de l'article 5 de l'Arrangement signé le 9 juin 1906, relatif à la réparation des dommages résultant des accidents du travail	110	283
	11.	— Etats-Unis, Grande-Bretagne. — Délimitation des eaux frontières et relations de voisinage (Washington)	109	165
	13.	— Turquie. — L'exposé politique du grand-vizir Kiamil-Pacha	109	344
	25.	— Italie. — Décret interdisant l'importation des vignes américaines provenant de France	109	254
	27.	— Etats-Unis, Grande-Bretagne. — Arrangement d'arbitrage concernant l'exécution de la convention du 20 octobre 1818 (Washington)	109	155
	27.	— Etats-Unis, Grande-Bretagne. — Convention d'arbitrage concernant les pêcheries (Washington).	110	229
JANVIER 27, FÉVRIER	9.	— Bulgarie, Grande-Bretagne. — Arrangement additionnel à la convention de commerce, de douane et de navigation du 9 décembre 1905 (Sofia).	111	105
JANVIER	30.	— Allemagne, Grande-Bretagne. — Convention de délimitation (Berlin)	109	7
FÉVRIER	2.	— Japon. — Exposé du baron Kamura sur la politique extérieure du Japon. — Budget et situation économique en 1908	109	357
	9.	— Allemagne, France. — Accord sur le Maroc (Berlin)	109	5
	7.	— France, Italie. — Convention douanière (Rome)	112	19
	16.	— Grande-Bretagne. — Discours du Trône	109	262
	16.	— Egypte, Italie. — Règlement douanier annexé à la convention de commerce et de navigation du 14 juillet 1906 (Le Caire).	110	204
	16.	— Turquie. — Programme du nouveau ministère	109	349

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

1909

		Tomes	Pages
FÉVRIER	19. — Afrique du Sud. — Séance de la Société de Géographie. Conférence de M. Etienne Grosclaude	109	360
	20. — Espagne, Etats-Unis. — Echange de notes au sujet des vins mousseux espagnols (Washington).	111	103
	20. — France, Norvège. — Déclaration relative aux relations commerciales et maritimes, et annexes (Paris).	110	249
	22. — Belgique, Luxembourg, Pays-Bas. — Convention télégraphique (Bruxelles).	110	115
FÉVRIER 22 et MARS	5. — Allemagne, Grande-Bretagne. — Echange de notes portant confirmation des protocoles de délimitation de territoires en Afrique (Berlin).	110	92
FÉVRIER	26. — Conférence navale de Londres. — Protocole de clôture et Déclaration relative au droit de la guerre maritime. Rapport de M. Louis Renault.	109	177
	26. — Autriche-Hongrie, Turquie. — Convention concernant la Bosnie et l'Herzégovine (Constantinople).	109	54
MARS	2. — France, Mexique. — Compromis remettant à l'arbitrage du Roi d'Italie le différend relatif à la souveraineté de l'île de Clipperton dans le Pacifique (Mexico).	110	308
	10. — Grande-Bretagne, Siam. — Traité de cession de territoires (Bangkok).	112	28
	11. — Espagne, Norvège. — Déclaration modifiant la convention additionnelle du 25 août 1903, relative au régime douanier des vins (Madrid).	111	102
	15. — Pays-Bas. — Projet de régence	109	359
	24. — Italie. — L'ouverture de la Chambre. Le discours du Trône	109	350
	29. — Allemagne. — Discours du Chancelier de Bulow au Reichstag	109	255
	30. — Italie, Suisse. — Convention d'extradition (Rome).	112	22
AVRIL	7. — France, Portugal. — Convention d'arbitrage (Paris).	110	117
	19. — Mexique. — Adhésion du Mexique à la Conférence internationale de Paris et à la convention de Rome (office international d'hygiène).	111	119
	20. — Colombie, Pérou. — Traité d'amitié et d'arbitrage (Lima).	112	116
MAI	Grande-Bretagne. — Débats parlementaires. La politique extérieure anglaise	110	305
	1 ^{er} . — Turquie. — Le nouveau règne en Turquie. Rescrit impérial	110	306
	15. — Allemagne, Autriche-Hongrie. — Entrevue des deux Empereurs. Toasts (Vienne).	110	303

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

1909

		Tomes	Pages
MAI	22. — Allemagne, France. — Sentence du Tribunal d'arbitrage sur les incidents de Casablanca (La Haye)	112	46
	29. — Allemagne, France — Procès-verbal de regrets mutuels sur les incidents de Casablanca (Berlin)	112	57
JUN	8. — Belgique. — Loi sur l'acquisition et la perte de la nationalité	111	272
	9. — Zanzibar. — Décret concernant l'esclavage	112	313
	23. — France. — Décret reconnaissant comme d'utilité publique l'Office international d'hygiène publique (Arrangement de Rome du 9 décembre 1907)	112	294
	29. — Espagne, France. — Convention télégraphique (Paris)	111	113
JUILLET	Affaires de Crète. — Déclaration de M. Vénizélos, membre du gouvernement provisoire. — La note grecque. La note des Puissances à la Turquie. — Notes diplomatiques	112	315
	Grèce. — Mémoire présenté au gouvernement grec par les officiers.	111	280
	Turquie. — Nouveau règlement douanier.	112	306
	3. — France, Grande-Bretagne. — Convention concernant la compensation pour les accidents du travail (Paris)	112	23
	4. — Egypte. — Loi soumettant certains individus à la surveillance de la police	111	275
	10 et 21. — France. — Décrets concernant les tarifs télégraphiques internationaux	110	287
	12. — Corée, Japon. — Convention sur l'administration judiciaire et pénitentiaire en Corée (Séoul).	112	18
	13-26. — Affaires de Crète. — Note collective des quatre Puissances protectrices	111	289
	17. — Allemagne. — Ordonnance douanière sur les vins	112	271
	26. — Congo. — Rapport au Roi de Belgique.	111	290
	Danemark. — La défense du Danemark. Débats parlementaires	111	288
	Chine, Japon. — Le différend sino-japonais. Le chemin de fer Antoung-Moulken	111	291
AOÛT	1 ^{er} . — France, Russie. — L'entrevue du Tzar et du Président de la République à Cherbourg	111	287
	4. — Allemagne, Luxembourg. — Echange de déclarations et circulaire du Ministre d'Etat, Président du Gouvernement du Luxembourg, du 5 août 1909 sur l'application de la convention de La Haye du 17 juillet 1905 en ce qui concerne les communications d'actes judiciaires et extrajudiciaires (Luxembourg).	111	15
	5. — Etats-Unis. — Tarif douanier (Loi)	111	139
	6. — Etats-Unis. — Instructions relatives à l'exécution de la loi douanière du 5 août 1909	112	287

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

1909

		Tomes	Pages
AOUT 6, 7, 8, 11.	Chine Japon. — Le chemin de fer d'Antoung à Moukden. Notes diplomatiques	112	141
7.	Etats-Unis, Grande-Bretagne. — Dénonciation de la convention relative aux voyageurs de commerce (Londres)	111	111
17/30.	Turquie. — Promulgation de la loi relative à l'interdiction de l'emploi des alcools dans la production des boissons spiritueuses et à la prohibition de la consommation des boissons spiritueuses falsifiées au vin et à la bière	112	309
27.	Etats-Unis. — Instructions relatives à la marque des marchandises importées	112	292
30.	Grande-Bretagne. — L'armée anglaise.	111	289
SEPTEMBRE	Grande-Bretagne, Australie. — L'organisation militaire en Australie	111	289
	Etats-Unis, Nicaragua. — Règlement de l'affaire Emory	112	315
4.	Chine, Japon. — Arrangement concernant les matières d'intérêt commun en Mandchourie (Pékin).	112	112
4.	Chine, Japon. — Arrangement concernant Chien-Tao (Pékin)	112	114
22.	Bulgarie. — Lettres de créance des Ministres de Turquie et de France à Sofia	112	325
22.	Affaires du Maroc. — Note de protestation chérifienne (Tanger)	112	147
24.	France. — Décret relatif à la prohibition en France, en Algérie et dans les colonies, de l'importation des monnaies divisionnaires d'argent grecques	112	42
	Conférence diplomatique de La Haye, sur l'unification du droit relatif à la lettre de change. Questionnaire	112	265
SEPTEMBRE-OCTOBRE.	Conférence diplomatique de Bruxelles, relative au droit maritime international: 3 ^e session.	112	315
OCTOBRE	Affaires du Maroc. — Déclarations du gouvernement espagnol. Déclarations de M. Pichon.	112	321
	Allemagne, Autriche. — Anniversaire de l'alliance austro-allemande.	112	324
	Turquie. — Nouvelles lois. Conflit entre la Porte et les représentants étrangers. — Question du service militaire des orthodoxes en Turquie	112	421
11.	Conférence internationale de Paris, concernant la réglementation de la circulation des automobiles. — Protocole de clôture. Texte du projet de convention internationale	112	149
11.	Grèce. — L'ouverture de la Chambre hellène. Discours du Président du Conseil	112	326

1910

Russie. — Le budget pour 1910.	112	408
---	-----	-----

